





COLLECTION ·PALLAS·

Anthologie du Journalisme

Du XVIIe siècle à nos jours

PAR

Paul GINISTY

II



PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

Anthologie

du

Journalisme

COLLECTION PALLAS

Anthologie du Journalisme

Du XVIIe siècle à nos jours.

PAR

Paul GINISTY

II

1852-1900

Le Second Empire.
Le siège de Paris et la Commune.
Les premières années de la République.
De 1880 à 1900.



PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15
1922

L'ordre chronologique des articles cités a déterminé le classement des écrivains auxquels une notice est consacrée.

ANTHOLOGIE DU JOURNALISME

LE SECOND EMPIRE

Nous nous souvenons d'avoir entendu, dans une réunion de journalistes, Eugène Spuller parler avec émotion, en évoquant ses souvenirs, de la situation de la presse sous le second Empire et du supplice du silence qui était imposé aux hommes d'un libre esprit.

Le 2 décembre 1851 commençait, par des mesures violentes, le régime dictatorial auquel le journal allait être soumis pendant un si long temps. Les scellés étaient mis sur les presses des organes de l'opinion réputés hostiles. Les directeurs de journaux, comme l'avaient fait leurs prédécesseurs en 1830, au moment de la publication des Ordonnances, se réunirent dans les bureaux du *Siècle*. Ils rédigèrent une protestation, mais elle ne put être répandue.

Le décret de février 1852 régissant la presse la mettait sous le contrôle du gouvernement, tout en la laissant justiciable des tribunaux. Il donnait au pouvoir le droit de supprimer les journaux, par mesure de sûreté générale; il instituait le système des « avertissements » et de la suspension temporaire. Aucun journal politique ne devait être publié sans l'autorisation du gouvernement et sans le dé-

pôt d'un cautionnement. Le rédacteur en chef d'un journal devait être agréé par le ministre de l'Intérieur. Il était interdit de commenter les débats législatifs et de rendre compte des procès de presse.

Une circulaire adressée aux préfets vantait complaisamment ces sévérités, qui, à la vérité, proscrivaient toute discussion : « Le gouvernement a voulu sauvegarder la société contre les abus et les excès qui, tant de fois, l'avaient mise en péril. Il a fait la part du droit et celle de l'ordre. Il a considéré la mission de la presse comme une haute fonction qui ne devait s'exercer qu'au profit des intérêts sérieux et qui, si on voulait en abuser pour soulever les passions et réveiller les mauvais instincts, devait rencontrer dans la loi des obstacles insurmontables... L'opinion publique lui a su gré de n'avoir point reculé devant les difficultés de cette tâche et de s'être mis au-dessus des traditions et du faux libéralisme... »

Et la circulaire insistait, dans ses recommandations aux préfets :

« Vous vous souviendrez que l'administration trahirait les intérêts placés sous sa sauvegarde si elle usait d'une indulgence ou d'un laisser aller qui ne sont ni dans la pensée ni dans le but de la loi. »

Ces instructions étaient données dans un bien mauvais français, mais elles impliquaient une stricte exécution.

En face de cette littérature officielle, qui ne dissimulait pas, du moins, la suppression de toute liberté, il convient de placer une page de Victor Hugo sur les débuts de l'Empire :

« Et la liberté de la presse ! Qu'en dire ? N'est-ce pas dérisoire seulement de prononcer ce mot ? Cette presse libre, honneur de l'esprit français, clarté faite de tous les points à la fois sur toutes les ques-

tions, où en est-elle !... A Paris, vingt journaux anéantis; dans les départements, quatre-vingts... Avec la loi de la presse, un décret posé sur elle : un firman daté de l'étrier impérial, le régime de l'avertissement. Il fallait ces gens-là pour inventer cette chose-là! Jamais le despotisme ne s'est montré plus lourdement insolent et plus bête que dans cette espèce de censure du lendemain qui précède et annonce la suppression, et qui donne la bastonnade à un journal avant de le tuer... Les trois quarts des journalistes républicains déportés ou proscrits; le reste, traqué par les commissions mixtes, dispersé, errant, caché. Çà et là, dans quatre ou cinq journaux indépendants, mais guettés, sur la tête desquels pend le gourdin de Maupas, quinze ou vingt écrivains courageux, sérieux, honnêtes, qui écrivent la chaîne au cou et le boulet au pied... »

Qu'on consulte, en effet, les journaux de cette époque qui ne font pas l'apologie de l'Empire : rien sur la politique intérieure, rien qui soit l'expression d'un sentiment personnel.

Au demeurant, il n'y a plus à Paris qu'un petit nombre de journaux : le *Siècle* qui, tout muselé qu'il soit, représente entre les mains honorables et prudentes de son directeur, Havin[1], l'opinion démocratique; le *Journal des Débats*, où, selon l'expression de Taxile Delord, on pratique l'art de subir la force sans y céder; l'*Union* et la *Gazette de France*, dont on tolère les traditions légitimistes, parce qu'elles paraissent alors peu inquiétantes; l'*Assemblée nationale*, qui a préconisé la réconciliation du comte de Chambord et des d'Orléans et qui est sans grande influence; l'*Univers*, qui, ayant une fois

1. La rédaction du *Siècle* était plus pressée d'action que son directeur : elle comprenait Anatole de La Forge, Louis Jourdan, Edmond Texier, Eugène Pelletan, Léon Plée, Taxile Delord, etc.

de plus changé de ligne de conduite, a salué le coup d'Etat; la *Presse*, où Emile de Girardin, « plus lu qu'écouté », modifie sans cesse ses façons de voir, entouré d'ailleurs de collaborateurs qui nourrissent des sentiments d'opposition, comme Nefftzer, Eugène Pelletan, Alphonse Peyrat. Le *Charivari*, mené par Taxile Delord, Clément Caraguel, Louis Huard, est fort surveillé dans son texte et dans ses dessins. La *Patrie*, le *Pays*, le *Constitutionnel*, sont les journaux officieux de l'Empire. Le *Moniteur universel* est son journal officiel.

Les journalistes qui soutiennent à des degrés divers le régime impérial sont alors La Guéronnière, Amédée de Cesena, Cucheval-Clarigny, Grandguillot, Paulin Limayrac, Auguste Vitu, Granier de Cassagnac, Joncières.

Aux avertissements[1], aux menaces de suspension et de suppression[2] se joint le « communiqué ». C'est, en termes secs, une réponse du gouvernement à des allégations qui ont semblé déplaisantes. Cette réponse doit être insérée en tête du journal. Dans les bureaux de rédaction, on sourira, tout en obéissant, des prétentions d' « Ernest Communi-

1. Du 22 janvier 1852 au 10 juin 1853, il y eut quatre-vingt-onze avertissements aux journaux. Un journal avait assimilé la chute de Charles X et de Louis-Philippe à celle de Napoléon. Avertissement ainsi motivé : « L'histoire démontre au contraire que, si le trône des Bourbons a été renversé par des mouvements populaires, Napoléon n'a succombé, après des efforts héroïques de la part de l'armée, que devant la coalition étrangère, et les événements contemporains attestent combien la France est restée fidèle à la mémoire du grand homme. » Voir sur ces mesures de répression Léon Vingtain, la *Liberté de la Presse*. Trois avertissements entraînaient la suppression du journal. En 1857, la *Presse* était suspendue pour un article d'Alph. Peyrat. L'appréciation des discours prononcés au Corps législatif était toujours frappée d'un avertissement.

2. Les Revues n'étaient pas épargnées. Aussi la *Revue de Paris* de Laurent Pichat et Maxime Du Camp fut-elle supprimée en 1858.

qué », comme on appellera plaisamment cet indiscret collaborateur forcé.

La littérature elle-même n'est pas à l'abri, dans les journaux. Un feuilleton de George Sand, dans la *Presse,* vaut un avertissement à ce quotidien.

Les correspondances adressées aux journaux de province sont qualifiées de « centres de diffamation et d'anarchie » et interdites. Les arrestations de journalistes sont fréquentes. Charles Monselet lui-même, qui ne s'est jamais occupé de politique, est arrêté en février 1853. Les condamnations abondent : « Les journalistes qui ont traversé le second Empire garderont de ce triste temps une tristesse poignante, au souvenir de leurs humiliations, » a écrit Taxile Delord, qui appartenait à la rédaction du *Siècle*. Certains d'entre eux se demandaient si l'abstention complète ne vaudrait pas mieux que cette impossibilité où ils étaient de dire leur pensée, mais ils restaient à leur poste dans un esprit de sacrifice, guettant une occasion de pouvoir, à mots couverts, faire entendre quelque vérité.

Les proscrits publiaient à Londres, à Bruxelles, à Jersey, leurs protestations, mais leurs journaux avaient peu d'écho et disparaissaient rapidement. On sait l'expulsion des proscrits de Jersey.

Il ne suffisait pas qu'un journal ne pût faire d'opposition. Le *Journal des Débats,* après l'attentat d'Orsini, qui fut suivi d'un redoublement de rigueurs contre la presse, fut accusé de complicité dans cet attentat, parce qu'il n'avait pas demandé une inexorable répression : l'accusateur, il est vrai, était un journal officieux, le *Constitutionnel;* il indiquait quelles pouvaient être les intentions du pouvoir. On pensa un moment à supprimer tous les journaux, en ne laissant plus que le *Moniteur*[1].

1. Henri Avenel, *Histoire de la presse française,* Flammarion, 1900.

Cependant, après la campagne d'Italie, bien qu'il fût spécifié que la législation en vigueur ne serait pas modifiée, des journaux nouveaux parurent, l'*Opinion nationale* sous la direction d'Adolphe Guérouet, puis le *Temps*[1], qui disait qu'il serait « ce que doit être un journal sous le régime du suffrage universel », puis l'*Avenir national*[2], qui se proclamait le serviteur de la démocratie. D'autres journaux furent créés pour soutenir la politique impériale, la *France*, l'*Etendard* et, avec moins de netteté, la *Liberté*. Ce furent aussi plusieurs journaux hebdomadaires.

Malgré toutes les précautions prises par l'Empire, un réveil de l'opinion se produit. Ernest Picard, un des cinq élus de l'opposition aux élections de 1858, s'élève, au Corps législatif, contre l'arbitraire des autorisations, la fantaisie des avertissements, dont il donne malicieusement des exemples; il dit le paradoxe d'une législation qui fait d'une institution destinée au contrôle du gouvernement son instrument le plus asservi. « C'est, s'écrie-t-il, l'absence de liberté dans son expression la plus brutale; c'est la pensée humaine, le droit de communication intellectuelle mis à la disposition du gouvernement, qui, après avoir voulu, un moment, en faire un moyen de salut public, s'en est emparé et en a fait un agent de politique[3]. « Un discours éloquent d'Eugène Pelletan soutient la même thèse.

Le pouvoir déclare que rien ne sera modifié.

1. Voir la notice consacrée à Nefftzer. — Les principaux rédacteurs du *Temps* à sa fondation étaient Edmond Schérer, « intelligence constamment au travail », Adrien Hébrard, Louis Ulbach, Louis Blanc, qui envoyait ses articles de Londres, A. Erdan, Ch. Dolfus.

2. Voir la notice consacrée à Alph. Peyrat.

3. *Ernest Picard*, par Maurice Reclus, 1912. Ernest Picard protesta de nouveau contre le régime de la presse dans les séances du 12 février et du 24 avril 1863.

Mais les esprits fermentent; le besoin de protester inspire quelques articles véhéments, dont les auteurs sont aussitôt poursuivis. Ils ont eu, toutefois, leur action, et tant que le gouvernement défende son point de vue, tant qu'il use des armes qu'il a contre la presse, l'heure viendra où il ne pourra plus maintenir tous les droits qu'il s'est arrogés.

En janvier 1867, l'empereur annonce une nouvelle loi sur la presse. Cette loi, datant de mai 1868, supprime l'autorisation préalable pour faire paraître un journal, réduit le droit de timbre et défère les délits de presse aux tribunaux correctionnels. Elle laisse subsister l'obligation du cautionnement, à laquelle ne sont pas tenus les journaux littéraires, qui sont nombreux, ont le plus souvent des tendances satiriques, mais, à l'exception de quelques-uns d'entre eux, n'ont généralement qu'une existence éphémère. Cette « petite presse » spirituelle et batailleuse, courant tous les risques, joue un rôle de plus en plus important sous l'Empire. Il en sera parlé au cours des notices de cette anthologie. On ne saurait donner ici qu'un large tableau d'ensemble.

Les poursuites ne se ralentissent guère, cependant. Les journaux qui se fondent à Paris et dans les départements en font l'épreuve. Tel journal nouveau, comme l'*Electeur*, est poursuivi dès son premier numéro pour un article de Jules Ferry. Bientôt, l'opposition s'affirme. Si dans le *Journal de Paris* Edouard Hervé et J.-J. Weiss criblent « de leurs flèches étincelantes » le régime, c'est bientôt avec une extrême vigueur la lutte directe contre l'Empire, entamée et continuée en dépit des condamnations les plus rigoureuses. Ce n'est plus le sourd frémissement qui a agité le pays : c'est, au nom d'un parti qui devient de plus en plus considérable, la guerre ouverte. (On a pu dire justement

que ce fut une « explosion ».) L'Empire, qui a fondé des journaux pour répondre à ceux qui sont nés (le *Public*, d'Ernest Driolle, le *Peuple français*, de Clément Duvernois, transfuge du parti républicain[1]), répond par des mesures violentes, et ses tribunaux ne cessent d'infliger amendes et emprisonnements.

Le samedi 23 mai 1868 avait paru le premier numéro de la *Lanterne*, de Henri Rochefort. La raillerie, cette arme redoutable, n'attesta jamais autant sa force. Ce pamphlet devait être un des plus actifs instruments de combat. « De même, écrivait Rochefort vingt ans plus tard, qu'il se forme sous les régimes despotiques des courants de servilisme et de platitude, il s'y crée aussi des courants d'indépendance et de révolte. La *Lanterne* a surgi tout à coup pour les centraliser tous. Nous avions alors des Dangeau qui mentionnaient avec toutes sortes de génuflexions et de convexités les moindres actes de l'homme de décembre. Je me suis fait le Dangeau de ses folies et de ses méfaits, que je me suis contenté de relater fidèlement, presque jour par jour... Le véritable auteur de la *Lanterne*, ce n'est pas moi : c'est l'Empire. » Le succès, comme on sait, fut immense. La *Lanterne*, dont le troisième numéro avait été saisi, et qui valut bientôt à son auteur une condamnation à 13 mois de prison et 10.000 francs d'amende, continua sa publication en Belgique.

D'autres publications batailleuses naquirent, la *Cloche*, de Louis Ulbach, le *Diable à quatre*, d'Edouard Lockroy et Alphonse Duchesne. En apparence non politiques, mais agressives pendant le

1. Le gouvernement s'entendra, au moment des élections de 1869, avec le *Petit Journal*, en raison de son grand tirage d'alors. Le journal de Millaud ne fera pas de polémique, mais une propagande peu voilée.

temps qu'il leur était donné de vivre, d'autres feuilles ne dissimulaient pas leurs opinions : la *Rue*, de Jules Vallès ; le *Corsaire*, où se rencontraient Jules Lermina, Etienne Arago, Carjat, Alexis Bouvier, Tony Révillon, E.-A. Spoll, Louis et Victor Noir, Jules Claretie ; la *Lune*, l'*Eclipse*, avec André Gill et F. Régamey comme dessinateurs, Ernest d'Hervilly, Eugène Vermesch, Léon Bienvenu, Paul Mahalin comme rédacteurs ; la *Rive gauche*, où Rogeard publia ses *Propos de Labiénus* ; le *Faubourg*, de Gustave Maroteau ; *Candide*, etc. Il y avait une légion de combattants aux forces fraîches, sévères même parfois aux vieux républicains qui avaient agi, autant qu'il leur était permis de le faire, dans les temps les plus durs.

A côté de ces francs-tireurs apparaissaient le *Réveil* de Ch. Delescluze, qui disait que le dégoût était venu, qu'il n'était pas vrai que la France ne regrettât pas sa liberté, qu'elle était prête à secouer des liens honteux, et le *Rappel*, fondé sous les auspices de Victor Hugo, avec Auguste Vacquerie, Paul Meurice, Rochefort, Lockroy, Félix Pyat, Ernest Blum. « Ce journal, disait, de Guernesey, le poète des *Châtiments*, sera tantôt épée et tantôt rayon. » Rochefort, député de Paris, créa la *Marseillaise*, avec, comme collaborateurs, Gustave Flourens, Victor Noir, Arthur Arnould, Edmond Bazire, Paschal Grousset, Millière, Alph. Humbert, etc.

Suivre les ardentes polémiques des journaux serait faire l'histoire des deux dernières années de l'Empire. La lutte était engagée par la presse la plus avancée contre un gouvernement qui, malgré ses promesses de libéralisme, ne cessait de sévir. Des procès étaient constamment intentés aux journaux, que défendaient Gambetta, Crémieux, Clément Laurier, Leblond et d'autres avocats mêlés au grand mouvement d'une opposition qui avait pris

de nouvelles formes. Leurs plaidoiries, notamment dans l'affaire de la souscription ouverte par Alph. Peyrat, Ch. Delescluze, Henri Brisson, Challemel-Lacour, H. Quentin pour élever un monument au représentant du peuple Baudin, tué sur une barricade le 2 décembre, étaient de véritables réquisitoires contre le régime impérial. La prison de Sainte-Pélagie ne pouvait plus contenir tous les détenus politiques. Des perquisitions étaient opérées au *Siècle,* au *Rappel,* au *Réveil,* dont plusieurs rédacteurs étaient arrêtés. Des organes de combat devaient suspendre leur publication devant le refus des imprimeurs, menacés de lourdes responsabilités. Les rigueurs n'étaient pas moindres pour les journaux des départements.

L'Empire se faisait soutenir par ses vieux journaux, dont le *Pays,* avec Paul de Cassagnac, qui avait le verbe haut, et il en créait de nouveaux, qui, malgré les sacrifices consentis pour leur donner une grande publicité, ne pouvaient contre-balancer l'influence des autres.

A cette époque, les journaux qui n'étaient pas essentiellement politiques se transformaient, faisaient une grande part aux informations et à la chronique, comme le *Figaro* et le *Gaulois.* Le « reportage » naissait et se développait; un premier essai de journal à huit pages était tenté avec l'*Histoire*, de G. Silva.

L'affaire du meurtre de Victor Noir par le prince Pierre Bonaparte mit le feu aux poudres. « Voilà dix-huit ans, écrivait Rochefort dans la *Marseillaise,* que la France est entre les mains de ces coupe-jarrets qui, non contents de mitrailler les républicains dans les rues, les attirent dans des pièges immondes pour les égorger à domicile. Peuple français, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà assez? » Tous les journaux républicains,

de la *Réforme,* du fougueux Vermorel, à la *Cloche* devenue quotidienne, de Louis Ulbach, qui, pour une des premières fois, donnait un dessin, représentant le crime d'Auteuil, parurent encadrés de noir. Des arrestations, dont celle de Rochefort, suivirent ces protestations et ces menaces contre l'Empire; ce fut une période d'extrême agitation, d'émeutes, et, en province, de grèves. Au demeurant, si l'empereur avait appelé Emile Ollivier au pouvoir, il existait une droite bonapartiste qui lui était hostile.

Puis ce fut le plébiscite : en face du manifeste des adversaires de l'Empire, signé de Delescluze, Duportal, Louis Jourdan, Lavertujon, A. Peyrat, P. Lefranc, Louis Ulbach, Eugène Véron, au nom de la presse démocratique de Paris et des départements, le comité de propagande comprenait neuf directeurs de journaux : E. de Girardin, Gibiat, Francis Aubert, de Saint-Valry, Gregory Ganesco, Clément Duvernois, Ernest Dréolles, Cucheval-Clarigny.

Le dernier acte politique de l'Empire, avant la guerre de 1870, devait être le procès de Blois où comparaissaient, devant la Haute-Cour, soixante-douze accusés d'un complot contre la sûreté de l'Etat. Les événements, en se précipitant, allaient rendre les condamnations prononcées illusoires.

ARMAND BERTIN

(1801-1854)

Il était le second fils du fondateur du *Journal des Débats,* qu'il dirigea lui-même de 1841 à 1854, avec la dignité et la clairvoyance dont il avait hérité de son père. Il en accrut l'importance et l'autorité. C'était un esprit ouvert et libéral. Il était fort attaché au régime constitutionnel, et il eut une tâche difficile quand l'Empire eut supprimé toutes les libertés. Il avait, après le coup d'Etat de 1851, publié une lettre de protestation du comte Molé, et le journal était étroitement surveillé par le pouvoir. Sa politique devait être une politique expectante, contrainte à la prudence, cette attitude dût-elle paraître pénible. « Chercher, sous les divers régimes que se donne ou que subit la France, la conciliation des principes qu'une nation ne peut oublier sans se perdre ou s'avilir. » C'était l'idée maîtresse à laquelle il demeurait fidèle. Il étendait, dans les *Débats,* la part des questions de littérature, d'art et de science, traitées par une élite d'écrivains.

« Ce n'était point une sinécure que la direction des *Débats* dans les mains d'Armand Bertin, a écrit M. J. d'Arçay. Bien que la politique y fût encore traitée par les *anciens,* par des hommes qui s'appelaient de Sacy, Saint-Marc Girardin, etc., il n'était jamais étranger à l'inspiration, et il ne signait jamais son journal sans l'avoir lu depuis la première ligne jusqu'à la dernière. Il dirigeait, en pilote expérimenté, sa barque au milieu des récifs dont il n'ignorait pas les dangers... Résigné en apparence, il se dédommageait dans quelques salons par une petite guerre d'épigrammes contre l'Empire. »

Dans les *Débats,* l'article qui annonçait sa mort fut écrit par John Lemoinne[1].

On verra, par les lignes qui vont suivre, avec quelle

1. Voir sur Armand Bertin, le *Livre du Centenaire du Journal des Débats.*

prudence devait être évoqué le régime parlementaire, alors, en fait, aboli.

LES ARTS SOUS LE GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE

Un décret a détaché du ministère de l'Intérieur la division des Beaux-arts et les théâtres pour les transporter au ministère d'Etat.

Nous souhaitons de tout notre cœur que cette disposition soit favorable au développement des arts et de la littérature dramatique. Mais il nous est impossible de laisser passer sans protestation les assertions d'un journal qui, pour mieux louer sans doute ce décret, affirme que, sous le régime parlementaire, les lettres et les arts *ne rencontraient trop souvent qu'indifférence et mépris, ou même que jalousie et qu'aversion dans les régions du gouvernement.*

De tous les reproches qu'il est de mode aujourd'hui d'adresser au gouvernement parlementaire, celui-ci est assurément le moins mérité. Quoi! un gouvernement qui a toujours eu parmi ses chefs les plus illustres des hommes tels que M. Guizot, M. Villemain, M. Thiers, M. Molé, M. Cousin, M. de Salvandy et tant d'autres, n'aurait eu pour les lettres et les arts qu'indifférence et que mépris, ou même que jalousie et qu'aversion! L'assertion se réfute d'elle-même. Nous en appelons à tous les souvenirs du public; nous en appelons au château de Versailles converti en musée, au château de Fontainebleau restauré; nous en appelons à l'éclat dont les lettres et les arts ont brillé pendant la Restauration, comme pendant la monarchie de Juillet, sous la double influence de la liberté et de

la paix! Il nous suffira de rappeler que s'il y a jamais eu une époque où il ait été vrai de dire que le talent conduisait à tout, c'est précisément cette époque pendant laquelle le régime parlementaire a fleuri chez nous; et si l'on nous demandait de citer des noms, nous ajouterions à ceux que nous avons déjà rapportés, les noms de Lamartine, de Victor Hugo, de Casimir Delavigne, de Royer-Collard, de M. de Montalembert et de tant d'autres. Quant aux arts, nous demanderons à nos peintres, à nos sculpteurs, à nos musiciens, à M. Ingres, à MM. Paul Delaroche, Horace Vernet, Ary Scheffer, Rude, Barye, Duret, Auber et Halévy, si c'était du mépris et de l'aversion qu'ils rencontraient dans les régions du gouvernement. On peut consulter la liste de l'ancienne Chambre des pairs, on verra si les illustrations de l'esprit n'y obtenaient pas une grande et juste place. Les sciences n'étaient pas moins favorisées : Thenard et Cuvier étaient pairs de France, sous ce régime d'indifférence et de mépris.

Qu'une noble émulation s'établisse à cet égard entre les gouvernements qui se succèdent, nous ne demandons pas mieux. Ce sera du moins une compensation pour les maux que nous font nos trop fréquentes révolutions. Que le gouvernement actuel essaye de faire mieux encore que ceux auxquels il succède, il aura les éloges de tout le monde. Qu'il ait, s'il le peut, des Horace et des Virgile; nous convenons que notre régime parlementaire n'en a pas eu. Mais ce n'est pas avec des injures contre des gouvernements qui n'ont jamais refusé aux talents les récompenses et les encouragements qui leur étaient dus, que l'on fera naître des talents plus brillants encore.

(*Journal des Débats*, 21 févr. 1853.)

ALEXANDRE DUMAS

(1803-1870)

On sait le mot de Michelet sur Alexandre Dumas : « Ce n'est pas un homme, c'est une des forces de la nature. » Il fit jouer cent pièces et écrivit, seul ou en une collaboration dont il était bien l'âme, cinq cents volumes. Il fut homme d'action, voyageur, historien ayant vécu de l'histoire, directeur de théâtre. Comment n'eût-il pas été aussi journaliste ?

En dehors d'innombrables articles semés çà et là, il eut, en 1853, alors qu'il revenait de Belgique, où il s'était volontairement exilé, son journal à lui, le *Mousquetaire,* dont les bureaux étaient installés dans la cour de la Maison d'Or, rue Laffitte. Ce ne pouvait être alors qu'un journal littéraire, nouveauté dans la presse quotidienne, mais il apparaissait comme un combattant qui aurait assez d'entrain et de souplesse pour désarmer les censeurs. Dès le premier numéro, on y prononçait le nom d'Hugo, et nommer le poète terrible à l'Empire, qui venait de lancer la foudre des *Châtiments,* c'était alors presque du courage.

Le *Mousquetaire* inspira une vive curiosité et il eut du succès, mais il eût fallu pour le diriger un écrivain plus ordonné et moins impatient que Dumas, et sa carrière ne fut pas très longue.

Le journal compta de nombreux collaborateurs, — le plus souvent rétribués fort irrégulièrement, ou même pas du tout, — parmi lesquels on retrouve les noms de Théodore de Banville, Gérard de Nerval, Roger de Beauvoir, Alexandre Dumas fils, Privat d'Anglemont, Maurice Sand, Henry de la Madeleine, Aurélien Scholl, Henry Rochefort, qui fit au *Mousquetaire* ses premières armes sous le pseudonyme de Henry de Luçay. A ces écrivains se mêlèrent parfois quelques personnages singuliers, trop facilement accueillis par Dumas, comme un certain Max de Goritz, qui n'était qu'un aventurier.

Le *Mousquetaire* avait pour secrétaire de la rédaction Urbain Fages, qui avait été avocat, artiste dramatique et professeur. Dumas eut, un jour, l'étrange idée de publier en feuilleton l'*Iliade,* dont Fages lui avait traduit mot à mot le premier chant. Homère retouché par Alexandre Dumas, cela parut excessif, tout de même, et l'*Iliade,* donnée avec suite au prochain numéro, s'arrêta net.

Philibert Audebrand, qui avait tant de souvenirs, a écrit la curieuse histoire du *Mousquetaire* dans son livre *Alexandre Dumas à la Maison d'Or.*

On donnera ici le manifeste du premier numéro, où se retrouve la verve et, aussi, un peu de l'outrecuidance ingénue du bon Dumas.

LE MOUSQUETAIRE

« Pourquoi fondez-vous ce journal ?

— D'abord parce que je me lasse d'être bien attaqué par mes ennemis et mal défendu par mes amis dans les journaux des autres ; ensuite parce que j'ai encore quarante ou cinquante volumes de mes *Mémoires* à publier ; que ces quarante ou cinquante volumes deviennent de plus en plus compromettants au fur et à mesure qu'ils se rapprochent de notre époque, et que j'en désire prendre la responsabilité non seulement comme auteur, mais aussi comme publicateur.

— ... Mais de quoi vous occuperez-vous dans votre journal ?

— De faire surtout la critique des critiques. Ainsi M. un tel dit systématiquement et périodiquement du mal de M. un tel et de Mme une telle. Eh bien, nous nous enquerrons si le mal qui est dit vient d'une conviction ou d'un intérêt. S'il vient d'une conviction, nous nous contenterons de dire

du bien de la personne dont on dit du mal, si nous en pensons du bien. Dans le cas contraire, nous attaquerons le critique et donnerons au faible l'appui de notre plume contre le fort.

... Nous tâcherons d'examiner, d'étudier, de comprendre la véritable personnalité des producteurs, et nous ne leur demanderons que des produits analogues à leur essence. Nous dirons à un auteur qui écrit mal : « Etudiez la langue, parce que la langue et la forme sont deux choses qui s'apprennent. » Mais nous ne dirons pas à Alfred de Musset : « Etudiez la charpente! » ou à M. Ingres : « Etudiez la couleur! » On n'apprend pas à faire une pièce; on naît auteur dramatique. On n'apprend pas à mélanger ses couleurs; on naît coloriste. Gérard voyait vert, Girodet voyait bleu, M. Léthière voyait gris; Droz voit couleur d'or; Victor Hugo, le grand poète de notre époque, ne sait pas et ne saura jamais charpenter une pièce comme M. d'Ennery. Il est vrai que cela lui est bien égal. Enfin, nous demanderons aux pommiers des pommes, aux vignes des raisins, aux rosiers des roses. Ainsi un ministre se trompera (vous admettrez bien qu'un ministre puisse se tromper, que diable! on commence à s'apercevoir que le pape lui-même n'est pas infaillible!) il encouragera la médiocrité, au lieu d'encourager le succès. Nous lui dirons : « Prenez garde, vous faites faire fausse route à votre argent. » Il donnera un privilège à des auteurs de troisième ordre ou à un capitaliste fripon. Nous lui dirons : « Prenez garde! l'auteur de troisième ordre fera faire à son théâtre de la littérature de quatrième, de cinquième ou de sixième ordre. Le capitaliste fripon essayera de filouter ses acteurs, de voler ses décorateurs ou ses machinistes, d'avoir pour rien, dût-il pour cela renier sa signature, ce que les autres ont pour de l'argent. »

Nous essayerons enfin de faire l'ordre dans le chaos, la lumière dans la nuit, et nous serons lune, quand nous ne pourrons pas être soleil.

— Vous avez tort.

— Pourquoi ?

— Vous allez vous brouiller avec les critiques, et ils vous attaqueront.

— Nous avons armes offensives et défensives, nous acceptons le combat. »

(*Le Mousquetaire*, 1853.)

PAULIN LIMAYRAC

(1817-1868)

Des vers narquois de Théodore de Banville dans les *Odes funambulesques* ont contribué à sauver de l'oubli le nom de Paulin Limayrac :

Si Limayrac devenait fleur,
Je le mettrais dedans un vase
Et quelquefois, avec extase,
Je l'aplatirais sur mon cœur;

ou, par allusion à sa petite taille,

Le jeune Paulin Limayrac
Est âgé de huit ans à peine.
Il est englouti dans son frac...

Banville répondait par de piquantes moqueries aux attaques de Paulin Limayrac contre les écrivains qu'aimait et défendait le poète.

Paulin Limayrac qui, à la *Revue de Paris*, à la *Revue des Deux Mondes*, à la *Presse*, n'avait traité que des questions littéraires, devint un des défenseurs officieux de l'Empire, comme rédacteur à la *Patrie*, au *Pays*, puis comme rédacteur en chef du *Constitutionnel*, acheté au docteur Véron par le financier Mirès pour être mis au service du pouvoir.

Il mourut peu de temps après avoir été nommé préfet du Lot. Il avait témoigné sa lassitude de polémiques littéraires et politiques qui l'avaient exposé à bien des railleries.

LA CRITIQUE

La justice n'est pas plus indispensable dans un gouvernement que la critique dans une littérature!

N'est-ce pas, en effet, la critique qui est appelée à maintenir l'ordre dans ce pays de l'imagination

où les troubles pénètrent si facilement, et où, pour un grand et véritable révolutionnaire qui apparaît de loin en loin, on rencontre à chaque coin de rue des centaines d'émeutiers? N'est-ce pas la critique qui se charge de faire respecter la propriété d'autrui et de restituer à chacun ce qui lui appartient, au milieu des fraudes continuelles et des larcins qui se commettent dans ce pays, soit dans l'ombre, soit en plein jour, car, s'il y a des voleurs honteux, il y a aussi des voleurs impudents? Quand les vastes domaines de l'art, avec leurs forêts touffues et profondes, leurs blondes et abondantes moissons, sont la proie de quelque pillage, — et il y a toujours à craindre quelque jacquerie de ce côté, — n'est-ce pas la critique qui s'oppose à la fureur des pillards, qui les combat pendant l'action et qui les juge après coup? De même, quand ce n'est plus la destruction et l'incendie qui menacent ces beaux domaines, mais la pauvreté et la disette; quand les vieux sillons sont en friche et qu'on ne cherche pas à en creuser de nouveaux, n'est-ce pas encore la critique qui demande une levée de bras, indique les terrains féconds et donne du cœur aux travailleurs? Elle n'est donc pas si inutile, et la poésie a tort, au moins dans ce reproche. A-t-elle raison lorsque, transportant ailleurs la querelle, elle condamne la critique à un labeur secondaire et l'accuse de médiocrité d'esprit?

Sans doute l'éclat *reluysant*, pour parler comme Amyot, appartient au poète. Le critique n'a pas une auréole aussi rayonnante et ne parle pas au milieu de tant d'éclairs. Doit-on en induire que la médiocrité d'esprit est irrévocablement son partage? Ce serait ne pas se rendre compte des qualités nécessaires pour constituer un grand critique, et, au lieu de songer à Aristote, ce serait songer à l'abbé Le Batteux.

Pour comprendre les lois de l'art, les restreindre et les agrandir à propos, ne faut-il pas être doué d'une intelligence passablement philosophique? Pour apprécier à leur valeur les créations des poètes, pour savoir jusqu'à quel point elles sont vraisemblables et réelles, ne faut-il pas être un assez profond moraliste et voir assez clair dans le cœur humain? Pour comparer les littératures entre elles, pour saisir les points de contact et les différences, ne faut-il pas posséder une sagacité peu commune et une érudition assez vaste? N'est-ce rien que tout cela? Et si l'on ajoute que le critique, avant tout, doit être armé d'un goût sûr et d'une plume excellente, on conviendra que ce n'est pas faire preuve de trop grande médiocrité d'esprit que de réussir dans cette carrière et d'y tenir la campagne avec honneur. Je dis plus, je dis que, pour occuper seulement le second rang en critique, ce n'est pas trop de beaucoup de talent. Quant à être un critique complet, le critique idéal, c'est-à-dire un écrivain qui à la profusion lumineuse de Bayle joindrait le trait ineffaçable de Pascal, c'est plus que du talent, c'est du génie qu'il faudrait, et le génie a toujours été rare.

(*Coups de plume sincères,* 1853.)

CUVILLIER-FLEURY

(1802-1887)

Monselet a tracé ce portrait de Cuvillier-Fleury : « Il a une figure bizarre, contractée, tourmentée, sillonnée, mais pétrie d'intelligence, de vivacité d'expression, de volonté. On devine un homme occupé, affairé même, aimant à s'enquérir, prêt à la discussion. La tête est fièrement montée sur une haute cravate, les sourcils recèlent des éclairs et le regard deviendrait dur à l'occasion. La bouche est à la fois amère et sardonique. En résumé, de la fermeté, mais aussi de la sécheresse. »

En sa jeunesse, Cuvillier-Fleury avait été, à Florence, le secrétaire de Louis Bonaparte, l'ex-roi de Hollande. Il devint le précepteur du duc d'Aumale et resta auprès de lui en qualité de secrétaire de ses commandements.

Sa collaboration au *Journal des Débats* datait de 1834. Il devait rester fidèle à la maison de la rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois jusqu'à sa longue vieillesse, ou du moins jusqu'au moment où il fut frappé de cécité.

La révolution de 1848, qui l'atteignait personnellement, rendit cette collaboration plus active. Sans renoncer à la discussion politique, il se tourna particulièrement vers les questions littéraires, et le peu de place laissé par le régime impérial à la politique, dans les journaux, élargit l'importance de ces questions. Cuvillier-Fleury fut longtemps en possession d'une autorité volontiers reconnue. Quoiqu'il se piquât d'être bien de son temps, il avouait ses tendresses pour le passé. Ses jugements, cependant, ont plus d'une fois été contredits par la survivance des écrivains qu'il avait un peu vite enterrés et l'oubli où sont tombés d'autres, qu'il avait prônés. Et qu'a tait le temps de certaines de ses idées ! « A l'état calme, a-t-on dit de lui, il cherche la bonhomie; à l'état orageux, l'amour du pouvoir le ressaisit; alors il a le ton de la leçon, la sévérité gourmée. »

Il fut élu membre de l'Académie française en 1866.

Il a laissé de nombreux recueils de ses articles des *Débats : Etudes historiques et littéraires*, *Nouvelles Etudes, Voyages et voyageurs, Historiens, poètes et romanciers*, etc.[1].

TOUSSENEL

On disait autrefois : tout finit par des chansons. Tout finit aujourd'hui par de gros volumes, échos attardés des doctrines qui ne sont plus. Les théories qui n'ont plus cours dans le monde politique, on les habille en dissertations romanesques, en romans scientifiques, voire même en traités d'histoire naturelle. L'*Ornithologie passionnelle* de M. Toussenel n'est pas autre chose. *Le monde des oiseaux,* c'est celui des hommes.

M. Toussenel est un de ces théoriciens dépassés par l'époque actuelle, qui essayent de rallier, dans d'inoffensives publications, celles de leurs idées que la politique a mises en déroute, et de faire, à force d'esprit, d'invention et de malice, une retraite honorable pour eux et amusante pour la galerie.

L'extravagance a eu rarement un interprète de plus libre allure, de caractère plus décidé, plus fécond en ressources, plus sérieusement fou et plus drôlement sérieux que l'auteur de *l'Esprit des Bêtes*. L'esprit des bêtes! M. Toussenel est de l'école de cette femme respectable qui disait : « Plus j'ai connu les hommes, plus j'ai aimé les chiens! » M. Toussenel aime, avec une passion peu déguisée, toutes les bêtes de la création, les femmes comprises; — c'est lui qui le dit. Il n'a d'exclusion, d'antipathie, de colère et d'anathèmes que pour les hommes.

1. Voir dans la *Vie littéraire*, d'Anatole France, t. Ier, p. 315-321, un article consacré à Cuvillier-Fleury.

Je suis obligé de reconnaître d'abord que cette thèse de la supériorité de la femme, où M. Toussenel s'est engagé, est une des plus séduisantes qui puissent solliciter un esprit jeune et ardent; et l'auteur de *l'Esprit des Bêtes* n'est certainement pas le premier qui ait fourvoyé, dans ces galanteries du paradoxe, sa plume et son imagination déjà mûre. Nous avons tous passé par là. Quelques-uns y ont excellé, et si l'homme aime à donner un nom qui semble justifier cette prétention de supériorité aux premières maîtresses de son cœur et de sa pensée, n'est-ce pas reconnaître du moins que les femmes ont toujours, quoi qu'on fasse, leur instant de domination et d'ascendant?

Je vais donner une heure aux soins de mon empire,
Et le reste du jour sera tout à Zaïre.

Ce quart d'heure de pouvoir absolu et de règne illimité, toutes les femmes l'ont eu, toutes celles du moins dont la Bruyère a dit : « Un beau visage est le plus beau de tous les spectacles, et l'harmonie la plus douce est le son de la voix de celle qu'on aime. » Au son de cette harmonie, toutes les volontés cèdent; les plus rebelles fléchissent, les plus violents se calment, les plus endurcis s'adoucissent. Quand le reste du jour est à Zaïre, Dieu sait comment va le gouvernement des califes! Et n'est-ce pas milord Bolingbroke qui a dit, — c'était au temps de Louis XV : « L'Angleterre a permis le règne des femmes, parce qu'avec des reines on a le gouvernement des hommes, et celui des maîtresses avec des rois. » Quoi qu'il en soit, cette supériorité de la femme, qui se compose des roses de son teint, des perles de sa voix, de l'éclat de sa beauté, de tout ce qui brille, de tout ce qui passe, — cette suprématie éphémère ne résiste pas longtemps à la volonté de l'homme qui, elle, se fortifie par l'âge

et s'accroît par la durée; et il est absurde d'en conclure la supériorité primordiale et permanente des filles d'Eve sur ce mâle compagnon de leur faute, de leur chute et de leur faiblesse.

Au contraire, les raisons de la supériorité naturelle de l'homme sur la femme sont faciles à trouver : dans l'état sauvage, c'est la force du corps, dans l'état de société, celle de l'esprit. Les femmes, il est vrai, ont reçu du ciel tous les dons de l'âme qui leur servent à accomplir le mieux possible leur destinée sur la terre; elles ont ce qu'on appelle l'intelligence du cœur, la tendresse vigilante, la résignation courageuse, la fermeté passive dans les grandes épreuves, la fécondité de ressources dans les petites. Elles ont la finesse et la grâce de l'esprit. Elles n'en ont pas la vigueur. Elles n'ont rien inventé, si ce n'est leurs modes.

Elles ont eu leurs poètes, leurs artistes, leurs héroïnes, leurs ambitieuses, je le sais; elles ont parfois l'inspiration sans la persévérance, le souffle sans la durée. Telle est, au vrai, la limite de l'influence que les femmes sont appelées à exercer de temps à autre dans la société publique.

On a beau faire, la femme sera toujours complice, complice volontaire de son infériorité, s'il faut appeler de ce nom (qui rend si mal la chose) cet acquiescement traditionnel et spontané — moitié insouciance et moitié raison — qui la livre à l'entraînement de sa destinée sur la terre; et on dirait vraiment que cette sujétion est le résultat de quelque noir complot de la part des hommes!

Savez-vous pourquoi l'Angleterre et la Russie sont les deux plus puissantes nations du monde?... « Rapprochement singulier et qui n'a peut-être frappé que moi encore, dit l'auteur de *l'Esprit des Bêtes,* parmi tous ceux qui recherchent les causes de la grandeur et de la décadence des empires! La

nation anglaise et la Russie, les deux nations les plus puissantes du globe, sont précisément celles où l'homme fait le plus d'efforts pour ressembler à la femme... l'Anglais *en se rasant* sans cesse, le Russe *en se bombant* la poitrine... »

Cette explication a un mérite : elle nous met sur le chemin de l'avenir. « La France, dit l'auteur, ne peut remonter au premier rang qu'en remettant les soins de sa destinée à ses femmes, qui sont aussi supérieures à celles de Russie et d'Angleterre que ses hommes politiques sont inférieurs à ceux de ces derniers pays... » En attendant, plus les hommes politiques de France se raseront la face, plus ces obstinés *barbigères* se rapprocheront des formes, des habitudes de la toilette des femmes, et plus ils seront près de toucher au mot de cette énigme fatale dans sa mystérieuse obscurité que les révolutions ont posée et qui ne peut être découverte, au fond de l'abîme où elle se cache, que par une main délicate et bien gantée ou par les doigts de rose de quelque aurore phalanstérienne.

(*Journal des Débats,* 13 févr. 1853.)

HIPPOLYTE RIGAULT

(1821-1858)

Il appartenait à l'Université, et la valeur de son enseignement lui avait fait une situation particulièrement en vue quand il entra au *Journal des Débats* en 1853. Bientôt, pour être appelé à un poste supérieur, il fut mis en demeure de choisir entre la carrière universitaire et les *Débats*. Il n'hésita pas, et ne fut que journaliste. Ses chroniques, d'une extrême distinction d'esprit, étaient d'aimables leçons morales. Sainte-Beuve, tout en faisant grand cas de son talent, l'analysait finement en disant que sa malice n'était point spontanée, qu'il lui fallait le temps de construire son thème « avant d'avoir ensuite tout son pétillement » et qu'il se préparait de loin à lancer le trait. Ce trait, au reste, n'était que piquant et ne blessait pas. C'était toujours, avec Hippolyte Rigault, le ton de la meilleure compagnie.

L'ENSEIGNEMENT LAÏQUE

... Nous disions dans un récent article que pour amener tout doucement la société contemporaine à se passer de l'enseignement laïque, M. Saint-Bonnet avait pris le parti de nous démontrer que la France est sur la pente de la folie, et que si elle ne rend pas sans délai ce dépôt de l'instruction que les laïques retiennent indûment dans leurs mains, c'en est fait de la raison publique. Je ne voudrais pas égayer un si grave sujet. Mais enfin, M. Saint-Bonnet procède à la façon des auteurs comiques; il ressemble un peu à certain personnage de Regnard : il persuade à la France qu'elle est très ma-

lade, afin que nous le prenions, lui et son parti, pour notre légataire universel; et, plus tard, si la France, étonnée de son choix, se demande comment elle a pu se méprendre à ce point, et conteste la validité du testament, M. Saint-Bonnet sera quitte pour lui répondre : « C'est votre folie, » comme on dit dans Regnard : « C'est votre léthargie. » Enfin ce mode de captation, en usage au théâtre, est du moins assez piquant.

Admettons donc que nous ayons l'esprit malade. Mais quelle est notre folie? Sur quelles facultés de notre esprit l'enseignement public a-t-il particulièrement exercé son action délétère? Il y a plusieurs manières de perdre le sens commun. On devient fou par excès de sensibilité ou par excès d'imagination : chez les poètes, par exemple, il arrive que la corde de l'imagination, trop fortement tendue, se rompt et brise la lyre. Chez les âmes tendres, la passion, le désespoir emportent quelquefois la raison.

On ne reprochera pas à l'enseignement de l'Etat, où les sciences ont une si large part, une production exagérée de poètes ou de sensitives. C'est la raison qu'il mine sourdement, la raison proprement dite, cette faculté qui est le siège des idées universelles, nécessaires, éternelles, absolues; la raison, qui fait, comme dit très justement M. Saint-Bonnet, que l'homme est supérieur aux autres animaux, et qui lui a valu l'honneur d'être placé par Aristote, l'inventeur de l'histoire naturelle, à la tête de la création.

Pourquoi donc cette faculté si précieuse paraît-elle s'oblitérer en nous? Par le même motif « qu'une gymnastique qui voûterait la colonne vertébrale pour l'allonger » compromettrait gravement la santé de l'individu. Cette gymnastique, c'est l'enseignement « qui d'abord laisse sommeiller la rai-

son au sein de la fable et qui, la déviant ensuite de sa direction supérieure en la courbant constamment par les sciences vers la nature et vers le moi, produit sur la race humaine un office de dégradation ». En d'autres termes, l'enseignement est une espèce de machine anti-orthopédique à l'usage des esprits : il les fausse au lieu de les rectifier. Quand on a été pris, pendant des années entières, entre les deux ressorts de la machine, qui sont le paganisme et la science, on ne peut manquer d'en sortir difforme; on a de plus une grande chance d'en sortir panthéiste, parce que le paganisme et la science nous concentrent sur la nature et sur le fini, tandis que « si l'on jetait sérieusement les yeux sur la notion de l'infini, on verrait le panthéisme fondre comme le plomb ». C'est ce qui fait que tout est rapetissé dans le monde; il n'y a plus en Europe que de petits philosophes, de petits poètes, de petits orateurs, de petits politiques, de petits législateurs et de petits diplomates. Comme dit magnifiquement M. Saint-Bonnet, « le faîte de l'homme a disparu ».

C'est donc une double thèse que soutient notre auteur contre le paganisme dans l'éducation et contre la science. Quant au paganisme, la question est jugée : je ne la discuterai pas. On est maintenant à peu près d'accord que les anciens avaient quelques talents et quelques vertus, que la Renaissance n'a point perverti l'esprit français, que le dix-septième siècle, qui a consommé l'alliance de l'inspiration chrétienne avec l'inspiration antique, a produit quelques bons ouvrages, et qu'au dix-neuvième siècle, Homère et Virgile, Démosthènes et Cicéron, ne sont pas les uniques artisans de nos fautes et de nos malheurs. D'ailleurs M. Saint-Bonnet n'apporte aucun nouvel argument à l'appui d'une thèse qui avait besoin d'être rajeunie. C'est un écho tar-

dif d'une polémique déjà oubliée; c'est un coup de fusil tiré en l'air après la bataille, nous pouvons dire après la défaite : il ne faut pas refuser aux vaincus cette innocente satisfaction...

A merveille. Mais, se demande-t-on après avoir lu la philippique de M. Saint-Bonnet, que veut-il donc qu'on enseigne à cette aristocratie, la seule partie de la nation dont il daigne sérieusement s'occuper, comme nous le montrions récemment? On éprouve quelque embarras à le deviner; car enfin M. Saint-Bonnet ne veut pas de la science, qui nous fait Turcs, ni des lettres anciennes, qui nous font païens. En dehors des lettres anciennes et des sciences, il n'est pas facile de composer un programme suffisant. On se rappelle involontairement le joli conte de Voltaire où Mme de la Jeannotière délibère avec le gouverneur de son fils sur l'éducation de M. le vicomte.

M. Saint-Bonnet est plus sérieux que Voltaire, et sa conclusion vaut mieux : M. le vicomte apprendra la théologie. « Si on laisse passer la science, dit-il, qu'elle ne passe du moins qu'avec la théologie pour escorte. » L'image est assez neuve : la philosophie, disait-on autrefois, est la servante, *ancilla,* de la théologie. Le langage de l'école est en progrès : aujourd'hui la science n'est plus la servante, elle est la prisonnière. Mais de qui M. le vicomte apprendra-t-il la théologie, s'il vous plaît? Apparemment des théologiens, c'est-à-dire du clergé. Et voilà comme nous revenons, par une conclusion parfaitement d'accord avec les prémisses, à la suppression, non seulement de l'enseignement primaire, fort inutile, mais de l'enseignement laïque, fort dangereux. Le sens véritable du livre de M. Saint-Bonnet est là; il est dans une phrase de M. de Maistre qu'il a citée et qu'il aurait dû prendre pour épigraphe de son livre, parce qu'elle

a le mérite de la franchise et qu'elle va droit au fait.

L'éducation rendue aux prêtres, comme dit M. de Maistre, liberté illimitée du clergé, comme dit M. Saint-Bonnet, peu importe la formule, voilà le but, et il nous suffit de le signaler. On le voit, les écrivains de cette école ne transigent pas avec les principes : ils ont leur fin bien déterminée, et ils marchent d'un pas ferme sans s'arrêter aux considérations vulgaires, qui retarderaient les esprits plus timides et moins absolus.

(*Journal des Débats*, 31 janv. 1854.)

HENRY DE PÈNE

(1830-1888)

Henry de Pène fut essentiellement journaliste. Le coup d'Etat de 1851 avait supprimé le journal royaliste auquel il était attaché, l'*Opinion publique*. La politique lui manquant alors, il devint un des chroniqueurs les plus répandus. Il fut l'un des trois écrivains qui, sous le pseudonyme de « Mané, Thécel, Pharès », rédigeaient le courrier de Paris de l'*Indépendance belge*, très lue en France, car dans la période du second Empire, où la presse était privée de toute liberté, l'*Indépendance*, journal étranger, n'était pas soumis aux mêmes obligations d'une continuelle réticence.

Au *Figaro*, un article où Henry de Pène raillait la manie des éperons conservés dans les bals par les jeunes officiers — article qui paraîtrait anodin aujourd'hui — lui valut une série de duels, et il fut grièvement blessé.

Il fonda plusieurs journaux : la *Gazette des Etrangers, Paris*, qui devint ensuite *Paris-Journal*. Il fut le critique dramatique du *Gaulois*.

Aux débuts de la Commune, le 22 mars 1871, il fut un des organisateurs de la manifestation du « parti de l'ordre », place Vendôme.

Comme écrivain politique, il combattit les idées modernes, mais avec courtoisie. « Son style, a dit de lui Octave Feuillet, avait la grâce et la dignité qui caractérisaient sa personne. »

Henry de Pène a écrit quelques romans, *Née Michon, Trop Belle, Demi-Crimes*.

On donnera ici, par curiosité, les deux brefs articles qui déterminèrent les duels soutenus par Henry de Pène. C'est un curieux petit document d'époque.

LES ÉPERONS

Le dernier bal de M. Gunsburg a coûté quatre-vingt mille francs, et les valait presque. La société n'y était pas plus homogène, mais beaucoup plus brillante qu'aux réceptions précédentes. C'était un peu un bal de bienfaisance. Chacun y saluait la patronnesse de qui il tenait un billet, avant d'aller aux maîtres de la maison. C'était aussi un bal de bienfaisance à cet autre point de vue : M. et Mme Gunsburg ont eu la bonne pensée de frapper à la porte du faubourg Saint-Germain avec le rameau d'or de la charité. Ils ont envoyé mille francs à telle noble quêteuse, mille écus à telle autre : les dames, en retour, ont assisté au bal, avec leur escorte.

Les noms les plus disparates : Mme la duchesse de Riario ; — Sforza ; — M. Ricord ; — Mme Mélanie Waldor ; — Mme Labédoyère ; — le prince de Monthéar ; — Albéric Second ; — la comtesse Bathyani ; — M. Hugues de Caral, gendre de M. d'Audiffret, homme de lettres naguère et auteur présumé des *Mémoires de Lola Montès*, etc.

Mme la marquise de Boissy, qui recevait chez elle, le même soir, a terminé chez les Gunsburg, avec son monde qu'elle a amené.

Progrès sensible ! Il n'y avait plus l'inévitable sous-lieutenant en uniforme, arrachant les dentelles avec ses éperons, opérant des razzias sur les plateaux ; la plaie, l'inévitable plaie des salons qui commencent.

On l'invite une fois, jamais deux.

Le premier acte des salons qui ont fait leurs dents, c'est de se débarrasser de lui.

A peine marchent-ils, qu'ils l'envoient au diable,

comme fit Sixte-Quint, pour ses béquilles, après l'élection.

En revanche, il y avait la petite vicomtesse.

Laquelle ? — Celle qui est partout. On en dit pis que pendre et on se l'arrache.

Est-elle donc si jolie ? — Non. — Est-ce pour son élégance ? — Non pas ; sa toilette surchargée est de mauvais goût.

Mais c'est la petite vicomtesse.

Il faut l'avoir.

(*Figaro*, 6 mai 1858.)

*
* *

Peut-être savez-vous, si vous avez la faiblesse de lire mes échos, que je me suis permis, la semaine dernière, d'insinuer que tous les sous-lieutenants n'étaient pas des Brummels, que leurs uniformes ne faisaient pas toujours merveille dans les bals en habit noir, et que toutes les dentelles n'aimaient pas à être déchirées par leurs éperons.

Cette innocente remarque que tout le monde a pu faire m'a valu une collection d'épîtres de toutes les couleurs.

Elle n'effleure pas l'honneur des sous-lieutenants, n'est-ce-pas ?

Pas plus que ne périclite l'honneur des lettres quand on dit que les salons du faubourg Saint-Germain ne s'arrachent pas M. Champfleury.

Le plus spirituel de mes correspondants, M. Félix R..., sous-lieutenant de la garnison de Paris, me répond ainsi :

« Vous ne direz jamais autant de mal des sous-lieutenants qu'ils en pensent eux-mêmes, et la preuve, c'est qu'il n'y en a pas un qui ne brûle de déserter son grade pour passer lieutenant. »

Un autre se plaint, sur un ton aigre-doux, que nous ferons fuir les dames à leur approche.

Un troisième se montre plus aigre et moins doux.

Un quatrième m'adresse — de province — quatre pages bourrées d'injures en style poissard, bardées de menaces, et il signe...

Non, je ne dirai pas son nom. Je ne citerai pas sa lettre. Il dit qu'il est officier, et il s'exprime en crocheteur. Oh! vraiment, je respecte plus l'uniforme et la qualité de sous-lieutenant que celui qui, après n'avoir pas compris quelques lignes inoffensives insérées dans un journal, se met à hurler pour l'honneur d'un corps qu'on n'a jamais songé à attaquer.

Croiriez-vous que, séparé de moi par cinq heures de chemin de fer et par un nombre illimité de longueurs de canne, — bien au delà de la portée même des pistolets Devisme, — mon correspondant a le courage de me menacer d'une ridicule cravache?

Bien entendu, ma sérénité s'est trouvée exactement aussi ébranlée que quand, par hasard, un homme ivre me heurte en passant dans la rue.

Ma première pensée a été celle-ci : « Très probablement, j'ai affaire, me suis-je dit, à quelque mauvais plaisant déguisé en officier, pour tâcher de faire peur à un de ces faquins de journalistes. Mais, en se parant d'un titre qui n'est pas le sien, il n'a pas su parler la langue du personnage qu'il voulait jouer. On flaire le mystificateur sous sa tunique d'emprunt. Gardons-nous de donner dans le panneau, et de répondre sérieusement. »

Par malheur, à la lettre, — à cette lettre que je ne

veux pas publier, parce qu'alors les officiers auraient le droit de me dire que je les calomnie en prêtant à l'un d'eux de pareilles façons d'écrire, — à cette lettre une carte était jointe.

Cette carte rend plus difficile, mais non pas impossible, la supposition que j'avais d'abord admise d'emblée.

Je n'ai rien à dire sur le nom qui figure au bas de l'épître et sur la carte de visite. C'est un nom qui ne dit rien. Honorable, je veux le croire, mais certainement plus discret que notre pseudonyme.

Brisons là, monsieur mon correspondant. J'ignore votre profession et j'honore votre grade. C'est vous — si vous n'êtes un mythe — qui avez un moment oublié que tout officier est un gentilhomme, et que quand, à tort ou à raison, l'on cherche une querelle, le bruit ne sied pas aux gens de bonne compagnie.

(*Figaro,* 13 mai 1858.)

ALPHONSE PEYRAT

(1812-1890)

« Quand je l'ai connu, a dit M. Joseph Reinach, c'était un petit vieillard, d'aspect malingre, de physionomie triste, volontiers silencieux. Mais, quand il se décidait à causer, à discuter des choses du jour, à évoquer celles du passé, son regard s'animait; il avait gardé tout le feu de sa jeunesse et de son pays natal. Il était plein d'esprit et il était très bon. »

Alphonse Peyrat débuta en 1833 par un article dans la *Tribune* d'Armand Marrast, article qui valut au journal une lourde condamnation. C'était un début original. Quand la *Tribune* eut succombé sous les amendes, il entra au *National*, puis à la *Presse*, où sa collaboration fut longue, active et toujours vigoureuse.

Pour trouver plus encore la liberté dont il avait besoin, il fonda, en 1865, l'*Avenir national*. Adversaire résolu de l'Empire, il prit en 1868 l'initiative de la souscription Baudin.

Il fut élu député à l'Assemblée nationale en 1871, où il siégea à l'extrême gauche, puis, en 1876, au Sénat, dont il devint vice-président.

En 1857, il avait écrit un article qui paraissait alors violent dans la *Presse*, article qui amena la suspension du journal pendant deux mois.

L'Empire exigeait des nouveaux députés la prestation d'un serment de fidélité au souverain. Les adversaires de l'Empire les plus déterminés n'en admettaient pas l'éventualité pour les élus de l'opposition. C'était l'opinion d'Eugène Pelletan, de Jules Simon, de Bethmont, de Cavaignac : « Que les élus du peuple, écrivait Louis Blanc, ne se bornent pas au refus du serment : ce qu'il faut, c'est un refus motivé de telle sorte qu'on y entende vibrer ce grand cri qu'a retenu au fond des consciences le succès de l'attentat par où la liberté de la tribune et

de la presse ont péri. » — Emile Ollivier, Ernest Picard, tout en se rendant compte du côté dégradant d'un serment prêté malgré des opinions contraires, comprenaient que, « pour vivre, l'esprit public avait besoin d'agir ».

A la convocation de la Chambre, Goudchaux et Carnot refusèrent d'accomplir la formalité du serment, tandis que les trois autres des « Cinq » en faisaient bon marché et l'acceptaient.

C'est à ce sujet qu'Alphonse Peyrat écrivit l'article qui devait être incriminé par le ministre de l'Intérieur Billault, sous le prétexte qu'il était « un appel aux passions révolutionnaires ».

LA POLITIQUE DE L'ABANDON

Il y a depuis quelques mois, dans la conscience universelle, un vague frémissement dont sont frappés tous les esprits attentifs, et que nous signalions ces jours-ci comme la renaissance certaine de l'esprit public. Voici, évidemment, l'heure des résolutions décisives. Les problèmes qui préoccupent le monde politique se simplifient, les positions se dessinent, les partis se serrent et se comptent. La lutte des principes est plus vive que jamais. Il semble que nous ayons tous entendu, d'un bout de l'Europe à l'autre, une voix qui nous crie : Levez-vous et marchez!

Faut-il que nous restions sourds à cette voix mystérieuse? Devons-nous, vivant toujours de nos souvenirs et de nos regrets, nous enfoncer de plus en plus dans notre abattement, comme ces fakirs de l'Inde qui s'hébètent dans une immobilité ridicule en tournant continuellement une queue de vache dans leurs mains? La question s'est posée il y a six mois, et l'immense majorité du parti démo-

cratique l'a résolue contre les partisans de la politique du désespoir et de l'abandon.

Le parti révolutionnaire doit-il imiter le parti légitimiste que l'abstention a conduit à cette nullité et à cet isolement incomparables qui en font une sorte d'étranger dans son propre pays? Le parti légitimiste est un cadavre que les alliés galvanisèrent en 1815, et qui a vécu d'une vie artificielle jusqu'en 1830. A cette époque, il s'est recouché dans sa tombe, d'où, Dieu merci, il ne se relèvera plus. Sommes-nous donc descendus aussi dans la tombe, et devons-nous renoncer à nous relever?

MM. Carnot et Goudchaux ne le pensaient pas, il y a six mois, quand, provoquant le mouvement électoral et s'y jetant résolument, ils formaient des comités, rédigeaient des circulaires, les envoyaient dans les départements et les déposaient au parquet du procureur général. Pourquoi s'abstenir aujourd'hui, quand on s'est agité et qu'on a agité alors si énergiquement?

Que signifiait donc cette campagne de bulletins électoraux? Pourquoi ces appels réitérés, ces mémoires d'avocat, ces articles de journal, ces recours en cassation? Faut-il donc que nous ne voyions, après coup, qu'une comédie et qu'un passe-temps d'avocat dans cette lutte si spontanément engagée, si patiemment soutenue, et qui a abouti à un succès?

En 1852, M. Hénon refusa de prêter serment. Aujourd'hui, cédant aux vœux de ses électeurs, il entre au Corps législatif. Pourquoi donc MM. Carnot et Goudchaux n'ont-ils pas la même déférence pour la volonté non moins formelle des électeurs de Paris?

L'expérience a condamné le système de ceux qui, au mois de juin, prêchaient l'indifférence et l'abandon. Mais enfin, tout condamné qu'il est, ce système se conçoit : c'est l'erreur obstinée d'un

rigorisme poussé jusqu'à l'excès. Ce rigorisme a le caractère respectable du sentiment qui l'inspire, et il mérite le respect de ceux qui ne peuvent pas le partager.

Mais quel respect peut inspirer la conduite de ceux qui, après avoir prêché l'action il y a six mois, quand l'issue de la lutte et l'opinion du parti démocratique étaient douteuses, la condamnent et l'abandonnent aujourd'hui que le succès l'a si pleinement justifiée? Vous nous avez appelés au combat; vous avez animé les faibles et entraîné les indécis. Anciens députés, journalistes, citoyens de tous les rangs et de toutes les professions, nous nous sommes concertés, éclairés, échauffés mutuellement, et cette communauté d'action, fortifiée par votre triomphe personnel, c'est vous, maintenant, qui essayez de la détruire!

Nous nous sommes comptés; nous savons que nous sommes un grand parti dévoué à la Révolution, également résolu à la défendre, et contre ceux qui voudraient la détruire, et contre ceux qui voudraient la souiller. Nous avons parmi nous des hommes forts par le talent, l'expérience, le courage, la considération publique, et vous voulez que, nous croisant les bras indéfiniment, nous renoncions à tous ces avantages?

Les électeurs, quand vous les avez appelés au scrutin, ont cru que vous vouliez marcher comme des généraux devant des troupes confiantes et disposées à l'obéissance, et ils ont répondu à votre appel. Que peuvent-ils penser aujourd'hui, quand ils voient qu'ils ont été le jouet d'une combinaison de coterie ou d'un calcul de vanité personnelle? Ils vous avaient choisis; ils vous attendaient à l'œuvre, et vous les abandonnez; ils vous abandonneront à leur tour, n'en doutez pas. Vous auriez été dans la minorité du Corps législatif, vous êtes

maintenant dans la minorité de votre propre parti.

Mais l'opinion publique existe-t-elle en ce moment? Oui; quoi qu'en disent ceux qui ont leurs raisons pour étouffer sa voix. Elle a pu, pendant quelque temps, dérober son cours et son murmure dans des canaux souterrains; mais, source intarissable, elle n'a pas cessé de couler. Il faut, nous le savons, des efforts et de la persévérance pour la ramener dans son lit large et profond, et l'y faire couler à pleins bords paisiblement; et c'est parce que la conduite de MM. Carnot et Goudchaux tend à paralyser ces efforts nécessaires, que nous la trouvons très impolitique, et que nous la blâmons si énergiquement.

(*La Presse,* 3 décembre 1857.)

SAINT-MARC GIRARDIN

(1801-1873)

Il fut pendant quarante-cinq ans un des principaux rédacteurs du *Journal des Débats,* où un de ses premiers articles, sous la Restauration, avait fait grand bruit. Il appartenait, en même temps, à l'Université, et, de bonne heure, professa à la Sorbonne ; son *Cours de littérature dramatique* résume une partie de son enseignement. Il était élu membre de l'Académie française en 1844. Il fit au second Empire l'opposition qu'on pouvait faire en un temps où la presse était menacée de tant de rigueurs. C'est dans un de ses articles que se trouve la phrase fameuse qui fut alors incriminée : « Ce serait se laisser aller à une illusion que de croire que c'est l'Empire qui soutient l'Empereur, et non pas l'Empereur qui soutient l'Empire. »

Député à l'assemblée élue en 1871, il ne tarda pas à se séparer de la politique soutenue par M. Thiers. Il abandonna alors, pour des divergences de vues, sa longue collaboration aux *Débats.*

Il avait réuni nombre de ses articles dans des recueils intitulés *Essais de littérature et de morale, Souvenirs et réflexions politiques d'un journaliste, Souvenirs de voyages et d'études.* Il était bien loin, dans sa vieillesse, des idées libérales qu'il avait exprimées pendant une partie de sa carrière.

DU DÉCRET DU 24 NOVEMBRE 1860

Les journaux avaient autrefois le droit de discuter les débats des Chambres ; ils se sont interdit ce droit par prudence et craignant, s'ils en usaient, d'enfreindre l'article qui leur défend de rendre

compte des débats du Corps législatif. Je crois qu'ils ont poussé la prudence trop loin; mais je ne vois rien dans le décret du 24 novembre 1860 qui les encourage à être plus hardis. Le décret a voulu établir une communication plus rapide et plus large entre le pays et les corps de l'Etat; il a donné au Sénat et au Corps législatif des moyens de publicité qu'ils n'avaient pas. Mais il faut savoir que l'impression n'équivaut pas toujours à la publicité; et, en ne voulant rien faire pour la presse, la réforme de 1860 a fait beaucoup moins qu'elle ne croit pour la publicité des délibérations parlementaires.

... Je n'ai jamais beaucoup cru aux concessions que devait, disait-on, obtenir la presse; cependant il y avait aussi des jours où je me disais que le suffrage universel n'avait pas à désirer plus de puissance, mais seulement plus de lumière; et que, la liberté de la presse étant un des moyens d'éclairer le suffrage universel, il serait possible que le gouvernement, par amour de ce suffrage, fît quelque chose pour la presse. Il n'y a rien pour la presse dans la réforme du 24 novembre 1860; elle n'y gagne rien que d'être plus près de la liberté d'autrui, grâce aux prérogatives rendues aux grands corps de l'Etat. Ce voisinage de la liberté ne vaut pas pour a presse la liberté elle-même; mais cependant il vaut quelque chose à mes yeux.

Quoi qu'il en soit, si je voulais définir le caractère de la nouvelle réforme, je dirais qu'elle est plutôt parlementaire que démocratique. Elle donne beaucoup au Sénat et au Corps législatif; elle ne donne rien à la presse; rien au suffrage universel, qui, il est vrai, a presque tout; rien à la liberté des élections. Je sais bien que quelques personnes croiront qu'en disant que la réforme est plutôt parlementaire que démocratique, je risque de dis-

créditer la nouvelle réforme. Ce n'est pas assurément mon intention. Donner plus de pouvoir aux corps délibérants, quand ces corps sont électifs ou inamovibles, c'est ajouter à la force de l'aristocratie naturelle, la seule qui soit bonne, parce qu'elle vient de la valeur propre des personnes, la seule qui soit possible en France de nos jours. Or cette aristocratie naturelle, qui sort de la démocratie et qui y rentre sans cesse, est le signe le plus certain de la force et de la puissance de la démocratie. Qu'est-ce que serait une démocratie qui ne produirait pas d'élus, où personne ne s'élèverait, où personne ne s'illustrerait, où il ne se ferait point de noms? Ce serait une foule nivelée par sa propre impuissance. N'ayons pas peur des mots; disons hardiment que la réforme de 1860 a un caractère parlementaire et aristocratique; en cela elle est bonne, en cela elle sert la démocratie, parce qu'elle lui procure des serviteurs intelligents et capables, libres surtout de montrer au grand jour leur intelligence et leur capacité. Elle refera des hommes; aussi bien, j'entendais dire qu'ils commençaient à manquer. Certes ce n'était point la semence qui manquait; c'était le mode de culture qui était mauvais.

On voit que je n'hésite pas à louer la réforme de 1860; mais je n'hésite pas à dire que cette réforme est incomplète, parce qu'elle n'a rien fait pour la liberté de la presse. Il est possible que la presse y gagne à cause des libertés d'alentour; mais elle n'aura pas sa force en elle-même et par la loi seule. Je ne veux pas faire ici l'apologie de la liberté de la presse; je sais que le public et le pouvoir sont en général mal disposés pour elle, et je ne dis pas qu'elle n'ait point un peu mérité sa disgrâce. Je crois cependant que s'il y a un peuple au monde qui ait besoin de la liberté de la presse,

c'est le nôtre. La presse est un pouvoir qui gêne la France quand elle veut se reposer; de là son dépit contre elle et le plaisir qu'elle a à la voir maltraiter. Mais elle y revient, parce que c'est le seul moyen d'empêcher qu'avec nos mœurs faciles l'ordre ne dégénère en abus établis. Je sais qu'il est difficile à la monarchie de supporter la presse, et à la presse de supporter la monarchie; encore faut-il qu'elles aillent ensemble, en grondant l'une contre l'autre, mais en se tempérant l'une par l'autre. Je ne demande pas à la monarchie et à la presse de s'aimer; je leur demande de se tolérer. Je veux un ménage et non pas un roman. Qu'on le sache bien, au surplus; l'épreuve du retour à la monarchie parlementaire ne sera décisive que lorsque la presse aura recouvré sa liberté légale, c'est-à-dire qu'elle ne dépendra plus que de la loi et des tribunaux. Jusque-là la réforme de 1860 ne sera qu'une espérance à laquelle nous souhaitons tous les succès possibles, mais à laquelle aussi manquera le succès le plus significatif.

(*Journal des Débats,* 1860.)

AUGUSTE VILLEMOT

(1811-1870)

Le nom d'Auguste Villemot s'efface. Il fut pourtant parmi les plus répandus de la presse, et il signifiait bonne humeur, esprit, observation narquoise. Le chroniqueur souriait malicieusement des travers de son temps et il évoquait ses souvenirs de vieux Parisien. Il fut un des principaux rédacteurs du *Figaro* bi-hebdomadaire. Il collabora à l'*Indépendance belge,* qui donnait une place importante à ses Courriers de Paris, au *Soleil* littéraire, qui réunissait Jules Noriac, Sarcey, Philibert Audebrand, Eugène Schwob, Rochefort, puis au *Temps,* où il donnait régulièrement de piquants articles intitulés *la Comédie contemporaine.* Sa bonhomie lui avait valu de durables sympathies. Il n'eut guère de détracteur qu'en Veuillot, qui écrivait, un jour, que lorsqu'un ingénieur voulait définitivement essayer un pont, il se contentait d'y faire passer un article de Villemot. A ce reproche peu mérité de lourdeur, Villemot répondit par un portrait de Veuillot, d'une fine raillerie. Ce Parisien verveux disparut avec une époque qu'il avait représentée par quelques-uns de ses meilleurs côtés, le lendemain même de l'investissement de Paris par les Allemands.

LE PARISIEN A LA CAMPAGNE

10 septembre.

Dans l'organisation de la vie parisienne, chaque mois de l'année correspond à un loisir et à un luxe. Septembre a pour synonyme *pêche* et *chasse;* c'est l'heure où la province reçoit le Parisien; la vie de château s'organise et, en France, le château

commence au château proprement dit, mystérieusement enclavé dans deux lieues de parc, et finit à une bicoque aux volets verts, où les hôtes vivent dans une promiscuité touchante avec les poules et les dindons. — Dieu me garde néanmoins de médire des bicoques! C'est là qu'habite le véritable sans-façon de la campagne avec toutes les tolérances de costumes et toutes les licences de la vie d'artiste. — L'étiquette suit le Parisien dans les châteaux ; elle lui commande trois toilettes par jour, et des déférences infinies envers les voisins de campagne et les autorités de l'endroit.

On ne jouit réellement de l'aimable liberté de la nature que dans ces humbles retraites ouvertes à quelques amis intimes, auxquels on ne demande qu'un bon appétit, de la belle humeur et un costume complet de la *Belle Jardinière*.

M. Dumanoir, dans un de ses vaudevilles, qui touchent parfois à la comédie, avait spirituellement crayonné la *vie de château,* il y a une quinzaine d'années, pour le théâtre des Variétés. Au lever du rideau, le théâtre représentait douze individus de tout âge et de tout sexe ronflant sur les divans et sur le parquet du salon commun. C'était la meilleure scène de la pièce et la plus vraie.

C'est qu'en effet le Parisien n'a pas été créé et mis au monde pour se lever avec l'aurore, — courir le sanglier, — s'embarrasser dans les hautes herbes, — traîner le filet dans les rivières, — s'asseoir à des banquets homériques, — et dormir d'un sommeil agité par le coassement des grenouilles. — Ces exercices sont bien violents, et ces plaisirs bien suspects pour des avocats et des notaires pliés à la vie sédentaire du cabinet. — Dès le second jour de cette vie enchanteresse, le Parisien épuisé s'endort sur le perdreau. — D'ailleurs, il est malhabile à toutes ces choses : son premier coup

de fusil tue le chien favori de la maison ; — le second est presque une tentative de suicide ; — il se laisse désarmer et suit de bonne grâce la chasse en amateur, toujours quelque peu inquiet cependant de voir braquer dans la direction de son bas-ventre une douzaine de tubes qui recèlent la mort. — Au bout de huit jours, il commence à bâiller comme à la tragédie ; — il lui semble qu'un siècle s'est écoulé, car, en province, la vie est longue et l'heure lente. — Les yeux rougis par les veilles, les jambes exténuées par la marche, il commence à regretter ses dossiers, son travail, le boulevard et l'Opéra-Comique. — Il s'amuse trop et ne s'amuse pas selon sa nature.

Voilà ce que c'est : le Parisien a voulu forcer son talent, et il est bien obligé de reconnaître que les provinciaux ont aussi leur supériorité, à laquelle il ne lui sera jamais donné d'atteindre. — Tout le long de l'année, le Parisien se donne le spectacle du provincial dépaysé dans Paris. — En septembre, le provincial prend sa revanche : certes, le provincial fait une triste figure à l'Opéra avec sa cravate à pois, son gilet à fleurs et ses gants en coton. — Mais le Parisien n'a pas une meilleure tournure à la campagne, avec ses bottes vernies, sa veste de velours doublée de satin blanc, ses gants jaunes et ses jambes en pincettes dans un pantalon collant. — Les vachères s'arrêtent pour le voir passer ; les paysans le prennent pour un ténor en représentation, et, n'était la bonne opinion qu'il a de lui-même, le Parisien s'apercevrait bien vite que tout ce monde-là se moque de lui. — Il faut dire aussi que le Parisien, si roué en matière de drames et de comédies, prête énormément à rire dès qu'il a passé la barrière. — Ignorant de toutes les choses de la nature, qu'il ne connaît que par les toiles de fond du Gymnase, il prend un chêne pour un noyer,

— un bœuf pour un rhinocéros, — des carottes pour des betteraves, et, quand il rencontre une grenouille, qu'il prend naturellement pour un crapaud, il se sauve pour ne pas être empoisonné par *la liqueur* du batracien. Pendant que les paysans se mirent dans ses bottes, il pousse des exclamations d'une naïveté adamique. « Tiens ! un homme qui laboure ! C'est étonnant comme il y a des cailloux dans la campagne. Vos canards sont bien sales; vous ne les lavez donc jamais ? » etc.

Dans cette situation, il n'est pas rare que le Parisien devienne le point de mire, le plastron de la province. — Le Parisien a donné au provincial des billets pour visiter l'intérieur de l'obélisque ; — il l'a envoyé à la queue de l'Odéon à dix heures du matin ; — il l'a présenté déguisé en ours dans un bal où tout le monde portait l'habit noir ; — c'est fort bien ! — mais à ton tour, paillasse ! tu es tombé dans la trame du provincial, tire-t'en comme tu pourras !

Entre toutes les *poses* dont le Parisien a pu être victime en province, il y a une histoire dont la tradition s'est conservée dans le Berry et qui s'attache au nom d'un homme d'esprit que nous avons connu ; — seulement, vous allez voir comment l'esprit de la ville peut se rouiller aux champs.

C'était dans l'automne de 184. , à quelques lieues de Bourges ; le propriétaire d'un château avait réuni quelques gentlemen du voisinage, plus un ami de Paris, M. X., — un pur Parisien, qui confessait, du reste, son innocence en matière de vénerie ; c'était la première fois, je crois, qu'il quittait la grande ville ; de sa vie il n'avait touché un fusil et s'étonnait toujours qu'on pût tuer une caille sans tuer en même temps un ou deux amis.

Un jour que le Parisien avait été retenu au château par une violente migraine (encore une maladie

parisienne), la bande joyeuse s'était rendue à la ville voisine, où il y avait fête, foire, saltimbanques et curiosités de toute espèce. — Entre autres plusieurs phénomènes, ces messieurs virent dans une baraque un lapin savant qui tirait le pistolet; — ce spectacle fit naître l'idée d'une *scie* à l'usage du Parisien; on prit certains arrangements avec le propriétaire du lapin, on rentra au château, et la scie commença à fonctionner. — Pendant deux jours, la scie consista en des dialogues auxquels le Parisien assistait sans qu'on eût l'air de prendre garde à lui.

« Allons donc! laisse-moi tranquille avec tes contes bleus!...

— Mais, je ne te dis pas que je le crois, je te dis, seulement, que le fait est attesté par des témoignages respectables.

— Messieurs, messieurs, reprenait le premier interlocuteur, en appelant tout le monde, il faut faire enfermer Lucien. Ne veut-il pas me soutenir qu'on a rencontré des lapins armés dans la campagne! »

Et tout le monde de rire.

« Messieurs, reprenait alors gravement un des chasseurs, j'ai ri comme vous; mais, puisque vous m'attirez sur ce sujet,... je ne sais comment vous raconter... oui, vous allez me croire fou... eh bien, je n'en jure pas moins sur ma part de paradis que, samedi dernier, j'ai été attaqué par un lapin au petit carrefour de Bigny. »

On rit encore; mais, cette fois, en se ravisant; on parla à voix basse de l'état mental du pauvre chasseur; on proposa d'écrire à sa famille; puis, pour ne pas le surexciter, on convint d'éviter ce sujet de conversation. — Quant au Parisien, il avait tout écouté, tout entendu; il était ébahi et n'avait pas d'opinion.

Les choses ainsi disposées, on arrêta une partie de chasse pour le lendemain. — Cette fois, le Parisien n'avait pas la migraine et il était impatient de faire ses premières armes. — Après une heure de marche, on aperçut un lapin qui broutait sur le bord d'un fossé.

« Voilà une belle occasion pour un débutant! » dit-on de toutes parts.

Et on mit aux mains du Parisien un joli petit fusil de dame.

« Prenez votre temps... ajustez! C'est bien... Tirez! »

Le coup part et le lapin roule dans le fossé.

« Tué!... je l'ai tué! s'écrie le Parisien.

— Eh bien, allez le ramasser. »

Le Parisien court au fossé ; mais, au moment où il croit saisir sa proie, le lapin se redresse et tire au Parisien un coup de pistolet à bout portant.

Le Parisien revient pâle, effaré...

« Eh bien?... Voyons, le lapin.

— Oh! messieurs, réplique le Parisien d'une voix éteinte, il n'y a plus à plaisanter... C'est très vrai : les lapins se défendent... J'ai failli être assassiné... »

Ici, le Parisien s'évanouit, et l'histoire est finie.

(*Le Figaro*, septembre 1858.)

TAXILE DELORD

(1815-1877)

Un écrivain sérieux, parfois austère, un polémiste vaillant, aux heures difficiles où la presse voyait se retirer toutes ses libertés, un historien sévère qui, cependant, attestait, quand il lui plaisait, la qualité de son humour et montrait sa verve narquoise. Par une sorte de dédoublement, il y eut en lui le journaliste vaillant qui, durant les premières années de l'Empire, faisait partie, au *Siècle,* du petit groupe des défenseurs de la démocratie, et le satiriste du *Charivari*, abondant en traits spirituels, ou le chroniqueur de la vie parisienne.

L'homme qui devait entreprendre une série de portraits des grandes figures de la Réforme avait écrit dans les *Français peints par eux-mêmes* la monographie du Chicard, publié la *Physiologie de la Parisienne.* Il se souvenait de ses débuts au *Vert-Vert.*

Du moins, ses opinions politiques ne se modifièrent pas : il fut toujours l'adversaire du régime personnel, et il fut républicain quand il y avait quelque péril à l'être.

Son œuvre capitale est l'*Histoire du second Empire*, qu'il avait commencée avant la chute du gouvernement de Napoléon III. Il y a évoqué la situation de la presse, alors qu'elle était livrée à l'arbitraire du pouvoir, dans le temps où le ministre de l'Intérieur avait le droit de nommer et de destituer le rédacteur en chef d'un journal, où les pénalités toujours menaçantes entravaient toute discussion. Ce chapitre sur les artifices auxquels étaient contraints les écrivains d'opposition pour n'être pas réduits au silence est éloquent. « Le rôle de moralisateur que le gouvernement prétendait jouer auprès de la presse était ce qu'il y avait de plus humiliant pour elle dans sa position... Les journalistes qui ont traversé le second Empire garderont de cette époque une tristesse poignante. »

Taxile Delord fut, en juillet 1871, élu député de Vau-

cluse et siégea dans les rangs de la gauche républicaine jusqu'en 1876.

Ce fut dans un mouvement d'indignation et de colère contre tous les obstacles mis à l'expression de la pensée libre, qu'il écrivit, dans la *Revue nationale,* un article véhément où il déplorait des habitudes nouvelles d'un journalisme qui, ne se souciant plus de doctrine, n'était plus inspiré « que par une curiosité malsaine, faussant les ressorts de l'intelligence ». Cet article est curieux à retrouver aujourd'hui.

LE NOUVEAU JOURNALISME

Quiconque a parcouru la France dans ces derniers temps, a pu s'apercevoir des fâcheux résultats que la suppression de la discussion par la presse avait pour l'intelligence des populations. La presse libre ne montre souvent, il est vrai, qu'un coin des choses; mais c'est la seule ouverture par laquelle une foule d'esprits puissent pénétrer dans le champ des idées. Sans cette clarté, les ténèbres s'épaississent sur les esprits, les cerveaux se rapetissent pour ainsi dire et s'atrophient. Dans l'intervalle d'une année à l'autre, on pouvait constater les progrès de la décadence. Tel individu qu'on avait laissé avec une lueur de vivacité était tombé dans la plus profonde somnolence morale. La torpeur gagnait toutes les têtes; les gens instruits et éclairés subissaient eux-mêmes sans s'en douter l'influence générale, et devenaient peu à peu incapables de saisir l'idée générale, de juger une question politique à son vrai point de vue, d'observer et de prévoir les événements.

Pendant le silence de la véritable presse, il s'est fait à l'usage de ce triste et nouveau public une

sorte de journalisme qui l'hébète chaque jour davantage. Le journal s'est mis à rôder dans les offices et dans les antichambres, à écouter aux portes, à frayer avec les valets pour avoir les secrets des maîtres ; il fait la cour à Frontin, il le prend pour collaborateur, il arrange sa prose. Heureux encore s'il s'en tenait là ; mais, non content de divulguer les secrets de la vie privée des honnêtes gens, il va chercher ces malheureuses femmes, que leur indignité même aurait dû protéger, pour les traîner sur la claie de la publicité. Embusqué à leur porte, il note sur un calepin ceux qui entrent chez elles ou qui en sortent. Un tel journalisme a toujours existé, direz-vous ; c'est possible, mais il n'était destiné qu'à ce public désœuvré, blasé, usé, qui foisonne dans les grandes villes, tourbe sans nom de filles perdues, de chevaliers d'industrie, de littérateurs sans littérature, de faux artistes, de faux écrivains, habitués d'estaminets, de foyers de théâtre et de coulisses. Ce journalisme n'entrait jamais dans le foyer de la famille ; il n'était pas lu par les honnêtes femmes. L'homme qui se respectait un peu rougissait si par hasard on le surprenait l'une de ces feuilles à la main. Aujourd'hui quel changement! Le journalisme en question a trouvé moyen de faire lire et vendre à des milliers d'exemplaires des obscénités que la police saisirait si elle les trouvait cachées au fond d'une arrière-boutique ; il les étale à tous les coins de rue ; il se glisse en contrebande dans les familles, et plus d'un honnête bourgeois, qui rougirait d'entendre sur le prochain le quart de ce que disent les journaux, les lit en riant, et se fait une idée de la société d'après un écrivailleur dépravé qui exploite ces turpitudes. On dirait que la société en est venue à ce point de ne prendre plus plaisir qu'à la littérature découpée en articles et en chroniques, et quand on s'étonne

parfois du cynisme de ce journalisme d'alcôve et d'antichambre, il répond : « Je ne crains rien, je suis un instrument de règne, un dérivatif; j'empêche la France de s'ennuyer, je lui sers son scandale quotidien. C'est la vie publique qui doit être murée désormais; la vie privée m'appartient. Je tiens boutique de révélations à l'usage de ceux qui ont besoin de se distraire. »

Le journalisme et le pays doivent exercer l'un sur l'autre un contrôle perpétuel; c'est ce qui forme ce qu'on appelle l'esprit public. Le contrôle ne cesse qu'au détriment de la presse et des intérêts généraux de la nation. Si le public n'encourage pas le journaliste, s'il ne croit plus à lui, c'est en vain que les lois rendront sa liberté à l'écrivain : l'indifférence de ses lecteurs lui enlèvera toute sa force. Pour résister au courant d'influences de toute nature qui l'entraînent, souvent malgré lui, le journaliste a besoin d'être averti, soutenu, fortifié, protégé par l'opinion qu'il représente et qui le fait vivre moralement. Cet échange d'influence, cette action du public sur la presse et de la presse sur le public, seuls peuvent nous donner, il faut le répéter sans cesse, cette grande force de l'*esprit public* qui triomphe de tous les obstacles, et à laquelle l'Angleterre doit les progrès réguliers de ses institutions et une prospérité qui s'accroît sans cesse. L'esprit national ne fait pas défaut à la France, elle l'a toujours eu devant l'étranger, mais l'esprit public lui a manqué chez elle. Là où il vit, cet esprit est la plus solide garantie de la liberté de la presse; là où il n'existe pas, les journaux ne pourront vivre; qu'ils s'appliquent donc à le créer!

(*Revue nationale et étrangère,* 1860.)

EUGÈNE PELLETAN

(1813-1884)

Eugène Pelletan avait été d'abord un des plus brillants rédacteurs littéraires de la *Presse*. Il apportait dans ses feuilletons une telle conviction que, à la suite d'une discussion purement historique, un duel avec Louis Blanc avait été décidé. La Révolution de 1848 empêcha la rencontre. Les deux adversaires, courant à l'Hôtel de Ville, oublièrent leur querelle et se réconcilièrent. On raconte que Thiers, en apprenant ce dénouement heureux, s'écria en souriant : « Dieu soit loué! Si Pelletan avait tué Blanc, j'aurais été le plus petit homme de France! »

Eugène Pelletan était alors un des plus fervents parmi ceux qui entouraient Lamartine, qui l'appela, plus tard, au *Bien public,* journal fondé en 1850 par le poète dont la popularité politique avait été si grande et si brève.

Adversaire résolu du second Empire, journaliste militant, Eugène Pelletan soutint dans le *Siècle,* puis dans des brochures qui n'engageaient que sa responsabilité, dans l'*Estafette,* dans le *Courrier de Paris,* ses idées démocratiques, encourant amendes et condamnations. Un article du *Courrier du dimanche* lui valut trois mois de prison : il avait été défendu par Jules Favre.

Il fut élu député de la Seine en 1863 et montra au Corps législatif une courageuse activité. Son rôle dans l'opposition fut important. Au 4 septembre, il devint membre du gouvernement de la Défense nationale. Comme député, puis comme sénateur, il fut mêlé de près aux luttes contre toutes les réactions. Au demeurant, l'homme politique demeurait fidèle aux Lettres.

Les *Droits de l'Homme,* la *Profession de foi du dix-neuvième siècle,* le *Pasteur du Désert,* la *Femme au dix-neuvième siècle, Elisée, voyage d'un homme à la recherche de lui-même,* comptent parmi les ouvrages les plus caractéristiques qu'il a laissés.

On donnera ici, comme particulièrement représentatif du temps où il fut écrit, alors que le gouvernement de Napoléon III traquait la presse indépendante, un de ses articles, qui fut poursuivi :

LA LIBERTÉ COMME EN AUTRICHE

Il fut un temps où la France marchait à l'avant-garde de la liberté.

Elle possédait l'exercice même de la souveraineté, puisqu'elle tenait la clef de la recette et de la dépense, puisqu'elle désignait le pouvoir, et qu'après l'avoir chargé de procuration, elle restait toujours debout derrière lui, et gardait toujours avec lui son droit de parole, c'est-à-dire de surveillance.

Et ainsi, à toute heure et sans interrègne, directement ou indirectement, sous une forme ou sous une autre, avec une liberté ou avec une autre, la France influait toujours sur la politique du pays et gouvernait en participation avec le gouvernement; car quel homme d'Etat sérieux pourrait prendre n'importe quelle mesure chez un peuple libre sans tenir compte de l'opinion?

La France pensait et produisait à la fois, car penser et produire, c'est la même chose sous deux aspects ; tant vaut l'homme intime, tant vaut l'homme travailleur. Qu'est-ce que le travail, en effet, sinon le mouvement réglé par l'intelligence et approprié par l'intelligence aux besoins de la société? L'activité d'un peuple progresse donc toujours en raison directe de son instruction, et son instruction en raison directe de sa liberté.

Mais autant la France savait produire, autant elle savait économiser. Lorsqu'on gagne honora-

blement son argent, on le gagne à la sueur de son front, et on l'épargne en raison du travail qu'il a coûté. On ne jette au vent ou au luxe que la richesse improvisée au tripot de la Bourse ou dans l'industrie du pot-de-vin.

La France a ainsi réalisé, lentement, héroïquement, épargne par épargne, cette magnifique réserve nationale où la pompe aspirante de l'emprunt peut aisément puiser un milliard d'un seul coup de piston.

La presse libre avait toujours l'œil ouvert sur le tapis franc de la spéculation. Aussi on ne voyait guère à cette époque de réédition du Mississipi de la Régence, ni de maison de jeu déguisée en maison de banque, ni de Samuel Bernard monter, en un tour de main, du fond de la rue Quincampoix au sommet de l'opulence, et retomber avec fracas, du haut de ses millions, sur les bancs de la police correctionnelle.

Le régime libéral offrait moins de drame à l'imagination; il affectait même la modestie. Il faisait cependant beaucoup pour le peuple, négativement et affirmativement, quoi qu'en dise la démocratie apocryphe, en haine de la liberté.

... Voilà l'œuvre du régime libéral; nous avons dit du régime et non pas du gouvernement; nous avons fait à dessein la distinction, car bien que le régime et le gouvernement coexistent forcément, nous aurions tort de les confondre et surtout de les impliquer dans la même solidarité.

Il est possible que le gouvernement marche au pas de la liberté, et alors c'est l'accord parfait; il est possible aussi qu'il réagisse contre elle, et alors il faut de deux choses l'une : ou que le gouvernement tue la liberté, ou que la liberté le dévore.

En tout état de cause, la liberté porte en elle une telle vertu intrinsèque qu'elle corrige toujours la

politique du pouvoir, et que sans lui, malgré lui, elle peut encore suffire à la grandeur et à la prospérité d'une nation.

Revenons au présent. Ce n'est pas que, dans le monde d'une certaine presse, on ait une objection de fonds contre la liberté en elle-même, ni qu'on reprenne contre elle le vocabulaire épuisé de l'école de Bonald. On tient de trop près à son siècle, on professe de trop haut le culte du progrès, pour répéter les phrases passées de mode de l'ancien régime. On éprouve au contraire au fond du cœur une passion secrète pour la liberté; on l'a même notée sur son carnet, de peur d'oubli, mais on conseillera volontiers de la mettre sous verre, comme une plante délicate, et de la laisser mûrir à l'ombre, en prenant soin toutefois d'en laisser respirer de temps en temps le parfum, pour tenir notre imagination en haleine.

La cause de la liberté est gagnée en théorie; ce n'est plus une question de principe, ce n'est qu'une question de circonstance. On n'invoque plus contre elle qu'une fin de non-recevoir passagère, et, pour le prouver au regard, on montre du doigt le chiffre de 89 gravé au frontispice de la constitution.

Ainsi, la constitution renferme deux constitutions dans l'une : la première visible, la seconde mystique; la première transitoire, la seconde définitive; l'une ajourne la liberté, l'autre la promet; l'une expire en quelque sorte de jour en jour, l'autre procède au contraire insensiblement à l'œuvre de sa naissance; chaque tour d'aiguille sur ce cadran rapproche l'heure de la liberté : elle vient, elle arrive...

La France marque le pas en attendant, mais son esprit agite l'Europe. La Russie fournit en ce mo-

ment la première étape de la liberté. Nation historiquement enfantine, que la civilisation avait laissée emmaillotée dans l'état social du moyen âge, elle brise ce cadre étroit pour regagner le temps perdu; elle commence par le commencement, elle relève l'homme de la glèbe, elle abolit le servage.

L'Autriche elle-même entre en possession de la liberté. Devons-nous en croire cette fois les yeux de nos sens ? Quoi ! cette maison de Habsbourg, cette ennemie héréditaire de l'esprit humain, qui avait étouffé les peuples sous l'effroyable pression de son despotisme ! Quoi ! cette dynastie pétrifiée qui avait fait du dieu Borne le dieu de l'humanité, et eût dit volontiers comme ce capitaine à sa compagnie : *L'immobilité est le plus beau mouvement de la manœuvre;* la voilà maintenant qui remue, qui avance, qui fait amende honorable à la liberté qu'elle avait tant de fois sabrée !...

L'Autriche possède encore la liberté individuelle dans toute sa plénitude. Une fois de plus M. de Schmerling vient de proclamer l'inviolabilité du foyer. Le père de famille autrichien pourra désormais dormir en sûreté, un agent de police ne viendra plus, comme un voleur de nuit, crocheter sa porte et le surprendre dans son premier ou son dernier sommeil.

L'Autriche possède en outre une liberté de la presse à l'état de projet. Ce projet, encore empreint d'une certaine défiance, reconnaît cependant à tout citoyen autrichien le droit de fonder un journal, sous l'unique réserve de faire une déclaration préalable à la police et de déposer d'avance un cautionnement de huit mille florins.

La modestie du chiffre témoigne de la bonne intention d'étendre plutôt que de resserrer le droit

de discussion. En l'absence du jury, encore ignoré du code autrichien, les cours supérieures, en cas de délit, pourront seules prononcer sur le texte incriminé, mais devant tous, mais toutes portes ouvertes, mais avec l'entière publicité des débats, pendant comme après l'audience.

Lorsqu'un peuple possède l'élection, la tribune, la presse, c'est-à-dire les trois libertés théologales, il possède toutes les autres de surcroît comme dans l'Evangile, il n'a plus qu'à vouloir prendre la peine de les acquérir, ou plutôt de les dicter au pouvoir.

Et l'Autriche pourrait repousser aujourd'hui ce coup de fortune? Nous savons que le passé donne le droit de la défiance; mais dans l'état actuel, que peut-elle gagner à rejeter la liberté, que peut-elle perdre à la saisir?

Qu'elle la saisisse d'abord; si on cherche à la lui reprendre, eh bien, alors comme alors!.. mais d'ici là elle aura le temps de se donner dans la liberté même une place de sûreté. La liberté d'ailleurs développe l'énergie du patriotisme. Un citoyen vaut toujours mieux qu'un sujet.

Il y a ensuite habileté à mettre la liberté sous la sauvegarde de la loi écrite, car pour frapper l'une il faut tuer l'autre auparavant; c'est déjà quelque chose que de forcer l'empereur d'Autriche à n'être plus qu'un émeutier, le jour où il voudrait retirer la constitution.

Quant à nous, Français, que la destinée incline à la modestie en fait de liberté, nous accepterions volontiers la chance faite à l'Autriche comme un acompte précieux du 89 promis. Nous nous réjouissons toutefois en bons voisins de la tentative de M. de Schmerling; nous y voyons même une nouvelle victoire de la France sur le Danube.

Car partout où la liberté fait une nouvelle conquête, le peuple français a bien le droit de réclamer

une part de paternité. N'est-ce pas lui, en effet, le premier ouvrier, le premier debout à l'œuvre, le premier enfin qui a proclamé la théologie nouvelle des droits de l'homme et l'a défendue de son sang et de son génie ?

(*Courrier du Dimanche*, 3 nov. 1861.)

AUGUSTE NEFFTZER

(1820-1876)

Ce fut un écrivain d'une haute probité et d'un caractère élevé. Venu à Paris après avoir rédigé à Strasbourg le *Courrier du Bas-Rhin,* il fut bientôt un des principaux rédacteurs de la *Presse.* « C'est lui, a écrit Eugène Spuller, qui, après le coup d'Etat, et sous le couteau toujours levé des avertissements décrétés par la dictature impériale, s'était chargé de dire tous les jours un mot sur tous les événements au dedans comme au dehors de nos frontières ; c'est lui qui a inventé le *Bulletin* qui, pendant l'Empire, a figuré en tête de nos journaux. » Malgré les difficultés d'alors, il attestait son attachement aux idées de justice et de liberté.

En 1861, pour rester maître de sa ligne, comme il l'était de sa pensée politique, il fonda un journal qui reprenait un ancien titre, le *Temps.* Il devait, avec Edmond Schérer et Adrien Hébrard, en faire une puissance. « Son programme, disait Nefftzer, c'est le large programme de l'esprit moderne. »

En 1863, il refusa la candidature aux élections. « Il institua même une polémique en règle pour démontrer que la vraie place des journalistes était dans les bureaux de leur feuille, avec leurs collaborateurs, et non pas au Palais-Bourbon, sur les bancs de la Chambre. Il croyait à l'utilité, à l'efficacité de la tâche dont il s'acquittait tous les jours, il considérait que les journaux faisaient œuvre d'éducation politique, et cette œuvre lui paraissait assez grande, assez noble pour remplir la vie d'un honnête homme et assurer la paix de sa conscience. Cette opinion n'était pas d'un esprit médiocre. »

Le polémiste, en 1851, avait eu une idée ingénieuse ; il avait réuni des fragments d'anciens écrits et de discours du prince Louis-Napoléon et les avait donnés comme une proclamation du président, alors même que celui-ci, en

flagrante contradiction avec ses opinions d'autrefois, inaugurait le pouvoir personnel.

A côté de l'écrivain politique, il y avait en Nefftzer un érudit, qui donna de nombreux travaux philosophiques.

Il abandonna, en 1871, la direction du *Temps*, où il fut remplacé par Adrien Hébrard, qui fut, par sa finesse et son esprit, une des figures les plus caractéristiques de la presse et un merveilleux inspirateur.

En 1867, Nefftzer n'avait que trop justement prévu les ambitions de l'Allemagne.

UN DISCOURS DE M. DE BISMARCK[1]

Les discours de M. de Bismarck ne sont jamais longs, mais il est rare qu'ils ne soient pas très significatifs. Les Allemands doivent trouver qu'il parle peu et qu'il parle bien. L'allocution qu'il a adressée au parlement du Nord, en lui soumettant le projet de constitution, répond on ne peut mieux à cette double condition. Il est aussi impératif qu'on le pouvait attendre du ministre du futur empereur des Allemands ou des Germains, et il a le mérite incontestable d'indiquer sans ambages le but extrême des ambitions de la Prusse. M. de Bismarck ne s'est pas contenté de fixer au parlement le délai dans lequel devait être votée la constitution : en faisant entrevoir l'union avec les Etats du Sud comme la conséquence immédiate du vote, il a fourni aux députés le motif qu'il savait devoir le plus puissamment agir sur eux.

On peut, après cela, tenir pour certain que les délibérations ne seront pas longues. Il est merveilleux de voir comment le simple fait de la réunion du parlement du Nord a suffi pour faire apparaître les choses dans leur réalité, et pour montrer à tous les yeux des conséquences que tant de gens s'obs-

tinaient à ne pas voir. Personne ne soutiendra plus maintenant qu'il s'agisse uniquement de la Prusse plus ou moins bien délimitée. La prétendue frontière du Mein ne figure plus, même par la plus lointaine réserve, dans le discours de M. de Bismarck. L'union du Sud et du Nord est signalée comme le résultat sûr et immédiat de la première session du parlement du Nord. Et s'il ne s'agissait encore que de cela! Mais où M. de Bismarck prend-il ses attaches? D'où part-il? Vers quel passé remonte-t-il, apparemment, pour le montrer au patriotisme allemand comme l'idéal de l'avenir? Il remonte, par delà les Hohenstauffen jusqu'aux Othon; il remonte à cette première période du moyen âge où, la France n'étant encore que l'Ile-de-France, l'empire allemand était incontestablement, et de beaucoup, la première puissance de l'Occident. Cet empire tenait alors la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, Lyon et la moitié de la Provence. Certes, nous ne supposons pas à M. de Bismarck la folle illusion de croire possible la restauration de ces grandeurs depuis si longtemps éclipsées. Mais cette évocation de l'ancien empire germanique n'en a pas moins quelque chose d'inquiétant pour tous les Etats limitrophes qui se sont formés en rognant quelque peu sur l'ancien colosse. Les Allemands seront enchantés, car il n'est pas de peuple plus ambitieux, et nous ne doutons pas que le rappel de l'antique splendeur n'achève de mettre en déroute ceux dont les scrupules avaient survécu aux gloires de Sadowa. Mais, quant à la France, il est clair qu'elle doit suivre l'épanouissement germanique d'un regard de plus en plus attentif.

(*Le Temps*, 8 mars 1867.)

ANATOLE DE LA FORGE

(1821-1892)

... « Dans les luttes de la politique et dans les polémiques de presse, vous avez été un des derniers de la vieille école à croire qu'il fallait y apporter de la loyauté, de la courtoisie, quelque respect des adversaires, et qu'on pouvait se saluer avant d'engager le combat, à la vieille mode de France. »

Ainsi écrivait Henry Fouquier, s'adressant, dans un article qui faisait de mélancoliques rapprochements entre le passé et le présent, à l'ombre d'Anatole de la Forge, quand le conseil municipal décida, en 1900, d'apposer une plaque sur la maison natale de l'homme qui avait été orateur, écrivain, diplomate et soldat. Et Henry Fouquier parlait de sa vie remplie de belles illusions. « Même vivant encore, en votre vieillesse attristée et qui a fini par un suicide de stoïcien, vous étiez déjà d'un autre âge que votre âge. Il y a ainsi des hommes qui ont cette fortune, à la fois bonne et mauvaise, de ne pas être leurs propres contemporains. » Cet article attestait quelque désabusement sur le temps qui succédait à celui où Anatole de la Forge, gardant l'empreinte de 1848, avait attesté sa foi dans toutes les belles causes.

Il avait été, sous l'Empire, un des collaborateurs du *Siècle*, y soutenant, malgré les difficultés de l'expression de la pensée, les idées démocratiques, se faisant le champion des peuples qui aspiraient à leur indépendance, et il fut, notamment, l'ami du patriote italien Daniel Manin.

Le gouvernement de la Défense nationale le nomma préfet de l'Aisne, et il conquit une grande popularité en organisant la défense de Saint-Quentin avec des volontaires qu'il avait enflammés de son patriotisme. L'importance de cette défense fut contestée : il n'en était pas moins vrai que Saint-Quentin avait donné l'exemple de la résistance à l'ennemi d'une ville ouverte. Pendant

cette action, Anatole de la Forge fut blessé au pied. « Il n'a jamais tant boité de sa blessure que depuis qu'il en est guéri, » disaient certains railleurs. Il avait toutefois apporté l'éclair d'une espérance, le réconfort d'une illusion dans l'histoire de la campagne de 1870-71.

Gambetta l'envoya comme représentant du pouvoir civil au camp de Bordeaux, puis, comme préfet, dans les Basses-Pyrénées. Après une période de retraite, il fut nommé directeur de la presse au ministère de l'Intérieur, puis élu député en 1881 et aux législatures suivantes. Il se prononça, malgré la Ligue des Patriotes dont il était président, contre le général Boulanger, et rompit avec cette association, détournée de son but.

Son expérience faisait de lui un arbitre dans les affaires d'honneur. Homme d'épée, il avait été blessé, cependant, dans un duel avec Vermorel, adversaire myope et maladroit.

Las de la vie, il mit volontairement fin à ses jours.

En 1860, il avait été un des champions de l'unité italienne, et il répondait à certaines objections d'Eugène Pelletan :

L'ITALIE

Vous n'avez donc pas gardé douce souvenance, mon cher Pelletan, de cette terre du soleil et des fleurs que vous fîtes visiter, il y a vingt ans, je crois, à votre jeune femme ? Vous admiriez ensemble, dans une sainte communion de cœur et d'esprit, les magnificences de ce sol privilégié où la nature a tant fait pour aider les hommes ; vous parcouriez souvent à pied les sinueux contours de la route de la Corniche, suivant la trace du grand apôtre Lamennais, qui vous avait devancé à Rome, son bâton de voyage d'une main et le journal *l'Avenir* de l'autre. Lamartine vous arrêta au retour. Le chantre des *Méditations* vous offrit, si je ne me

trompe, l'hospitalité de sa maison fleurie d'Ischia. Il a raconté quelque part, en son splendide langage, votre arrivée à deux chez lui, sa joie de vous recevoir et de vous faire les honneurs de cette terre italienne, qui l'avait inspiré tant de fois sous les ombrages des cascines, au bord de l'Arno. Le poète représentait la France, et comme penseur et comme ministre, à la cour même où les Médicis avaient encouragé Michel-Ange et illustré l'Italie en méritant de donner leur nom à un siècle.

Vous l'aimiez alors, n'est-ce pas, mon cher Pelletan, la noble nation captive, comme Byron, comme Chateaubriand l'ont aimée ? C'était, pour Lamartine et pour vous, l'âge des saints enthousiasmes, des grands dévouements. Vous croyiez l'un et l'autre à la délivrance de la Péninsule en ce temps-là. Pourquoi n'y croiriez-vous plus aujourd'hui, qu'elle est arrosée du sang de tant de martyrs ? L'Italie a besoin du concours de ses amis. Ne lui refusez pas le vôtre. D'où vient que Lamartine et vous, si bien faits pour la défendre, vous excitiez à présent les applaudissements et les cris de joie des *Autrichiens de Paris ?*

Je ne me permets pas de vous juger ni l'un ni l'autre, je vous demande seulement à vous, mon ami, d'être à l'avenir un peu moins dur à ces malheureux Italiens, qui en sont encore à espérer qu'on leur permette d'entrer dans leur capitale.

Il faut avoir vécu au milieu des petits centres despotiques pour connaître les dangers de ce régime fédératif, propre à éteindre dans les âmes tout désintéressement, tout patriotisme, tout sentiment généreux. Ne souhaitez pas à l'Italie, même avec la modification républicaine, le retour à la vie disciplinée sous ces machines pneumatiques qui asphyxiaient sinon les corps, du moins les intelligences. Laissez un libre cours à l'émulation du

bien, au culte des grands souvenirs et des belles espérances, car, n'en doutez point, tandis que nous discutons, la Péninsule agit, et comme l'a dit un éminent publiciste, M. Peyrat, « devant les objections de la routine sur l'incompatibilité du génie italien avec une constitution unitaire, l'Italie a imité le philosophe qui marcha pour prouver le mouvement. » Assez longtemps l'Autriche a soutenu la cause de la fédération au delà des Alpes, à l'aide de ses gros bataillons. L'expérience est faite. Il ne serait pas prudent aux Italiens de s'arrêter aux considérations secondaires soulevées par votre lettre, mon cher Pelletan; il importe de courir au plus pressé, et le plus pressé en ce moment, c'est de fortifier dans la Péninsule le sentiment national qui nous a fait remporter, à nous Français, tant de grandes victoires. L'unité aidera certainement l'Italie à obtenir ce résultat. La fédération ne viendrait qu'affaiblir et relâcher le lien patriotique qui doit unir tous les citoyens dans une même pensée de résistance contre les armées et les influences étrangères.

(*Le Siècle,* 1862.)

JULES FERRY

(1832-1893)

Jules Ferry devait figurer dans cette galerie de journalistes. Il fut parmi ceux qui menèrent la lutte la plus ardente contre le régime impérial, et ce fut la guerre de plume qu'il soutint qui le fit désigner pour la vie publique.

Il est superflu de redire ici son œuvre d'homme d'Etat. Trois semaines avant sa mort, Jules Ferry, élu président du Sénat, voyait l'achèvement de la réparation de la grande injustice commise à l'égard de ce bon serviteur du pays. Pendant huit années, il avait dignement supporté l'impopularité, l'ingratitude, l'interprétation hostile de ses actes et de ses pensées. L'opinion a de ces mouvements déréglés. Elle avait oublié les larges vues politiques — dont le temps devait attester la netteté — de l'ancien président du conseil, en ce qui concernait l'éducation civique et morale de la démocratie, le développement de l'influence et du prestige de la France, l'agrandissement nécessaire de son domaine colonial. Il y avait eu contre lui un fanatisme de la haine qui avait armé le bras d'un exalté, tirant, sur le ministre qui venait de quitter le pouvoir, un coup de revolver. Jules Ferry ne fut pas blessé, mais il reçut, à la pointe du cœur, un choc qui devait avoir des suites graves. Il ne fut pas réélu quand il demanda le renouvellement de son mandat de député, et ce ne fut qu'en 1891 qu'il put rentrer au Parlement, commencement de revanche qu'il dut aux électeurs sénatoriaux des Vosges.

Député de la Seine, membre du gouvernement de la Défense nationale, délégué à la préfecture de la Seine, ministre plénipotentiaire à Athènes, ministre de l'Instruction publique en 1879, président du Conseil en 1880, de nouveau ministre de l'Instruction publique en 1882, de nouveau président du Conseil en 1883, renversé le 30 mars 1885, exposé à de violents ressentiments, enfin

sénateur et président du Sénat, — ce sont là les grandes lignes de la carrière de Jules Ferry.

Ses débuts dans la presse se firent à la *Gazette des Tribunaux :* avocat, il y rédigeait le compte rendu des débats judiciaires. Mais la politique l'attirait, en ces temps où l'opposition contre l'Empire n'allait pas sans dangers. Il fallait réveiller l'opinion, énervée par la suppression des libertés publiques. Jules Ferry réunissait chez lui une sorte de conférence à laquelle prenait part une élite de jeunes républicains. En 1860, il prit la direction, difficile à tous les points de vue, du *Courrier de Paris*. C'était un journal à peu près tombé, mais pour en continuer la publication il n'était pas besoin d'une autorisation. Jules Ferry et ses amis lui rendirent une vie enflammée, mais ils ne purent le soutenir très longtemps.

Jules Ferry, qui avait déjà été l'un des rédacteurs de la *Presse,* entra au *Temps* à sa fondation. Par un jeu de mots piquant, il fit, sous le titre des *Comptes fantastiques d'Haussmann,* une critique acérée de l'administration du préfet de la Seine. « Il était révolutionnaire, a dit de lui Eugène Spuller, en parlant de ces temps de luttes, mais dans la meilleure acception du mot. Il voulait détruire, non pas pour changer, mais pour fonder un ordre nouveau. »

LES COMPTES FANTASTIQUES D'HAUSSMANN

Avant d'entrer en matière, permettez-moi de bien poser la question qui s'agite, à cette heure, entre M. le préfet de la Seine et la population qu'il régente, impose, endette, triture depuis quinze ans, sans mesure et sans contrôle. Les Parisiens ne disent pas qu'il n'y eût rien à faire dans l'ancien Paris, au moment où M. le préfet a commencé son office destructeur; ils ne disent pas non plus que

M. le préfet n'ait rien accompli d'utile ou de nécessaire. Nous reconnaissons qu'on a fait du nouveau Paris la plus belle auberge de la terre et que les parasites des deux mondes ne trouvent rien de comparable. Nous tenons compte de ce qu'exigeait l'aménagement indispensable d'une grande ville, qui est la tête de ligne de tous les chemins de fer. Nous n'avons garde de dire que tout soit absolument mauvais dans ces innombrables trouées qui, dépeçant obliquement et dans tous les sens la vieille capitale, donnent à la nouvelle l'aspect déplaisant d'un casse-tête chinois. Nous le trouvons laid, pour notre compte, mais nous convenons que le mauvais goût de M. le préfet a ici pour complice le mauvais goût des architectes et d'une portion notable du public de ce temps-ci.

Nous sentons aussi que c'est peine perdue de regretter l'ancien Paris, le Paris historique et penseur, dont nous recueillons aujourd'hui les derniers soupirs; le Paris artiste et philosophe, où tant de gens modestes, appliqués aux travaux d'esprit, pouvaient vivre avec trois mille livres de rente; où il existait des groupes, des voisinages, des quartiers, des traditions; où l'expropriation ne troublait pas à tout instant les relations anciennes, les plus chères habitudes; où l'artisan, qu'un système impitoyable chasse aujourd'hui du centre, habitait côte à côte avec le financier; où l'esprit était prisé plus haut que la richesse; où l'étranger, brutal et prodigue, ne donnait pas encore le ton aux théâtres et aux mœurs. Ce vieux Paris, le Paris de Voltaire, de Diderot et de Desmoulins, le Paris de 1830 et de 1848, nous le pleurons de toutes les larmes de nos yeux, en voyant la magnifique et intolérable hôtellerie, la coûteuse cohue, la triomphante vulgarité, le matérialisme épouvantable que nous léguons à nos neveux. Mais, là encore c'est peut-être

la destinée qui s'accomplit. Nos reproches contre l'administration préfectorale sont plus positifs et plus précis. Nous l'accusons d'avoir sacrifié d'étrange façon à l'idée fixe et à l'esprit de système; nous l'accusons d'avoir immolé l'avenir tout entier à ses caprices et à sa vaine gloire; nous l'accusons d'avoir englouti, dans des œuvres d'une utilité douteuse et passagère, le patrimoine des générations futures; nous l'accusons de nous mener, au triple galop, sur la pente des catastrophes.

Nos affaires sont conduites par un dissipateur, et nous plaidons en interdiction.

(*Les Comptes fantastiques d'Haussmann.*)

CASTAGNARY

(1830-1888)

J.-A. Castagnary, qui eut une grande autorité comme critique d'art, avait débuté dans un journal oublié, le *Présent,* par une étude intitulée *Philosophie du Salon de 1857*. Sa doctrine sur la critique était qu'elle devait servir bien plus à dégager les tendances de l'art qu'à classer rigoureusement les artistes. « L'essentiel, écrivait-il, est de reconnaître le courant d'idées qui entraîne l'art à devenir, comme la littérature, la politique et les sciences, une des expressions immédiates de la société contemporaine. » La nature et la vie, telles étaient pour lui les deux grandes institutrices du véritable artiste. Entre la société et lui il y a mille points communs. S'il veut être compris et aimé, il doit produire des images qui répondent aux idées de la société. Les grands peintres ont peint leur époque. Il faut être de son époque, vivre de ses mœurs et de ses idées.

Castagnary combattit pour nombre de peintres d'abord contestés ou méconnus, dont la gloire est aujourd'hui universellement reconnue.

En quittant l'étude d'avoué où il avait été principal clerc, il s'était assez vite conquis une situation dans la presse. Il avait fait partie de la rédaction du *Siècle;* il avait été critique dramatique de la *Liberté,* mais c'était à l'esthétique et la philosophie de l'art qu'il revenait. « Il a soutenu et propagé les idées vraies, sûres et élevées dans un langage clair, juste et beau, » a dit Eugène Spuller en parlant de Castagnary.

L'activité de l'écrivain devait s'exercer aussi dans la politique. Il apportait dans la lutte des convictions démocratiques. Il fut président du Conseil municipal. Il devint conseiller d'Etat, fut chargé, sous le ministère Gambetta, de la direction des Cultes, et un an avant sa mort fut nommé directeur des Beaux-Arts, apportant dans ce poste son libéralisme et son esprit d'initiative.

UN RÊVE

... Je venais d'examiner le curieux tableau de M. Zamacoïs, l'*Education d'un prince,* et tout en me dirigeant sur le *Gulliver* de M. Vibert, je songeais à la différence des destins qui fait que, pour la même satire, M. Zamacoïs a obtenu sa médaille, et M. Laboulaye s'est vu refuser son portefeuille. La foule était devenue compacte, et l'atmosphère des salles étouffante. Un divan inoccupé s'offrit à moi. C'était le moment de faire une halte : je m'assis. Au bout d'un instant, effet bien naturel de la fatigue et de la chaleur, mes yeux se fermèrent et je m'assoupis légèrement.

En mon sommeil, il me sembla tout à coup entendre un grand bruit d'armure, quelque chose comme un cheval caparaçonné de fer, qui s'avancerait lourdement en frappant le sol du pied. Je me retournai. C'était un cheval en effet. Quatre cavaliers étaient montés dessus, qui l'éperonnaient avec énergie. Chose prodigieuse! ils n'avaient pour eux quatre qu'un œil, qu'une main et qu'un pinceau, lequel à vrai dire me sembla aussi long qu'une lance. Le souvenir du cheval Bayard me vint aussitôt à l'esprit :

« Le nom de ces quatre fils? demandai-je à mon voisin de gauche.

— Vous ne les connaissez pas? fit-il. Ils s'appellent Vibert, Zamacoïs, Worms et Berne-Bellecour. »

J'eus sans doute l'air étonné et je parus attendre des explications, car mon interlocuteur continua avec empressement :

« Plus favorisés que les quatre fils Aymon, ils n'ont point de cousin. Leur cheval s'appelle tour à

tour Gérôme ou Meissonier : Gérôme, quand c'est Vibert qui tient la tête; Meissonier, quand Zamacoïs a pris la place de devant. Jamais, de mémoire de critique, pareille aventure n'est arrivée dans l'art. Ils sont quatre, et ils se ressemblent si bien qu'on a peine à les distinguer. Ce que le premier pense, le second pourrait l'exécuter; ce que le troisième exécute, le quatrième pourrait l'avoir pensé. Ils traitent des sujets de même taille et de même ordre, avec les mêmes procédés et avec le même esprit. Tous les quatre anecdotiers, pensant menu et peignant fin : en somme, de la peinture d'étagère. Petits hommes, petits bibelots, petites touches : tout est microscopique dans cet étrange milieu. L'un deux, ne sais lequel, a représenté cette année *Gulliver* cerné et envahi par l'armée lilliputienne : a-t-il voulu faire la charge du groupe tout entier? N'oserais le dire. Mais à ce compte, Gulliver, ce serait l'art, l'art simple et bon enfant, surpris pendant son sommeil, lié, attaché, rendu immobile par tout un réseau de fils imperceptibles. Les Lilliputiens affairés et curieux qui l'entourent, ce serait Vibert, Worms, Zamacoïs, Berne-Bellecour, toute l'innombrable foule de leurs imitateurs et adeptes. Voyez leurs poses gentilles et leurs mignons costumes. Tenez! ils ont entendu la montre qui tintait dans le gilet du dormeur; ils l'ont tirée, décrochée, descendue à terre, et voilà qu'ils la démontent, croyant y surprendre sans doute le secret de la vraie peinture. Tout ce petit monde glose et rit; on est enchanté, on est fier, on triomphe; tout à l'heure, on va connaître le ressort mystérieux, savoir ce qui fait la force et la grandeur des œuvres. Mais moi, qui regarde de loin, je vois venir le moment où, contre-coup fatal, le dormeur va se réveiller, secouer les jambes, s'étirer, se lever, ramasser avec sa montre, et sans même les

avoir aperçus, Vibert, Worms, Berne-Bellecour, Zamacoïs et leur suite, mettre le tout dans son gousset de géant et paisiblement reprendre sa route.

— Si nous en faisions autant? » dis-je en me réveillant soudain. Je rouvris les yeux. La foule se pressait toujours devant les cadres; mais sur le divan, j'étais seul...

(*Le Siècle.*)

TIMOTHÉE TRIMM

(1815-1875)

Timothée Trimm (Léo Lespès, et même Napoléon Lespès, de son vrai nom) connut pendant quelques années une extrême popularité comme chroniqueur quotidien du *Petit Journal,* de 1862 à 1869. Ainsi, historiquement du moins, a-t-il droit à une place dans cette anthologie de la presse. Il parlait de tout, et notamment de ce qu'il ignorait, avec abondance, à la bonne franquette, se souciant peu des erreurs. Il fut, pendant quelque temps, le journaliste qui eut le plus de lecteurs, et il n'en était pas peu fier. Avant de trouver sa voie, il avait fait divers métiers, mais de ceux qui n'enrichissent guère. Au demeurant, un excellent homme. Un article de lui fit sourire. Il avait cru devoir s'indigner, après la première représentation de la *Belle Hélène,* en criant à la profanation de l'antiquité grecque : « Ah! j'ai hâte, s'écria-t-il, de relire dans le texte mon vieil Homère! » Cette prétention ne laissa pas que d'amuser, de la part du chroniqueur qui, cela se voyait suffisamment par sa façon d'écrire, n'avait pas été au delà des études primaires. Mais il avait une certaine verve qui s'accommodait de ses négligences de forme.

LES GRANDEURS D'UNE MINUTE

Assurément, l'envieux de *Zadig* n'est pas mort sans laisser une nombreuse postérité. On ne saurait croire le nombre de bonshommes jaloux de la prospérité d'autrui.

On envie le latin de Jules Janin,
Les couplets de Clairville,

La voix de la Patti,

L'esprit d'About,

Et même la robe de satin pourpre de Thérésa, la diva de l'Alcazar... comme si tout le monde, dans ce théâtre de la vie, où, avec de bons yeux, on doit bien voir de partout, pouvait être placé sur les premiers bancs.

Cela me semble souverainement injuste pour deux raisons :

D'abord, il est bon que les dernières places, voire même les strapontins, ne restent pas inoccupées.

En dernier lieu, si chacun de nous cherchait bien, il se souviendrait d'avoir eu son moment de pouvoir, de grandeur et d'élévation.

En effet, il vient un instant, un jour où le tentateur vous soulève et vous porte sur la haute montagne qui sert de base à tous les châteaux en Espagne.

De là, il vous montre les splendeurs de ce monde, étincelantes autour de lui.

Il vous exhibe les attrayants spécimens des biens périssables.

Et, procédant à la manière des marchands de vin qui veulent enlever la clientèle, il vous laisse parfois humer quelques gouttes du philtre des vanités.

J'ai eu mes moments splendides, moi qui vous parle.

Hélas! ils n'ont pas longtemps duré!

C'est égal, si je ne me suis pas complètement grisé avec ce nectar de l'orgueil, je n'en ai pas moins bu, sans m'étourdir, les bouteilles d'échantillon.

Non! vous ne vous douteriez jamais à me voir, aujourd'hui, souple d'échine, humble de cœur, résigné comme un actionnaire de la Chaudronnerie, à quels honneurs je fus admis. Ils ont moins duré

que les roses de Malherbe ou les amours de Richelieu.

Ils ont existé une minute à peine...

Mais n'est-ce rien que soixante secondes de gloire?

Il n'en faut pas davantage aux frères Pereire pour déplacer un million, — à Méry pour improviser un sonnet, — au pécheur repentant pour obtenir le pardon céleste.

Procédons, s'il vous plaît, par ordre, afin de ne pas nous perdre au milieu des nombreuses dignités dont j'ai été revêtu :

J'ai amené le quine à la Loterie de France.

Cinq beaux numéros du tirage de Lille, en 1829, choisis par moi et sortis ensemble, dans l'ordre qu'il m'a plu de déterminer... Une portière qui eût risqué trente sols sur ces chiffres bienheureux eût fait couler le Pactole dans sa loge... Je ne gagnai qu'un rhume dans la salle mal chauffée de la mairie... J'avais, grâce à mon jeune âge, été tout bonnement chargé par l'autorité de tirer les numéros de l'urne du destin.

J'ai commandé en chef les troupes françaises.

En entrant le premier, après une heureuse campagne, comme caporal d'avant-garde, sur le sol étranger — à trois cents pas de l'armée dont j'étais le premier éclaireur — pendant le temps d'un *ra* et d'un *fla* — mes sardines rouges ont représenté le drapeau de la France et son omnipotence militaire. — La tête de colonne me marchait malheureusement sur les talons. Je n'eus pas le loisir de me faire payer la goutte... par le corps diplomatique.

J'ai été l'intime du grand Frédéric.

Sa Majesté prussienne a daigné me donner de

précieux détails sur la façon dont Arouet l'avait subjuguée, détails qui manquent évidemment au *Roi Voltaire* de M. Arsène Houssaye. Elle voulut bien me dévoiler la chronique secrète du château de Sans-Souci, causa de Rousseau et de d'Alembert et s'informa si l'Académie française existait encore. J'eus le malheur de lui demander si Fréron faisait un feuilleton dans les journaux de l'autre monde... Le médium demeura muet... car c'est grâce au magnétisme que j'avais l'honneur insigne d'une audience particulière.

J'ai été millionnaire...

Le temps que mit un riche banquier allemand à chercher son porte-monnaie pour payer une voiture de place qui le menait à la Bourse.

Il me donna à tenir son portefeuille garni pour solder les liquidations, et dans lequel les billets garat faisaient entendre un frou-frou plus doux que la plainte amoureuse du pigeon ramier... En un clin d'œil, je fus entouré de banquiers m'offrant des comptes-courants, de courtiers de Bourse sollicitant mes ordres... Les femmes me souriaient en passant... Les diamants des joailliers voisins faisaient des clignements d'étincelles pour m'attirer vers leurs montures d'or... La rue Vivienne tout entière semblait m'appartenir... quand le capitaliste me reprit mon précieux fardeau.

« N'y a-t-il rien pour les frais de garde? soupirai-je.

— *Fous me tevez, au gondraire,* dit le Crésus avec un fort accent germanique, et en homme qui connaît son Barème, la *somme de tix sentimes :* c'est l'indérêt lécal d'un million par chaque minute de possession. »

Je suis monté sur un trône.

En juillet 1830, des gamins sortant d'un palais envahi promenaient, avec force clameurs, un fauteuil doré. Je grimpai, une tartine de raisiné à la main, sur ce siège où brillaient des fleurs de lis. Je fus, durant une minute, monarque de fait. Je rêvais déjà une liste civile, courtisans, pages et garde d'honneur... Un camarade me donna un croc-en-jambe : il était temps, sur ma foi ; je l'échappai belle. Un seconde de plus, on me demandait de reviser la charte.

J'ai été officier de la Légion d'honneur.

Un soir d'hiver, j'allais avec le baron Taylor, ce noble vieillard, dévoué, charitable, infatigable dans ses œuvres de bienfaisance, visiter un confrère malade à l'hospice Dubois. Je grelottais de tous mes membres.

Le baron ôta son pardessus et me le jeta sur le dos.

Arrivé à destination, tous les fronts se découvraient devant moi, et la sentinelle rentra, en me voyant, la main dans le rang pour me faire honneur.

Je cherchai un moment ce qui me valait ces témoignages de considération. C'était bien simple : le paletot du baron, qui réchauffait depuis une minute mes épaules engourdies, portait à la boutonnière la rosette écarlate.

Revenu des gloires de ce monde, après avoir eu mes phases mémorables, je vis philosophiquement de souvenirs, sans protester contre l'inégalité des conditions.

J'ai été grand et vénéré.

Les ouvreurs de portières du bal de l'Opéra m'ont appelé *mon prince*.

Les dames, au temps où j'avais vingt-cinq ans, me disaient *Votre Grâce.*

Les revers m'ont trouvé le plus *sérénissime* des humains.

Et aujourd'hui que les années me poussent tout doucement à une obésité précoce, le titre d'*éminence* me reviendra de droit quelque jour, et ne saurait m'être contesté...

(*Le Petit Journal,* 1865.)

XAVIER AUBRYET

(1823-1880)

Xavier Aubryet — c'est Arsène Houssaye, qui, en l'accueillant à l'*Artiste* lui avait imposé cet *y* dans son nom — représente une époque de la Chronique. Il se plaisait, se donnant volontiers des airs de capitaine Fracasse, en des paradoxes qui n'avaient parfois qu'une apparence d'originalité, mais qui étaient spirituels. « Si j'étais condamné à vivre avec vous, lui disait en riant un écrivain avec lequel il se rencontrait dans la rédaction d'un journal, j'achèterais un revolver, et, au premier mot de votre part qui ne serait pas simple, je vous brûlerais la cervelle. » En raison de sa nervosité, les Goncourt le comparaient à un chat dans un courant électrique. Causeur brillant, d'une verve pétillante, s'emportant en couplets épigrammatiques et en amusantes prosopopées qui développaient des idées toujours en contradiction avec celles qui étaient admises, il lançait des mots qui faisaient fortune.

Avec la vivacité qui lui était propre, le journaliste devait l'emporter chez lui sur le romancier. Il jeta sa fantaisie un peu partout. Ses feuilletons sur la vie parisienne, intitulés *Lettres du boulevard des Capucines,* eurent dans la *Presse* un vif succès. Il chercha à hausser le ton dans le *Moniteur universel.*

Gustave Claudin, qui fut son collaborateur au *Moniteur,* a dessiné d'Aubryet un piquant portrait, le montrant dans ses discussions avec Gambetta et Laurier, dans l'attitude d'autoritaire en politique, qu'il se donnait, mais qui n'altérait pas sa gaieté. Il s'était amusé à reprendre, après Henri Monnier, le type de M. Prudhomme. Ainsi, M. Prudhomme, voyant la mer pour la première fois, s'écriait : « Une telle quantité d'eau frise le ridicule. » Il avait écrit, toujours dans la langue de M. Prudhomme, un précis d'histoire de France qui commençait ainsi : « Quand Pharamond ceignit la tiare, la

France était une vaste solitude paludéenne, plus propre aux ébats des canards sauvages qu'au fonctionnement régulier des institutions constitutionnelles. »

La fin de Xavier Aubryet, qui avait été si vivant, fut un martyre de six ans. Atteint d'une affection de la moelle épinière, il devint paralytique, puis aveugle. Couché sur le flanc, pelotonné sur lui-même, souffrant mille morts en un seul jour, il avait fini par ne plus avoir forme humaine. Philibert Audebrand a conté ce détail tragique que, lorsqu'il s'agit de l'ensevelir, il fallut lui faire un cercueil d'une structure inusitée.

Parmi ses livres, fort oubliés aujourd'hui, si son nom a survécu, on peut citer les *Représailles du sens commun,* la *Philosophie mondaine,* les *Jugements nouveaux.*

DE L'AVENIR DU TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE

Une des plus insupportables affectations modernes est de paraître toujours plus frémissant que la vapeur et plus pressé que l'électricité, comme si l'on était accablé d'idées ou d'affaires; concurrence à la nature qui flatte les vanités malades.

Nos pères prenaient le loisir de toutes choses; ils savaient éconduire un importun pour donner audience à Virgile ou à Homère; une bibliothèque n'effrayait pas leur patience; leur attention accordait un crédit suffisant au moraliste, au philosophe, au critique; ils avaient pour maxime que « le temps ne respecte que son propre ouvrage » ; ils arrivaient lentement mais sûrement à la somme des connaissances humaines, de même qu'ils ne s'indignaient pas de mettre trois jours pour venir de Chartres à Paris. Dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique ils prenaient le coche, et ils manquaient

moins de rendez-vous que leurs descendants avec tout ce qui est beau et utile.

Nous, il nous faut partout l'express; que nous ouvrions un livre ou que nous entreprenions un voyage, nous sautons les chapitres comme on saute des stations ; nous lisons à toute vapeur sans daigner regarder les beautés de la route ; nous ressemblons à ces gourmands, ennemis de leur propre plaisir, qui avalent sans déguster. Que dis-je? nous accusons de lenteur la malle des Indes elle-même ; trente-huit lieues à l'heure, quand l'humanité a un si long parcours à décrire! Y songez-vous, penseurs à la Crampton? Sans doute il arrive parfois qu'à force de chauffer à blanc les imaginations, on détermine une explosion de chaudière, mais quand il s'agit d'éviter un retard de quinze secondes, qu'est-ce que le risque de voir sauter une société?

D'ailleurs, ce n'est plus aux voies ferrées que nous faisons l'honneur de demander les voies rapides; notre sauveur, c'est ce long cordon de fil de fer qui suit parallèlement le tracé de la ligne ; la locomotive a beau avoir l'air de nous répéter avec ses orgueilleux sifflements : « Suivez mon panache blanc, il vous conduira au chemin du *veni, vidi, vici,* » elle ne satisfait pas cette génération blasée, qui s'écrie à propos de ses caprices politiques et privés : « J'ai failli attendre! » et qui dans la fortune, dans la renommée, dans le plaisir, dans les grandes entreprises, rêve l'instantanéité.

Nation d'improvisateurs battue par une nation de méditatifs, nous avons élevé l'impromptu, ce badinage de l'ancien régime, à la hauteur d'un principe universel ; nous avons traité la guerre sainte comme on traitait un quatrain profane du temps du marquis de Pesay, et nous avons eu affaire à un ennemi qui nous a répondu par des poèmes en douze chants, récités par douze cent mille hommes.

Nous voulons tout connaître sans avoir rien appris, et de même qu'il y a les princes de la science, nous devenons les princes de l'ignorance.

On croit communément que le télégraphe électrique n'est fait que pour transmettre des dépêches politiques ou commerciales. Son ambition est plus haute : il prétend remplacer la diplomatie, la critique, la narration et la correspondance; voyez comme le terrain est admirablement préparé! On pose partout des jalons le long des routes intellectuelles pour installer ce représentant définitif de l'esprit humain.

Plus de raisonnements, plus de réflexions, plus de considérations surtout! Il n'y a rien de plus déconsidéré que les considérations. Des faits ! des faits, morbleu! et qu'on les invente quand il ne s'est rien passé. A bas les idées! vive l'information! Voilà la vraie gloire de l'époque. Se recueillir, c'était bon pour des oisifs qui s'absorbaient dans la vie contemplative : les travailleurs du dix-neuvième siècle ont le devoir de se dépenser à toute heure, en toute circonstance, car il leur faut à tout prix préparer la seule nourriture qui convienne maintenant au genre humain : les nouvelles! Que de beaux livres on donnerait pour un télégramme! Savoir ce qu'un personnage en évidence a dit le matin même, ce qu'il a mangé et surtout ce qu'il va manger, est un impérieux besoin; on est plus fier de publier le menu d'un dîner que le *Dialogue d'Eucrate et de Scylla,* par exemple; Montesquieu, dans la balance moderne, ne pèserait pas autant qu'un reporter.

Ce n'est pas assez de noter les événements, le triomphe est de les devancer : rendre compte d'une première représentation quarante-huit heures avant le lever du rideau, divulguer un contrat quand l'encre de la signature n'est pas encore séchée, déflorer une pièce lorsque le manuscrit est dans les

cartons de l'auteur, éventrer prématurément le secret d'une négociation diplomatique : tel est le programme de cette éternelle course au clocher dans laquelle il est indispensable d'arriver premier ou mourir. On ne peut plus attendre la venue à terme de quoi que ce soit; la publicité est devenue une malheureuse femme qu'on force d'accoucher à trois mois; toute gestation est sévèrement défendue; un jour, on vous demandera d'être mère avant d'avoir conçu et l'on ne souffrira plus que les enfants tout faits.

(*Le Moniteur universel.*)

PRÉVOST-PARADOL

(1829-1870)

Prévost-Paradol commit une grande erreur politique, mais il la paya de sa vie. Ecrivain d'opposition, issu de l'Ecole Normale d'où devait sortir une pléiade de grands journalistes, ayant conquis par son esprit une importante action sur l'opinion, il céda, au moment de l'avènement du ministère Ollivier, aux instances dont il fut l'objet, et, après avoir été l'adversaire de l'Empire, il servit l'Empire.

Emile Ollivier considérait comme une victoire de l'avoir rallié au régime. C'est lui qui disait de Prévost-Paradol : « Je croirais volontiers que, dans une existence antérieure, il s'est façonné à l'art d'écrire, tant il connut, dès son début, les ressources et les gammes diverses, les souplesses aussi bien que les puissances, les ironies non moins que les élévations. » Il fut nommé, moins d'un mois avant la guerre de 1870, ambassadeur à Washington. L'abandon du parti auquel il avait appartenu avec tant d'éclat lui avait valu des reproches dont il avait senti l'amertume. La nouvelle de la déclaration de guerre, cinq jours après son arrivée aux Etats-Unis, le jeta dans un trouble profond. Il eut la vision des malheurs que les fautes de l'Empire allaient amener sur la France. Il comprit les responsabilités qu'il encourait lui-même, et, dans une crise de désespoir, il se tua.

Il avait été un des plus brillants rédacteurs du *Journal des Débats,* où il devait revenir après avoir collaboré à la *Presse,* puis au *Courrier du Dimanche.* Ses articles étaient attendus et commentés. « Quel merveilleux journaliste ! disait de lui Ernest Bersot, qui appartenait aussi à la rédaction des *Débats ;* il avait la clarté lumineuse, la fécondité inépuisable, la facilité sans laquelle on n'écrit pas français, une adresse infinie de polémique, la malice d'un enfant de Paris, l'ironie terrible, et, par intervalles, de ces notes acérées qui vous pénétraient. »

Et Sainte-Beuve, parlant de Prévost-Paradol, louant la grâce de son style, écrivait « qu'il lançait le trait sans effort, et comme nonchalamment... Il tirait sur nous, sur nos amis, mais il tirait bien. C'est une justice qu'on aime à se rendre en France, même entre adversaires. Il est de la race des Courier, des Benjamin-Constant, ou des Chamfort, des Rivarol. La graine n'en est jamais perdue. »

Prévost-Paradol fut le plus jeune membre de l'Académie. Il avait trente-cinq ans lorsqu'il y fut élu. Il a laissé les *Essais de politique et de littérature* (le critique des *Lundis* consacra à ce livre, en 1862, une importante étude), *les Moralistes français*, *Pages d'histoire contemporaine*, *la France nouvelle*, etc. Sa thèse de doctorat avait été un livre curieux sur *Swift, sa vie et ses œuvres.*

L'article que l'on va lire, daté du 29 juillet 1866, fit supprimer le *Courrier du Dimanche.*

CHOSES DU JOUR

Je suppose que nos descendants, privés par impossible de renseignements exacts sur notre histoire contemporaine, soient seulement en possession d'une collection du *Constitutionnel.* Ils verront sans doute dans les conseils de ce journal la cause des erreurs les plus graves de notre gouvernement dans les affaires du dedans et du dehors. Ils ne s'expliqueront guère l'influence prodigieuse de cette feuille publique sur la conduite du pouvoir et sur les destinées du pays. Ils attribueront sans doute cette influence du journal au talent de ses rédacteurs ; mais comme ce talent ne pourra se découvrir, ils en concluront que le goût a prodigieusement changé et déduiront de ce fait mille théories ingénieuses sur les variations du goût et sur l'histoire de notre littérature. Je soupçonne que quelques-unes de nos théories les plus brillantes

sur l'histoire littéraire et politique de l'antiquité sont fondées sur des bévues aussi complètes et aussi comiques que le serait celle de la postérité si elle raisonnait un jour de la sorte à propos du *Constitutionnel*.

Pour nous qui sommes à l'abri de cette erreur et qui savons à quoi nous en tenir, nous avons le droit d'appeler *le Constitutionnel* à la barre de l'opinion et de lui dire : « Qu'avez-vous conseillé au gouvernement de la France depuis une dizaine d'années ? — J'ai conseillé, répondrait-il, s'il était sincère : 1° de créer et d'achever l'unité italienne; 2° de prendre parti pour le Sud dans la guerre civile des Etats-Unis et de dissoudre l'union américaine; 3° de favoriser l'établissement de l'unité allemande; 4° et de fonder en passant (j'allais l'oublier) un empire au Mexique. — Vous avez donc parlé, ô *Constitutionnel,* dans la première affaire en excellent Italien, dans la seconde en Anglais patriote, dans la troisième comme un Allemand ambitieux et dans la quatrième comme un utopiste. Mais quel jour avez-vous été bon Français, raisonnable, soucieux, non point d'une vaine popularité et d'une gloire apparente, mais des intérêts sacrés et de la vraie grandeur de votre pays ? Votre patriotisme cosmopolite s'abaissera-t-il enfin jusqu'à votre terre natale et vous souviendra-t-il un jour de la langue que vous êtes censé parler ? »

Dans un des voyages de Gulliver, celui de Laputa, l'île volante, on raconte l'histoire d'une dame de la cour, très belle, aimée par les plus galants hommes, qui s'enfuit pour aller vivre avec un palefrenier. Elle est dépouillée, battue, abêtie un peu plus tous les jours ; mais c'en est fait, elle y a pris goût et ne peut être arrachée à cet indigne amant. Cette histoire me revient à l'esprit quand je vois la France, l'oreille attentive à la voix du *Constitution-*

nel et cherchant à lire sa destinée dans un tel oracle.

Qui eût jamais cru que le premier de tous les arts, le saint et nécessaire art de lire, pût devenir dangereux pour la raison publique ? Et cependant, qu'on se le demande en bonne conscience, quelle dose de raison ne faut-il pas supposer au peuple français pour le croire à l'épreuve de ce qu'on lui fait lire tous les jours ? Les deux tiers des lecteurs de Paris sont exclusivement attentifs à l'histoire de Rocambole et à d'autres histoires de voleurs pleins d'adresse ou d'assassins pleins de beaux sentiments. La moitié du troisième tiers passe dans les journaux petits ou grands tout ce qui ne concerne pas, de près ou de loin, la liste des témoins dans l'affaire Sophie Chauvin, femme Stransach et consorts. Quant au reste de ceux qui lisent, ne vous attendez-vous pas du moins à trouver là le petit nombre des élus, le sel de la terre, ce que la France possède encore de citoyens s'intéressant aux affaires publiques ? Voyez cependant de quoi se nourrit ce petit nombre ? Des idées les plus niaises et les plus contraires à l'intérêt public sur la politique étrangère et intérieure qui convient à la France. Cette élite est proprement la pâture des faux démocrates et des humanitaires. Que reste-t-il donc au bon sens, à la raison, à la justice, à l'amour vrai du pays ?

Rien en vérité, sauf cet instinct merveilleux qui dort dans le sein de la multitude et qui l'avertit parfois à temps de certains périls. Cet instinct, rebelle aux sophismes, est le fruit caché, mais précieux, d'une longue vie nationale et de certains penchants devenus une seconde nature, comme chez le chien de chasse qui, avant d'avoir vu le lièvre, sent vaguement qu'il doit lui courir sus.

C'est vainement, par exemple, que le peuple français lit tous les jours l'éloge de l'unité allemande et

ne lit plus guère que cela. L'intelligence française est sans doute obscurcie par cette lourde nuée du journalisme, mais la vue du Prussien, déjà maître de l'Allemagne et arrogant héritier des empereurs germaniques, remue le cœur français en dépit de lui-même, et l'instinct national fait un visible effort pour percer la couche épaisse de la sottise publique.

Ces instincts salutaires et quelques grands souvenirs soutiennent encore l'esprit français contre tant de causes qui le dépravent et le rabaissent. Que le hasard vous réunisse pendant quelques heures avec quelques hommes médiocrement cultivés, mais pourvus cependant d'une éducation moyenne et éclairés par l'expérience de la vie; que les affaires publiques viennent insensiblement à être en jeu, qu'il soit question de la France, et vous verrez bientôt combien de raisons, quel goût pour la justice, quel instinct du vrai, quelle dignité native, quel amour du pays sommeillent encore dans les âmes. Vous aurez même du malheur si le pur esprit de 89 ne se dégage, comme une vive flamme, du milieu de cette réunion passagère, et vous sentirez aussitôt, avec une sorte d'émotion religieuse, que le vrai génie de la France était avec vous. Oui, c'est vraiment là la fenêtre ouverte soudainement et la langue de feu dont parle l'Ecriture! Mais ce brûlant éclair a bientôt passé, et chacun reprend, confus et en silence, le chemin de sa maison.

Noble et chère nation, qui donc plaidera ta cause comme il convient auprès de la postérité trop sévère? Qui expliquera, comme il est juste, ton découragement par tes échecs, ta lassitude par tes chutes, ton dégoût par tant de sublimes et stériles efforts? Comme cet homme à la main malheureuse, dont on raconte l'histoire aux enfants, qui ne pou-

vait marcher sans faire un faux pas, ni toucher un meuble sans le briser, ni tendre la main sans renverser quelqu'un ou quelque chose, et qui finit par rester cloué sur sa chaise de peur de faire crouler la maison, tu demeures immobile et sans voix, pleine de défiance contre toi-même et aussi de surprise, déconcertée par le sentiment même de ta force et par cette impuissance de la faire tourner à bien. Mais ce mauvais sort n'est pas éternel et cette contradiction doit cesser un jour.

(*Courrier du Dimanche,* 29 juillet 1866.)

JULES LECOMTE

(1814-1864)

Il fut, en son temps, un des ténors de la Chronique. Il était volontiers mordant. Il l'avait particulièrement été, sous le pseudonyme de Van Engelyom, dans son Courrier de Paris de l'*Indépendance belge*, où il parlait fort librement des écrivains en pleine renommée.

Il avait amoncelé des rancunes qui firent éclater l'orage sur sa tête quand, d'abord dans une petite feuille obscure, on évoqua le souvenir d'une faute de jeunesse, d'une imprudence qui avait failli le mener en justice, et dont on se plut à exagérer la gravité. Il avait signé d'un nom d'emprunt un billet pour une somme insignifiante. Roger de Beauvoir, qui avait été malmené par Van Engelyom, écrivit un article cinglant sur Jules Lecomte, article qui se terminait sur un mot cruel : il y était question de la rue où devrait habiter le chroniqueur : rue *Duphot*[1].

Jules Lecomte, mis ainsi à l'index, s'alarma et s'exila pour quelque temps. Arsène Houssaye a raconté que, pendant un de ses voyages, il passa à la petite cour de Parme, où régnait Marie-Louise, et qu'il ne fut pas indifférent à la souveraine du petit duché : « Quand je me suis réveillé le matin, écrivait-il à un ami, j'ai pu me figurer que j'étais l'empereur. »

Rentré à Paris, il écrivit de nombreux livres, revenant

1. Il est juste, pour la mémoire de cet écrivain, de donner ici sa défense : « Sait-on ce qu'on fait, est-on responsable quand la fougue de la vingtième année vous monte à la tête? disait-il à Philibert Audebrand. Et, après trente années de regrets et de travail, n'a-t-on donc pas opéré son rachat ? Qu'est-ce que c'est donc que ce monde sans pitié qui ne veut tenir compte d'aucun des efforts que fait un homme de cœur pour payer avec usure une faute de jeunesse? » Jules Lecomte conserva d'ailleurs de solides amitiés.

parfois aux aventures maritimes par lesquelles il avait débuté, mais parlant surtout de la vie parisienne, comme dans le *Perron de Tortoni.*

Il fut jusqu'à sa mort le chroniqueur du *Monde illustré.* Au théâtre, il avait donné plusieurs pièces, dont la plus importante fut le *Luxe,* à la Comédie française, en 1857.

DIX ANS DE MOINS

... Était-ce aussi une idée, ou plutôt une bonne consécration — un service, enfin, à rendre à nos toujours belles lectrices — que de prévenir non pas seulement celles qu'eût chantées Balzac, mais aussi, et surtout, celles qui *ont eu* trente ans, de les prévenir, dis-je, que rien n'est plus grave pour l'effet de leur beauté, soit réelle, soit apparente, que de *savoir s'éclairer?*

C'est que, en vérité, cette question d'éclairage doit être, pour toute femme passée du mauvais côté de la trentaine, le principal artifice de la coquetterie. Aussi, ce qui vient d'être raconté à propos de cette dame de comptoir est-il à prendre en concluant exemple et en sérieuse considération. Telle femme, qu'on le sache bien, perd ou gagne dix ans (et plus!) selon la façon dont les rayons lumineux frappent son visage.

Qu'elle redoute surtout, en sa maturité venant ou venue, la lumière oblique — ou celle d'en haut — qui effleure et fait jaillir outre mesure les parties saillantes du visage, en remplissant d'ombre tout ce qui est — même imperceptiblement — en retraite ou en arrière-plan. Cette rafle de la lumière sur les traits constitue toutes les difficultés d'une opération d'art que bon nombre de femmes, avec raison, redoutent : la photographie. C'est en effet l'éclairage qui fait que les portraits féminins fabri-

qués par le soleil sur le papier chimique sont presque toujours une *charge*... et, parfois même, une caricature de la personne vivante. Si les photographes s'attachaient soigneusement, avec l'aide de réflecteurs habilement combinés, à éclairer les femmes (les hommes aussi !) soit de face, soit de trois-quarts, — et de côté surtout, non par en haut — presque tout portrait serait en faveur de l'original, car il le fixerait dans des conditions exceptionnellement flatteuses où les hasards de la vie remuante, ambulante ne sauraient maintenir coquettement le modèle.

Il y a des femmes, à Paris, qui ne vont jamais, du moins aux heures des rencontres mondaines, au Palais de l'Industrie, aux musées, aux expositions de fleurs ou de tableaux, parce que la lumière y tombe implacablement d'en haut, et qu'elle leur laboure impertinemment le visage de sillons, pour ne pas dire de rides. Ces mêmes femmes prudentes, qui connaissent la puissante influence du mode d'éclairage sur leur beauté, n'entrent même jamais dans une serre dont la voûte seule laisse tomber le jour. On pourrait citer une brillante étrangère qui a fait quelque sensation aux bals travestis de l'an dernier, et qui avait vivement exprimé le désir de visiter la galerie de tableaux de M. de Morny. Rendez-vous est pris avec quelques personnes : l'éminent amateur veut bien faire lui-même les honneurs de son musée. On arrive ; mais, au moment d'entrer dans la galerie, la belle (hum !) étrangère s'arrête, recule... se plaint d'un étourdissement, d'une brusque indisposition. On l'emmène dans un salon voisin, on la fait asseoir, on lui offre des flacons de sels, mais elle veut partir et demande sa voiture. Elle part, en effet, tandis que les autres visiteurs admirent la galerie célèbre, qui est une des curiosités de Paris.

Or, ce qui était arrivé, vous l'avez deviné déjà : la dame, au premier coup d'œil, avait reconnu que la galerie de tableaux de M. le duc de Morny était éclairée par des châssis d'en haut, au lieu de l'être, comme elle l'avait sans doute supposé à tort, par les fenêtres du jardin. N'ayant ni voile ni voilette pour se défendre contre cette redoutable lumière tombant droit du zénith et ne pouvant ouvrir là l'ombrelle qui, dehors, peut toujours briser et écarter les rayons si dangereux pour les ondulations du visage, elle avait prudemment battu en retraite, prétextant ce mal subit. Etre vue, déplorablement éclairée, par le duc de Morny et toute la société... terreur! Cette contestable beauté du Nord avait fui.

Pendant les visites du matin, les femmes expérimentées comme l'était cette princesse ou comtesse exotique, se placent, autant que possible, droit en face d'une fenêtre, ou tout à fait dans l'ombre, si une certaine houppe de cygne a trop enduit leur peau. Pour les réceptions du soir, elles ne consentiraient pas à s'asseoir sous un lustre pour un empire... qui compromettrait celui de leur beauté! elles affectionnent de dîner dans les maisons où une partie de l'éclairage est franchement posée sur la table, de façon à être frappées en tous sens et à hauteur de visage, ou à peu près, par les rayons lumineux.

L'hiver dernier, la comtesse R*** a ainsi coulé à fond la réputation de beauté qui avait devancé sa cousine dans le monde parisien, en prenant le soin, expert et perfide, d'éclairer toujours d'une façon désastreuse ce visage légèrement fatigué, mais qui pouvait aisément rayonner encore, habilement mis dans son jour. Elle envoya cette provinciale sans défiance au Salon pendant trois ou quatre jours de suite, à l'heure choisie où tout son monde était là.

Elle la plaça, à l'Opéra, sous le candélabre d'une des colonnes. Elle la fit asseoir, à dîner, loin des lampes, de façon à ce que tout l'éclairage lui tombât du lustre. Aussi, au bout de huit jours, répétait-on partout :

« La baronne de P. *a dû* être bien jolie! »

Pour ceux qui savent, la baronne est pourtant infiniment mieux que sa perfide cousine. Mais la Parisienne *sait s'éclairer* et se faire habilement valoir. C'est à ce point que, si elle parcourt à pied ou en voiture découverte une rue étroite, — c'est-à-dire où la lumière tombe d'en haut, comme dans un musée, — elle a grand soin de baisser son voile ou de paralyser l'effet de cette lumière impertinente et impitoyable en tenant son ombrelle ouverte comme un *para-jour*.

Donc, être habilement ou maladroitement éclairée, c'est, nous le répétons, dix ans de plus ou de moins sur votre visage. Faites-y bien attention, ô chère madame, et acceptez les petites instructions que nous avons l'honneur de vous offrir, comme un cadeau d'étrennes.

(*Le Monde illustré,* 2 janvier 1864.)

JULES VALLES

(1833-1885)

Il y a des portraits bien différents de Jules Vallès, selon les périodes de sa vie agitée. Après de fortes études classiques, qui le destinaient à l'enseignement, il était venu de Nantes chercher à Paris le mouvement et le bruit, en y affrontant la misère. Quelques articles véhéments dans le *Figaro* bi-hebdomadaire, puis dans la *Presse*, dans la *Liberté* attirèrent l'attention sur lui.

« Panchionnard d'Auvergne (Jules Vallès était né au Puy) a vraiment fait sensation, écrivait LouisVeuillot; il a surgi de dessous terre, brûlant de fièvre, criant que tout est vieux, que tout est bête et usé, et je ne prétends pas qu'il eût toujours tort, demandant du neuf et de l'extraordinaire, et jurant qu'il en apportait, et qu'il avait de l'inouï plein ses poches. Il avait aussi une guitare, et il chantait cent naïvetés de villageois, s'interrompant de démolir le monde pour conter comment il s'était ruiné en violettes, quand il aimait tant la gargotière de la rue au Merle, infidèle, et toujours adorée... Ce garçon demande de l'extraordinaire, et il va cueillir la violette. Tout est dans sa manière de prononcer les *rrr*. Il vibre, c'est son génie; il vibrera toujours. »

C'était le temps où Vallès se plaisait, en un style vigoureux, à célébrer tous les irréguliers, les parias, les « Réfractaires ».

Il allait, dans la *Rue*, journal hebdomadaire fondé par lui en 1867, prendre l'attitude d'un révolté. Il avait comme collaborateurs à la *Rue* de jeunes écrivains ou artistes batailleurs, dont les destinées devaient être bien diverses, Pierre Denis, Vuillaume, J.-B. Clément, André Gill, E. Pouvillon, Arthur Arnould, Francis Enne. Les articles de Jules Vallès, des articles à l'emporte-pièce, où, sous leur forme virulente, on sentait toujours le lettré, firent grand tapage et lui valurent des poursuites et des condamnations. La *Rue*, qu'on surnommait la

« *Rue* du Petit-Hurleur », disparut en 1868. « Nous continuerons, écrivait Vallès dans le dernier numéro, chez nous ou chez les autres, à frapper au cœur ou à rire au nez des plus redoutables et des plus illustres, les redoutables qui menacent de leur influence, et les illustres qui abusent de leur gloire. »

Il s'était jeté dès lors dans les luttes politiques, ayant été aux élections de 1869, comme il le disait dans le *Peuple,* « le candidat de la misère ». Il subissait une autre condamnation de presse au moment de la Révolution du 4 septembre. Après le siège de Paris, où il joua un rôle dans les mouvements insurrectionnels, il fit paraître le *Cri du Peuple,* supprimé au bout de peu de temps. Il fut élu membre de la Commune et reprit la publication du *Cri du Peuple*. Le révolutionnaire, qui fut modéré dans ses actes, était porté par son tempérament, autant que par la popularité qu'il entendait maintenir autour de son nom, à lancer contre les adversaires de la Commune les plus âpres invectives. Il parvint à quitter Paris, après avoir pris part aux dernières luttes, et se réfugia à Londres.

C'est le Vallès du *Cri du Peuple* que Paul de Saint-Victor appelait « le bâtard de Marat, vociférant la haine et la rage, affolé d'orgueil, ulcéré d'envie, sa poche à fiel crevée s'étant répandue sur son style, son talent réel, mais lugubre, ayant les grimaces et les contorsions d'un damné ». Mais il y avait un autre Vallès, et ce portrait, tracé par un aristocrate de la plume, est trop passionné pour être exact.

En Angleterre, Vallès écrivit la *Rue à Londres*. Revenu à Paris, après l'amnistie, il ressuscita le *Cri du Peuple.* Mais il était revenu aussi à la chronique, sous le pseudonyme de Jacques Vingtras, et à côté du polémiste, obligé de soutenir le ton qu'il avait pris, il y avait un Vallès beaucoup moins farouche, apaisé par le succès littéraire, et très littérateur, en effet, pour incisif et mordant qu'il fût. C'est celui-là que portraicturait Théodore de Banville dans ses *Camées parisiens :* « Un réfractaire plein de tendresse et de force, qui est à la fois le loup et l'agneau — et le fabuliste. Une bonne et intelligente tête carrée, bien posée sur un cou solide

et des épaules trapues. Le front large et ferme est celui d'un styliste sincère; l'air du visage est doux, volontaire et triste. Les cheveux et la barbe très drus se sont hâtés de grisonner avant l'âge, par l'ennui rétrospectif des versions grecques et des pantalons verts. Le nez, plutôt court que grand, ni gros ni mince, un peu rond du bout, ouvre des narines avides dans l'espoir de respirer l'odeur des foins coupés, mais va-t'en voir s'ils viennent! »

Jules Vallès s'est raconté dans trois livres qui portent la marque de sa personnalité, l'*Enfant,* le *Bachelier,* l'*Insurgé.*

Il eut comme disciple fervente Mme Séverine, qui se donna la mission de veiller sur sa mémoire.

LES RÉFRACTAIRES

Sous le premier empire, chaque fois qu'on prenait à la France un peu de sa chair pour boucher les trous faits par le canon de l'ennemi, il se trouvait, dans le fond des villages, des fils de paysans qui refusaient de marcher à l'appel du grand empereur. Que leur faisait, à eux, les ébats de nos aigles au-dessus du monde, que l'on entrât à Berlin ou à Vienne, au Vatican ou au Kremlin? Vers ces hameaux perchés sur le flanc des montagnes, perdus dans le fond des vallées, le vent ne chassait point des nuages de poudre et de gloire. Ils aimaient, eux, leurs prairies vertes, leurs blés jaunes; ils tenaient comme des arbres à la terre sur laquelle ils avaient poussé, et ils maudissaient la main qui les déracinait. Il ne reconnaissait pas, cet homme des champs, de loi humaine qui pût lui prendre sa liberté, faire de lui un héros quand il voulait rester un paysan...

Ce n'est point de ceux-là que je veux parler. Mes réfractaires, à moi, ils rôdent sur le fumier

des villes, ils n'ont pas les vertus naïves, ils n'aiment pas à voir lever l'aurore. Il existe de par les chemins une race de gens qui eux aussi ont juré d'être libres ; qui, au lieu d'accepter la place que leur offrait le monde, ont voulu s'en faire une tout seuls, à coups d'audace ou de talent; qui, se croyant de taille à arriver d'un coup par la seule force de leur désir, au souffle brûlant de leur ambition, n'ont pas daigné se mêler aux autres, prendre un numéro dans la vie ; qui n'ont pu, en tout cas, faire le sacrifice assez long, qui ont coupé à travers champs au lieu de rester sur la grand'route et s'en vont maintenant battant la campagne, le long des ruisseaux de Paris. Je les appelle des réfractaires.

Des réfractaires, ces gens qui ont fait de tout et ne sont rien, qui ont été à toutes les écoles : de droit, de médecine ou des chartes, et qui n'ont ni grade, ni brevet, ni diplôme.

Réfractaire, ce professeur qui a vendu sa toge, cet officier qui a troqué sa tunique contre la chemise de couleur du volontaire, cet avocat qui se fait comédien, ce prêtre qui se fait journaliste.

Des réfractaires, ces fous tranquilles, travailleurs enthousiastes, savants courageux, qui passent leur vie et mangent leurs petits sous à chercher le mouvement perpétuel, la navigation aérienne, le dahlia bleu, le merle blanc ; des réfractaires aussi, ces inquiets qui ont soif seulement de bruit et d'émotions, qui croient avoir, quand même, une mission à remplir, un sacerdoce à exercer, un drapeau à défendre.

Réfractaire, quiconque n'a pas pied dans la vie, n'a pas une profession, un état, un métier, qui ne peut pas se dire quelque chose, ophicléide, ébéniste, notaire, docteur ou cordonnier, qui n'a pour tout bagage que sa manie, sotte ou grande, mesquine ou glorieuse, qu'il fasse de l'art, des lettres,

de l'astronomie, du magnétisme, de la chiromancie, qu'il veuille fonder une banque, une école ou une religion !

Des réfractaires, tous ceux qui, n'ayant point pu, point voulu ou point su obéir à la loi commune, se sont jetés dans l'aventure; pauvres fous qui ont mis en partant leurs bottes de sept lieues et qu'on retrouve à mi-côte en savates.

Réfractaires, enfin, tous ces gens qui vous ont des métiers non classés dans le Bottin : inventeur, poète, tribun, philosophe ou héros...

Le monde veut en faire des percepteurs ou des notaires. Ils s'écartent, ils s'éloignent, ils vont vivre une vie à part, étrange ou douloureuse...

Le réfractaire des campagnes, du moins, a pour lui l'amitié des gens du village, l'amour des belles filles de l'endroit ; on en parle dans les veillées ; il trouve toujours sous le ventre de quelques pierres des provisions de poudre ou de pain. Il n'a à craindre que les gendarmes ; et encore s'ils sont trop près, les pantalons bleus, il abaisse le canon de son fusil ; s'ils avancent, il fait feu !

Le réfractaire de Paris, lui, il marche à travers les huées et les rires, sans ruser et sans feindre, poitrine découverte, l'orgueil en avant comme un flambeau. La misère arrive qui souffle dessus, l'empoigne au cou et le couche dans le ruisseau : de vaillantes natures souvent, des esprits généreux, de nobles cœurs, que j'ai vu se faner et mourir parce qu'ils ont ri, ces aveugles, au nez de la vie réelle, qu'ils ont blagué ses exigences et ses dangers. Elle les fera périr, pour se venger, d'une mort lente, dans une agonie de dix ans, pleine de chagrins sans grandeur, de douleurs comiques, de supplices sans gloire !...

(*Le Figaro*, 1861.)

CHAM

(1818-1879)

Celui-là, qui ne cessa de saisir l'actualité de son crayon narquois, fut bien un journaliste, journaliste par le crayon, armé d'un joli brin de plume pour les légendes de ses dessins.

Il était le fils du comte de Noé, pair de France, et ce fut par plaisanterie qu'il choisit son pseudonyme, destiné à devenir populaire. Son père, contrairement à ce qui fut raconté, ne contraria pas sa vocation, et ce fut lui qui le fit entrer dans l'atelier de Charlet, puis de Delaroche. Il est vrai seulement qu'il avait d'abord souhaité pour lui une autre carrière. Le futur Cham fut admissible à l'Ecole polytechnique. Mais, en attendant son tour de subir l'épreuve orale de mathématiques, il crayonna en charge un des examinateurs. Le papier, passant de main en main, arriva jusqu'à ceux-ci.

Or le professeur qu'il avait caricaturé était précisément celui qui devait l'interroger. Le mathématicien attesta sa susceptibilité en prenant un ton bourru. Cham, estimant, un peu vite sans doute, que ce croquis fantaisiste lui aliénerait l'intérêt du maître et lui enlèverait toute chance, jeta la craie avec laquelle il avait à résoudre un problème sur le tableau noir et renonça à subir l'examen. Il fit un stage de quelques mois au ministère des Finances, mais il n'était pas fait pour l'administration.

Accueilli par Philippon, directeur du *Charivari*[1], il publia d'abord quelques albums, *Aventures de M. La Jaunisse, Histoire de M. Jobard, Deux Vieilles Filles à marier,* la parodie des *Mystères de Paris,* etc. Mais ce fut en 1848 qu'il commença sa collaboration au *Charivari* par une série de caricatures intitulées : *Mœurs algériennes,* suivies des *Souvenirs de garnison.* La Révolu-

1. Voir tome I, p. 219.

tion de 1848 inspira sa verve agressive. Dès lors, ses revues comiques suivirent les événements au jour le jour. Toutes les modes, toutes les idées, toutes les inventions, tous les spectacles, tous les sujets de conversation se retrouvent dans ses images. Cham resta toujours extrêmement cocardier. Après qu'il avait fait la critique satirique du Salon de peinture, il ne manquait guère de se rendre au camp de Châlons, et il souriait, avec une sympathie cordiale, des naïvetés ou de la sommaire philosophie du troupier.

Son chauvinisme l'entraîna même un peu loin. Il lui fit jeter, au moment où, en juillet 1870, se répandaient des rumeurs de guerre, ce croquis auquel des désastres allaient donner une cruelle ironie. Deux soldats lisent un journal, assis sur un banc, et l'un d'eux s'écrie :

« Dire qu'ils font des vœux pour la paix!... Faut-il qu'il y ait des gens qui aient des goûts pervers. »

On a pu dire de Cham qu'il ne savait pas dessiner, que ses caricatures, flattant les goûts bourgeois et se moquant des grands innovateurs, manquaient de générosité et de clairvoyance, que ses mots n'étaient pas toujours très neufs ; mais n'est-ce rien qu'une belle humeur sans défaillance qui se manifesta pendant si longtemps au *Charivari*, à l'*Illustration*, au *Monde Illustré ?*

Pendant la guerre de 1870, Cham sut parfois élever sa manière. Un de ses dessins représentait un zouave tombant sur des monceaux de cadavres prussiens : « Couché ! s'écriait-il, mais t'as fait mon lit ! »

M. Félix Ribayre a consacré au caricaturiste un volume, *Cham, sa vie et son œuvre* (1884). Ce volume comporte une préface d'Alexandre Dumas fils qui est particulièrement consacrée à des détails de l'existence intime de Cham, et explique les raisons de son mariage, dont s'étonnèrent ses amis. Sa femme ne lui survécut que peu et se jeta par la fenêtre. D'apparence vulgaire, elle lui avait voué une sorte de culte.

Le théâtre avait tenté Cham, qui fit jouer avec Henri Rochefort (dont il resta l'ami aux mauvais jours) *Une Martingale*, avec Philippe Gille le *Serpent à plumes*, et avec W. Busnach le *Myosotis*, une autre bouffonnerie.



— Vilain polisson, veux-tu finir!
— Grand' mère, c'est à ton tour maintenant, si tu veux.



Inconvénient du macadam quand les cailloux ne sont pas suffisamment broyés.



Toujours des chenilles; les journaux s'en occupent trop, ça les encourage, ces bêtes.



Modes parisiennes, en prévision du bombardement.
(*Charivari*, 14 novembre 1870.)

J.-J. WEISS

Il avait été enfant de troupe. Un colonel remarqua ses dispositions et le fit entrer, comme boursier, au lycée Louis-le-Grand. Il sortit de l'Ecole normale agrégé d'histoire, et, après divers stages, remplaça à la Faculté des Lettres d'Aix Prévost-Paradol dans la chaire d'éloquence française. Mais le journalisme l'attira, et il abandonna l'Université pour le *Journal des Débats*. Il y montra bientôt son talent, « incroyable mélange de bon sens et de paradoxe, si artistement emmêlés et confondus qu'on ne pouvait plus les distinguer ». Mais, a dit Eugène Spuller, le lecteur était surpris, ravi, émerveillé, subjugué, et ne songeait plus à se déprendre. C'était avant tout un esprit libre, se rappelant son origine plébéienne, un fils passionné de la France.

On a pu dire qu'il fut un des grands indisciplinés de la presse. Sous l'Empire, il fut l'adversaire du pouvoir personnel et mena au *Courrier du Dimanche* et au *Journal de Paris* de vigoureuses campagnes, en des articles étincelants.

Ce fut avec surprise qu'on le vit, lui qui avait combattu le régime issu du 2 décembre, se rallier à l'Empire libéral et accepter le poste de secrétaire général du ministère des Beaux-Arts. Plus tard, il batailla contre le gouvernement de M. Thiers et entra, après le 24 mai, au Conseil d'Etat. Même dans ces dernières fonctions, il se servait encore de sa plume de journaliste, et il écrivit, dans la *Revue de France*, en 1877, un article où il déclarait que la France avait définitivement adopté la République. Ainsi rompait-il avec les conservateurs, sans se faire encore accepter du parti républicain. Sa vie politique fut toute en apparentes contradictions.

Ce fut une autre surprise quand il fut appelé par Gambetta à un poste de confiance au ministère des Affaires étrangères. Après la chute du ministère Gambetta, il revint à la littérature, donna des articles déli-

cieux d'humour dans la *Revue Bleue* et fit le feuilleton dramatique aux *Débats*. « Rien de plus vivant que sa critique, a écrit Jules Lemaître, qui lui succéda. C'est un esprit qui se livre. La véhémence de ses affirmations n'est jamais pédantesque. La façon dont M. Weiss considère le théâtre n'a rien d'étroit, de scolaire, de livresque. Il sait la vie, il sait l'histoire, il connaît les hommes, ceux d'autrefois et ceux d'aujourd'hui... Quand, après nous être divertis aux fusées de M. Weiss, nous retranchons de l'expression de ses jugements ce qui s'y mêle toujours de fantaisie, d'outrance et d'humour, notre sentiment total sur l'œuvre qu'il a étudiée ne s'en trouve pas moins modifié et enrichi. Il a, dans ses caprices d'imagination, une sagacité qui voit loin, et de ses feux d'artifice il reste toujours autre chose que du papier brûlé. » On a trouvé ce mot pour définir J.-J. Weiss, avec sa mobilité d'impressions, ses préférences, ses caprices et, en même temps, avec son esprit philosophique, ses observations et ses vues sur toutes choses : un « inclassable ». Ce mot comporte l'originalité du talent.

Sous ce titre, le *Théâtre et les mœurs,* J.-J. Weiss réunit quelques-uns de ses articles de critique les plus piquants.

LES THÉATRES D'ÉTAT

La question des théâtres subventionnés est revenue hier, comme tous les ans, au Corps législatif. Nous croyons être aussi peu idolâtres que personne du dieu Etat; nous croyons être aussi partisans que personne de la liberté et de l'initiative individuelles. Il nous est pourtant impossible de juger que l'argent consacré à la subvention de la Comédie-Française, à condition que la Comédie-Française nous donne des Rachel, des Mars et des Allan, ou à celle de l'Opéra, à condition que l'Opéra exécute en perfection *Alceste* et *les Hugue-*

nots, soit un argent mal dépensé. Y a-t-il dans l'administration des théâtres subventionnés quelque vice? Dénoncez-le, corrigez-le. Mais ne nous opposez pas la théorie que le subside alloué à ces deux théâtres serait mieux employé à accroître les fonds des chemins vicinaux ou des écoles primaires.

Racine, Corneille, Molière, Voltaire, Marie-Joseph Chénier, Méhul, Gluck et Meyerbeer, bien joués et bien rendus, compensent largement pour l'éducation nationale quelques collèges ou quelques écoles de moins. Il ne nous serait pas malaisé non plus de démontrer qu'ils compensent, pour le développement de la prospérité publique, quelques chemins vicinaux ou même quelques routes départementales, entretenus d'une façon insuffisante. Nous ne sommes pas non plus touchés de cette raison que les théâtres établis à Paris devraient recevoir leurs subsides uniquement de la Ville de Paris. Si M. le préfet de la Seine nous traite un peu trop aisément de nomades, nous autres habitants, bourgeois et enfants de Paris, nous ne saurions pourtant accepter non plus la doctrine directement contraire, que Paris n'est pas autre chose que le chef-lieu du département de la Seine. Il y a deux manières opposées, mais équivalentes, d'abaisser Paris : c'est d'en faire exclusivement, comme M. Haussmann, l'auberge de la province et de l'étranger, et c'est de prétendre le traiter comme une ville différente de Puteaux ou d'Uzerches seulement par l'étendue, et qu'on peut abstraire absolument, soit par la pensée, soit par les fictions de la loi, du reste de l'univers. Paris a été longtemps, et, n'en déplaise à M. Haussmann, il restera longtemps encore une ville *sui generis,* ayant son tempérament, son allure, ses qualités, ses défauts et ses préjugés particuliers. Mais Paris est aussi, n'en déplaise aux honorables députés qui voudraient le charger seul des

dépenses de tous les théâtres quelconques, la capitale et le résumé de la France; on peut ajouter, sans aucune présomption, la capitale, depuis un siècle et demi et plus, de l'Europe. Le théâtre du Palais-Royal et celui des Variétés sont des théâtres parisiens. La Comédie-Française, l'Opéra, l'Opéra-Comique sont des théâtres nationaux. Il n'y a rien de national au monde, il n'y a plus de nation francaise, si l'on refuse d'attribuer le caractère d'une institution française et nationale aux scènes qui nous ont donné *le Cid, Phèdre, Mérope, Tibère, le Misanthrope, les Surprises de l'amour, le Barbier de Séville, les Danaïdes, Euphrosine et Conradin, Jean de Paris, la Dame blanche, le Pré-aux-Clercs, le Caïd, Richard Cœur de lion, Robert le Diable* et *la Muette*.

J.-J. Weiss répond à ceux qui veulent faire des économies aux dépens de l'éducation publique, et qui objectent la nécessité de créer des canaux, des chemins de fer et des routes, et il conclut ainsi :

Ne faites pas d'expéditions au Mexique, ne laissez pas se former de Prusse à vos portes, n'allez pas en Syrie pour l'unique satisfaction d'en revenir comme vous y êtes allés : vous trouverez argent comme temps pour tout.

(*Journal de Paris,* 21 juillet 1867.)

ÉDOUARD HERVÉ

(1835-1899)

On a dit d'Edouard Hervé que son renom de grand journaliste et son fauteuil à l'Académie compensaient mal, pour son âme ardente sous des dehors froids, le regret de n'avoir pu être l'homme d'action qu'il sentait exister en lui. On lui avait offert des places et des fonctions, alors qu'il voulait jouer un rôle.

Né à la Réunion, il était entré à l'Ecole normale, dont il était sorti un des premiers. Ses opinions ne semblaient pas alors le porter vers le parti orléaniste. Ce fut au *Courrier du Dimanche* que ce lettré se fit connaître comme un journaliste d'un talent très personnel. Lui aussi il y combattait la dictature impériale.

En 1867, il fonda avec J.-J. Weiss le *Journal de Paris*, organe d'opposition libérale, qui réunissait des hommes venus de différents partis, monarchistes, constitutionnels ou républicains, comme Spuller et Ranc, tous adversaires du pouvoir personnel. Edouard Hervé montra dans ses articles, vigoureux et éloquents, une perspicacité qui ne devait être que trop prouvée par les événements. Il prévoyait la guerre entre la France et la Prusse. « Et il est à craindre, disait-il, que la paix qui la terminera ne soit une paix boiteuse, moins propre à vider définitivement le différend de deux peuples qu'à préparer à l'Europe de nouveaux troubles et de nouvelles perplexités. »

« A ses yeux, a dit M. Paul Deschanel, qui lui succéda à l'Académie, la presse devait être une presse nationale, comme la diplomatie, comme l'armée, comme le crédit. »

En 1873, il créa le *Soleil*, journal, cette fois, complètement monarchiste, et où, tant que l'existence même de la République fut en jeu, il sembla oublier ses anciennes idées libérales, poussant à l'action les adversaires du régime, et non sans véhémence. Il devait revenir, après plusieurs échecs électoraux, à un ton plus apaisé et à

une sorte de philosophie politique, où se retrouvait la distinction de son esprit.

L'article que l'on va lire lui était inspiré par les conséquences désastreuses de l'expédition du Mexique.

L'EXPÉDITION DU MEXIQUE

Nous recueillons aujourd'hui le fruit amer de notre imprévoyance et de nos fautes. Nous n'avons pas voulu considérer Juarez comme un ennemi régulier, mais comme un bandit. Nous l'avons placé en dehors du droit des gens. Il y reste : et nous subissons aujourd'hui la loi que nous avons faite nous-mêmes. Qui nous obligeait, au début de l'affaire du Mexique, à déclarer que nous ne voulions pas traiter avec Juarez? Tous les jours on traite avec un ennemi vaincu; on traite même parfois avec un ennemi vainqueur. Avec Juarez, nous étions d'autant plus à l'aise qu'il n'a jamais été vainqueur tant que nos soldats sont restés sur le sol mexicain. Mais nous avions notre idée en tête; il ne s'agissait pas de faire une guerre ordinaire; il ne s'agissait pas d'obtenir la réparation d'un certain nombre de griefs pour revenir ensuite tranquillement : il s'agissait de mettre un autre gouvernement à la place de celui de Juarez. Plus tard, cette illusion a disparu. Mais alors la vanité s'en est mêlée. Il fallait que M. Rouher pût monter à la tribune et s'écrier : « On ne traite pas avec un Juarez! » Voilà un mouvement oratoire qui nous aura coûté cher.

On ne traite pas avec un Juarez! On aime mieux laisser nos nationaux, nos protégés, nos amis exposés aux vengeances d'un gouvernement qui, n'ayant rien à compromettre, n'a rien à ménager. Si l'on avait traité avec Juarez, on aurait pu faire

des conditions. On aurait pu en faire en faveur de nos nationaux, on aurait pu en faire en faveur de ce prince courageux et infortuné que nous avons conduit, comme par la main, jusqu'au bord de l'abîme. Pour n'avoir pas voulu traiter, nous nous sommes trouvés hors d'état d'intervenir en faveur du prisonnier de Queretaro, et nous avons dû laisser cet honneur au représentant de la Prusse. Pour n'avoir pas voulu traiter, nous nous trouvons aujourd'hui hors d'état de protéger d'une manière efficace la vie, le repos, la fortune de nos nationaux. Pour n'avoir pas voulu traiter, nous avons à redouter que l'un de nos agents diplomatiques ne soit arrêté en ce moment comme un vulgaire malfaiteur, ou retenu tout au moins comme un fauteur de troubles par le gouvernement de fait actuellement établi à Mexico. Il y a, en effet, dans la situation de M. Dano, ceci de particulier, qu'à nos yeux il est un agent diplomatique, revêtu du caractère sacré que confère cette qualité, protégé dans sa vie et dans sa liberté par tous les principes du droit des gens; tandis qu'aux yeux du gouvernement juariste, il n'est rien qu'un étranger, qui s'est introduit dans le pays et qui est venu y intriguer et y conspirer avec les rebelles impérialistes. Et cette situation, si défavorable à M. Dano, cette situation si périlleuse pour nous, cette situation d'où il peut résulter des complications que tout le monde entrevoit et sur la gravité desquelles nous ne voulons pas insister, cette situation, qui donc l'a faite, si ce n'est nous, le jour où nous avons refusé de reconnaître Juarez comme un ennemi régulier, le jour où nous l'avons mis hors la loi, hors le droit des gens? Qui n'a pas de droits, en effet, n'a pas de devoirs. Voilà ce que nous aurions peut-être dû nous dire, avant de faire déclarer à la tribune par M. Rouher qu'on ne traite pas avec un Juarez.

On ne traite pas avec un Juarez! Soit. Nous l'avons dit et nous ne pouvons plus maintenant nous dédire. Mais il y a des milliers de Français qui étaient établis au Mexique avant la guerre et qui n'ont pas voulu ou pas pu revenir dans les fourgons de notre armée. Que vont-ils devenir? Auprès de qui réclameront-ils, quand ils seront l'objet d'une vexation quelconque? Faudra-t-il, pour qu'ils trouvent une protection quelconque, qu'ils se fassent naturaliser citoyens des Etats-Unis ou bien sujets prussiens? Nous avons des intérêts au Mexique, nous avions avant la guerre et pendant la guerre un commerce considérable avec ce pays : on nous le disait, du moins, et c'est une des raisons que l'on invoquait pour justifier notre expédition. Ce commerce sera-t-il détruit? Le drapeau français, avant cette expédition et pendant qu'elle durait encore, était respecté d'un bout à l'autre du nouveau continent. Ce drapeau va-t-il perdre son prestige? Saura-t-on, d'un bout à l'autre de l'Amérique, qu'il y a un pays où il suffit d'être Français pour se trouver privé, non seulement de toute espèce de droit, mais de toute espèce de protection? Est-ce là le fruit que nous aurons tiré d'une intervention commencée en faveur de nos nationaux? C'est ce qui nous menace pourtant, si par hasard le gouvernement du président Juarez se consolide au Mexique. L'hypothèse, il est vrai, peut paraître douteuse. Il y a des chances, dit-on, pour que le président actuel soit renversé et remplacé par un des chefs militaires qui l'ont aidé à reconquérir le Mexique. Dans ce cas, nous pourrions traiter avec Escobedo ou avec Porfirio Diaz, au lieu de traiter avec Juarez. La différence sera grande assurément, et notre vanité aura lieu d'être satisfaite. Sinon, il nous faudra choisir entre l'abandon de tous les intérêts français au Mexique et le désaveu de la fière

parole de M. Rouher. Et quelle serait notre situation si, après avoir refusé de traiter avec Juarez vaincu, nous étions obligés de traiter avec Juarez vainqueur, si, après avoir refusé de reconnaître le gouvernement mexicain avant les douloureux événements de Queretaro, nous étions obligés de le reconnaître après ces mêmes événements?

(*Journal de Paris,* 4 août 1867.)

LOUIS VEUILLOT

(1813-1883)

C'est Louis Ulbach qui, en raison de la violence habituelle des polémiques de Louis Veuillot, l'avait surnommé « un ivrogne d'eau bénite ». On sait d'ailleurs les démêlés de celui qu'on appelait aussi, pour la truculence de sa manière et le despotisme de ses idées ultramontaines, « un inquisiteur rabelaisien » avec ceux qu'il estimait défendre : son parti lui dut moins de services que de déchirements et de scandales.

Il avait eu, au cours de son existence, des opinions très diverses. C'est en sa dernière attitude de champion d'un catholicisme que reniaient beaucoup de fervents catholiques, que s'est fixé son souvenir. Le rédacteur en chef de l'*Univers* était né pamphlétaire : il ne cessa de manier l'invective. Ses adversaires eux-mêmes, au reste, reconnaissaient ses dons d'écrivain jusque dans ses excès et ses trouvailles d'expressions, fût-ce dans l'injure. « Plus impatient de frapper fort que de frapper juste, a-t-on dit de lui, Louis Veuillot fut moins encore un polémiste qu'un assommeur. »

Il se servit fréquemment de la brochure, comme dans celle qui a pour titre *le Fond de Giboyer*, à l'occasion de la pièce d'Emile Augier, qui devait lui être sensible, mais, écrivait-il, « la vraie arme de précision, c'est le journal. Il s'occupe du fait chaud et vivant ; il commente le document de la veille et du jour ; il dit le mot de la charade politique avant qu'elle soit posée ; il allume le gaz partout où la nuit artificielle porte des ombres. »

Dans les dernières années de sa vie, Louis Veuillot vit se détacher de lui la curiosité qui, du moins, l'avait toujours suivi.

Louis Veuillot est tout entier dans son livre *les Odeurs de Paris ;* ce sont là encore des articles à l'emporte-pièce, d'une verve déchaînée dans le parti pris du dénigrement

des contemporains, les uns désignés sous des noms d'emprunt, les autres sous leur nom véritable. C'est, à jet perpétuel, l'outrance d'un talent en quelque sorte enragé. Mais bien des pages sont restées curieuses, comme ce portrait de la chanteuse Thérésa.

AU CAFÉ CHANTANT

... A travers la fumée, nous aperçûmes deux ou trois places vides, où nous n'arrivâmes point sans difficulté. Quelle atmosphère! Quelle odeur mélangée de tabac, de spiritueux, de bière et de gaz! C'était la première fois que j'entrais dans ce lieu, la première fois que je voyais des femmes dans un café fumant. Nous avions autour de nous non seulement des femmes, mais des dames.

Il y a vingt ans, on eût inutilement cherché ce spectacle dans tout Paris. Visiblement ces dames avaient traîné là leurs maris vaincus; l'air dépité et empêtré de ces malheureux le proclamait assez haut. Mais, pour elles, à peine semblaient-elles dépaysées.

Il avait raison, ce vieux et honnête valet de chambre qui me disait un jour, parlant de sa marquise, tout à fait dévoyée : « Monsieur, on ne sait pas ce qu'un maladroit peut faire d'une femme comme il faut! » Et qu'est-ce que la femme « comme il faut » ne peut pas faire aussi d'un maladroit ! La présence de ces femmes « comme il faut » donnait à l'auditoire un cachet tout particulier de débraillement : le débraillement social !

Nous avions encore une demi-heure à attendre, toutes les places étaient prises. Il passa quelques sujets inférieurs, des petites voix glapissantes, des miaulements, rien qui justifiât la surtaxe du verre de

bière. Un ténor chanta je ne sais quoi; une demoiselle, deux demoiselles chantèrent je ne sais quoi. On me dit que c'étaient des demoiselles de trois ou quatre mille francs tout au plus; elles étaient vêtues sans aucune simplicité. Un baryton se fit applaudir. Il avait une jolie voix et la mine la plus funèbre du monde. On eût dit un ancien représentant du peuple, de ceux de la Montagne, qui « pensaient » et qui se piquaient de tenue; M. de Flotte, par exemple. Ce baryton ferait figure dans nos troubles à venir que je n'en serais pas étonné. Il chantait :

Un nid, c'est un tendre mystère,
Un ciel que le printemps bénit.
A l'homme, à l'oiseau sur la terre,
Dieu dit tout bas : « Faites un nid. »

Ces culotteurs de pipe, tous fort loin de leur nid pour le moment, et peu pressés d'y rentrer, écoutaient cela d'un œil attendri; les « petites dames » retenaient à peine leurs larmes; les dames « comme il faut » faisaient: très bien! du bout des doigts. Le baryton, froid comme glace, en habit noir, en gants blancs, en barbe de quadragénaire, sucrait le dernier couplet sans perdre sa figure d'homme qui vient de consulter les lois de Minos. Enfin, il fit un profond salut, se retira, fut rappelé, resalua, se retira à reculons et la salle tout entière frémit... *Elle* allait paraître, un tonnerre d'applaudissements l'annonça.

Je ne la trouvai point si hideuse que l'on m'avait dit. C'est une fille assez grande, assez découplée, sans nul charme que sa gloire, qui en est un, il est vrai, du premier ordre. Elle a, je crois, quelques cheveux; sa bouche semble faire le tour de la tête; pour les lèvres, des bourrelets comme un nègre; des dents de requin. Une femme auprès de moi l'appelait un « beau brun ». En somme, — mais j'ai

peut-être aussi un rayon de gloire dans l'œil, — ce n'est pas la première venue.

Elle sait chanter. Quant à son chant, il est indescriptible, comme ce qu'elle chante. Il faut être Parisien pour en saisir l'attrait, Français raffiné pour en savourer la profonde et parfaite ineptie. Cela n'est d'aucune langue, d'aucun art, d'aucune vérité. Cela se ramasse dans le ruisseau ; mais il y a le goût du ruisseau, et il faut trouver dans le ruisseau le produit qui a bien le goût du ruisseau. Les Parisiens eux-mêmes ne sont pas tous pourvus du flair qui mène à cette truffe. Lorsqu'elle est assaisonnée, ils la goûtent. Notre chanteuse a ses trouvères attitrés qui lui proposent l'objet, et elle y met supérieurement la sauce.

Elle joue sa chanson, autant qu'elle la chante. Elle joue des yeux, des bras, des épaules, des hanches, hardiment. Rien de gracieux; elle s'exerce plutôt à perdre la grâce féminine; mais c'est là peut-être le piquant, la pointe suprême du ragoût. Des frémissements couraient l'auditoire, des murmures d'admiration crépitaient dans la fumée des pipes, à certains endroits dont l'effet, cependant assuré, défie toute analyse. Dites pourquoi l'Alsacien s'épanouit à l'odeur de la choucroute !

La musique a le même caractère que les paroles ; un caractère de charge corrompue et canaille ; et d'ailleurs morne comme la face narquoise du voyou. Le voyou, le Parisien naturel, ne pleure pas, il pleurniche; il ne rit pas, il ricane ; il ne plaisante pas, il blague ; il ne danse pas, il chahute ; il n'est pas amoureux, il est libertin. L'art consiste à ramasser ces ingrédients dans une chanson, et les auteurs y arrivent neuf fois sur dix, la chanteuse aidant. Le succès est en rapport avec la dose.

Tout cela sent la vieille pipe, la fuite de gaz, la vapeur de boisson fermentée; et la tristesse réside

au fond, cette tristesse déserte et plate qu'on appelle l'ennui. La physionomie générale de l'auditoire est une sorte de torpeur troublée. Ces gens-là ne vivent plus que de secousses ; et la grande raison du succès de certains « artistes », c'est qu'ils donnent la secousse plus forte. Elle passe vite, l'habitué retombe dans sa torpeur. Le spectateur d'occasion se hâte de sortir et d'aller respirer l'air pur de la rue.

Pour être juste, ces représentations sont bien organisées, et j'ai pleinement admiré l'art du programme. La grande chanteuse est entourée de satellites très inférieurs. Son morceau est précédé d'une avant-garde de romances nigaudes, l'on place au plus près tout ce qu'il y a de douceâtre : Faites un nid ! Et, après ce fromage blanc, tout de suite, l'ail et l'eau-de-vie surpoivrée, le tord-boyaux tout pur de la demoiselle. Le heurt est violent, et comme on dit dans la langue du lieu : Ça emporte la gueule.

Mais cette gueule, puisque gueule il y a, cette gueule animale ne savourera plus le pain, ni l'eau, ni le vin, ni les fruits, et il faut lui offrir désormais une chair corrompue.

LOUIS ULBACH

(1822-1889)

Ce fut un maître journaliste, restant fidèle à ses idées et, en des temps difficiles pour la presse, ne manquant pas de courage pour les exprimer. Elles paraissent aujourd'hui fort mesurées, mais il faut se reporter à l'époque où il écrivait. A quinze ans de distance, la *Revue de Paris,* qu'il dirigeait, et la *Cloche,* dont il était le rédacteur en chef, furent l'objet de suppressions et de condamnations : l'Empire, en ses commencements, avait quelque temps contraint le polémiste au silence ; le vieux républicain qu'était Louis Ulbach fut poursuivi dans les premières années de la République.

Il aborda tous les genres, et avec talent : la chronique, la critique, l'histoire, le roman. Il écrivit au *Figaro* alors que ce journal était volontiers frondeur, au *Temps,* puis au *Rappel,* et, plus tard, au *Gil Blas,* à la *Revue Bleue,* etc. En 1868, il avait rédigé une sorte de pamphlet hebdomadaire, la *Cloche,* qui avait moins de violence que la *Lanterne,* mais qui menait vaillamment le combat contre l'Empire. Le pseudonyme de Ferragus, qu'il avait adopté, n'était un secret pour personne. La *Cloche* devint ensuite quotidienne : bien qu'elle eût un son clair, loyal et très français, l'autorité la fit taire, et cette autorité n'était pas celle du gouvernement qu'elle avait d'abord attaqué.

Louis Ulbach avait cependant soutenu que tout pouvait être dit, pourvu qu'il y eût la manière. Vers la fin du second Empire, il avait fait ainsi la gageure de publier un portrait de Napoléon III, en ne dissimulant rien de ses opinions, sans que cet article pût tomber sous le coup des lois alors en vigueur.

De son vivant, on accolait au nom de Louis Ulbach le titre de celui de ses cinquante romans qui avait eu le plus durable succès, *Monsieur et Madame Fernel :* c'était une délicate étude féminine, un tableau d'intérieur

où la passion d'un Werther de province était apaisée, à force d'adresse et de cœur, par une autre Charlotte.

Il fut, dans les dernières années de sa vie, un véritable ambassadeur littéraire de la France; par des Congrès, par la fondation d'associations, par des conférences, il avait provoqué mille occasions d'affirmer à l'étranger sa foi dans le rayonnement du génie français. Il avait été un des premiers à avoir la curiosité de ce qui se passait dans le domaine intellectuel hors de nos frontières.

Louis Ulbach montra une sereine philosophie la dernière fois qu'il sortit du logement qu'il occupait à la Bibliothèque de l'Arsenal, où il était conservateur. C'était pour se rendre au journal auquel il collaborait encore. Il venait d'avoir une crise telle qu'on l'avait cru perdu, — et son article nécrologique avait été écrit et composé. Un mieux sensible s'était produit, cependant; il avait semblé reprendre des forces. Journaliste d'autrefois, il aimait l'odeur d'encre d'imprimerie; il se plaisait à descendre aux ateliers de composition. Un paquet d'épreuves attira son attention, avant qu'on eût eu le temps de le dissimuler : il portait ce titre « Louis Ulbach ». Il comprit, ne sourcilla point, et dit simplement au secrétaire de la rédaction, très troublé : « Me traite-t-on bien, au moins? » Le lendemain, il s'alitait de nouveau, pour ne plus se relever.

NAPOLÉON III

La tête indiquerait de l'entêtement, si des signes particuliers ne révélaient la constance dans l'indécision. Le front est obscur; les yeux doux, ternes, d'une coloration de faïence, annoncent plus d'imagination que de jugement, et plus de rêverie encore que d'imagination; les prunelles ont été dépolies par le frôlement continu, silencieux, d'un papillon bleu; elles pèsent dans les paupières qui s'affaissent sous le poids et qui semblent comme infiltrées de

brouillards. Le nez, long, saillant, exclut toute vivacité. Je n'aime pas qu'un homme d'Etat porte des moustaches, ni surtout qu'il les porte longues. En voilant sa bouche, il se tire trop souvent d'embarras et masque l'impuissance de son sourire ou le pli trop faible de sa réflexion. Les moustaches sont souvent la prétention banale des physionomies sans originalité. Les hommes de génie n'ont pas de moustaches. Il est vrai que beaucoup d'imbéciles n'en ont pas non plus. Le teint est mat; tout le visage est comme saupoudré d'une fine poussière grise qui a volé de quelque chemin ennuyeux.

... Un jour, un écrivain, que je pourrais nommer, trouva sur un registre d'hôtelier, en Italie, une page qu'il déchira. On y lisait le nom d'un voyageur et sa profession. Le passant avait écrit : Luigi-Napoleone, conspiratore. La signature, qui existe encore, est-elle vraie? Un plaisant, faisant de l'histoire sans s'en douter, a-t-il naïvement défini la fonction du neveu de l'empereur; ou bien celui-ci, qui combattait alors contre l'Autriche, s'est-il révélé dans la seule confidence qu'il ait faite de sa vie?

Quoi qu'il en soit, sur le trône comme en exil, aux Tuileries comme dans le fort de Ham, les actes de Louis-Napoléon empruntent volontiers du mystère et du prestige au procédé des conspirateurs...

Ce n'est pas seulement une habitude d'éducation; c'est une nécessité du caractère que j'ai peint. Les hommes timides auprès des femmes ont de brusques et farouches élans parfois : ils ne sortent de leur réserve que par des coups de foudre.

L'empereur est timide, et il agit avec les hommes de son entourage comme ces amoureux embarrassés de détailler leur amour.

Il n'aime pas la discussion. Il écoute sans répondre; il interroge, pour préparer l'heure de sa décla-

ration, non pour être conseillé. C'est souvent la nuit que cette heure sonne. Alors, dans la veillée, il écrit la destitution d'un ministre ou un manifeste.

Il croit en lui, ce qui est une force; mais en lui seul, ce qui est une faiblesse. Pourtant, il est accessible à toutes les idées modernes, contre lesquelles il ne suscite aucune contradiction, parce qu'il lui faudrait alors prendre la mesure exacte de son rêve, mais qu'il comprend en théorie et qu'il adopte, quand elles n'empiètent pas sur son système.

Il a rêvé l'extinction du paupérisme; il le rêve encore. En attendant, il éteint les misères de ses amis, et M. Walewski a eu, pour son compte, la ferme des Landes, qui devait être la colonie des pauvres.

Il aime le luxe et le beau style, j'entends le luxe d'apparat, celui que fournit Belloir, Godillot ou M. Haussmann, et le beau style de M. de la Guéronnière; mais il n'aime pas assez les arts et l'esprit, et il n'a jamais permis qu'on citât de lui un mot, une sentence, un trait. Il ne tolère même pas auprès de lui un de ces Esopes complaisants qui enrichissent les *anas* des dynasties.

Son plus grand bonheur aura été de passer pour un oracle, toujours à la veille de parler.

Ni grand orateur, ni grand écrivain, ni grand historien, ni grand général, il ne saurait être grand politique, puisque l'art de conduire les hommes ne peut se concevoir sans la faculté de les attendrir, de les éclairer, de les juger, de les faire manœuvrer à propos.

(Brochure. Imprimerie Voitelain et Cie, 1869.)

MARCELIN

(1830-1887)

Il fut le créateur et le directeur très actif de la *Vie parisienne* qui, dans la papillotante formule qu'elle avait alors, eut une grande vogue sous le second Empire. « Marcelin, la *Vie parisienne,* — a écrit Taine, — pendant vingt-cinq ans, ces deux noms ont été accouplés : il avait fondé seul son journal; il y écrivait et dessinait; il y inspirait tous les autres écrits et dessins. C'est lui qu'on apercevait à travers le numéro de la semaine : il y peignait les mœurs élégantes et s'adressait aux gens du monde : on lui prêtait leurs goûts, leur caractère, leur façon légère et gaie de prendre les choses, de jouer avec la vie, de l'effleurer, de n'y cueillir que l'amusement de la journée ou de l'heure. » L'homme, cependant, avait un fond de mélancolie qui lui venait des épreuves de sa première jeunesse et du regret même d'un succès qui le liait au genre où il semblait avoir trouvé sa voie. « Il souffrait d'être au service de la mode. »

A la *Vie parisienne,* Marcelin, qui voulait que son journal fût une suite de piquantes causeries, attira des écrivains connus, Taine lui-même, qui y donna *les Opinions de Thomas Graindorge,* Ludovic Halevy, Gustave Droz, Quatrelles; il en forma d'autres : Gyp, Richard O' Monroy, Ange Bénigne...

Pour les articles de Marcelin, qui donnait le ton, ils ne sont plus guère que du vin mousseux éventé. On peut d'ailleurs être frappé, quand on les relit aujourd'hui, d'un certain désabusement sous leur frivolité. Du moins composent-ils de petits tableaux qui conservent leur intérêt comme peinture du coin d'une époque.

BIARRITZ

Neuf heures du matin. Un soleil éclatant fait craquer le plancher de la chambre; à travers les vitres, un ciel bleu cru, sur un toit, de tuiles rouge cru, au-dessus d'un mur de chaux blanc cru. On ouvre la fenêtre. Plus la moindre trace de pluie sur le sable sec de la cour. Au-dessus du toit à l'horizon, un immense pan de velours bleu ourlé de blanc; c'est la mer, calme, chargeant l'air d'âcres senteurs.

La cour caquette ensoleillée; un va-et-vient de jupes éclatantes retroussées et de pantalons blancs entrés dans des bottes de cuir fauve; toquets andalous, chapeaux tyroliens; on part pour le bain. Suivons le monde. Le Port-Vieux n'est plus reconnaissable. La petite anse semble maintenant un décor d'opéra-comique, frais et ombreux en bas, inondé de lumière en haut; sous le soleil cru les moindres saillies des poutres, des toits ou des balustrades des cabines projettent une ombre noir bleu, dessinée nette sur la partie lumineuse embrasée. Les costumes bariolés et les peignoirs blancs, qui sèchent, se colorent comme ambrés par la chaude lumière. Et en bas, dans l'ombre fraîche, une foule diaprée, babillant, allant, venant jusqu'à la dernière limite du sable que la mer mouille; au delà, baigneurs et baigneuses vont prendre leurs ébats, après avoir traversé tout ce monde qui les épluche au passage. Qu'il fait bon ici! Accoudons-nous à la balustrade et regardons. Quelques progrès aux costumes de bain de ces dames : tons vifs, molletons blancs, ou bleus, ou rouges, agrémentés de noir; grandes écharpes de laine à gros nœud derrière; gracieux petit chapeau de toile

cirée, avec tout un système de gros pompons de laine de couleur, sur le devant, sur les côtés, et en bricoles d'oreilles. Le pantalon plus court; quelques bras nus. Toutes innovations charmantes où la morale ne perd presque rien.

Qu'importe d'ailleurs ici le contenant; l'œil avide cherche le contenu et le trouve aux saillies où se colle le sarrau mouillé...

... Femme, si peu qu'on t'ait vue dans ce court moment où tu quittes l'eau pour reprendre ton manteau de toile cirée, si peu que laisse deviner de ton visage ce petit chapeau marin rabattu sur les yeux, tu nous fais battre le cœur. Sur ton talon blanc dont le sable garde à peine l'empreinte, ton corps porte gracieux, aisé, harmonieux, avec un voluptueux remous de hanches à chaque changement d'aplomb. Les jupes! Hypocrisie et conventions où se replie la femme, d'où elle nous mène par l'ignorance ou l'illusion du dessous. Dégagée d'elles, la voilà telle que la nature l'a faite, toute faiblesse et tout charme, et elle nous tient plus fortement encore... Douces fins de la nature! Infinie bonté qui a mis à sa loi la plus essentielle, la plus délicieuse récompense!... Etre charmant, en vain tu éloignes de ton corps ce sarrau qui te moule, on a vu la courbe charmante de tes reins, et le feu court dans nos veines rien qu'à deviner l'ampleur de tes flancs charnus, où l'enfant s'abritera si bien... Ce soleil de Grèce pousse au lyrisme. Ceci dit d'ailleurs pour cette belle enfant brune à peau blanche qui là-bas sort lentement de l'eau, et non pour la truite portugaise à moustaches qui l'accompagne.

L'appétit à tout vous est revenu. On regagne l'hôtel tout en chantonnant, lorgnant les manolas et les marchesas en falbalas Louis XVI, qui remplissent ces petites rues de leurs énormes proémi-

nences postérieures. Elles trottent, ballottent et chatoient au grand jour, à la fois satisfaites et embarrassées, comme des actrices habillées trop tôt. Tout particulier, leur coup d'œil de franc-maçonnerie, à jauger un nouvel arrivant à la plus ou moins grande fantaisie de son costume. Le règne de nos bottes hongroises et de nos houseaux fantaisistes semble près de finir; la pluie les motivait encore hier, aujourd'hui le pantalon de coutil blanc s'étale de plus belle, ou large et droit, ou collant du haut et très évasé du bas, à la matelot. Sur toutes les têtes, le coquet et souverainement ridicule soufflet empanaché visant au chapeau tyrolien. Le couronnement d'un costume implique rigoureusement non seulement la jaquette grise à collet vert, mais aussi le gilet rouge, les larges bretelles et la haute ceinture à plaque d'argent, les molletières de laine de couleur et les genoux nus du vrai Tyrolien; avec le costume de ville, il semble un faux nez oublié sur un habit noir au lendemain du carnaval. Lord X..., qui le premier risqua le feutre mou, avait trouvé un compromis dès l'an dernier à Dieppe : précisément une sorte de blouse grise à collet vert, très échancrée en cœur, laissant sur la poitrine le linge de la chemise s'étaler blanc, rehaussé par les flots d'un gros nœud de cravate de couleur; à la taille plissée, la vraie ceinture du bourgeron à pan des compagnons charpentiers. Mais lord X... est un beau gars à taille fine qui ne risque pas d'être pris pour un roulier, et tout le monde n'en peut dire autant.

Est-ce l'appétit, le gai soleil, les toilettes fraîches, mais notre déjeuner d'hôtel est charmant. On jabote en espagnol de tous côtés; des yeux noirs brillants et bien fendus, s'ouvrant si grands, si grands, mangeant tout ce qu'ils regardent. Au travers, les portes-fenêtres ouvertes sur la cour, un

piaffement continu de chevaux basques attelés à des petits paniers d'excursion. Le café pris, délicieuse fumerie d'un interminable cigare, sur la falaise, le dos dans l'herbe, à gober l'air et le soleil sous le parasol. Faire quoi que ce soit, aller où que ce soit, lire, parler, à quoi bon? Tout au plus ai-je la force de mâchonner un certain air napolitain que chantait Mario, en costume de pêcheur, au troisième acte du *Ballo in Maschera* :

Di' tu se fedele,
Il flutto m'aspetta.

Air interminable et doux comme cette flânerie, et si fin, et si délicat, qu'il me revient en tête à chaque rare bon moment de ma vie...

(*La Vie Parisienne,* 1868.)

A. ROGEARD

(1820-1896)

Les *Propos de Labiénus,* qui parurent en 1865, dans la *Rive gauche,* firent alors grand bruit, non pas seulement en France, mais aussi à l'étranger. C'était un pamphlet singulièrement violent, à l'occasion de la publication par Napoléon III de sa *Vie de César.* « Ce buveur de sang, y était-il dit, n'a plus qu'une soif, celle des louanges. » Ce pamphlet appartient à l'histoire ; le nom de son auteur, Auguste Rogeard, est presque oublié.

Rogeard était un lettré. Sorti de l'Ecole normale, il avait été professeur ; révoqué pour n'avoir pas voulu prêter serment à l'Empire, il avait vécu, alors, en donnant des leçons et en composant des manuels classiques. Ses opinions avancées, sa fréquentation des milieux où l'opposition était la plus déterminée le firent arrêter plusieurs fois. Il s'était signalé par des articles attestant un âpre talent. Par des applications transparentes, c'était de Napoléon III qu'il parlait, dans la *Rive gauche,* sous couleur d'évocations du monde romain.

Les *Propos de Labiénus* réunis en une brochure excitèrent une vive curiosité, surexcitée par les mesures de police qui traquaient ces pages durement mordantes. Rogeard, qui avait pu se réfugier en Belgique, — d'où il était d'ailleurs bientôt expulsé, — fut condamné par contumace à cinq ans de prison.

A sa rentrée en France, après le 4 septembre, il collabora au *Vengeur,* le journal de Félix Pyat. Il fut élu membre de la Commune, mais refusa de siéger à l'Hôtel de Ville et continua à servir par la plume le gouvernement insurrectionnel. Il put s'évader de Paris, gagner la Suisse, puis l'Autriche, où, comme autrefois en Belgique, il ne put trouver asile, et il revint en Suisse.

M. Vuillaume, dans ses *Cahiers rouges,* a longuement parlé de Rogeard. Le silence s'était fait sur le nom, pendant quelque temps si répandu, de l'auteur des *Propos de Labiénus.*

LES PROPOS DE LABIÉNUS

... En ce temps-là vivait Labiénus. Connaissez-vous Labiénus ? C'était un homme étrange et d'humeur singulière. Figurez-vous qu'il s'obstinait à rester citoyen dans une ville où il n'y avait plus que des sujets... Il voulait, comme Cicéron, mourir libre dans sa patrie libre. Imagine-t-on pareille extravagance ? Citoyen et libre, l'insensé ! Sans doute, il disait cela, comme plus tard Polyeucte disait : « Je suis chrétien, » sans trop savoir ce qu'il disait. Le vrai est que sa pauvre tête était malade : il était atteint d'une dangereuse affection du cerveau. Du moins, c'était l'avis du médecin d'Auguste, le célèbre Antonius, qui appelait ce genre de folie une monomanie raisonneuse, et qui avait ordonné de traiter le malade par la prison. Labiénus n'avait pas suivi l'ordonnance : aussi n'était-il pas guéri. C'était un homme du vieux parti, puisque la liberté était passée ; un réactionnaire, puisque la République était une chose du temps jadis,..

Il était de ces méchants qui doivent trembler sous un gouvernement fort, pour que les bons se rassurent, et que la société, ébranlée jusque dans ses fondements, puisse se rasseoir sur ses bases. Ce n'est pas tout. Labiénus était ingrat : en plein césarisme, en pleine gloire, au milieu de cette surabondance de félicité publique et de cette fête immense du genre humain, il méconnaissait les bienfaits que répandait à pleines mains le second fondateur de Rome, le pacificateur du monde. Il avait à la fois les passions aveugles et les passions ennemies qui font les hommes dangereux et les citoyens funestes... Octave avait eu beau frapper une superbe médaille avec les trois mains entre-

lacées des triumvirs et cette sublime légende : le salut du genre humain, cela encore lui déplaisait. Il prétendait qu'on l'avait sauvé malgré lui et il citait les vers d'Horace :

Quand d'être ainsi sauvé je n'ai pas le dessein,
Au diable le sauveur, qui n'est qu'un assassin !

Le vieux Labiénus était de ceux qui avaient vu la République : ce n'était pas sa faute, mais il avait la sottise de s'en souvenir : là était le mal. Il voyait maintenant un grand règne, et il n'était pas content. Il y a des gens qui ne le sont jamais... Et puis, des idées fantasques et d'incroyables manies : surtout, un goût bizarre, inexplicable, étange : il aimait la liberté! Evidemment Labiénus n'avait pas le sens commun, aimer la liberté! Comprenez-vous cela! C'était une opinion rétrograde, puisque la liberté était une chose ancienne. Les hommes nouveaux aimaient le régime nouveau. Il n'avait pas le sentiment des nuances, ni la notion du temps, ni l'intelligence des transitions. Le temps avait marché, les idées aussi. Lui, il restait là, planté comme un terme. Il croyait encore à la justice, aux lois, à la science et à la conscience : évidemment, il radotait.

Au demeurant, bon homme, plutôt entêté que méchant ; incapable de tuer un poulet et de souhaiter le moindre mal à un homme, si ce n'est à Auguste, et encore ! Il était si doux qu'il était d'avis de ne l'envoyer qu'au bagne, tourner la meule, contrairement à l'opinion plus commune de ceux qui voulaient le mettre en croix ; il pensait d'ailleurs, avec les stoïciens, que le châtiment est un bien pour le coupable : il est donc vrai de dire qu'il souhaitait à César le seul honneur qui pût lui arriver : l'expiation.

Le premier volume de la Vie de César *publiée par Napoléon III venait de paraître et Rogeard raillait âprement l'écrivain couronné.*

Auguste en est là : ce buveur de sang n'a plus qu'une soif, celle des louanges. Ce voleur de l'Empire du monde ne veut plus voler qu'une chose : sa réhabilitation. Mais il tente l'impossible... Cette dernière lutte de César avec l'opinion qui l'écrase a je ne sais quoi de lugubre et de comique, comme la dernière grimace d'un pendu ou comme le sourire du gladiateur qui veut mourir avec grâce. Le livre de César, c'est la toilette du condamné; c'est le salut du supplicié à la foule en montant au supplice. C'est la coquetterie du dernier jour. César était si sale que le bourreau n'en eût pas voulu : il se débarbouille un peu pour embrasser la mort. Et il demande des lecteurs ! L'insolent! Des lecteurs pour César, à quoi bon ?

(*La Rive gauche,* 1865.)

CHARLES MONSELET

(1825-1888)

On avait accoutumé, en parlant de Charles Monselet, de le comparer à un petit abbé du dix-huitième siècle. Il en eut l'esprit, le goût délicat, la malice, la fantaisie, et il fut un aimable épicurien. Mais cette comparaison, à laquelle prêtait sa personne même, ne suffirait pas à rappeler sa physionomie littéraire. Ce curieux, ce lettré eut le talent le plus souple et le plus varié, et Sainte-Beuve le reconnut, en constatant chez lui une qualité précieuse : « Il est, disait-il, dans la veine française, mot dont on abuse et qui est vrai pour lui. » Et le critique, dont un article récompensait alors une carrière, ajoutait : « Piquant et naturel avec grâce, il a la gaieté de bon aloi ; sa façon d'écrire est nette, vive et claire. Il n'a jamais été dupe ni de la couleur ni de l'emphase. Il jette au vent d'heureux dons... Il y joint du sens, un fond de raison, un avis à lui et bien ferme. »

Mais Monselet, dont on faisait volontiers un dilettante et qui, pendant quarante-six ans, fut un grand travailleur, s'est jugé lui-même avec équité : « ... Tenez dans tous les cas cet auteur, écrivait-il, pour un homme dévoué à son art, fidèle à son point de départ, convaincu de la suprématie de l'idée et de l'importance de la forme, ce qu'on appelle un fervent. Il aurait pu être autre chose que ce qu'il est, cet auteur, dont le tort est d'avoir cédé à des aptitudes diverses, au lieu de se concentrer en une seule. »

Il fut poète, critique, historien, auteur dramatique, romancier, humoriste, et ces « aptitudes diverses », il les attesta en cinquante volumes, qui sont des études du dix-huitième siècle : *Rétif de la Bretonne*, *Fréron*, *Oubliés et dédaignés ;* des romans et des contes : *M. de Cupidon*, les *Frères Chantemesse*, *Chanvallon*, *Lettres gourmandes*, en passant par des livres de vers. Au théâtre, il donna

les Femmes qui font des scènes, *Venez, je m'ennuie*, *l'Ilote*, *les Dindons de la farce*, etc.

Mais il ne s'agit ici que du journaliste, qui se répandit abondamment. Né à Nantes, où son père tenait un cabinet de lecture, élevé à Bordeaux, il vint, en 1846, tenter la conquête de Paris. Il y a de lui un piquant journal intime où il racontait ses démarches. Il s'adressa, après bien des pérégrinations, à Arsène Houssaye, alors directeur de l'*Artiste*, en lui envoyant cette lettre :

« Je suis arrivé de Bordeaux en Gascogne, confiant dans mes destinées, pour éblouir Paris par mon esprit; mais Paris ne veut pas qu'on l'amuse. Je vais être forcé de rebrousser chemin si vous ne me donnez pas une lettre de recommandation pour M. Arsène Houssaye... »

Et Arsène Houssaye lui répondit plaisamment par cette lettre de recommandation pour lui-même :

« Mon cher Houssaye, je te présente un homme de beaucoup d'esprit, qui va faire fortune à Paris. Ouvre-lui à deux battants les portes de l'*Artiste*. — ARSÈNE HOUSSAYE. »

Solar, le financier directeur de l'*Epoque*, entr'ouvrit aussi à Charles Monselet son journal, dont l'existence fut brève. Puis il fut introduit à la *Presse*, où, en 1848, Emile de Girardin le chargeait d'écrire, en quatre feuilletons, la préface des *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand. On ne saurait, dès lors, dénombrer les journaux auxquels collabora Monselet. Aux débuts de l'Empire, il lui arriva, alors qu'il rédigeait le Courrier de Paris à l'*Assemblée nationale*, d'être arrêté sans qu'il sut pourquoi, et il resta cinq jours en prison. La police impériale ne parut pas non plus savoir pourquoi elle avait exercé ses rigueurs sur la personne du spirituel écrivain. Il eut, un peu plus tard, un duel avec Emile Augier, piqué de l'appréciation mordante que Monselet avait faite de *Philiberte*.

On retrouve Monselet au *Figaro*, au *Monde illustré*, dont il fut longtemps le critique dramatique, au *Petit Journal*, au *Nain jaune*, à la *Vie parisienne*, au *Moniteur universel*, à l'*Evénement*, — partout.

En 1879, il se présenta à l'Académie française, et il terminait sa lettre au secrétaire perpétuel en disant :

« Peut-être l'Académie excusera-t-elle ce que quelques-uns de mes livres ont de frivolité à la surface, en se souvenant que le sourire est une des expressions particulières au caractère français. »

Monselet n'eut qu'une voix, celle de Xavier Marmier. L'opinion lui donna le quarante et unième fauteuil.

Dans un de ses derniers volumes, *Petits Mémoires littéraires*, il a tracé des portraits de nombre de ses contemporains.

L'ORANG-OUTANG

M. et Mme Ancelot, il y a quelque trente ans, tenaient un salon des plus agréables : les lectures y alternaient avec les bals, et même les bals travestis. L'anecdote que nous allons rapporter remonte à cette époque. C'était en hiver : Mme Ancelot avait convié plusieurs intimes — les familiers seulement — pour entendre *Marie*. La lampe solennelle, coiffée de son abat-jour vert, avait été apportée sur la table : on n'attendait plus personne. De sa voix la plus argentine, la maîtresse de la maison lisait le premier acte de sa comédie encore inédite. On connaît ce premier acte : une jeune fille, Marie de Sivry, afin de sauver l'honneur et la vie de son père compromis dans de maladroites spéculations, n'hésite pas à sacrifier son amour pour un jeune homme auquel elle était fiancée, et elle épouse un spéculateur enrichi, M. Forestier tout court.

L'auditoire avait une larme au bord des yeux. On avait beaucoup applaudi à la lettre de la mère mourante ; la boîte à pistolets du vieux général avait également produit son effet. Mme Ancelot, profitant de l'attendrissement unanime, allait passer au deuxième acte. Tout à coup, la porte du salon s'ou-

vre... et un orang-outang de la plus grande espèce s'avance, en exécutant des cabrioles insensées.

Chacun se regarde. Le singe, se rendant compte enfin du milieu où il se trouve, s'arrête, examine la lampe et les spectateurs d'un air effaré et balbutie des paroles humaines. On reconnaît alors M. F..., un homme de lettres, célèbre... par ses distractions. M. Ancelot, qui s'était levé, vient à lui, et d'un ton ferme : « Pouvez-vous me dire, monsieur, ce que signifie cette mauvaise plaisanterie ? »

Le singe demeurait pétrifié au milieu du salon. Il essaya pourtant de murmurer : « Je croyais... J'arrivais pour le bal... oui, pour le bal masqué !... J'ai reçu une invitation. » Et, oubliant son costume, M. F. cherchant dans les basques de son habit ne trouvait qu'un appendice caudal d'une longueur à dessein exagérée. « Eh, monsieur, répliqua M. Ancelot, notre bal masqué est pour samedi, c'est aujourd'hui jeudi. Retirez-vous ! Votre présence ici, et surtout dans un tel moment, est indécente. »

Profondément déconcerté (peut-être y avait-il de quoi), l'orang-outang salua et se retira. La porte se referma sur lui. On se reprit à la lecture de *Marie*, et le deuxième acte n'en obtint pas moins de succès que le premier. Le tableau de Marie dans son ménage, ses luttes entre le devoir et la passion, sa douleur, ses larmes, tout cela impressionna beaucoup l'assistance. Sans doute, il y eut bien quelques esprits qui pensèrent que les situations étaient trop uniformes, trop prévues, trop complaisamment développées, mais nul n'en fit la remarque à haute voix. Mme Ancelot, une modeste rougeur sur le front, recueillait les compliments les plus chaleureux — lorsqu'un sourd gémissement venu de la porte frappa soudain les oreilles. On se tut. La même plainte recommença, inquiète, piteuse. N'écoutant que son courage, M. Ancelot se décida à

aller ouvrir; et quelle ne fut pas sa colère en se retrouvant devant le singe ! — « Pour le coup, monsieur, ceci passe les bornes de la mystification, s'écria-t-il; que voulez-vous encore ? répondez ! — Hélas, dit l'orang, il n'y a pas de ma faute : la queue de mon travestissement était prise dans la porte, et je n'ai pas voulu vous interrompre avant la fin de l'acte. »

C'était la vérité. Il était impossible de se fâcher contre M. F... Mais, cette fois, M. Ancelot tint à le reconduire jusqu'au bas de l'escalier. La compagnie eut quelque peine à se remettre de cet incident grotesque. Enfin, le troisième acte de *Marie* commença. Vous rappelez-vous le troisième acte ? La fille du général de Sivry, la femme de M. Forestier est devenue veuve; elle peut enfin se marier avec l'homme qu'elle n'a jamais cessé d'aimer. Mais voyez la fatalité : cet homme s'est lassé d'attendre pendant seize ans, et, maintenant, c'est de la fille de Marie qu'il est amoureux. Accoutumée à se sacrifier pour tout le monde, Marie se sacrifie une fois de plus : sa fille sera heureuse.

Des accents partis du cœur, une sensibilité poussée jusqu'au déchirement dans la scène finale émurent au dernier point les amis de Mme Ancelot. Pourtant, ce n'était pas sans une certaine distraction qu'ils l'écoutaient. Malgré eux, au moindre bruit, leurs regards se dirigeaient de minute en minute vers la porte, comme s'ils se fussent attendus à voir revenir le singe. Mais le singe ne revint pas.

(*Le Monde illustré,* sept. 1859.)

HENRI ROCHEFORT

(1830-1913)

Théodore de Banville, dans ses *Camées parisiens,* a dessiné un portrait de Henri Rochefort : « Une tête inquiète de Don Quichotte, modelée à la diable, fine, maigre, osseuse, un peu grêlée, au vaste front haut et bombé, aux moustaches minces, à la légère barbe noire enfantine, à la haute chevelure noire, crêpée, touffue et furibonde, au nez arrondi, mollement régulier, à la bouche incisive, nette et songeuse, aux yeux flamboyants et obscurs, cachés dans des cavernes noires ! » La barbe et les cheveux avaient blanchi avec le temps, mais le portrait demeurait exact.

Le fougueux polémiste de la *Lanterne* avait commencé par la chronique parisienne, où il apportait une note personnelle, vive, incisive, spirituellement railleuse. Il écrivit, quand il se fut échappé de l'administration, au *Charivari,* au *Nain jaune,* au *Soleil,* à l'*Evénement,* au *Figaro*. Quelques-uns de ses articles d'alors ont été réunis sous ces titres : *les Français de la Décadence, Signes du Temps, la Grande Bohème*. Henri Rochefort, avec sa verve endiablée, était le maître de la chronique fantaisiste, mais sa grande popularité date de l'apparition de ce pamphlet hebdomadaire qu'il lança le 1er juin 1868. Le succès de cette brochure, d'un esprit sarcastique, où il entamait contre l'Empire une redoutable guerre de plume, fut immense. On sentait que ce simple journaliste, n'ayant pour arme que sa mordante ironie, ébranlait le régime. Le pouvoir, inquiet, ne tarda pas à sévir : il avait essayé d'abord de calomnier l'indépendant écrivain. Les condamnations ne tardèrent pas à pleuvoir sur lui. Rochefort continua la publication de la *Lanterne* en Belgique : la brochure entrait en France malgré toutes les précautions de la police. Elle fut parfois introduite dans des bustes en plâtre de Napoléon III.

Cette popularité le fit élire député de Paris en 1869.

Il n'était pas orateur, mais, à la Chambre, il jeta des mots à l'emporte-pièce. A la *Lanterne* succéda un journal quotidien, la *Marseillaise*. Après l'assassinat de Victor Noir par le prince Pierre Bonaparte, il écrivit un article qui se terminait ainsi : « Peuple français, est-ce que tu ne trouves pas décidément qu'en voilà assez? » Il fut mis en accusation et arrêté. La révolution du 4 septembre fit de lui un des membres du gouvernement de la Défense nationale. Elu député à l'Assemblée nationale, il donna sa démission pour ne pas ratifier les préliminaires de paix. Puis ce fut la Commune : bien que, dans le *Mot d'ordre,* il protestât contre les violences, il fut l'objet de toutes les haines des partis de réaction. Lorsqu'il eut été arrêté, condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, il s'évada de la Nouvelle-Calédonie. Après l'amnistie, il fonda l'*Intransigeant,* où il suivit une politique heurtée, qui représentait à la vérité les emballements de Paris. Il y avait en lui un démolisseur incorrigible. On s'étonna de le trouver parmi les partisans du boulangisme. Il fut de nouveau condamné et exilé. Tout en gardant son esprit, il perdit de son autorité sur l'opinion. Mais il y avait presque toujours dans ses articles un paragraphe, une phrase, un mot où se retrouvait son originalité de satiriste, qui avait expliqué son action sur l'opinion. Il resta sur la brèche, écrivant encore un article quotidien à la *Patrie,* jusqu'à ses derniers jours. Octogénaire, il demeurait essentiellement Parisien.

Rochefort avait écrit les *Aventures de ma vie,* et nul roman n'abondait plus en péripéties et en contrastes.

LA LANTERNE

La France contient, dit l'*Almanach impérial,* trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement. Avant d'essayer, devant mes confrères en sujétion, une sorte de cavalier seul dans le cotillon politique, je dois au public, qui m'a montré tant de sympathies, le diable m'em-

porte si je sais pourquoi, je lui dois, dis-je, quelques explications sur les différentes particularités qui ont présidé à l'élaboration de la *Lanterne :*

Par une froide matinée d'hiver, je me suis vu tout à coup sans un journal à qui confier mes petites idées sur nos grands hommes. J'avais encore le droit de discuter l'organisation du cercle des patineurs ou d'additionner la moyenne des voitures suspendues qui, de quatre à six heures, remontent tous les jours les Champs-Elysées ; mais étant donnée la violence inouïe de ma polémique, il m'était défendu désormais de faire allusion à M. Rouher, si ce n'est pour exalter son désintéressement, et de nommer M. Pinard, à moins que je ne consentisse à vanter sa haute taille.

Des correspondances étrangères avaient même prétendu que le ministre de l'Intérieur avait fait entrevoir à M. de Villemessant, mon rédacteur en chef, que s'il continuait à me laisser circuler sans muselière, le *Figaro* payerait de sa vie cette imprudence.

Jamais je n'ai cru un traître mot de ces prétendues injonctions, dont les conséquences pouvaient être fort dangereuses pour celui qui se les serait permises. En effet, je suppose que, demain, j'écrive ceci à M. de Rothschild :

« Monsieur le baron,

« Si ce soir, entre huit et neuf, vous n'avez pas déposé, rue Laffitte, sous le onzième pavé à gauche (en venant par le boulevard), la somme de cinquante-cinq mille francs en billets ayant cours, avant la fin de la semaine votre hôtel, vos bureaux, votre caisse et vous-même, tout cela ne sera plus qu'un cadavre. »

Il est clair que je serai poursuivi comme pré-

venu de menaces sous condition, délit prévu par les articles 305 à 308 du Code pénal. Or, imaginez un ministre appelant en consultation un rédacteur en chef pour lui dire :

« Vous avez chez vous un écrivain qui ne me va pas. J'admets qu'il n'ait jamais attaqué les vélocipèdes sur les grandes routes, mais il ne me va pas. S'il continue à politiquer chez vous, ne soyez pas surpris de voir votre journal mourir prochainement de mort subite. »

On ne peut nier que la menace sous condition, prévue et punie par les articles 305 à 308 du Code pénal, ne soit tout aussi caractérisée dans le second cas que dans le premier. M. Pinard a été trop procureur général pour l'ignorer. Ces rumeurs, dont l'agence Havas ne s'est jamais occupée, il faut lui rendre cette justice, ne reposaient absolument sur rien de sérieux, d'autant plus que si j'avais eu des preuves qu'elles étaient fondées, j'aurais cru manquer à tous mes devoirs de citoyen en n'actionnant pas le ministre, conformément aux lois. J'eusse été, il est vrai, obligé d'adresser au Conseil d'Etat une demande en autorisation de poursuites, et l'unanimité touchante avec laquelle elle m'eût été refusée me rend les yeux humides d'attendrissement.

C'est alors que, poussé par l'esprit de vertige, — Dieu me pardonnera-t-il ? je ne le crois pas, — je me rendis coupable d'une affreuse plaisanterie. J'envoyai chercher une feuille de papier ministre et j'écrivis à celui de l'Intérieur pour lui demander la permission de fonder un journal politique. J'avais accumulé dans ma pétition les formules les plus louangeuses : « Respectueux dévouement », « l'honneur de votre réponse », tout y était. Il me semble même avoir tracé sur mon papier stupéfait le mot « Excellence ». Je n'oserais l'affirmer, mais

je le crois. Mon calcul, qui était odieux, était en même temps bien simple :

« On va, me disais-je, me refuser d'emblée. Je raconterai ma mésaventure à mes camarades, qui la répéteront dans leurs journaux, et ma position de victime m'attirera, pour celui que je veux fonder après le vote de la loi sur la presse, une quantité de lecteurs que je n'aurais jamais eus sans cette machination. »

Le ministre de l'Intérieur avait, pour me couler à tout jamais, un moyen bien facile : c'était de m'accorder immédiatement ce que je lui demandais. En effet, si quelques journalistes ont pu se déclarer surpris de me voir solliciter une faveur de cette nature, ils l'eussent été bien davantage en apprenant que je l'avais obtenue par le retour du courrier.

« Ah çà, n'eussent-ils pas manqué de se dire, comme c'était leur droit : M. Rochefort, qui pose pour l'indépendant et même l'intraitable, il paraît qu'il n'est pas avec le pouvoir aussi froid qu'il voudrait le faire supposer, puisqu'il obtient au premier mot des autorisations qu'on refuse à tant d'autres. »

De là à être appelé un mouchard, il n'y a qu'un tout petit pas. Et vous savez qu'une fois appelé mouchard, un homme, montât-il sur l'échafaud pour ses opinions, ne parviendrait pas à reconquérir la confiance publique. Il se trouverait des gens pour déclarer qu'ils ont vu le bourreau, tout en le hissant sur la planche fatale, lui glisser dans la main ses appointements du dernier trimestre.

Aussi, une fois ma lettre mise à la poste, je l'avoue, j'eus peur. Je me réveillais quelquefois la nuit pour me faire ces réflexions :

« Si le ministre est aussi intelligent que le prétendent ses amis, je suis perdu. Il va me répondre

par un « oui » charmant, et pour peu qu'il donne à la *Lanterne* le privilège des annonces judiciaires, il ne me restera plus qu'à me brûler la cervelle. »

Plusieurs camarades à qui j'avais fait part de mes inquiétudes m'assuraient d'autre part que M. Pinard était bien trop fin pour donner dans le piège.

Heureusement, ils se trompaient. M. Pinard est peut-être fin, mais à coup sûr il ne l'est pas trop; car, après quelques jours d'intolérable attente, je reçus, signée de lui, une lettre où il me refusait sans commentaires. J'étais sauvé!

(*La Lanterne,* 23 mai 1868.)

ÉDOUARD LOCKROY

(1840-1913)

A vingt ans, il attestait son goût pour l'action en prenant part à l'expédition des « Mille » avec Garibaldi. Il s'était destiné à la peinture, et il accompagna Renan, comme dessinateur, dans son voyage d'exploration archéologique en Syrie et en Palestine.

Il avait beaucoup d'esprit. Il l'attesta, quand il s'enrôla dans l'opposition à l'Empire, en ses « Menus Propos » du *Figaro* hebdomadaire, dans le *Diable à quatre,* un brûlot lancé contre le régime impérial, au *Rappel,* dont il devint, avec sa tournure narquoise de style, un des collaborateurs ayant le plus d'action sur le public.

Sa popularité, qui s'était accrue pendant le siège, le fit élire en février 1871 à l'Assemblée nationale. Pendant la Commune, il tenta d'arrêter l'effusion du sang, et cette attitude courageuse, qui ne fut pas comprise à Versailles, l'exposa à une arrestation injustifiée.

Le polémiste vigoureux qu'il était lutta dans la presse contre les adversaires de la République. Il fut ainsi amené en 1872 à une rencontre avec Paul de Cassagnac. A la Chambre, il joua un rôle actif dans la période du gouvernement de l' « Ordre moral ».

Il ne cessa d'être réélu député. En 1886, il fut ministre du Commerce, prépara l'Exposition de 1889, puis ministre de l'Instruction publique ; il devait être plus tard ministre de la Marine.

Edouard Lockroy, qui a laissé quelques livres d'histoire, comme *Ahmed le Boucher* et le *Journal d'une bourgeoise pendant la Révolution,* vivait dans l'intimité de Victor Hugo. En 1877, il avait épousé la veuve de Charles Hugo.

LES OPINIONS DE M. ROUHER

Quand on veut savoir ce qui se passe à Paris, il faut lire ce qui s'imprime à Bruxelles. A propos de la dernière note du *Moniteur* et du discours de M. Rouher, l'*Indépendance* nous donne ce détail :

« Le discours de M. le ministre d'Etat était belliqueux. Le texte donné au *Moniteur* a été modifié pendant la nuit pour le rendre conforme au document émané du souverain. »

Ce que cette note nous révèle de curieux, c'est la position de M. Rouher. Cet orateur s'endort convaincu qu'il a été belliqueux ; à son réveil il lit le *Moniteur*, et il s'aperçoit qu'il s'est montré on ne peut plus pacifique. J'imagine qu'il éprouve quelque surprise. Les conviés qui l'ont entendu la veille parler entre la poire et le fromage doivent se demander, de leur côté, s'il faut attribuer ses velléités guerrières soit à la poire, soit au fromage.

Sa haute position oblige M. Rouher à avoir des opinions pour toutes les circonstances. D'abord il en a une qu'il énonce, puis une autre qu'il imprime. Ensuite il en a une pour aller dans le monde; une pour se mettre à table; une pour rester chez lui. Toutes ces opinions sont agréablement nuancées. C'est une vraie garde-robe. Il me semble que j'entends le ministre appeler son valet de chambre :

« Jean! donnez-moi ma culotte courte, et le frac noir et une opinion bleue; ça tranchera. »

A moins, toutefois, qu'il ne se trompe :

« Jean! donnez-moi mon frac bleu et mon opinion doublée de satin! »

Nous avions le luxe des appartements, le luxe des voitures, le luxe des chevaux. Nous avons aujourd'hui le luxe des opinions. L'homme qui n'a

jamais qu'une opinion est aussi peu considéré que l'homme qui n'a qu'un vêtement. On le plaint. On dit :

« Le malheureux! hiver comme été, il n'a qu'une conviction à se mettre! »

M. Rouher me fait penser aux avocats. Ces messieurs trouvent parfois des arguments qui, pour ma part, me feraient condamner immédiatement leurs clients. Dans un épouvantable procès qu'on vient de juger, un débat s'est engagé au sujet d'un peu de paille vendue au meurtrier par la victime. Le meurtrier soutenait que la mauvaise qualité de cette paille était la cause de son crime. Tout à coup le défenseur se lève. On devine qu'il vient de trouver quelque chose d'irréfutable en faveur de l'accusé. On se tait, on écoute :

« Messieurs, dit-il, la paille était un peu noire. »

Là-dessus, il se rassied, content. Le fait était acquis aux débats. On comprend que lorsqu'un homme vous vend de la paille un peu noire, on est bien excusable de le désarticuler. Le défenseur a pensé que son observation impressionnerait les jurés. Il songeait que, parmi eux, il y en avait peut-être un faisant le commerce de la paille.

Evidemment il ne pouvait croire qu'il y en eût de capable de la manger.

Cette histoire m'en rappelle une autre, arrivée à un avocat très célèbre encore aujourd'hui. Il défend l'Empire comme autrefois ses clients. En général ils étaient condamnés. M. XXX plaidait. Son client avait donné un coup de marteau sur le crâne de son père qui se baissait pour arranger le feu dans une cheminée. M. XXX s'interrompt : « Pardon, monsieur le président!... Permettez-moi une supposition!... Une entre mille! Mon Dieu! je dis cela comme autre chose!... Ne serait-il pas possible d'admettre que pendant que mon client levait le

bras... pendant que le marteau était en l'air... le père est tombé frappé d'apoplexie? Cela pourrait servir à jeter quelques doutes dans l'esprit de messieurs les jurés. »

(*Le Rappel*, 1869.)

CHARLES DELESCLUZE

(1809-1871)

C'est en exil, après l'insurrection de 1832, que Delescluze prit la plume de journaliste, pour servir ardemment les idées dans lesquelles il resta ferme, à travers une existence agitée. Après avoir collaboré à des journaux de Bruxelles, il rédigea le *Journal de Charleroi*. Rentré en France, il fit au gouvernement de Louis-Philippe une énergique opposition dans l'*Impartial du Nord*. En 1848, il fondait, à Paris, la *Révolution démocratique*. C'est bientôt en exil, à Londres, cette fois, qu'il exprimait sa pensée dans le *Proscrit* et le *Peuple*. En 1868, il avait pour tribune le *Réveil*, qui fut un des journaux où l'Empire fut le plus violemment combattu ; il y menait la lutte âprement, souvent éloquemment.

Après avoir beaucoup souffert, il se donna, avec sa foi sombre de jacobin, à la révolution du 18 mars 1871. « Le long supplice de sa vie, immolée à la rigueur inflexible, à l'intégrité austère de ses convictions, ont dit Paul et Victor Margueritte dans la *Commune*, a blanchi sa barbe et ses cheveux, desséché ce corps sec, creusé ce visage jaune, où, dans le relief des traits parcheminés, dans la froide clarté des yeux, une volonté implacable, une énergie désespérée se tendent... Combattant de 1830, emprisonné, exilé, commissaire de la République en 48, condamné par contumace en 49 à dix ans de déportation, saisi à Paris en 53 par la police impériale, traîné de Mazas aux bagnes de Belle-Isle, de Corte, d'Ajaccio, expédié à Cayenne, reprenant en 59 le chemin de la France, accablé, pour le *Réveil*, de condamnations et d'astreintes, jeté à Vincennes après le 22 janvier 1871, puis entre les murs noirs de la Santé, d'où il sort épuisé, sans voix, secoué d'une toux mortelle, il traîne cet étonnant cortège de vicissitudes, subies d'une âme stoïque... » La Commune dressait

devant lui cette révolution à laquelle il allait consacrer son dernier souffle.

Délégué à la Guerre, succédant à Rossel, on sait que, à la chute de la Commune, il se fit tuer, volontairement, sur la barricade qui barrait, au Château d'Eau, le boulevard Voltaire.

BAUDIN

Naguère encore, on n'osait pas rappeler la date funèbre de décembre, et les vainqueurs de ces tristes jours s'étaient habitués à la protection de l'oubli. Aujourd'hui, les révélations se succèdent sans relâche; l'enquête se poursuit, impartiale et fidèle, et bientôt il n'y aura pas d'homme en France qui ne sache que la République est tombée victime d'un attentat que l'histoire a déjà jugé.

Ce n'était pas assez : une fois entrée dans la vérification du passé, l'opinion ne pouvait plus se contenter de satisfactions équivoques. Baudin avait été frappé sur la barricade du faubourg Antoine, alors qu'il représentait le droit, et sa mémoire va surgir honorée par tous les cœurs honnêtes. Paris veut célébrer cette illustre victime, et comprend dans ses pieux souvenirs et Denis Dussoubs, cet autre glorieux martyr de décembre, et tous les généreux inconnus tombés victimes de leur patriotisme, dans la capitale comme dans les départements. A la journée mémorable du 2 novembre, Paris acquittera sa dette et la dette de la France. Puis, pour conserver le souvenir de cette réparation si tardive, hélas! et si méritée, une souscription s'ouvre pour élever un monument à Baudin. On sait le reste... La France entière a répondu empressée à l'appel de la presse, et les adhésions des partis les plus opposés ont témoigné que, cette

fois encore, et quoi qu'on en ait dit, la direction de l'opinion générale appartient à l'initiative démocratique.

L'Olympe gouvernemental s'était senti touché dans ses œuvres vives, et c'est alors que commencèrent les interminables poursuites dans lesquelles le *Réveil* ne fut pas oublié, et sans prendre au pied de la lettre les exagérations de l'accusation, si honorables qu'elles soient pour nous, il nous sera permis de dire qu'il n'était pas indigne de figurer sur la liste des journaux qui attirèrent sur eux les foudres du parquet. C'était chose grave, assurément, d'amener à la barre de la police correctionnelle, sous une prévention commune, des journaux représentant les nuances les plus diverses de l'opinion, depuis le libéralisme monarchique jusqu'à la démocratie la plus accentuée, et si le gouvernement a cru faire en cette circonstance un coup de maître, il s'est lourdement trompé. Montrer à la France et à l'étranger que tous les partis opposants pensaient comme la démocratie sur le coup d'Etat de décembre et, comme elle, saluaient ses morts, c'est une imprudence, et le Pouvoir ne l'ignore plus aujourd'hui. Il aura, à la vérité, le facile plaisir de voir les rédacteurs en chef du *Réveil* et du *Peuple*, de Marseille, passer en prison, le premier six mois, le second trois, l'un et l'autre avec interdiction des droits civiques et politiques pendant un temps égal; mais cette satisfaction est-elle de nature à compenser le tort qu'il s'est fait et qu'il a si fort aggravé par son incomparable maladresse du 3 décembre?

Nous serons généreux et nous n'irons pas nous acharner sur sa défaite. L'armée — l'assurance nous en vient de tous côtés — n'est pas à beaucoup près aussi indulgente pour les inspirateurs de cette malencontreuse campagne; elle ne leur

pardonnera pas de longtemps le rôle qu'ils lui ont fait jouer. Mais passons, nous n'avons pas à nous immiscer à ces querelles de ménage. Il nous suffit de constater la déconvenue du gouvernement, que nous pourrons appeler le Waterloo de la police impériale...

(*Le Réveil*, 24 décembre 1868.)

H. DE VILLEMESSANT

(1812-1879)

Avant de trouver sa voie, Villemessant avait fait beaucoup de métiers et tenté beaucoup d'entreprises, et, avant de mettre la main sur le *Figaro*, il avait lancé nombre de publications qui devaient être éphémères.

Ce fut le *Figaro* qui fit sa notoriété et sa fortune. Il en avait ressuscité le titre en 1854, et c'était alors un journal hebdomadaire. Il en était l'actif inspirateur, ayant le sens aiguisé de l'actualité, le goût de la fantaisie, l'instinct de ce qu'attendait le public. Il avait réuni autour de lui une pléiade d'écrivains spirituels, Henri Rochefort, Auguste Villemot, J. Noriac, Albéric Second, Roqueplan, Monselet, Aurélien Scholl, Alfred Delvau. Le *Figaro* devint bi-hebdomadaire et compta parmi ses collaborateurs Jules Claretie, Albert Wolff, Ch. Bataille, Barbey d'Aurevilly, Jouvin, et tant d'autres.

Le *Figaro* se fit quotidien en 1867. Il fut le journal essentiellement parisien. « Ce que je voudrais, disait Villemessant aux lecteurs dans le premier numéro, ce serait d'arriver à vous convaincre de lire le journal depuis la première ligne jusqu'à la dernière. »

Lui-même se piquait d'être légitimiste, et plus tard, en 1873, il se flatta, non sans un peu de ridicule, de ramener le comte de Chambord sur le trône. Mais chez Villemessant il y avait surtout le besoin d'une incessante publicité. Au demeurant, sous l'Empire, il laissait à ses rédacteurs la bride sur le cou, et le journal, qui était attentif aux mouvements de l'opinion, était frondeur, narquois, agressif. Les rigueurs du pouvoir, qu'il éprouva à plusieurs reprises, en se gardant d'encourir celles qui l'eussent atteint d'une façon trop grave, aidaient à son succès.

Villemessant s'était quelque peu grisé de ce succès. Il exagérait son importance, quelque place qu'il tînt réellement dans la vie parisienne. Il était d'une rondeur

parfois brutale, capricieux, tyrannique, avec des accès de générosité. « Du moins était-il, a écrit Gustave Claudin, d'une inaltérable bonne humeur. Les duels, les procès, les réclamations, tout était prétexte à plaisanterie. Quand il était cité en justice, — et Dieu sait s'il y fut souvent appelé ! — il badinait avec ses juges, et arrivait à les faire rire. » Son existence, c'était son journal, qu'il s'attachait sans cesse à développer et où furent créées quelques-unes des rubriques qui sont devenues habituelles dans la presse. Il constatait l'influence du *Figaro* par son intervention, par des souscriptions ou par des représentations pour des œuvres de bienfaisance. Ainsi assura-t-il les derniers jours de Déjazet.

Il a laissé des souvenirs à bâtons rompus, les *Mémoires d'un journaliste,* qui évoquent, par de nombreuses anecdotes, les personnalités qu'il rencontra.

Voici, pourtant, un article de lui, qui ne pouvait être que sérieux.

LA GUERRE

Dans la lutte qui s'engage à la frontière, le *Figaro* fera son devoir. Nul plus que lui n'appelle de tous ses vœux le triomphe de notre armée; tous les intérêts particuliers doivent s'effacer devant l'ennemi. Nous n'avons pas le droit de consulter nos opinions, mais bien notre patriotisme.

Nous comptons sur l'armée et l'armée peut compter sur nous.

Maintenant, me sera-t-il permis d'ajouter que si j'accepte la guerre prochaine comme une nécessité, que si, pendant la lutte, ma seule préoccupation va être de soutenir l'ardeur du peuple et de l'armée par la publicité dont je dispose, je suis loin d'approuver ceux qui, dans un élan de patriotisme, saluent la guerre comme un bienfait pour notre pays?

Demain, quand le canon tonnera le long de nos

frontières, je n'aurai plus le droit de dire la sainte horreur que m'inspire la bataille dont d'autres se réjouissent; enchaîné par l'élan qui emporte déjà toute la France dans le tourbillon de la lutte, je ne trouverai plus le calme voulu pour exprimer nettement ma pensée. Je vais donc la dire aujourd'hui avec cette franchise dont je ne me suis jamais départi dans mes causeries avec mes lecteurs.

Ce que je pense, le voici :

C'est que je ne sais rien de plus effroyablement absurde que la guerre. On doit la subir, soit, mais l'acclamer comme le font devant moi les hommes *hors d'âge* ou *en bas âge*, jamais!

N'allez pas croire que je reste insensible à la voix du patriotisme; tout comme vous je sens palpiter mon cœur pour le succès de nos armes; mais, à travers la fumée, j'entrevois, aux heures de la méditation, le deuil, la misère; je vois la désolation envahir le foyer d'une lignée où, hier encore, les joies de la famille s'épanouissaient dans les bienfaits de la paix, — la seule chose qui ne soit pas hors nature; — je vois comme je les ai vues en 1866 à Sadowa les campagnes dévastées, les chaumières détruites, des milliers de paysans sans abri, des femmes sans soutien, des enfants gais et souriants qui demain seront de pauvres orphelins.

En voyant à quel degré de perfectionnement les instruments de destruction sont arrivés à notre époque, je me disais qu'à mesure que ces engins de guerre devenaient plus terribles, les chances de paix devaient augmenter. Je ne pouvais pas croire que ces horribles machines fonctionneraient sur un champ de bataille, et toutes les fois qu'un inventeur trouvait un instrument plus effroyable encore, je m'en réjouissais, pensant que c'était la fin de la guerre, et que les hommes civilisés reculeraient devant l'emploi de ces abominables moyens de des-

truction. Et voici qu'une semaine a suffi pour nous entraîner dans une lutte sanglante, où la mécanique compte tout autant et plus que le courage.

En rendant la guerre plus cruelle, ces engins de massacre l'ont rendue plus haïssable encore. La bataille n'est plus cette mêlée grandiose où la bravoure se mesurait avec la bravoure. On comprend l'enivrement des hommes qui, pour une cause quelconque, se trouvent en présence, la colère au front, l'arme à la main. Une belle lutte, corps à corps, où l'on plonge son regard dans celui de l'adversaire, où l'on entre pour ainsi dire dans son ennemi, n'est pas sans grandeur. Chacun tient en quelque sorte au bout de son épée une fraction de son pays; tout en combattant ainsi, on lutte pour son propre compte et son propre courage; c'est le combat et non le carnage, la bataille et non la tuerie, l'enivrement de la lutte et non l'*ivresse de la charcuterie.*

A présent, c'est de loin qu'on mitraille son ennemi, et les balles vont frapper l'adversaire à une telle distance que l'œil le découvre à peine; ce n'est plus qu'un horrible carnage, où la lutte du fort contre le faible devient une gloire.

Et tandis que la gloire dit tout haut que cent mille hommes sont morts, l'écho répond tristement que cent mille *fils* manquent à leurs mères.

Voilà, messieurs les belliqueux, ce que c'est que la guerre tant acclamée par vous. Avez-vous songé à cette douleur incommensurable que cause la mort d'un enfant adoré que l'on a élevé et conduit à travers mille dangers jusqu'à l'âge de la raison?

Que l'on subisse les cruelles nécessités de la guerre, soit, mais non sans protester contre une telle atteinte à la civilisation. Quand on a comme moi dépassé l'âge des entraînements faciles, un sentiment de profonde tristesse se mêle aux élans

du patriotisme : le cœur se serre en voyant parfois nos soldats, et en même temps qu'on les acclame, l'œil attendri voit briller une larme au bout de chaque baïonnette.

(*Le Figaro*, 20 juillet 1870.)

LE SIÈGE DE PARIS ET LA COMMUNE

L'Empire est tombé. La presse est libre. Aussitôt après le 4 septembre paraissent de nombreux journaux, la *Patrie en danger* de Blanqui, le *Peuple Souverain* de Pascal Duprat, futur député de Paris, la *Vérité* d'Edouard Portalis. Puis ce sont le *Combat* de Félix Pyat, le *Tribun du Peuple,* le *Moniteur du Peuple.*

Mais c'est, dès le lendemain de la chute du régime impérial, un flot de placards illustrés, de caricatures violentes où s'exhalent les colères contre les responsables de la guerre. La plume et le crayon s'unissent dans les invectives de ces pamphlets. Ces feuilles volantes se multiplient[1]. Elles paraissent même par séries, comme les *Actualités,* qui ont quatre-vingt-sept numéros.

Si quelques planches, comme celles de F. Régamey, ou comme *la Fin de la légende,* de E. Aucourt, représentant Napoléon III enveloppé dans une redingote grise en loques, un bâton sous le bras, se traînant péniblement, ont un réel mérite, beaucoup d'autres n'ont qu'une verve facile, et beaucoup d'autres encore sont grossières.

Ces images représentent le plus souvent, en leur donnant tous les sobriquets, les souverains déchus,

1. Elles ont été dénombrées par Jean Berleux (Maurice Quentin-Bauchard) dans la *Caricature politique en France en 1870-1871.* Paris, 1890.

la Famille Riquiqui, les Saltimbanques, Leurs Majestés dégommées, la Ménagerie impériale, M. et Mme Badinguet, etc.

Les dessinateurs Faustin, Hadol, Pépin, Groguet, Moloch, Alfred Le Petit, ont une abondante et hâtive production. Guillaume Ier et Bismarck reviennent aussi constamment dans ces placards.

Mais un grand artiste, Daumier, s'élève bien au-dessus de ces charges. Lui, c'est en de puissantes allégories qu'il écrira l'histoire du siège de Paris.

C'est d'abord, dans la presse, l'union autour du gouvernement de la Défense nationale, l'appel à toutes les énergies, magnifié par un manifeste de Victor Hugo, trois jours après l'investissement du 19 septembre. « Les griefs, les ressentiments, les rancunes, les haines, jetons cela au vent! Que ces ténèbres s'en aillent en fumée, dans les canons! Aimons-nous pour lutter ensemble... Il n'y a plus de personnalités, plus d'ambitions; il n'y a plus rien dans les mémoires que ce mot : salut public! » Il n'y a plus, en effet, que préoccupations patriotiques. Le *Figaro* demande qu'on confère la croix de la Légion d'honneur à la statue de Strasbourg. La proclamation qu'emporte Gambetta, partant de Paris dans le ballon *l'Armand-Barbès,* traduit les sentiments unanimes : « La population de Paris offre en ce moment un spectacle unique au monde : une ville de deux millions d'âmes, investie de toutes parts, privée jusqu'à présent, par la criminelle incurie du dernier régime, de toute armée de secours, et qui accepte avec courage, avec sérénité, tous les périls, toutes les horreurs d'un siège... » Mais le gouvernement que préside le général Trochu, quoique soutenu par la majorité de l'opinion, ne tarde pas à être attaqué de différents côtés. La *Vérité* lui pose d'insidieuses questions. — « Il y avait deux politiques à suivre, écrit, de son côté,

Félix Pyat, celle de l'intrigue et celle de l'audace, celle de M. Thiers et celle de Danton. Entre les deux, le gouvernement a choisi une troisième : celle des pleurs. Il a plaidé pour la France comme Me Lachaud a pu le faire pour Mme Lafarge... Il faut, pour cette tâche ardue, que ce soit la République et non l'Empire sous le nom de République. » Certains commencent à douter de l'efficacité des mesures de défense. D'autres proposent des actes révolutionnaires. Le 28 octobre, le *Combat*, d'abord démenti, annonce la capitulation de Metz. L'agitation des esprits se traduit, le 31 octobre, par l'envahissement de l'Hôtel de Ville : des membres du gouvernement y restent prisonniers jusqu'à ce qu'ils soient délivrés par dix bataillons de la garde nationale cernant et dispersant ceux qui avaient appuyé ce mouvement. Ce mouvement est suivi d'un plébiscite posant cette question : « La population de Paris maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du gouvernement de la Défense nationale ? » Il y avait 557.996 *oui* contre 62.638 *non*.

Des bruits courent de la possibilité d'un armistice. Dans un article du *Soir*, Edmond About déclare que cet armistice serait de l'intérêt même des Allemands : il permettrait l'élection d'une Assemblée nationale, « et cette élection est le seul chemin qui puisse nous conduire à la paix ». Cet article (8 novembre) est assez désabusé déjà. Il n'atténue pas, cependant, la foi que gardent le plus grand nombre des Parisiens dans la résistance. L'élan s'est ranimé, le moral s'est raffermi. La bonne volonté, le courage, la résignation s'attestent. On espère dans les secours du dehors. Paris ne renonce pas, dans ses épreuves, à sa vie intellectuelle. Des concerts, d'abord, au Cirque des Champs-Elysées ; puis les représentations de la Comédie-Française, où une partie de la Maison

abrite une ambulance, deviennent régulières. Dans un article du *Journal officiel,* Théophile Gautier parle de ce contraste des blessés voisinant avec la scène.

Des nouvelles singulières se répandent. Ainsi l'*Electeur libre* (3 décembre) annonce-t-il que la flotte prussienne a été capturée dans le port de Jahde. Le *Temps* assure que le général Cambriels a remporté une importante victoire dans les Vosges.

Ch. Delescluze, dans le *Réveil,* incite aux fréquentes sorties. « Nous ne connaissons des opérations militaires que ce que veulent bien dire les bulletins officiels, mais il nous suffit de savoir que la lutte est soutenue avec fermeté, que les soldats, gardes mobiles et gardes nationaux, marchent au pas, tête haute. Si quelquefois les bons généraux font les bonnes armées, il est plus vrai de dire que les bonnes armées peuvent vaincre avec de mauvais généraux. » Blanqui, qui doit cesser la publication de la *Patrie en danger,* se plaint de la frivolité des Parisiens, qui persiste. Elle n'est pas, cependant, sans crânerie, en de telles circonstances, et la belle humeur, quand on a froid et faim et que tonne le canon, est une manière de vertu. Le *Figaro* et d'autres journaux font, dans leurs colonnes, la part de l'esprit, et des échos prennent en souriant les privations et les misères supportées. On nargue les inquiets, les timorés, comme on a raillé les « francs-fileurs ». Un garde national en rencontre un autre, en civil : « Tiens, lui dit-il narquoisement, te voilà déjà habillé en armistice! »

Un journal original est celui qui s'expédie par ballons. C'est la lettre-journal. L'espace blanc, destiné à être rempli par la correspondance, est encadré d'un résumé des événements, imprimé en petits caractères. C'est l'éditeur Jouaust qui a imaginé cette publication.

C'est la période de l'espoir quand même. « Si Paris doit se rendre, écrit Henry de Pène, Paris sera ridicule ». La Société des gens de lettres a offert, avec le produit de représentations qu'elle a organisées, deux canons à la Défense nationale.

Cependant, la situation devient de plus en plus critique. Les nouvelles des armées de province détruisent les illusions. Les journaux de l'opinion la plus avancée attaquent le gouvernement avec un redoublement de violence, lui reprochent son inaction, ses dissimulations, et inspirent les colères et les menaces qui grondent dans les réunions populaires. Les souffrances de la population, courageusement supportées, vont en s'augmentant.

L'impatience ne se traduit pas que chez les adversaires du gouvernement. Il faut bien entrevoir le moment où Paris, imprenable, succombera à la famine. Le 29 décembre 1870, le *Temps* pose cette question : « Comment, dans le cas où Paris n'aurait plus de vivres et serait obligé d'ouvrir ses portes, conserver à la Défense nationale l'armée formée dans ses murs?... Si aucune armée de secours n'a pu venir nous débloquer ou nous ravitailler, il est clair que ces deux cent mille hommes seront prisonniers. Mais se figure-t-on bien ce que deux cent mille hommes peuvent peser dans la balance de la guerre?... Sans faire ici de la stratégie, mais au nom simplement du bon sens et du salut public, nous disons : il faut absolument que, dans un délai dont le gouvernement peut se rendre compte par le stock des subsistances, l'armée de Paris ait fait une trouée et tienne la campagne. »

Puis c'est le bombardement, et c'est un historien allemand, A. Niemann, qui a constaté qu'il n'ébranla pas la vaillance générale : « La population de Paris reçut les premiers projectiles et ceux qui furent lancés plus tard avec curiosité, *ironie* et

avec indignation contre cette barbarie. » On s'en prend, dans la presse, au général Trochu et à ses vaines proclamations. Delescluze, dans le *Réveil*, demande énergiquement son remplacement. Trochu affirme qu'il ne capitulera pas. « Un général peut rendre une ville sans capituler, » dit la *Lutte à outrance*. Et Francisque Sarcey, avec son bon sens, s'écrie : « La belle avance pour nous qu'il refuse de signer la capitulation, si nous sommes forcés de la conclure ! » Dans les clubs, on crie à la trahison. Un article de G. de Molinari dans les *Débats* raille cette hantise.

Paris atteste sa fermeté en ne renonçant pas même, sous les obus, à aller au théâtre, — ce qui devait se revoir, en 1918, pendant un bombardement plus terrible. Le 10 janvier, dans l'*Univers*, Louis Veuillot est le seul à s'indigner de cette preuve de santé morale : « Nous avons encore des histrions pour nous distraire ; voilà qui va rassurer les absents ! »

Une question se pose : Jules Favre, ministre des affaires étrangères, doit-il, muni d'un sauf-conduit, aller assister à la conférence de Londres, relative à la dénonciation du traité de 1856 ? Jules Favre hésite. — « En allant à Londres, écrit Paul Meurice dans le *Rappel*, ce que vous représenteriez, ce serait la France vaincue. » Des journaux d'opinions diverses, de la *Gazette de France* et du *Siècle* au *Combat* et au *Réveil*, protestent contre le départ de Jules Favre. D'autres, le *Temps*, le *Journal de Paris*, le *Soir*, le *Moniteur*, la *Patrie*, l'invitent à prendre part à la conférence. Jules Favre a fini par répondre qu'il ne pouvait quitter Paris au milieu du bombardement. — « Sa détermination, écrit John Lemoinne dans les *Débats*, est aussi déraisonnable qu'honorable : nous lui avons confié nos affaires et non nos familles. »

L'inévitable apparaît déjà. Un dernier effort est tenté : c'est la bataille de Buzenval, dont on a pu critiquer les dispositions en rendant hommage à l'attitude des troupes et de la garde nationale. L'échec de cette opération détermine une irritation qui croît d'heure en heure. Le général Vinoy remplace le général Trochu comme commandant de l'armée de Paris, mais à l'heure où ces fonctions deviennent vaines. Le 22 janvier le sang coule sur la place de l'Hôtel de Ville, attaqué par l'insurrection, défendu par un bataillon de mobiles. Pour la première fois, à la suite de cette émeute, des journaux sont supprimés, le *Réveil* et le *Combat*. Puis c'est la fin, la dure nécessité de traiter avec l'ennemi, après cent trente jours de résistance, devant la famine complète qui est imminente, malgré le rationnement de plus en plus sévère. Et ce sera, hélas ! l'entrée de l'armée allemande dans Paris. Les journaux décident, par dignité, de ne pas paraître pendant ces heures douloureuses où les troupes prussiennes camperont dans les Champs-Elysées. Le défilé glorieux de nos troupes victorieuses, le 14 juillet 1919, a effacé cette humiliation.

Pendant le siège, plusieurs journaux parisiens s'étaient dédoublés et publiaient une édition à Tours, puis à Bordeaux.

Dans les régions occupées par l'ennemi, des rédacteurs de journaux qui avaient attesté leur patriotisme furent arrêtés et emprisonnés ou déportés.

La désillusion de la capitulation a laissé, dans la population parisienne, à la fois de la prostration et de l'irritation. Les passions, selon un mot expressif, « ont été exaltées jusqu'au délire », et cet état anormal « eût exigé une sollicitude particulière ».

Des mesures impolitiques furent prises, qui pouvaient donner créance aux bruits alarmants d'après lesquels l'Assemblée de Bordeaux songeait au rétablissement de la monarchie. Le gouverneur de Paris, usant des pouvoirs de l'état de siège, ne comprit pas toutes les raisons de la fermentation de Paris. En agissant par à-coups, dans une situation difficile, il hâta la grande insurrection communaliste. Il ne s'était pas rendu compte de la force du mouvement qui se préparait, et qui eut, le 18 mars 1871, son explosion, provoquée par des sentiments divers. L'histoire, plus impartiale que les contemporains, a fait la lumière sur cette période douloureuse et la part de la droiture des uns et des excès des autres, parmi ceux qui furent mêlés à cette révolution. Elle a constaté aussi les fautes du gouvernement régulier et l'horreur de la répression.

Il ne saurait s'agir ici que d'évoquer à grands traits le rôle de la presse à cette époque de fièvre. « Cette affreuse lutte, écrivait Henri Martin, a éclaté sur un malentendu, le plus terrible, le plus fatal dans ses conséquences. » Henri Martin était de ceux qui, après le 18 mars, tentaient l'apaisement, cherchaient à conjurer la rupture. « L'Assemblée nationale et ses délégués, écrivaient les *Débats,* ont seuls le droit de commander : c'est en leur obéissant qu'il nous reste un dernier espoir de sauver notre malheureux pays. » Les journaux qui combattaient le mouvement protestaient, par une déclaration collective, contre les élections communalistes. Les tentatives de conciliation avaient échoué. Bientôt la Commune, ayant recours à des mesures que ceux qui la dirigeaient avaient stigmatisées en d'autres temps, supprimait des journaux, les *Débats*, le *Constitutionnel, Paris-Journal,* le *Bien public,* puis, successivement, tous ceux qui lui tenaient tête, et interdisait la publication de

tout nouveau journal. Il avait même été proposé qu'il n'y eût plus qu'un journal, l'*Officiel* de la Commune (dont le dernier numéro est daté du 24 mai).

Le ton de la presse, dans les deux camps, est alors frénétique. Les journaux « versaillais », publiés hors Paris, excitaient à l'acharnement de la lutte. La raillerie, dans quelques feuilles, était aussi une arme. Un des journaux supprimés avait pour titre *le Bon Sens :* « La Commune, écrivait-on, a supprimé le *Bon Sens ;* ce n'était vraiment pas la peine de le dire. » Dans le camp de Versailles, une foule de petites publications haineuses paraissaient, le *Bon Gendarme,* le *Fils du Père Duchesne,* etc. L'un de ces pamphlets parodiait une séance de la Commune, où Jules Vallès était censé proposer la suppression des études classiques, « l'abandon du vieil Homère et de ses vieux casques, du tendre Virgile et de ses Didon chlorotiques ». Dans les derniers jours de la lutte, et après la lutte, quelques-uns des journaux du « parti de l'Ordre » poussèrent à d'implacables représailles.

A Paris, les journaux qui étaient les plus ardents défenseurs de la Commune étaient le *Cri du Peuple,* de Vallès, avec Pierre Denis, L. Lucipia, Casimir Bouis comme collaborateurs ; le *Vengeur,* de Félix Pyat, ayant Henri Brissac comme second ; le *Père Duchesne,* dont l'un des trois rédacteurs, Maxime Vuillaume (les deux autres étaient Vermesch et Alphonse Humbert), a raconté l'histoire dans ses *Cahiers rouges*[1]. Le *Mot d'Ordre,* de Henri Rochefort, qui avait Eugène Mourot comme secrétaire, était en dissentiment avec plusieurs mem-

1. En 1869, Gustave Maroteau avait déjà fait paraître un *Père Duchesne.* Sur Vermesch (il y avait en lui un poète, à côté du polémiste) voir les *Cahiers rouges* (Xe, *Les Proscrits*).

bres de la Commune. « Si le gouvernement de Paris, écrivait Rochefort, persiste à laisser quelques-uns de ses membres faire le coup de poing dans les journaux, nous l'avertissons que sa dignité y laissera des plumes, car, en tolérant les grossièretés qui s'y étalent, il s'en fait pour ainsi dire le complice. Or, ce serait véritablement trop d'avoir à la fois à son service les suppressions et les injures. » Le *Rappel,* partisan des droits de Paris, gardait son indépendance.

Beaucoup d'autres journaux n'eurent qu'une brève existence : l'*Ami du peuple,* de Vermorel, le *Bonnet rouge,* la *Commune* (qui, malgré son titre, fut supprimée le 19 mai pour avoir dit que certains « avaient mis la main sur des services publics dont ils ne connaissaient pas le premier mot »), le *Mont-Aventin,* le *Tribun du Peuple,* la *Révolution,* de Benoît Malon, l'*Action,* l'*Affranchi,* auquel collaboraient Paschal Grousset, Arthur Arnould, Gaston Dacosta, Olivier Pain, etc., le *Faubourg* et la *Montagne* de Gustave Maroteau [1], *Paris libre,* de Vésinier, où se publiait un feuilleton, *le Mariage d'une Espagnole* (l'ex-impératrice), la *Sociale,* où Mme André Léo exprimait ses rêves du bonheur de l'humanité, fût-ce par des moyens violents.

Emile de Girardin, après avoir publié une brochure, le *Bonhomme Franklin,* qui prétendait faire contrepoids au *Père Duchesne,* mais qui était peu lue, confia à Charles Virmaître la direction d'un journal, l'*Union française,* qu'il fit paraître le 5 mai, et où il s'appliquait, après d'autres, à chercher un moyen de conciliation entre Paris et Versailles.

L'opposition à la Commune avait eu pour organes, comme derniers représentants, jusqu'au mo-

1. Mort à l'île Nou en 1875.

ment de leur suppression, le *National,* le *Journal populaire,* l'*Indépendance française,* la *Discussion,* l'*Echo du soir,* l'*Etoile,* le *Corsaire,* devenu le *Pirate.*

Un journal au titre singulier, *Caïn et Abel,* par allusion à la lutte fratricide entre Paris et Versailles, n'eut qu'une vie éphémère.

AUGUSTE BLANQUI

(1805-1881)

On ne peut pas, dans une évocation de la presse pendant le siège de Paris, ne pas retrouver le nom de Blanqui. Le vieux révolutionnaire, l'homme qui avait toujours tout sacrifié à sa cause, à laquelle il avait donné sa liberté, celui que Gustave Geffroy devait appeler, dans le tableau qu'il dessina de cette vie agitée, l' « Enfermé », fit paraître son journal, la *Patrie en danger,* au lendemain même de la révolution du 4 septembre. De la grande Révolution il avait les traditions de patriotisme enfiévré, et il soutint d'abord le nouveau gouvernement de la Défense nationale. « Maudit, écrivait-il, celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût. » On sait qu'il ne tarda pas à se séparer de ceux qu'il accusait de ne pas avoir foi dans la résistance de Paris, et il fut mêlé à l'émeute du 31 octobre 1870. Poursuivi, caché chez un ami, il continua la publication de son journal jusqu'au moment où il fut à bout de ressources.

En 1871, arrêté en province, il connut de nouveau la captivité. Le gouvernement de M. Thiers avait refusé de l'échanger contre l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, prisonnier de la Commune.

Après l'amnistie, il devait reprendre la lutte dans son journal *Ni Dieu ni maître*, qui, au bout de peu de temps, disparut avec lui.

Mais c'est le Blanqui de 70, se dressant devant les malheurs de la patrie, qu'on rappellera ici. Du Blanqui de cette époque, J.-J. Weiss a parlé équitablement. A la tribune du club, Blanqui lui paraissait froid. « Mais le lendemain, je lisais le journal, ce méchant morceau de papier jaunâtre qu'il faisait paraître à force de sacrifices... Cela brûlait et ravissait. Quelle puissance, quelle sincère et déchirante tendresse pour la patrie en péril,

quelles saignantes douleurs! Quelles colères, quelles rages magnifiques contre les incapacités qui perdaient Paris en s'admirant! Ecrire ainsi à soixante-cinq ans sonnés, après vingt ans de captivité, quand l'imagination est tarie, quand les sens sont éteints, le corps épuisé : le peut-on, à moins d'écrire avec sa chair et avec son sang, et comme en s'ouvrant les entrailles?.. Comment tant de souffrances, à la longue, et tant de déceptions si profondes et si cruelles n'eussent-elles pas apporté à leur suite un ferment de folie?.. S'être immolé à la démocratie, et, un beau jour, ne pouvoir même plus se plaindre parce qu'on n'a pas de quoi payer les morceaux de papier sur lesquels on imprimera sa plainte! »

On donnera ici un des premiers articles de la *Patrie en danger*, véritable invocation à la race latine.

LA DÉFENSE DE PARIS

Il faudrait pourtant, si c'est possible, en revenir au sens commun. La déclamation ne veut pas désarmer. Tout le monde se prépare à mourir sur les *barricades*. Et les phrases de s'amonceler, comme les pavés, jusqu'au premier étage!

Si l'on ne meurt que sur les barricades, on vivra longtemps, et l'on peut, en toute sûreté, prêter le serment de cette mort héroïque : il n'en coûtera pas un cheveu.

Il est vraiment trop fort qu'après nos quarante jours d'aventures, on s'obstine encore à prendre les Prussiens pour des imbéciles. Le chauvinisme n'en démordrait pas, même à son dernier soupir. On ne lui ôtera pas de l'idée que les bons Allemands sont décidés à se faire tuer pour nous être agréables et nous fournir un thème d'amplifications.

On sait déjà que, même de par delà les forts, ils

peuvent bombarder les quartiers de la périphérie. S'ils prennent un fort, les projectiles arriveront très avant dans Paris, peut-être jusqu'au centre.

Mais que l'enceinte soit forcée sur un seul point, alors commence l'œuvre de l'extermination. Les Prussiens n'auront garde de s'engager dans les rues. Pas un peut-être ne descendra le talus; ils chemineront à la sape dans le terre-plein du rempart, en suivant la face intérieure du parapet.

Du fond de cette tranchée, leurs mortiers vomiront sur Paris la dévastation et la mort. Une pluie de bombes et d'obus, partant de ce cercle de feu, allumera partout l'incendie et amoncellera les ruines jusqu'à ce que la grande capitale soit morte ou captive.

Les adjurations éloquentes de Victor Hugo ne la sauveront pas. Ah! grand homme, vous jetez à votre insu de l'huile sur le feu. Vous croyez toucher le cœur de ces barbares, vous ne faites que redoubler leur rage. La gloire de Paris est sa condamnation. Au nom du genre humain, votre enthousiasme les rappelle au respect de la ville-mère, et ils rêvent le déchirement, la dispersion de ses entrailles.

La lumière, ils veulent l'éteindre; ses idées, les refouler dans le néant. Ce sont les hordes du cinquième siècle, débordées une seconde fois sur la Gaule, pour engloutir la civilisation moderne, comme elles ont dévoré la civilisation gréco-romaine, son aïeule.

N'entendez-vous pas leur hurlement sauvage : « Périsse la race latine! » Ils entonnent le chant de la tribu zélandaise autour de son festin cannibale : « Heureux qui brise de son tomahawk les têtes de la tribu ennemie et qui se repaît de sa chair et de son sang! »

C'est Berlin qui doit être la ville sainte de l'ave-

nir, le rayonnement qui éclaire le monde. Paris, c'est la Babylone usurpatrice et corrompue, la grande prostituée que l'envoyé de Dieu, l'ange exterminateur, la Bible à la main, va balayer de la face de la terre. Ignorez-vous que le Seigneur a marqué la race germaine du sceau de la prédestination? Elle a un mètre de tripes de plus que la nôtre.

Défendons-nous. C'est la férocité d'Odin, doublée de la férocité de Moloch, qui marche contre nos cités, la barbarie du Vandale et la barbarie du Sémite. Défendons-nous et ne comptons sur personne.

Encore une fois, plus d'illusions! Ne plaçons notre espoir dans l'enceinte ni dans les forts qui ne protègent pas les faubourgs contre le bombardement. Il faut que les bombes soient tenues à distance de notre foyer sacré.

(*La Patrie en danger,* 12 septembre 1870.)

PAUL DE SAINT-VICTOR

(1827-1881)

« Combinez la science d'un mage assyrien avec la courtoisie d'un chevalier français, vous aurez Saint-Victor. » C'est Victor Hugo qui a ainsi défini cet écrivain de race, dont on a dit qu'il eut « autant de bonnes fortunes de style que de bonnes fortunes de pensée ».

Il avait été le secrétaire de Lamartine. Ses feuilletons dramatiques au *Pays* attirèrent tout de suite l'attention par leur haute tenue. Du *Pays*, il passa à la *Presse*, où il remplaça Théophile Gautier, puis à la *Liberté* et au *Moniteur universel*. Il n'y a, dans son œuvre considérable, ni une tache, ni une imperfection, ni une trace de lassitude. Il eût pu mériter aussi le titre de « magicien ès lettres ». Tel de ses recueils d'articles, comme *Hommes et Dieux*, reste un monument littéraire. Historien, critique d'art et de théâtre, il a laissé amplement de quoi se survivre.

L'homme était, chez lui, réservé et ne s'ouvrait que dans des discussions esthétiques avec ceux qu'il pouvait considérer comme ses pairs.

Gustave Claudin a raconté que Saint-Victor ne consentit qu'une fois à une rapide improvisation. Le *New-York Herald* lui avait demandé de rendre compte de l'inauguration de l'Opéra. On lui prenait au fur et à mesure ses feuillets pour les câbler. Quand le numéro du *New-York Herald* arriva à Paris, il redouta tellement les fautes d'impression, lui qui corrigeait si soigneusement ses épreuves, qu'il ne voulut pas ouvrir le journal, et le jeta dans le feu sans en avoir rompu la bande.

LA STATUE DE STRASBOURG

Une des manifestations les plus émouvantes du patriotisme parisien est la sainte idolâtrie, le culte ardent et passionné dont, sur la place de la Concorde, il entoure la statue de Strasbourg. Des pieds à la tête, l'image de la noble ville est pavoisée et comme drapée de drapeaux. On lui en fait une robe glorieuse, une parure héroïque, et les bandes rouges de ce vêtement d'étendards semblent les larges taches du sang qu'elle verse si vaillamment pour la France. Une guirlande de fleurs et de feuillages couronne sa tête crénelée; d'autres couronnes, des bouquets sans nombre, sont jetés pêle-mêle entre ses genoux; des lanternes vénitiennes sont suspendues à ses pieds; des inscriptions enthousiastes, des acclamations d'amour et de deuil, des chants patriotiques et des pièces de vers sont collés à son piédestal. Le soir, des verres de couleur, disposés sans ordre, l'illuminent comme un autel. Vous diriez la chapelle ardente de la ville martyre. L'aspect rustique et grossier de cette décoration hâtive la rend plus touchante. On croit voir une de ces madones miraculeuses que la dévotion populaire surcharge d'ex-voto et de naïfs ornements. Les pèlerinages de la foule, qui s'y succèdent jour et nuit, complètent l'illusion. N'est-elle pas, en effet, la protectrice et la sainte de la patrie menacée? Quel plus grand miracle que celui de sa défense intrépide, de l'immolation sublime que, depuis un mois, elle fait d'elle-même au pays!

C'est sous les traits d'une figure réelle et vivante qu'elle nous apparaît aujourd'hui. On l'admire comme une héroïne, on la chérit comme une sœur. — Dans un tableau du musée d'Anvers, le vieux Van Eyck a peint la Vierge assise au seuil de la

cathédrale de Cologne à demi construite. Elle attend là, rêveuse et triste, que sa maison soit bâtie et qu'elle puisse y entrer. L'imagination se représente ainsi la cité douloureuse, bien plus touchante, bien plus pathétique. C'est debout, la main sur ses armes, le glaive de l'ennemi à demi plongé dans son sein, sous la grêle de la mitraille, sous la pluie des bombes, qu'elle se serre contre sa cathédrale écroulée. L'invasion a submergé la France, et elle résiste toujours, inébranlable, intrépide, couvrant de sa poitrine la plus haute porte de nos frontières ébréchées. La France se reconnaît dans Strasbourg; elle frémit d'admiration, elle tressaille de reconnaissance. La foi remonte à son cœur exalté par ce grand exemple. On ne doute plus des dieux auxquels on voit faire de tels sacrifices. Gloire à cette ville magnanime, illustre par la science et le courage! Muse cuirassée, guerrière qui veille aux remparts de la patrie, assise sur un canon, penchée sur un livre, elle se présente au monde appuyée d'une main sur la presse de Gutenberg, tenant de l'autre l'épée de Kléber et d'Ulrich.

(*La Liberté,* 12 septembre 1870.)

LA HAINE SAINTE

La France va renaître. Mais si nous voulons qu'elle se relève de toute sa grandeur, hâtons-nous de faire rentrer dans son âme cette haine urgente, vitale, essentielle. Entretenons-la comme un feu sacré. Si elle s'éteignait, sa vie nationale ne ferait plus que décroître. Son abjuration serait une abdication.

Il faut sonner ce tocsin, battre ce rappel, car la France ne sait pas haïr. Il y a un défaut singulier, dans son admirable organisation : le manque de

mémoire. Son ignorance de la géographie, son inaptitude aux langues étrangères, trahissent cette lacune signalée par les physiologistes des races. Mais ce n'est pas seulement la mémoire intellectuelle, c'est aussi la mémoire morale et surtout celle des injures, qui lui fait défaut. Elle oublie vite, pardonne aisément, jusqu'aux plus impardonnables insultes. Cela tient peut-être à la facilité merveilleuse avec laquelle elle a jusqu'ici guéri ses blessures. On se réconcilie aisément avec un ennemi quand on se croit sûr de survivre aux coups qu'il vous a portés.

... Ce trésor de haine, qui est parfois la ressource unique d'un peuple, où il puise, aux jours du péril, les énergies du salut suprême, nous l'avions amassé pendant l'invasion. Il s'était grossi de tant d'opprobres et de cruautés, d'affronts et d'outrages, qu'il paraissait presque inépuisable. La revanche est inévitable dans un temps donné; elle est écrite dans le livre de nos destins, s'il n'est pas fermé pour jamais. Préparons-nous à la prendre, quand paraîtra l'occasion propice, par la haine patiente et sérieuse, opiniâtre et vigilante de notre ennemi. Etudions ses forces, scrutons ses lacunes, explorons ses pièges, emparons-nous de ses progrès en tâchant de les devancer. Mettons au ban de Paris sa légion d'espions qui, de la banque à l'échoppe, reviennent déjà, effrontément, reprendre leurs postes. Que cette haine ne s'évapore pas en paroles, mais qu'elle pénètre dans nos lois, qu'elle s'insinue dans nos mœurs, qu'elle inspire notre diplomatie et notre politique. Qu'elle suscite notre armée nouvelle, illustrée déjà par une lutte héroïque, l'exalte de sa passion, l'embrase de son souffle. Il y a des poisons qui sont des remèdes; la France ne guérira qu'en s'inoculant celui-là.

(4 juillet 1871.)

EDGARD QUINET

(1803-1875)

Ce fut une grande figure, celle d'un homme qui fut toujours en paix avec sa conscience. Ce philosophe, ce professeur, longuement mêlé à la vie publique, dont il connut les épreuves par l'exil, eut une haute influence sur les esprits ardents de plusieurs générations. Pour l'expansion de ses généreuses opinions, il ne pouvait pas ne pas avoir recours au journal, et, en outre de sa collaboration à la *Revue des Deux Mondes* et à la *Revue de Paris,* il sema sa pensée en des articles significatifs dans les feuilles politiques des diverses époques qu'il traversa. « Ce que j'ai aimé, disait-il dans son *Histoire de mes idées,* je l'ai trouvé chaque jour plus aimable : chaque jour, la justice m'a paru plus sainte, la liberté plus belle, la parole plus sacrée, l'art plus réel, la réalité plus artiste, la poésie plus vraie, la vérité plus poétique, la nature plus divine, le divin plus naturel. » L'idée de démocratie s'unissait, chez Edgard Quinet, au patriotisme, à l'amour de l'humanité, à la liberté de l'âme, à la souveraineté individuelle, à la moralité. « Il avait rêvé pour la démocratie, a dit Emile Montégut, la couronne de tous les héroïsmes et de toutes les grandeurs. » Son langage fut ample et mâle. Il fut de ceux qui firent de beaux rêves.

L'auteur de la *Philosophie de l'Histoire de France,* de la *Révolution,* le poète d'*Ashaverus,* le maître dont la parole vibrante avait eu tant d'éclat au Collège de France, rentrant en France en 1870 pour partager les maux de son pays, donna alors au *Temps* et au *Siècle* des articles d'une inspiration élevée.

Il fut, en 1871, député de Paris.

APPEL AU GOUVERNEMENT

Voilà donc ce que nous gardait la docte Allemagne! Mort aux Français! vient-elle écrire sur nos portes. Barbarie et sauvagerie, c'était donc là ce qu'elle cachait pour nous au fond de sa philosophie et de sa littérature!

Cet aveu nous revient de tous côtés; il est confirmé par les dernières tentatives de la diplomatie.

Nous n'avons rien espéré des négociations. Si quelque argument peut encore avoir prise sur les métaphysiciens de Berlin, c'est sous la forme de chassepots et de canons se chargeant par la culasse.

Puisqu'il est bien démontré que notre existence gêne ces idéalistes, puisque l'esprit pur exige notre anéantissement, puisque l'Allemagne, à laquelle nous avons tant de fois rendu justice, nous offre en retour le non-être et la soustraction de la France, le moment est assurément venu d'en appeler à toutes les forces vives de la France.

Or, quel est pour nous le moyen le plus direct? La levée en masse, dit-on. Mais cette idée vague ne peut produire que des résultats vagues. Jamais levées en masse, toutes seules, n'ont produit d'armées organisées. Que faut-il donc encore? Je le répète, l'appel direct, positif, de la loi.

C'est bien en vain que l'on accuse la lenteur des habitants des campagnes.

Vous connaissez comme moi le paysan de France. Avec la meilleure volonté du monde, que peut-il faire s'il n'est dirigé, appelé, entraîné dans le plan de la défense nationale? Rester à son foyer, prendre sa faux, défendre sa maison, son champ, son village, voilà ce qui est dans la mesure de ses forces individuelles; voilà ce que peut donner le tocsin de la levée en masse.

Nous avons besoin d'autre chose. Au lieu d'attendre que des armées nous tombent du ciel, il faut que la loi vienne éclairer le paysan et lui dise : « Voilà ta feuille de route. Va au chef-lieu; du chef-lieu au dépôt, pour y être incorporé dans tel bataillon, tel régiment. »

Alors ce même paysan, une fois *qu'il a cassé ses sabots,* devient membre effectif de la défense nationale, il fait partie de cette armée de secours qui est la condition absolue du salut de Paris et de la France.

Mais encore une fois, il faut pour cela une voix qui le détermine et lui dise : « Lève-toi et marche! » Or cette voix doit être celle de la loi, par l'organe du gouvernement. C'est à lui de parler et de donner l'impulsion suprême que la France attend encore.

Car jamais on n'a vu une grande nation, regorgeant de population et de ressources de tout genre, périr debout toute florissante; si cela s'est vu par hasard, c'est qu'elle n'était pas commandée.

Que faut-il donc? Une parole de vous à vos préfets, à vos sous-préfets, à vos maires. Ils n'ont, ils ne peuvent avoir qu'une seule affaire, qui est de faire marcher au drapeau les hommes que la loi y appelle.

Et voyez le danger où nous courons, si ces mesures tardent plus longtemps d'être prises. On parle vaguement de rassemblements d'hommes qui s'opèrent à la voix de quelques chefs particuliers, l'un en Normandie, l'autre en Bretagne. Ailleurs, il est question d'une ligue du Midi.

A merveille! Tout ce qui atteste l'élan spontané des populations concourt au salut public.

Mais ces rassemblements ne produiront néanmoins que des corps particuliers, qui pourront

même agir en dehors du plan de la défense générale.

Pour qu'ils aient tous leurs effets, il est nécessaire qu'ils soient reliés entre eux par les armées nationales ; et celles-ci exigent, pour naître et se former, l'action des lois telle que je la demande.

Ne retombons pas dans la constitution militaire du moyen âge, une chevauchée pour chaque province, et point d'armée pour la France.

La bonne volonté n'est que le commencement de l'action. Joignons-y l'autorité. Si les Prussiens eussent seulement donné rendez-vous en France aux gens qui se sentaient pris de la fantaisie personnelle d'y faire une incursion, quel eût été, croyez-vous, le nombre de ces aventureux ? Auraient-ils autour de nous les centaines de mille hommes dont on nous menace ?

Non, sans doute ; imaginez que ce même système fût appliqué aux finances et qu'on laissât à chacun le choix de payer ou non l'impôt, suivant qu'il serait bien ou mal inspiré. Que deviendraient les finances de l'Etat ? Ce que deviendrait une armée qui n'aurait pour règle que la fantaisie de chacun.

Enfin, ces armées nationales que nous appelons, je les suppose formées par les moyens légaux que j'ai indiqués. La question est de savoir à quel point du territoire il faut les porter. Les laisserons-nous disséminées à travers toute la France ? Voudrons-nous être forts en chaque point, moyen sûr de ne l'être nulle part ? Je maintiens que leur force sera dans leurs masses, qu'il faut les tenir unies avec la certitude qu'elles pourront s'aider l'une l'autre.

Aujourd'hui, notre champ de bataille est tout semblable. Notre aile gauche a été emportée, notre centre cerné. Reste un seul point fixe, inébranla-

ble, notre colonne de granit, Paris, avec ses invincibles.

C'est donc là, c'est donc au secours de Paris qu'il faut envoyer les forces principales, dès qu'elles seront assez formées pour marcher à l'ennemi.

C'est par cette conception, en ajoutant la force à la force, que nous changerons encore une fois la défaite en victoire.

Je sais bien que tout cela suppose, pour l'armée de secours, un terrain d'opérations où elle puisse masquer ses mouvements ; une autre Vendée où chacun de ses pas soit garanti contre la cavalerie et l'artillerie prussiennes. Il faudrait trouver des lieux où la nature vînt au secours de l'héroïsme d'une armée nouvelle, où tout se réunit contre l'envahisseur, où la France couvrît la France ; oui, c'est là ce qu'il faudrait. Or, justement, ces lieux existent. Je pourrais indiquer les sentiers de nos Thermopyles... mais je me garderai de le faire ici... Je m'arrête.

(*Le Temps*, 25 octobre 1870.)

THÉODORE DE BANVILLE

(1823-1891)

Le délicieux poète, qui eut toutes les grâces et toutes les audaces lyriques, fut aussi un journaliste, et il le fut toute sa vie, mais toujours avec quel scrupule de la forme! Il répandit son esprit et sa fantaisie, qui n'était jamais que la passion du beau, dans tous les journaux littéraires de la fin du règne de Louis-Philippe. Il fut, au *Paris* de Villedeuil, de la « Compagnie des tirailleurs », dont ont parlé les Goncourt. Il tint le feuilleton dramatique successivement au *Dix Décembre*, au *Pouvoir*, à l'*Artiste*, au *Nain jaune*, et ce furent d'étincelantes chroniques, dont le théâtre était le prétexte, et qui embrassaient mille sujets, toujours avec des aperçus ingénieux et une inlassable ferveur d'apostolat spirituel, qu'il employât l'arme légère de l'ironie contre tout ce qui était bas et vulgaire, ou qu'il s'élevât, ou que son culte du grand art s'attestât en des hymnes enthousiastes. Le temps a montré combien, avec le don de l'intuition aiguë, il avait vu juste, et qu'il y avait dans ce sertisseur de mots, dans ce merveilleux joaillier, un observateur pénétrant. En 1869, il fit la critique au *National*. Plus tard, dans le *Gil Blas*, il philosophait, avec toutes les séductions de sa pensée et de son style, sur les événements, vus de haut, ou sur les mœurs, et ce furent, en outre des *Souvenirs*, les articles réunis sous le titre de *Paris vécu* et de *Lettres chimériques*.

La gloire du poète ne doit pas faire oublier son œuvre disséminée dans les journaux. M. Barrucand eut, il y a quelques années, l'heureuse idée de recueillir une partie des feuilletons de Théodore de Banville.

Ceux qui le connurent le revoient dans son grand cabinet de travail de la rue de l'Eperon, donnant sur un petit jardin, vêtu de son veston de velours, invariablement coiffé d'un béret légendaire et tournant, en causant, une cigarette de maryland qu'il jetait, après

quelques bouffées. Une vaste bibliothèque faisait le tour de la pièce. Dans un angle, bien en évidence, un buste de Victor Hugo, « son maître ». Et sur les espaces qui n'étaient pas garnis de livres, couraient de délicates fantaisies japonaises, brossées par son beau-fils Georges Rochegrosse. C'est là que, en sa vieillesse laborieuse, il écrivait, d'une écriture fine, serrée, très lisible, pourtant, les pages exquises attendues par les lecteurs du *Gil Blas*.

On donnera ici un article qui est, aujourd'hui, parmi les moins connus. C'est le Banville de 1870 qui, en même temps qu'il écrivait les *Idylles prussiennes*, notait, d'une façon vibrante, ses impressions de Parisien assiégé.

EN FACTION

S'il pouvait rester en nous quelque chose de l'artiste, à l'heure où nous ne sommes plus que les fils d'une mère meurtrie et les soldats silencieux du combat suprême, nous aimerions encore la faction sur le rempart, derrière les sacs de terre, rien que pour l'amour du pittoresque et des beaux spectacles. Mercredi dernier, nous nous promenions, l'arme au bras, près de la porte d'Orléans, regardant tantôt la foule grouillante du faubourg, tantôt, sous le massif pont-levis, les allées et venues des généraux, des chirurgiens, des états-majors, des troupes en marche ; tantôt, devant nous, dans la première enceinte, les mobiles embusqués, cachés par la muraille, attentifs et muets, et, de temps en temps, frottant avec leurs mouchoirs le canon de leurs fusils.

A notre droite, à de courts intervalles, les coups de canon se succédaient, et moi, factionnaire, je tâchais de percer d'un regard que ni éloignement ni obscurité ne déconcertent, les massifs d'arbres

verdoyants et charmants du cimetière de Montrouge, que la hache doit avoir abattus, à l'heure qu'il est. Sacrifice nécessaire, car derrière les arbres touffus il pousse naturellement des Prussiens. Ils ne sont pas là, Dieu merci! Avant d'y être, il leur reste à venir à bout de nos mobiles et à affronter les feux croisés de nos soldats de marine qui pointent si juste; mais il faut se défier de toutes les feuilles vertes! Celles du cimetière sont d'ailleurs les dernières qu'on voit au loin dans l'immense campagne sèche, ravagée et nue. Mais la nature s'arrange toujours pour que rien ne manque à ses pompes triomphales : aussi me fut-il donné de voir cette vaste terre de poussière et de cendre se revêtir tour à tour de riches étoiles d'améthyste, de pourpre, de rose, de safran et d'hyacinthe, grâce à un superbe coucher de soleil parfaitement classique et terminé par un globe de feu tel qu'aurait pu le souhaiter (et le décrire) Bernardin de Saint-Pierre ou Chateaubriand lui-même.

Mais, à la nuit noire, pendant ma faction de minuit à une heure, c'étaient encore d'autres féeries et de plus riches splendeurs. Les feux électriques de la marine, sans cesse déplacés, éteints, rallumés, inondaient de lumière ou replongeaient dans la nuit telle ou telle partie de la campagne, parfois devant moi jusqu'au bout de l'horizon, habillant le paysage de marbres et de métaux fantastiques, et, tout à coup, me montrant au loin, rangés en longues lignes et l'arme au bras, des mobiles dont les vêtements de toile bleue et d'écarlate prenaient sous le large rayon des aspects de pierres précieuses, tandis que leurs jeunes visages resplendissaient comme dans une apothéose. Ainsi, me disais-je, ainsi faisait naguère la Poésie : elle éclairait de sa puissante flamme et revêtait d'un manteau de pierreries ce qui, sans elle, fût resté caché; mais elle

aussi, elle renaîtra quand la République aura secoué de son manteau et de sa chevelure toutes ces Allemagnes, car l'Univers ne saurait se passer de la poésie de la France.

(*Le National*, 25 septembre 1870.

FRANCISQUE SARCEY

(1827-1899)

Francisque Sarcey a raconté dans ses *Souvenirs de jeunesse* comment il écrivit son premier article. Il était alors professeur à Grenoble. Il était venu passer quelques jours à Paris chez son camarade de l'Ecole normale, Edmond About, qui, déjà, avait conquis la renommée. Tout Paris affluait dans sa maison, largement ouverte. « J'entendais pétiller le bruit capiteux de la conversation parisienne. Je me sentais comme grisé de ce parfum subtil et pénétrant qui se dégage de la vie du boulevard et qui tourne la tête des provinciaux comme la fumée d'un premier cigare enivre le collégien qui l'aspire délicieusement entre deux études... » Il jeta sur le papier quelque quatre cents lignes et les fit lire à About, qui lui conseilla de les envoyer au *Figaro,* alors bi-hebdomadaire, et trouva le pseudonyme que devait prendre le jeune professeur, en raison de ses fonctions. Ce pseudonyme, c'était Satané Binet. L'article parut et fut suivi de plusieurs autres. Dans un autre voyage à Paris, Sarcey rencontra Villemessant, qui lui ouvrit son journal, et il quitta l'Université pour la presse. Il collabora à l'*Illustration,* au *Nain jaune,* puis fut chargé du feuilleton dramatique à l'*Opinion nationale :* il y apportait la passion du théâtre, son goût de la discussion, sa bonne humeur. Il chroniqua au *Petit Journal,* écrivit au *Journal de Paris,* où il retrouvait des universitaires comme lui, devenus journalistes. Puis il entra au *Temps,* où grandit son autorité de critique, par sa franchise parfois un peu rude, par sa conscience, par sa sincérité. « On n'imagine pas, écrivait Jules Claretie, une première représentation sans cette sorte de président, robuste, attentif et passionné, qui n'avait d'autre désir, en entrant dans une salle de spectacle, que de s'y plaire. » Il devait être, à soixante et onze ans, aussi assidu au théâtre qu'aux jours de ses débuts. Emile Faguet, quand

Sarcey mourut, calculait que le critique avait dû assister, pendant ses quarante ans de feuilleton, à quinze mille représentations.

« Pour réussir dans la critique, a dit de Sarcey Henry Fouquier, il avait tout ce qu'il fallait : une grande facilité assurée, comme presque toujours, par un fond solide d'érudition, une belle indépendance d'esprit et de caractère, très réelles l'une et l'autre, car s'il se montra réfractaire à certaines formes d'art, ce fut en toute conscience, et jamais il ne s'aperçut qu'il s'était trompé sur quelque point de théorie ou sur quelque personnalité sans trouver une joie à confesser et à réparer son erreur. »

Sarcey connut la grande popularité; elle s'attestait parfois par des railleries. Il les acceptait avec sa bonhomie coutumière.

Son activité était considérable. En dehors de ses feuilletons, il fut un des principaux collaborateurs du *XIXe Siècle* d'About, et il n'est guère de journal auquel il n'ait donné des articles, qui avaient toujours leur public.

Il avait été, dans les dernières années de l'Empire, un des initiateurs de la Conférence, et il a narré, d'une façon piquante, comment il se lança dans ce genre, alors nouveau. Il devait rester un des conférenciers qui eurent le plus d'action sur leurs auditeurs par sa rondeur, sa bonne foi, la vie qu'il mettait dans son enseignement. Rien de plus juste que ce mot, qu'il pétrissait ses sujets « de ses gros doigts agiles ».

Il a laissé plusieurs volumes, *le Mot et la Chose*, recueil de chroniques parues dans l'*Illustration, Etienne Moret,* le roman d'un professeur malheureux, le *Nouveau Seigneur du village*, une galerie de portraits, *Comédiens et comédiennes*, les *Souvenirs de jeunesse* et les *Souvenirs d'âge mûr*, un volume d'impressions sur le siège de Paris, etc.

LA COMÉDIE-FRANÇAISE PENDANT LE SIÈGE

C'était fête hier... Peut-on, en temps de siège, user de ce mot qui sent la joie? Eh bien, oui! c'était fête à la Comédie-Française.

Elle rouvrait, ou plutôt elle entr'ouvrait sa porte depuis si longtemps fermée, et l'affiche portait les noms éclatants, les vieux et patriotiques noms de Corneille et de Molière. Il s'agissait d'une bonne action à faire : la recette à donner aux blessés, c'était l'excuse. Une belle, bonne et valable excuse. Mais, disons-le tout haut : la Comédie-Française n'en avait même pas besoin.

Elle peut — j'oserais presque dire elle doit — rester ouverte, comme le Musée du Louvre, comme la Bibliothèque Nationale, comme tous les lieux d'étude, où l'on vient goûter, admirer les chefs-d'œuvre, et se rasséréner l'âme, se retremper les forces dans cette virile contemplation.

Le public avait répondu avec transport à cet appel de Corneille et de Molière. Plus de deux mille personnes se pressaient aux abords du théâtre, et la veille, plus de mille autres s'étaient vu impitoyablement fermer le guichet à la figure :

« Il n'y a plus de places! »

Aussi, la salle était-elle pleine comme aux plus beaux jours. Point de toilettes; et des robes sombres partout, et pas d'autres couleurs voyantes que la bande rouge du garde national éclatant sur nombre de pantalons. Mais une animation sérieuse et forte sur les visages, une joie mâle de se retrouver tous ensemble, et de sentir les cœurs vibrer à l'expression des mêmes sentiments.

La toile s'est levée à deux heures. Les acteurs

et actrices de la Comédie-Française, et quelques amis de la maison, étaient assis en demi-cercle; au milieu, la table traditionnelle du conférencier, surmontée du verre d'eau classique.

M. Edouard Thierry s'est avancé, un papier à la main. Comme il tremblait, et que sa voix était altérée par l'émotion! Il a lu un petit discours qu'il a comparé lui-même à ces harangues de rentrée que faisaient autrefois au public les *semainiers* de la Comédie-Française après les vacances de Pâques. Il a demandé pardon pour son décor : c'est le seul qui soit resté au théâtre encombré des blessés de l'ambulance. Il a prié qu'on permît aux artistes de réciter Corneille et Molière en habit noir et en robe de ville. On aurait permis bien d'autres choses.

Disons pourtant que, les costumes ne manquant pas, ce scrupule était peut-être trop délicat. Du moment que vous jouez une scène, c'est apparemment pour frapper le public du sentiment qu'a voulu produire le poète. Vous allez donc contre votre but en gâtant cet effet par l'étrangeté d'un vêtement qui gêne à la fois et les gestes du comédien et les yeux du public.

M. Legouvé s'est chargé de la conférence. Il a été spirituel comme à son ordinaire. Mais il n'avait pas son ordinaire public, ou du moins ce public apportait une âme plus tendue qu'il n'a d'habitude. Les jolies anecdotes, les agréables traits d'esprit, les rapprochements ingénieux, les développements aimables du spirituel académicien n'ont pas eu un succès aussi franc, aussi complet que de coutume. La qualité de l'orateur était la même : nos cœurs peut-être avaient changé. Aussi l'orateur n'a-t-il été très vivement, très universellement applaudi

que lorsque, en un passage éloquent, il a peint notre Paris découronné de ses bois, comme une veuve qui coupe ses cheveux, et nous a conté ses douleurs.

(*Le Temps*, 27 octobre 1870.)

ANDRÉ GILL

(1840-1885)

En se servant du crayon, il fut essentiellement un journaliste, lui qui, mêlé à la jeunesse sapant le régime impérial, bataillait en humoriste et, d'une manière toute personnelle et particulièrement vigoureuse, faisait la charge de tous les puissants du jour, non sans risques, parfois. Il avait eu des débuts très durs et d'autres ambitions que celles qui lui valurent pourtant la popularité. Ces débuts, qui lui avaient laissé d'âpres souvenirs, et ces ambitions, car il était blasé sur ses succès de dessin et las de l'éternelle grimace des caricatures, expliquent, avec le débraillement d'une vie brûlée, la catastrophe dans laquelle il sombra. Artiste plein de verve, et, comme on l'a dit avec raison, faisant, dans ses caricatures, penser plus que rire, il avait créé un genre qui était bien à lui, dans la *Rue*, la *Lune*, l'*Eclipse*, journaux satiriques qui, fort suspects au pouvoir, dans les dernières années de l'Empire, se succédaient l'un à l'autre.

« Il y avait en lui, a dit Alphonse Daudet, un singulier mélange de populacerie et de raffinement, de sang rouge et de sang bleu. » Certes, il était autre chose que le grand garçon bruyant que l'on connaissait surtout. Il y a des pages de lui, écrites entre deux dessins, qui attestent de la sensibilité et des façons de sentir et de comprendre généreuses.

Il fut, sous la Commune, administrateur du musée du Luxembourg. Il n'agit que pour préserver le Musée dans les derniers jours de l'insurrection, alors que Paris était également menacé par les deux partis.

Reprenant son crayon avec un talent plus mûr, s'il n'avait pas moins de fantaisie, il se retrouva, pendant les périodes de réaction, exposé, comme sous l'Empire, aux caprices et aux tyrannies de l'autorité avec laquelle il devait ruser, ayant les rieurs pour lui.

Il maniait aussi la plume, en vers et en prose. Il donna

au théâtre, en collaboration avec Jean Richepin, *la Corde au cou* et *l'Etoile*.

Il présenta des signes d'aliénation mentale pendant un voyage en Belgique, fut interné à l'asile d'Evere, puis à Charenton, en sortit quelque temps et dut y être enfermé de nouveau. Il y mourut.

Il avait rêvé de peindre un vaste panorama des célébrités contemporaines.

En même temps que du crayon, il s'était souvent servi de la plume.

LE 18 MARS

... Assurément, je ne vais pas refaire l'historique ressassé du premier jour de la Commune : il y en aurait bon besoin, cependant, l'impartialité m'ayant paru étrangère à tous les récits que j'en ai lus.

Seul, Edouard Lockroy s'est trouvé d'accord avec mon impression. Il raconte une sorte de fête, une procession populaire en armes, un défilé, des mouvements de bataillons très calmes, très joyeux, en plein soleil rayonnant qu'il faisait ce jour-là. Une grimpée serpentante de baïonnettes sur la butte, une prise de possession illusoire du sol familier, du grand air et de la liberté.

Je voudrais dire, au surplus, ce qu'il m'a semblé démêler d'enfantillage en cette affaire.

On avait le printemps tout neuf, cinq mois d'épouvantable misère à oublier, à savourer un facile triomphe que, le matin, M. Thiers, sachant bien ce qu'il faisait, avait ménagé aux pauvres diables jaloux de leur armement (on connaît l'équipée des canons réquisitionnés, sans chevaux pour les emmener).

Les gens de Montmartre y mettaient de l'ostentation, de la pavane ; on jouait au soldat. Le peuple,

enfant ignorant et malheureux, toujours en défiance; et qu'on pourrait mener par une franche persuasion, s'irrite et se désespère aux malices d'une diplomatie dont il se sent dupe. Il résiste; la répression motivée par sa résistance... pif, paf!... on le réprime.

Le châtiment formidable et solennel exagère la physionomie des réprouvés, et, d'ombres dans la vie, fait des statues dans la mort. Je parle des meneurs comme des menés, du troupeau comme des chefs : ignorance et misère d'une part, extravagance outrecuidante et puérile de l'autre.

J'ai connu un grand nombre de niais d'alors que, depuis, la légende a faits terrifiants. Un jour ou l'autre je les passerai en revue : il faudra rabattre de leur hyperbolique importance.

En résumé, si j'avais à synthétiser le tableau du désastre, je n'aurais qu'à me rappeler un cadavre, entre autres, qu'il m'a fallu enjamber, plus tard, en mai. C'était un homme fusillé, les pieds au mur, la tête au bord du trottoir, le bras rejeté étendant ses doigts raidis vers une croûte roulée au ruisseau.

En dépit de ses fautes, le peuple de la Commune gardera cet aspect pour la pitié humaine.

Un malheureux révolté, mort en croyant défendre son morceau de pain.

AUGUSTE VACQUERIE

(1819-1895)

Pendant bien des années, l'article quotidien d'Auguste Vacquerie dans le *Rappel* fut un des aliments de l'opinion. Cet article était tour à tour éloquent, enflammé, indigné, railleur, spirituel, d'un fond toujours généreux.

Vacquerie était le plus littéraire des écrivains politiques. Son autorité était grande et il était unanimement respecté.

On sait que Paul Meurice et lui furent les disciples les plus fervents de Victor Hugo, et, après avoir vécu dans son intimité, furent ses exécuteurs testamentaires.

L'œuvre de poète et de dramaturge d'Auguste Vacquerie est considérable. Il avait débuté, en 1840, par un volume de vers, *l'Enfer de l'Esprit*. Le dernier, *Futura*, succédant à *Depuis*, était un vaste poème, formant les plus nobles rêves pour les destins de l'humanité. Au théâtre, il donna, en collaboration avec Paul Meurice, *Antigone*, puis, seul, *Tragaldabas*, truculente fantaisie romantique, évoquant une soirée houleuse (1848), puis *Souvent homme varie, les Funérailles de l'Honneur, le Fils, Jean Baudry,* une pièce d'un grand souffle qui est restée longtemps au répertoire de la Comédie-Française, *Formosa, Jalousie*. Il avait publié : *Profils et grimaces, les Miettes de l'Histoire, Mes Premières Années de Paris, Aujourd'hui et demain*, etc.

Mais c'est ici du journaliste qu'il s'agit. Après avoir collaboré au *Globe* et à l'*Epoque*, il fut l'un des plus ardents rédacteurs de l'*Evénement*, le journal fondé par Victor Hugo. Il évoquait, dans *Depuis*, les raisons qui l'avaient jeté au journalisme militant :

Ne crois pas que je te délaisse,
Art divin ! Tu seras toujours
Ma vie et mes grandes amours,
Mais vois ceux qu'on tue ou qu'on blesse !
... Est-ce à cette heure d'â re lutte

Où l'inconnu semble en courroux
Qu'indifférent au sort de tous
On reste à jouer de la flûte!

L'*Evénement*, supprimé, devint l'*Avènement*, continua ses courageuses campagnes, et Vacquerie fut condamné à six mois de prison, en même temps que Charles Hugo et Paul Meurice.

C'était peu de temps avant le coup d'Etat de 1851.

Vacquerie suivit Hugo dans son exil à Jersey et à Guernesey. Il a conté en vers ces « années de Jersey ». En 1869, il était un des fondateurs du *Rappel*, qui battait la charge contre l'Empire et qui, après la chute du régime impérial, ne cessa de lutter pour la défense et l'affermissement de la République.

Dans un poème dédié à Paul Meurice, Auguste Vacquerie, en un vers expressif, résumait sa vie intellectuelle, faite d'enthousiasmes et de colères contre tout ce qui était bas.

Nos haines n'ont jamais été que de l'amour.

AUX FRANÇAIS

Mais c'est affreux, cette tuerie qui ne cesse pas!

On se laisse étourdir; l'émotion s'use par sa vivacité même; on vit — si cela peut s'appeler vivre — à travers le massacre et le fratricide; on renonce; l'esprit est comme la barque abandonnée à la dérive, et se laisse aller au fil du sang... Mais c'est affreux!

Il y a là-bas, à l'autre bout du monde, à Versailles, des gens qui, de temps à autre, demandent des nouvelles aux ministres, comment se porte l'égorgement, combien on a tué de Parisiens, et qui trouvent qu'on n'en a pas tué assez, et qui s'indignent quand un honnête homme essaye de leur faire comprendre que les Parisiens sont des Français. Il y a de misérables journaux qui ont poussé à la

guerre en 1870 et qui, en 1871, poussent à la guerre civile, et qui crient : *A Paris!* comme ils criaient : *A Berlin!*

Et il y a ici des gens qui, le soir, viennent s'accouder au parapet des ponts pour avoir le spectacle des éclairs du bombardement et pour écouter le dialogue du Mont-Valérien et du Trocadéro ; plusieurs ont des lorgnettes, les prêtent aux femmes, sont galants, plaisantent...

Et pendant ce temps-là, il y a des mères auxquelles on rapporte le corps de leur fils, et il y a des enfants qui avaient un père hier et qui n'en ont plus aujourd'hui, et il y a de pauvres jeunes filles qui meurent de faim dans les caves de Neuilly et des Ternes !

Ce sont là des choses auxquelles on ne peut pourtant pas se résigner, et, quant à nous, ce que nous avons dit avant cette horrible lutte, et ce que nous avons redit quand elle a commencé, nous le répéterons jusqu'à ce qu'elle finisse. Et nous nous jetterons, et nous nous jetterons encore, et nous nous jetterons toujours entre les combattants, au risque de recevoir les balles des deux côtés !

Ce ne sont pas les tués qui nous navrent. Les gardes nationaux meurent fièrement pour leur grande ville et ne nous permettraient pas de les plaindre. Ce ne sont même pas les mères : si poignantes et si touchantes que soient les catastrophes individuelles, il y a une mère qui passe avant toutes les autres : la patrie. C'est sur cette mère-là que nous pleurons ; c'est sur cette pauvre chère patrie, déjà si frappée par la Prusse, et qu'on frappe des deux côtés à la fois, et qui n'est encore que blessée aujourd'hui, et qui peut être tuée demain. Et alors, quel que soit le vainqueur, sa victoire sera bien avancée, lorsqu'elle possédera un cadavre !

Ah! voici vingt jours qu'on se rue les uns sur les autres, les uns criant : Vive Paris! et les autres : Vive Versailles! Et qui donc criera : Vive la France?

Nous sommes au dix-neuvième siècle. Un empereur se dispute avec un roi : guerre. Une ville veut se constituer : guerre civile. Toujours le vieux procédé, brutal et barbare. Alors, à quoi bon le passé, le travail des siècles, l'étude, la raison, la parole? A quoi bon les combattants du progrès et les martyrs du vrai? A quoi bon tous ceux qui ont souffert pour qu'on souffre moins, tous ceux qui sont morts pour qu'on vive? Au secours, les philosophes, les écrivains, les suppliciés! Ils sont là, ils nous regardent, ils nous parlent, ils nous conseillent; ils sont là tous, les tués, les exilés, les prisonniers, depuis celui qui s'est fait crucifier pour que les hommes s'entr'aiment jusqu'à celle qui s'est fait brûler pour sauver la France; ils se penchent désespérément vers nous.

Si nous ne les écoutons pas, si les siècles ont travaillé pour rien, si l'intelligence est inutile, si on ne parle la même langue que pour ne plus discuter qu'à coups de canon, alors, qu'on brûle les livres, qu'on ferme les écoles, qu'on démolisse les bibliothèques, et qu'on sème à la place de l'herbe que nous brouterons, et que le troupeau humain vive à quatre pattes entre le bâton du berger et le couteau du boucher!

(*Le Rappel,* 23 avril 1871.)

HIPPOLYTE TAINE

(1828-1892)

« C'est peut-être, a dit Jules Lemaître, le cerveau de ce siècle qui a emmagasiné le plus de faits et qui les a ordonnés avec le plus de rigueur. Chacune de ses « histoires », chacune de ses « descriptions », description d'un homme, d'une littérature, d'un art, d'une société, d'une époque, d'un pays, ressemblait à des constructions massives et serrées... Taine est un prodigieux bâtisseur de pyramides. » Mais Jules Lemaître expliquait comment, l'expérience du plus savant homme étant toujours fort restreinte, tout ensemble un peu considérable de phénomènes devenait forcément création. Et nul n'a plus senti et imaginé que Taine, alors qu'il croyait uniquement percevoir, observer et classer.

De son côté, M. Paul Bourget, dans ses *Etudes de psychologie*, a montré subtilement comment Taine, d'abord rangé dans ce qu'on pourrait appeler le groupe d'extrême gauche de la pensée, en vint à heurter certaines aspirations de l'âme française contemporaine, comment, après avoir « brutalisé » les sentiments moraux et religieux de certains, il fut conduit à brutaliser les sentiments politiques de beaucoup d'autres. C'étaient pourtant la même sensibilité philosophique, la même doctrine, la même méthode. « L'histoire lui est apparue comme une vaste expérience instituée par le hasard pour le bénéfice du psychologue. » Ainsi présenta-t-il l'exemple d'un homme qui, par ses conceptions scientifiques, fut également hostile aux deux partis qui se disputèrent la domination de la France, à l'ancien Régime et à la Révolution. C'est que, à ses théories d'une rigueur absolue, Taine n'avait jamais admis la moindre atténuation.

Mais ce n'est pas en quelques lignes que se définirait l'œuvre considérable de Taine, *l'Histoire de la Littérature anglaise*, *De l'Intelligence*, *les Essais de critique et*

d'Histoire, la Philosophie de l'art, les Origines de la France contemporaine. Il n'est question ici que des rapports de Taine avec le journalisme, par sa collaboration au *Journal des Débats.* On sait que sa carrière universitaire avait été entravée par un parti qui lui reprochait alors ses opinions philosophiques. Il répondit dans le *Journal des Débats* aux attaques de Mgr Dupanloup par des articles qui eurent un grand retentissement. Il était, sous l'Empire, l'hôte assidu du salon de Bertin.

Il prenait volontiers, par suite de ses habitudes d'esprit, des notes sur tout ce qui le frappait ou l'intéressait. Et c'est l'autre aspect de Taine, journaliste : la série des pages spirituelles et mordantes données à la *Vie Parisienne*, fondée en 1863 par son ami Marcelin, ces *Notes sur Paris* signées du pseudonyme de Thomas Graindorge, sous lequel elles ont été réunies (*Vie et opinions de Thomas Graindorge*).

Taine défendait avec un soin jaloux son existence intime. Il refusait toutes les autorisations de publier son portrait, et ce fut un sacrifice qu'il fit à son attachement au *Journal des Débats* que de consentir à figurer dans le tableau de Jean Béraud, reproduit, en 1889, dans le *Livre du Centenaire.*

Après la guerre de 1870-71, il proposa une souscription volontaire pour hâter la libération du Territoire. C'est de cet article, évoquant des heures historiques, qu'on donnera une partie.

LA RANÇON

Il faut que d'ici à deux ans nous payions trois milliards et même trois milliards et demi ; il le faut, car nous avons la baïonnette sur la gorge et, si nous ne sommes pas prêts aux échéances, la baïonnette s'enfoncera. Pour fournir cette énorme rançon, deux sortes de moyens sont proposés et font appel à des sentiments très différents :

Le premier est l'emprunt ordinaire. Il se présente sous diverses formes : si on laisse de côté celles qui emploient la contrainte, il n'en reste qu'une : l'émission de rentes par souscription publique, comme on l'a fait au mois de juillet de l'an dernier. C'est aux financiers, aux hommes d'État, au gouvernement d'en examiner le taux probable et les détails. Il est certain qu'elle sera efficace, car, l'an dernier, au lieu de deux milliards qu'on lui demandait, elle a offert quatre milliards huit cents millions.

Ce n'est pas à dire qu'il faille renoncer à la contribution volontaire. Tout au rebours, elle doit être maintenue, surtout à présent qu'elle est lancée, et la raison en est qu'elle a deux grands avantages : l'un moral et l'autre financier. L'avantage moral est le bon effet qu'elle aura sur l'opinion. Si nous donnons beaucoup, l'Europe en conclura que les Français aiment la France, qu'ils peuvent et veulent faire des sacrifices pour elle, qu'il y a chez nous non seulement de l'argent, mais du patriotisme.

Qu'il y ait de l'argent et même de la confiance, le dernier emprunt l'a prouvé ; mais il n'a pas prouvé autre chose ; ceux qui ont acheté de la rente à 82 francs songeaient à faire un bon placement et non à racheter leur pays. Cent francs versés gratuitement à la caisse du comité central pour la contribution patriotique indiquent plus de cœur et d'esprit public que un million déposé chez l'agent de change pour acheter les rentes du prochain emprunt. Or l'essentiel en ce moment, c'est de montrer aux étrangers que les Français tiennent à la France ; il n'y a pas de meilleur moyen pour être ménagé et respecté. Un journal allemand disait dernièrement que cette taxe spontanée, si elle est universelle et grande, sera « une défaite morale » pour la Prusse.

Cela est vrai; car alors il sera admis de tous, même de la Prusse, que les trente-six millions de Français ne sont pas un troupeau qui marche au hasard sous un pâtre de rencontre et que les pillards de grand chemin peuvent à volonté tondre ou se partager; on verra qu'au besoin le troupeau sait de lui-même se ranger en ligne, présenter les cornes. Ce n'est pas « l'égoïsme », comme disent les Allemands, qui nous rend faibles; c'est l'habitude de nous laisser conduire par autrui, d'attendre le signal et la voix du chef. Sitôt que nous voudrons nous entendre, agir de concert et par notre propre initiative, nous serons forts.

Voilà encore un des avantages moraux de la contribution volontaire : elle est une action personnelle et concertée, un premier pas vers le gouvernement de soi par soi-même ; elle propose un but commun à des milliers d'individus ; elle les rapproche par des comités et des correspondances ; elle leur fait traverser les divers tâtonnements par lesquels on s'exerce dans l'art de s'associer ; elle leur enseigne cet art et les prépare ainsi à la vie publique. Aujourd'hui, en France, toute œuvre qui groupe ensemble plusieurs hommes est une bonne œuvre, d'autant meilleure qu'elle les groupe par un motif plus désintéressé.

Il faut donc laisser distinctes et faire marcher de front les deux entreprises : l'une qui est l'emprunt par l'Etat, l'autre qui est la contribution volontaire; l'une publique, officielle, fondée sur l'intérêt privé, sur l'appât du gain, sur le désir de bien placer son argent; l'autre individuelle, libre, fondée sur le patriotisme et sur la volonté de délivrer le pays. Aucune d'elles ne fera tort à l'autre ; au contraire la seconde, si on l'emploie bien, sera singulièrement utile à la première ; et c'est ici qu'à côté de l'avantage moral apparaît l'avantage financier. L'emploi

de notre offrande est tout indiqué; insuffisante pour payer les Allemands, elle suffit pour sauver nos finances, et c'est sur ce point que je sollicite avec déférence toute l'attention du comité central.

A mon sens, la contribution volontaire doit servir, au fur et à mesure qu'elle sera versée, *à amortir la dette contractée envers les Prussiens.* Voilà un but précis ; si on l'accepte, qu'on le dise tout haut; chacun alors saura exactement l'emploi de son offrande. Il ne la considérera plus comme un simple appoint destiné à parfaire, peut-être inutilement, la masse des millions qu'il va falloir demander à l'emprunt. Au contraire, pour peu qu'il réfléchisse, il comprendra que cette contribution, maigre et de médiocre effet, si elle n'est qu'un appoint, pourra rendre au pays le plus sûr et le plus grand service si elle est affectée expressément et uniquement à l'amortissement dont nous parlons.

... Suivons maintenant le détail de l'opération et de ses chances. — Il me semble d'abord que les comités devraient fixer un chiffre précis, un minimum, d'après lequel chacun se taxerait lui-même. Sinon, l'offrande sera tout arbitraire, et dans ce cas les suggestions de l'intérêt personnel sont toujours plus fortes. Au contraire, le chiffre une fois admis, bien des gens, par conscience, honneur, ou respect humain, se feront un scrupule de rester au-dessous. Prenons celui qui a été adopté déjà par plusieurs administrations, par divers ateliers, par quelques écoles, et qui est à la portée de toutes les bourses, même des plus minces, c'est-à-dire un jour par mois de salaire, revenus ou bénéfices, en d'autres termes, un trentième du revenu annuel, quelle qu'en soit la source. Un journalier, un domestique peut, sans trop d'efforts, faire ce sacrifice aussi bien que le plus riche capitaliste et le plus grand industriel.

M. Thiers évaluait à 15 ou 16 milliards par an le revenu total de la France, et plusieurs économistes que j'ai consultés jugent que ce chiffre n'est pas très loin de la vérité. Le trentième de ce revenu fait cinq cents millions ; réduisons-les à trois cents ; avec de la bonne volonté on peut les avoir, et c'est là justement la somme qui, échelonnée en versements mensuels, fournirait chaque mois vingt-cinq millions à l'amortissement dont on a parlé. — Quant aux moyens, divisons, à l'exemple de Nancy, la souscription en deux étapes : la première dans laquelle les souscripteurs ne s'engageront que si la souscription atteint tel chiffre ; la seconde dans laquelle ils s'engageront tout à fait.

Après avoir regardé longtemps et de près l'histoire et les mœurs de la France, je crois que parmi les nations il n'y en a point qui ait plus de cœur ; seulement, par l'effet ancien des institutions politiques, cette générosité native ne sait pas s'employer dans les affaires publiques, et, par un trait particulier du tempérament national, elle n'est jamais accompagnée de sang-froid ; il faut au Français de l'excitation, un élan, la contagion des émotions environnantes, l'émulation, l'idée des regards fixés sur lui.

La France ressemble à un soldat qui à l'ordinaire s'amuse, paresse, plaisante et gronde contre son officier, mais qui, au feu et sous les yeux de ses camarades, est capable de dévouements subits, imprévus et sans limites. Personne ne sait ce qu'il adviendra de cette contribution volontaire ; mais il n'est pas impossible qu'à un moment donné la France y aille tout entière et d'un élan, comme au feu.

(*Journal des Débats*, 9 février 1872.)

LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA RÉPUBLIQUE

Après les événements de 1871, la consolidation de la République est une œuvre laborieuse. L'Assemblée nationale, élue pour la conclusion de la paix avec l'Allemagne, se maintient et, malgré les protestations de l'opinion républicaine, s'arroge le pouvoir constituant. Cette assemblée est en grande partie monarchiste, et est disposée à toutes les mesures de réaction. C'est le commencement d'une longue période d'agitation parlementaire. Le gouvernement de M. Thiers, qui poursuit l'œuvre de la libération du territoire, est attaqué à la fois par la droite royaliste, qui a obtenu le rappel des princes d'Orléans, et par l'extrême gauche. L'état de siège subsiste dans les grandes villes : la presse est donc à la merci de l'arbitraire. Le cautionnement pour les journaux politiques a d'ailleurs été rétabli le 6 juillet 1871. Les luttes de la presse contre les coalitions monarchiques sont ardentes, cependant, et les poursuites et les condamnations sont fréquentes. Une des plus sévères est celle qui est prononcée, non contre un écrivain révolutionnaire, mais contre un de ceux qui, en des heures critiques, a fait entendre les plus sages paroles, Louis Ulbach : trois ans de prison et six mille francs d'amende. Mais on fait volontiers expier aux journalistes qui furent les adversaires de l'Empire les batailles qu'ils livrèrent contre ce régime.

Cette animosité contre la presse, Aurélien Scholl la raille souvent. C'est ainsi que, dans un mordant article, il propose une loi sur la presse, selon les vœux des membres de l'Assemblée qui trouvent que le journal a encore trop de libertés : « *Article premier*. Les peines en matière de presse sont afflictives et infamantes. Ces peines sont : la mort, les travaux forcés à perpétuité, la reclusion, le pal, l'huile bouillante, la torture ordinaire et extraordinaire. — *Art. II*. Tout condamné à mort aura la tête tranchée; mais la tête étant le siège de la pensée, quand la peine de mort aura été prononcée contre un publiciste, on commencera par les jambes. — *Art. III*. Le coupable condamné pour un crime de presse sera conduit sur le lieu du supplice en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir... qui sera repris chaque fois pour servir à un autre. — *Art. IV*. Ce voile noir devra porter un timbre-quittance de dix centimes, à la charge du condamné... — *Art. XVIII*. Ceux qui se seront abonnés à un journal poursuivi seront punis comme complices. — *Art. XIX*. Néanmoins, la peine de mort sera remplacée, à l'égard des abonnés, par celle de l'huile bouillante, » etc.

C'est avec l'arme de l'esprit qu'on combat de nouveau les tendances rétrogrades. Des mots cinglants se forgent dans le train qui ramène de Versailles à Paris les journalistes ayant assisté aux débats de l'Assemblée. Ou couvre de brocards tel député, comme M. de Lorgeril, qui demande la suppression de l'Ecole normale, parce qu'elle est dangereuse pour l'esprit public, ou celle de la suppression de l'Ecole d'Athènes, « parce qu'on a suffisamment étudié les monuments de cette petite ville. »

Aux journaux qui, ayant combattu l'Empire, se retrouvent pour combattre les monarchistes, se

joint la *République française,* fondée par Gambetta, avec Spuller, Ranc, Challemel-Lacour, Waldeck-Rousseau, Paul Bert, Georges Avenel, Marcellin Pellet, Hector Depasse, Gustave Isambert, Paul Bert. « Ce n'était pas sans malice, a dit M. Joseph Reinach, que l'autorisation de publier un journal avait été accordée à la première demande de Gambetta; on s'attendait à une feuille révolutionnaire, âpre et violente : ce fut le *Journal des Débats* de la démocratie qui parut. » C'était avec de solides arguments que la *République française,* devenant le journal officiel du parti républicain, discutait avec ses adversaires. Gambetta, à cette époque, se multipliait, alors blâmé par M. Thiers, avec lequel il devait, plus tard, unir ses efforts; il parlait à l'Assemblée, et il allait partout porter, en des discours retentissants, sa foi républicaine.

Les élections partielles, cependant, exprimaient l'opinion du pays. Mais ces élections, en faisant sentir aux Droites le danger qu'elles couraient, les animaient dans toutes leurs tentatives contre la durée et l'organisation de la République, et les Droites faisaient échouer tout ce qui avait une apparence de libéralisme : ainsi avaient-elles repoussé la réforme de l'enseignement proposée par Jules Simon.

Ce n'étaient alors qu'intrigues des partis qui aspiraient à conquérir le pouvoir : on pourra dire, plus tard, que ce que M. Thiers a fait de plus étonnant pour l'histoire, c'est d'avoir fondé la République avec une Assemblée monarchique, et en lui faisant tant de concessions.

Etat d'esprit de la majorité de cette assemblée qu'on a peine à se représenter, aujourd'hui! Certains « chevau-légers », comme on appelle alors les plus fougueux partisans d'une restauration, oublient qu'en voulant déconsidérer la République,

ils déconsidéreraient la France. L'un d'eux propose de remplacer les ambassadeurs par de simples chargés d'affaires, « parce que, dit-il, le fait d'être en République nous fait, vis-à-vis de l'étranger, une situation si humble! »

Pendant que royalistes et bonapartistes font des pactes temporaires, les gauches, avec quelque persévérance qu'elles soutiennent une lutte incessante, sont trop fréquemment divisées.

« Ah! dit un nouvel élu républicain, si seulement nous étions deux cents !

— Ah! répond Ernest Picard, qui se souvient de la discipline des premiers députés de l'opposition sous l'Empire, si seulement nous étions cinq! »

Les déclarations du comte de Chambord, se rapprochant, en venant en Belgique, des députés qui travaillent à lui donner le trône; le procès intenté par le général Trochu, ancien gouverneur de Paris pendant le siège, au *Figaro,* à la suite d'un article d'Auguste Vitu; les dispositions prises pour le procès du maréchal Bazaine; les discussions sur la loi militaire; l'emprunt pour la rançon de la France; le discours de Gambetta pour l'anniversaire du 14 juillet, jour qui était bien loin encore d'être le jour de la fête nationale; la restitution des biens de la famille d'Orléans; la mort de Napoléon III à Chislehurst; l'élection Barodet, à Paris, occupent tour à tour l'opinion.

Le 24 mai 1873, c'est la rupture de M. Thiers avec l'Assemblée, qui, par 360 voix contre 344, l'a sommé « de faire prévaloir dans le gouvernement une politique résolument conservatrice ». Il donne sa démission de président de la République, et la coalition de tous les groupes de droite fait aussitôt élire, pour lui succéder, le maréchal de Mac-Mahon.

Le ministère formé est, comme la majorité, une coalition des trois partis légitimiste, orléaniste, impérialiste, sous la présidence du duc de Broglie. C'est le gouvernement de l' « Ordre moral ». Il a pour but principal de ne pas laisser rétablir officiellement la République, en attendant le moment favorable pour le retour à la monarchie. Son programme est donc négatif.

Le gouvernement de l'Ordre moral se hâte de changer le personnel administratif; partout où il le peut, il supprime l'opposition par des mesures de rigueur; armé par l'état de siège dans les villes importantes, il poursuit les journaux, les suspend, en interdit la vente sur la voie publique. La réaction se manifeste impudemment. A la suite du pèlerinage à Paray-le-Monial, on laisse exprimer les vœux pour le rétablissement du pouvoir temporel du pape ; à Lyon, les enterrements civils sont interdits pendant le jour; des poursuites sont intentées contre Ranc, élu député du Rhône, pour participation à la Commune, et un conseil de guerre le condamne à mort, par contumace ; une loi d'expropriation est votée pour la construction de la basilique de Montmartre ; toutes les provocations sont adressées au parti républicain, qui montre son sang-froid et sa résolution de résistance. Gambetta dénonce, à la tribune, la circulaire aux préfets du ministre de l'Intérieur Beulé : le ministre les a chargés de s'informer de la situation financière des journaux « et du prix qu'ils pourraient attacher au concours bienveillant de l'administration ». En juin, Gambetta prononce, à l'occasion de l'anniversaire de Hoche, à Versailles, un de ses discours célèbres. Il y proclame que l'armée, qu'on vient de voir défiler à Longchamps, dans la première revue passée depuis la guerre (en l'honneur du shah de Perse, hôte

de Paris), n'est pas une armée de *pronunciamientos*. C'est lui qui (un tableau, souvent reproduit, a évoqué cette scène) désigne M. Thiers comme le libérateur du territoire, enfin évacué par les Allemands, événement dont le gouvernement s'efforce d'atténuer les manifestations de reconnaissance à l'égard de ceux qui ont abrégé l'attente de la délivrance.

C'est le moment que choisit la presse monarchiste pour envoyer au comte de Chambord une adresse où elle lui dit que l'opinion aspire à l'heure « où la vraie France pourra lui confier ses destinées ». La fusion s'étant opérée entre légitimistes et orléanistes, tous les efforts sont tentés pour donner la couronne à Henry V. (Le comte de Chambord viendra même à Versailles.) Mais la question du drapeau blanc, sur laquelle ne veut pas céder le prétendant (on se rappelle le mot du maréchal : « Les chassepots partiraient tout seuls »), conduit au renoncement à la Restauration. Le centre droit fait voter le Septennat, qui prolonge les pouvoirs du président. Un frémissement de colère avait d'ailleurs agité le pays à la pensée de l'éventualité du retour à la monarchie, et cette éventualité avait réalisé l'union des gauches.

Les divisions des droites mettent en minorité le ministère, en mai 1874. Un ministère de Cissey lui succède. La déclaration du général de Cissey indique bien que le Septennat est un régime d'attente. « Nous ne voulons pas, dit-il, favoriser la République plus qu'un autre parti... » C'est alors le parti bonapartiste, le parti de « l'Appel au peuple », qui s'agite, s'étant reconstitué. Il est soutenu dans la presse par Paul de Cassagnac, Jules Amigues, Ernest Dréolles, Robert Mitchell. A la tribune et dans les journaux dont ils disposent, avec quelque

rigueur que soient traités ces journaux[1], les républicains déjouent les intrigues, se défendent fermement, dénoncent les abus, les illégalités, les complots. C'est la continuité de leurs efforts qui découragera les entreprises monarchiques.

La propagande impérialiste inquiète les royalistes. Ce sont les dissensions des Droites qui font décider la discussion des lois constitutionnelles. Tout est tenté par ceux qui conservent l'espoir de rétablir un trône, pour laisser une part de provisoire, pour réserver la forme définitive du gouvernement jusqu'à la fin du Septennat. Au milieu des divisions des monarchistes, qui s'accentuent et éternisent les débats, l'amendement Wallon, voté à une voix de majorité, le 30 janvier 1875, reconnaît implicitement la République. « Le sort a de ces ironies, a écrit Ranc. Wallon était né pour l'oubli, et son nom vivra; nul esprit n'était plus rétrograde que le sien, et ce nom sera, dans les souvenirs, attaché à la fondation de la République. »

Le maréchal de Mac-Mahon, en appelant M. Buffet à former un autre ministère, proclame « qu'il est fermement résolu à maintenir les principes conservateurs ». C'est en effet, plus que jamais, la politique de combat.

Cependant, après avoir nommé les soixante-quinze sénateurs à vie, l'Assemblée se sépare. Les élections donnent à la nouvelle Chambre une majorité républicaine. C'est un ministère Dufaure, puis un ministère Jules Simon. Mais le maréchal cède aux conseils des conservateurs, fait de la politique per-

1. Les gouvernements qui se succédèrent depuis le 24 mai frappèrent de peines diverses, suppression, suspension, interdiction de vente sur la voie publique, cent quatre-vingt-onz organes de l'opinion républicaine.

sonnelle, congédie le ministère, appelle aux affaires le ministère de Broglie-Fourtou; le Sénat dissout la Chambre. La raison même de l'acte du 16 mai, elle était dans ce fait que la République allait chaque jour grandissant dans l'estime de l'Europe et la confiance du pays; les partis monarchiques se voyaient perdus : de là, ce coup d'autorité pour enrayer le mouvement des idées et, selon l'expression d'un des députés qui protestèrent le plus énergiquement, « pour faire renaître des espérances qui n'étaient plus que des tristesses et des désolations ». — « Sommes-nous, s'écriait Jules Ferry, sous un gouvernement de bon plaisir, ou sous un gouvernement de majorité ? Est-ce que nous sommes sous l'épée d'un maréchal de France, ou sous le régime des lois ? » Les gauches votaient un ordre du jour flétrissant pour le ministère. Les trois cent soixante-trois députés qui avaient pris part à ce vote se représentaient devant les électeurs avec un programme commun.

Tout fut mis en œuvre par le gouvernement pour les combattre. Jamais la pression ne s'était produite avec cette violence sur le pays. Jamais des manœuvres aussi impudentes n'avaient été employées, jamais les candidatures officielles n'avaient été ainsi produites, tandis que les autres étaient entravées par tous les moyens, fussent-ils les plus bas. Mais jamais le parti républicain ne fut uni à ce point, jamais la presse ne lutta avec plus d'énergie et de talent. C'est rappeler les campagnes ardentes faites par Edmond About dans le *XIXe Siècle*, par John Lemoinne, Francis et Gabriel Charmes dans les *Débats*, par Vacquerie dans le *Rappel*, par Henry Maret dans le *Radical*, par Emile de Girardin dans la *Presse*, par Antoine Grenier dans le *Constitutionnel* lui-même, par la *République française*, poursuivie en même temps

que Gambetta à la suite du discours de Lille, où il a déclaré que le maréchal devait « se soumettre ou se démettre ». Le gouvernement ne se contentait pas d'être défendu par des écrivains de réaction comme Saint-Genest qui, dans le *Figaro,* le trouvait encore trop tiède : il faisait lui-même de la polémique dans ses journaux officiels.

La presse, qui avait bravé toutes les condamnations, qui s'était dépensée avec passion dans la lutte, enregistrait le succès des candidats républicains, en octobre 1877. M. Thiers, qui y avait contribué, d'accord, cette fois, avec Gambetta, ne devait pas le voir. Il était mort le 3 septembre.

Malgré ces élections, le maréchal maintenait d'abord son ministère, puis le remplaçait par un cabinet Rochebouet, avec lequel la Chambre refusait d'entrer en relations. Il se « soumettait » enfin. Le parti républicain revenait au pouvoir, ayant définitivement triomphé d'adversaires qui avaient employé contre lui des armes déloyales. Il avait dès lors une tâche immense à accomplir. — Au Sénat aussi s'était formée une majorité républicaine.

Après l'Exposition de 1878, le maréchal de Mac-Mahon, se sentant isolé, songeant peut-être à prévenir, par sa retraite, la mise en accusation projetée de ses anciens ministres, refusait de signer les décrets qui modifiaient des commandements de corps d'armée, et donnait sa démission.

M. Grévy était élu président de la République, en janvier 1879. Gambetta devenait président de la Chambre : « Sortie victorieuse de la mêlée des partis, notre République, disait-il, doit entrer dans la période organique et créatrice[1]. »

1. Parmi les journaux publiés à Paris de 1874 à 1880 avaient paru le *XIXe Siècle,* dirigé par Edmond About ; la *Lanterne,* la *Défense,* journal des intérêts catholiques, qui devint la *Civi-*

lisation, avec Henri des Houx; la *Marseillaise,* sous l'inspiration de Henri Rochefort, encore exilé; le *Voltaire,* ayant Aurélien Scholl comme rédacteur en chef, où M. Poincaré rédigeait la chronique des tribunaux; le *Triboulet,* journal antirépublicain; le *Globe,* qui fut le premier des journaux à huit pages, où Mme Sarah Bernhardt donna le compte rendu du Salon de 1879; le *Parlement,* dirigé par M. Ribot, où collabora activement M. Paul Bourget; la *Justice,* dirigée par M. Clemenceau. Le *Petit Parisien* était né en 1876, avec M. Jules Roche comme rédacteur en chef. L'*Intransigeant* parut après le vote de l'amnistie.

ALFRED MÉZIÈRES

(1826-1915)

On sait la fin douloureuse d'Alfred Mézières, mourant, captif de l'ennemi, dans son village lorrain de Rehon. Bien qu'il fût chargé d'années, il eût mérité, lui qui avait tant pensé à l'heure des réparations de 1870, de voir la délivrance de son pays. Ces réparations, il les avait attendues avec foi, s'associant, au Sénat, à tout ce qui pouvait mieux armer la France, rappelant dans plusieurs de ses livres les souffrances de l'invasion et enseignant les devoirs patriotiques.

Professeur à la Sorbonne, membre de l'Académie française, homme politique, Alfred Mézières donna une longue collaboration à la *Revue des Deux Mondes* et au *Temps*. En 1864, il avait représenté l'Université au jubilé de Shakespeare et, l'année suivante, à celui de Dante. Il consacra de substantielles études à Gœthe et à Pétrarque. En 1886, il avait accepté la présidence de l'Association des journalistes parisiens, et il remplissait ces fonctions avec autant d'autorité que de bonne grâce, « une cordialité élégante et polie qui avait un air d'ancienne France », a dit expressivement G. Montorgueil, ajoutant que, dans les circonstances de sa mort, il y eut une grandeur et une noblesse qui avaient tous les caractères du sacrifice.

Poursuivant ses études sur la littérature allemande, au lendemain de la guerre de 1870, il avait voulu déterminer comment elles n'impliquaient aucun abandon de ses ressentiments et de ses espoirs.

GŒTHE

En étudiant Gœthe, en essayant de le faire mieux connaître parmi nous, je ne me suis jamais proposé de travailler à la gloire de son pays. Un enfant de Metz, élevé près de la frontière, ne pouvait se faire illusion sur les sentiments de l'Allemagne à notre égard, ni se dissimuler la haine qu'on nous portait des deux côtés du Rhin. Toute parole d'admiration pour d'implacables ennemis, pour ceux qui devaient un jour arracher de la France sa ville natale, dont il n'attendait d'avance ni générosité ni justice, eût été déplacée dans sa bouche. Mais admirer Gœthe, ce n'est point admirer l'Allemagne, encore moins la Prusse, que Gœthe n'aimait guère.

Un grand homme n'appartient pas uniquement au pays où il est né. L'humanité tout entière le réclame comme un représentant du génie humain plus encore que du génie d'une race. Quelquefois même des peuples voisins se disputent l'honneur de l'avoir formé à leur école. Quoique Gœthe appartienne à l'Allemagne par sa naissance, bien des éléments divers qui se mêlent chez lui à l'élément germanique, révèlent une culture d'esprit antérieure et supérieure à la culture allemande. Il se ressentit toute sa vie de l'éducation française qu'il avait reçue dans sa jeunesse et qu'avait partagée tout le dix-huitième siècle. Lui-même, reconnaissant ce qu'il nous devait, ne put se décider ni en 1806 ni en 1813, lorsque la haine de l'Allemagne se déchaînait contre nous, à haïr une nation qui représentait pour lui ce qu'il y a de plus délicat et de plus élevé dans la civilisation moderne.

L'hommage qu'il rendait alors au génie bienfaisant de la France, nous pouvons le rendre aujour-

d'hui, non au génie impitoyable de la Prusse, mais au libre et puissant esprit qui s'est élevé seul au-dessus des ressentiments et des violences de ses compatriotes, comme il s'élevait au-dessus des écrivains de son temps par l'étendue d'une intelligence sans égale et sans rivale dans l'histoire des lettres allemandes.

Gœthe est trop supérieur à la race germanique pour que nous l'acceptions comme son représentant. Ce n'est pas d'elle qu'il a pu apprendre à dominer les petites passions nationales, à se maintenir dans une région de la pensée où la haine de peuple à peuple ne pénètre point, où l'on ne s'attache plus qu'aux grands intérêts de la science et de l'art, où l'on ne sert plus que la vérité, où l'on se croit le concitoyen non de tous ceux qui partagent dans la même langue les mêmes préjugés, mais de tous ceux qui pensent. De telles idées ne viennent point de l'Allemagne; ce sont les philosophes et les écrivains français du dix-huitième siècle qui les ont répandues à travers le monde, en rapprochant les intelligences, en préparant une révolution qui ne devait pas seulement profiter à leur pays, dont ils espéraient que l'Europe entière recueillerait le bénéfice. Gœthe ne paraît-il pas aujourd'hui plus rapproché de ces généreux esprits, si éloignés des mœurs du moyen âge, si opposés aux abus de la force, si dédaigneux du droit de conquête, que des professeurs, des savants, des écrivains de l'Allemagne contemporaine, qui ont demandé le bombardement de Paris et réclamé deux millions d'âmes comme la proie du vainqueur?

AUGUSTE VITU

(1823-1891)

Journaliste politique, Auguste Vitu resta fidèle à ses opinions, qui n'étaient pas des opinions libérales. Il fut, au *Pouvoir*, au *Pays*, à l'*Etendard*, au *Constitutionnel*, le défenseur des hommes et des idées du second Empire, puis, après la chute du régime impérial, un des soutiens du « Parti de l'Ordre ». Mais, dans le journalisme littéraire, il fut un lettré et un érudit. De 1871 à sa mort, il rédigea la critique dramatique au *Figaro*. Il avait été un de ceux qui avaient inauguré les comptes rendus du lendemain. Ses articles, source précieuse de renseignements, si ses jugements ont parfois quelque parti pris, ont été réunis, jusqu'à 1882, sous le titre des *Mille et une Nuits du théâtre*. En sa jeunesse, il avait été l'ami de Murger, et avait collaboré avec lui. Parmi ses études historiques, on doit citer *Ombres et vieux murs*, la *Maison mortuaire de Molière*, le *Jargon du quinzième siècle*, etc. Si le polémiste avait été vif, l'homme, en lui, était courtois, en dépit de son allure un peu raide, et sa conversation était intéressante et nourrie de souvenirs.

ALEXANDRE DUMAS FILS

Parmi les écrivains éminents qui ont frappé de leur empreinte le théâtre contemporain, un Alexandre Dumas fils est certainement l'une des physionomies les plus originales. Il marche en dehors des traditions, et ne semble pas les connaître. Les classiques, s'il les a lus (et je ne puis douter qu'il les ait étudiés de près), n'ont laissé cependant aucune trace dans son œuvre. Comme tendances, comme idées, comme qualités et comme défauts, il

appartient exclusivement à son époque : comme manière, il n'appartient qu'à lui-même.

On peut discerner, dans l'œuvre d'un observateur, d'un moraliste, tel que doit être l'écrivain dramatique qui n'a pas abandonné, comme Scribe et ceux de son école, tout commerce avec la pensée, trois choses parfaitement distinctes, quoique se confondant sans cesse et concourant au même but : une peinture, un jugement, un idéal.

Dans une carrière de vingt ans à peine, laborieusement et glorieusement remplie, M. Alexandre Dumas est parti de *la Dame aux Camélias*, peinture pure et simple, pour arriver, en passant sur des œuvres à la fois pittoresques et critiques, comme le *Demi-Monde* et le *Père prodigue*, aux *Idées de Madame Aubray*, œuvre de discussion et de conclusion philosophique, où l'auteur prend plus souvent la parole pour son propre compte que pour le compte de ses personnages, et se préoccupe décidément de prouver plutôt que de peindre.

M. Alexandre Dumas fils, parvenu, grâce à d'éclatants et durables succès, aux plus larges perspectives de son art, paraissait, pour ainsi dire, sur le point d'en sortir pour se consacrer à la philosophie pratique et à la morale sociale, c'est-à-dire à la science, peut-être supérieure à l'imagination ou, au moins, plus utile, mais aussi sa cruelle ennemie, car elle ne s'en empare que pour la maîtriser et l'étouffer.

Où chercher le secret de cette transformation graduelle des facultés d'un artiste que son origine, que son éducation, que les circonstances particulières de son entrée dans la vie semblaient vouer fatalement aux succès rapides et éphémères de la littérature courante et qui, par une suite d'efforts constants, par une volonté réfléchie, s'est engagé dans l'étude des plus difficiles et des plus graves

problèmes ? Ce secret, on ne le trouverait, je crois, que dans l'intimité d'une biographie qui ne m'est pas assez connue pour que je m'y hasarde, mais qui n'est pas assez murée pour que je n'en devine certaines phases et certains résultats. Alexandre Dumas fils, s'il l'avait voulu, aurait pu se contenter de rester le fils de son père, littérairement parlant. Il a voulu être autre chose, et il y a réussi ; mais cette autre chose, c'est exactement le contraire de son père. Il semble que toute l'expérience de la vie, que l'auteur des *Mousquetaires* jetait par la fenêtre comme un simple grimoire, ait été soigneusement recueillie par l'auteur du *Père prodigue*. Pour tout dire en un mot, à mesure que le père prenait des années sans vieillir, c'était le fils qui devenait sage.

On sent et l'on suit cette impression dans le choix successif des héros de ses comédies. C'est d'abord Armand Duval, la jeunesse qui déborde, la passion qui jaillit à tort et à travers ; puis Olivier de Jalin, n'est-ce pas déjà un Armand Duval désabusé, devenu sceptique parce qu'il a été trompé, quoique demeuré indulgent parce qu'il a été aimé ? Et c'est encore un Olivier de Jalin un peu refroidi, c'est-à dire un Armand Duval décidément en retraite que cet « Ami des Femmes », l'un des types les plus singuliers, les plus curieux et les moins compris d'une riche galerie.

Un désenchantement complet, une appréciation positive des choses de la vie, des faiblesses et des entraînements du cœur, aussi nette, aussi désespérante que celle de l'expert qui, d'une voix impassible, évalue quinze francs le Raphaël inédit sur lequel l'amateur candide avait rêvé les trésors de Golconde, tel est le bilan de M. Alexandre Dumas fils dans sa seconde manière. On a souvent comparé les reparties vives et amères à des flèches

barbelées qui vibrent dans l'air avant de frapper la victime. Les mots d'Alexandre Dumas fils ressemblent plutôt aux sifflements des couteaux que les peuples du Midi lancent avec tant d'adresse, et qui pénètrent à quinze pas les parois les plus dures; c'est un éclair froid qui éblouit l'œil et fait éprouver le frisson nerveux des coupures nettes dans une chair vive. Il y a quelque chose de cruel dans la lucidité de cet esprit sagace qui ne se trompe quelquefois que parce qu'il manque d'illusions. L'homme, pour être vertueux, la femme, pour être sage, ont besoin qu'on les aide par un peu de crédit.

(*Le Figaro,* 10 octobre 1871.)

JOHN LEMOINNE

(1815-1892)

« John Lemoinne, disait Sainte-Beuve, a le bon sens piquant et acéré, même légèrement impertinent. Saint-Marc Girardin a aussi le bon sens impertinent, mais comme une marquise a le nez retroussé. Chez John Lemoinne c'est plus bref et plus incisif : c'est tout nerf et tout acier. »

Moins gravement, Monselet écrivait qu'il était de cette école de journalistes dogmatiques, habiles, prudents, et dont le nœud de cravate traverse toutes les révolutions sans cesser d'être irréprochable.

Il était entré au *Journal des Débats* en 1841, et n'avait plus quitté cette maison, où il avait pris une place de plus en plus importante, y apportant un esprit libéral qui eut ses variations. L'intérêt qu'il portait aux institutions politiques de l'Angleterre ne pouvait que l'éloigner du despotisme impérial.

Après la chute de l'Empire, il témoigna des préférences pour le régime monarchique. Après de longues hésitations, il se rallia à la République, dont il avait constaté la vitalité, et il combattit les tentatives de réaction du ministère de Broglie-Fourtou, en 1877.

Il avait été élu, en 1876, membre de l'Académie française. Sénateur inamovible en 1880, il prit place au centre gauche.

Il a laissé de nombreuses études sur l'Angleterre. Un certain nombre de ses articles, publiés dans le *Journal des Débats* et la *Revue des Deux Mondes,* ont été réunis sous le titre d'*Etudes critiques et biographiques.*

En 1872, un article de lui, où il se moquait des prétentions et de la hâte des adversaires de la République, eut un grand retentissement :

LA MANIFESTATION DES BONNETS A POIL

Nous ne saurions trop admirer la peine que se donnent les conservateurs pour fonder la république et pour fournir à M. Thiers les occasions de la nommer et de l'affirmer de plus en plus catégoriquement. C'est le seul résultat visible de la conférence qui a eu lieu hier à Versailles et qui nous a paru être une répétition, au point de vue parlementaire, de ce qu'on appelait autrefois la démonstration des bonnets à poil[1].

... Quand on recherche ce que c'est au juste que le pacte de Bordeaux, on ne le trouve pas, et c'est un grand bonheur. C'est comme la constitution anglaise, qu'on ne renverse jamais, parce qu'on ne saurait où la prendre. Le pacte de Bordeaux était une sorte de contrat moral, par lequel les partis s'engageaient à ne pas soulever les questions de forme de gouvernement, jusqu'à ce que l'œuvre spéciale, qui était la mission de l'assemblée, ait été accomplie.

Le Président s'était, on doit le constater, consacré à cette œuvre avec cette passion patriotique qui est chez lui la première de toutes. A toutes les députations qui étaient venues, à différents intervalles, lui donner des avis ou lui faire des remontrances, il avait uniformément répondu qu'il maintiendrait la neutralité entre les partis et consacrerait tous ses efforts à réorganiser le pays et à le remettre en état de choisir lui-même sa forme de gouvernement.

Hier il a changé de langage, et, d'après toutes

1. En 1848, les grenadiers de la garde nationale, coiffés de bonnets à poil, allèrent protester sur la place de l'Hôtel-de-Ville contre la suppression des compagnies d'élite.

les relations qui sont faites de sa réponse, il a très clairement affirmé sa résolution de travailler à la fondation et à la consolidation de la République. On a voulu le forcer à une déclaration de principes ; il en a fait une, et nous ne pouvons que féliciter la députation conservatrice de ce qu'elle a remporté.

Le résultat de cette malheureuse expédition était facile à prévoir... On est surpris, on est alarmé de voir le pays suivre le courant républicain, et on va puérilement porter plainte à M. Thiers de ce que la France a décidément l'air de s'habituer à la République.

Pourquoi ne pas s'en prendre à lui de la pluie ou de la sécheresse ? Pourquoi ne pas le rendre responsable de la Saint-Médard ? Est-ce que cette coalition de partis fort peu homogènes, qui s'appellent et croient être la majorité, n'est pas encore plus responsable que M. Thiers du désarroi du pays et du désordre des opinions ? Qu'on nous montre donc où est l'unité de cette majorité. Quand les partis censés conservateurs passent leur temps à se jeter des drapeaux à la tête, comment le pays ne se réfugierait-il pas d'abord dans le provisoire et, ensuite, ne chercherait-il pas à convertir ce provisoire en définitif ?

(*Journal des Débats*, 1872.)

CAMILLE PELLETAN

(1846-1915)

C'est en sortant de l'Ecole des chartes que Camille Pelletan, fils de l'homme politique qui devait être membre du gouvernement de la Défense nationale, fit ses premières armes de journaliste. Dans la guerre de plume faite au régime impérial, il apportait une verve qui se dépensait largement. Après avoir fait partie de la rédaction de la *Tribune*, il entra au *Rappel*, à sa fondation. Il ne tarda pas à y encourir une condamnation de presse. Il suivit les débats de l'Assemblée nationale à Versailles, et ses courriers parlementaires, spirituels, incisifs ou s'élevant, par les portraits qu'il traçait des orateurs, à la hauteur de pages d'histoire, forment, réunis en un volume, *l'Assemblée nationale au jour le jour*, le tableau le plus vivant des luttes que se livraient alors les partis. Il fut, en 1880, un des fondateurs de la *Justice*, où il mena de très vives campagnes. Le polémiste fut élu député en 1881 et montra, à la Chambre, l'ardeur qu'il avait manifestée dans la presse. Ministre de la marine en 1902, ses idées ne laissèrent pas que d'être discutées. Une manière de légende était entretenue autour de lui par des journaux satiriques. Il avait trop d'esprit pour en être affecté. Il se souvenait de ses brillants débuts de journaliste.

Comme historien, Camille Pelletan a laissé un livre émouvant sur la fin de la Commune, *la Semaine de mai*, et une étude sur *les Guerres de la Révolution*.

LE 24 MAI

... A neuf heures du matin, l'illustre orateur est à la tribune.

. Mille regards sont braqués sur cette tribune : les uns avec haine, les autres avec espoir, tous avec anxiété. Et si nous pouvions voir plus loin que les

murs de l'étroite salle, partout, en France, au delà même des frontières et des mers, nous verrions les yeux attachés sur elle. Jetons un coup d'œil sur celui que vise aujourd'hui l'acharnement des partis monarchiques coalisés, et que l'histoire écoute.

Il semble que la nature dessine pour leur rôle les hommes destinés à une grande popularité. Presque tous ont une silhouette accusée, que l'esprit crayonne aisément, et dont le trait sommaire reste empreint dans la mémoire, curieux et reconnaissable comme un monogramme. Cela est plus vrai peut-être de M. Thiers que de personne : on le croirait fait exprès pour être légendaire de son vivant. Sa personne courte et grasse comme un dieu de porcelaine, tout empaquetée dans une large redingote, et disparaissant presque entièrement derrière la tribune; ses petits bras, au bout desquels s'agitent, remuent, parlent deux petites mains fébriles, son masque d'un brun de vieil ivoire, avec son nez en croc chaussé de lunettes, les pommettes et le menton escarpés, les lèvres serrées et fines, la grimace inoubliable des rides autour de l'œil, sa physionomie mobile, au-dessus de laquelle une pointe de cheveux blancs bouge et étincelle en aigrette d'argent, sortent absolument des formes ordinaires et donnent à l'aspect, par une étrange antithèse, quelque chose à la fois de bourgeois et d'extra-naturel, en sorte qu'on s'imaginerait voir moins un homme que l'idole même et le génie des classes moyennes.

Si quelque chose est de nature à compléter cette singulière impression, c'est l'éloquence de M. Thiers, éloquence sans parenté et sans analogie, à notre connaissance, dans le passé et dans le présent. Cela donne la sensation d'une façon de feu follet, d'allure brève et subite, sautillant par bonds vifs, changeant et multiforme à l'œil, parfois glissant,

traînant sa clarté, parfois secouant des bouquets d'étincelles ou dardant une langue aiguë, errant, marchant toujours; flamme vivante qui captive le regard, brille sans cesse et ne monte jamais. Toute la verve de ce bon sens, qui pousse des pointes çà et là, déblaye, illumine à l'improviste des échappées inattendues; toute la fantasmagorie de cette magique habileté, qui flatte, endort, distrait, charme, voltige et papillonne, étourdissante, autour du patient, pour le poindre si juste à une minute si précise qu'il ne peut ni se garer de sa piqûre, ni même crier; cette impatience méridionale à l'haleine courte et brusque, dont l'irritabilité perce dans le moindre mot, même de caresse, et qui hache jusqu'aux grandes pensées en petites phrases, pour en cingler chaque bribe d'un jet vigoureux; cette personnalité qui tantôt s'abandonne, cause d'elle-même, dit ses caprices, ses espoirs, ses détails presque intimes; tantôt se redresse, fait toujours avec tact sentir le poids de son juste orgueil; tantôt d'un éclat de colère (mais mesuré) lance un mot affilé, dont la blessure cuira longtemps; et puis cette passion qui raille, se révolte, sanglote à nu; et puis cette vieillesse illustre, au ton prolixe, raconteur et paternel, mais sous laquelle bout le sang marseillais... Toutes ces choses, mêlées avec leur mobile susceptibilité, leur vivacité incoercible et le calcul qui les emploie et les discipline, c'est M. Thiers.

Ainsi se développe à la tribune, énorme, interminable, toujours nouveau, le discours... j'allais dire la journée de tribune... le discours ordonné comme une armée en bataille, vivant comme l'homme même, prime-sautier comme une causerie, où les démonstrations, les maximes, les anecdotes, les traits de caractère de l'esprit le plus bourgeois de France, les éclairs de lumineux bon sens, l'expérience du

vétéran des hommes d'Etat, les souplesses et les précautions du politique, les graves considérations de l'historien, les ripostes terribles de la gloire la moins endurante qui soit, passent, brillent, éclatent, caressent, frappent, se glissent et se mêlent.

Tout cela coulant par saccades dans un petit filet de voix aiguë, dont le timbre grêle et perçant s'assouplit avec un art miraculeux.

Jamais son éloquence n'avait dû se déployer dans une si grande et si complète journée. C'était la lutte décisive, livrée contre lui seul et où il était engagé tout entier, dans sa personne, dans son pouvoir, dans ses idées, dans son œuvre; et la politique, la confiance, peut-être l'avenir de la France, étaient réunis sur sa tête. Dès le début, ardent, décidé, brusque, il prend, il arrache toute la responsabilité pour lui : « S'il y a un coupable, — je le dis devant le pays et l'Assemblée, — c'est moi. » Oui, c'est lui qu'on vise, c'est son pouvoir qu'on attaque... Ce pouvoir qu'il n'avait pas convoité, il en rappelle l'origine : « Vous n'avez pas délibéré en me le donnant, je n'ai pas délibéré en l'acceptant; vous et moi, nous étions sous le poids de la nécessité. » ... Ce pouvoir, il n'a guère plus de raison de le convoiter aujourd'hui, — et l'on sent l'accent poignant de sa voix, quand il crie, presque dans un sanglot : « Je l'ai exercé abreuvé d'amertumes. » Oui, c'est lui, lui seul qu'on cherche; et il peut s'écrier : « Votre verdict s'adresse à moi, à moi seul. » Puis : « Je viens m'expliquer ici avec la fierté d'une conscience honnête et d'un bon citoyen. »

A ces premiers mots, l'aspect des choses a changé. Manœuvres, équivoques, arguties, ruses, conventions, tout se dissipe : quelques cris brefs et nets, d'une fierté franche et impétueuse, ont percé, déchiré les toiles parlementaires.

(*Le Rappel*, 1873.)

HENRY MARET

(1838-1917)

Employé à l'Hôtel de Ville, il avait tôt quitté l'administration pour la carrière des lettres, la commençant dans des conditions difficiles, vivant sur l'espoir de la représentation d'une pièce, *la Reine vierge,* qu'il avait portée au directeur de l'Odéon. Quelques articles au *Charivari* attirèrent l'attention sur lui, par leur verve caustique. Il avait le goût de la polémique; il s'y livrait d'ailleurs en lettré. Après avoir passé à l'*Opinion nationale* et au *Temps,* ses opinions s'accentuèrent, et il batailla contre l'Empire avec fougue, dans la *Réforme*, de Vermorel, puis au *Rappel.* Pendant la Commune, n'ayant accepté aucune fonction, il fut le principal collaborateur de Henri Rochefort au *Mot d'Ordre.* Poursuivi, il fut condamné à cinq ans de reclusion, que son état de santé fit réduire à quelques mois de prison. Ces épreuves n'avaient pas diminué sa combativité : on le retrouve à la *Constitution,* au *Corsaire,* à l'*Avenir,* aux *Droits de l'homme,* à la *Lanterne*, à la *Marseillaise*, que Rochefort, encore exilé, avait fait revivre, au *Mot d'Ordre,* qui avait reparu. Il connut alors de nouvelles condamnations de presse. Il fut ensuite le rédacteur en chef du *Radical,* véhément dans la discussion, mais toujours soucieux de la forme. Déjà conseiller municipal de Paris, il fut élu député en 1881 et réélu plusieurs fois. Il fut un des premiers, au temps où le général Boulanger commençait à former un parti, à le combattre. La fin de sa vie parlementaire fut attristée par des accusations contre lesquelles il eut à se défendre.

Il ne fut pas qu'un journaliste politique. Il attestait, dans les questions d'art et de littérature, la vigueur et la netteté de ses idées.

QUESTION SOCIALE

Il y a quelques jours, plusieurs journaux reproduisaient la note suivante : « Un fait tristement curieux s'est produit vendredi à Bernay. Le nommé Isidore Martin, ouvrier de fabrique à Serquigny, était venu se constituer prisonnier pour subir une condamnation à quatre mois prononcée contre lui. Il avait amené avec lui son jeune fils âgé de sept ans, et, l'ayant conduit au Palais de justice, il l'a laissé dans l'escalier du parquet, puis il s'est rendu à la prison. Il a déclaré que, ne sachant que faire de cet enfant pendant qu'il allait subir sa peine, il n'avait trouvé rien de plus naturel que d'en charger ceux qui avaient prononcé sa condamnation. » L'enfant a été, par ordre de l'administration municipale, déposé à l'hospice de Bernay. Le père a été franc, l'administration municipale a fait ce qu'elle pouvait faire. Pendant ces quatre mois, l'enfant vivra et sera préservé de la corruption et du vagabondage. Mais combien de pères n'ont rien dit; combien n'ont pu rien dire; combien n'auront pas été écoutés; combien d'enfants sont voués irrémédiablement à la misère et au vice par la condamnation qui supprime le chef de famille sans se préoccuper de ce que deviendront les orphelins? Il n'y a pas de question sociale, a dit M. Gambetta dans un jour où il trouvait que tout allait bien, puisque ses affaires n'allaient pas mal. Il n'y a pas une question sociale, en effet, il y en a mille, et celle que pose ce simple fait est une des plus formidables.

Un homme, une femme commettent un crime, un délit; on les condamne, cela est juste; ils ont fait la faute, ils l'expient. La loi a prononcé, les juges

se séparent, tout est bien. Et l'enfant? Pourquoi l'enfant qui est innocent est-il puni comme le coupable? Puni plus sévèrement encore; car vous ne le condamnez pas seulement à être malheureux, vous le forcez à devenir criminel à son tour. Vous jetez cet être naïf et inconscient, dont on a comparé l'intelligence à une cire molle, en proie à toutes les infamies du hasard; et vous, société, qui avouez n'emprisonner les criminels que pour prévenir le retour des crimes, pour un forfait que vous châtiez, vous semez le germe d'on ne sait combien de forfaits nouveaux. Certes, cela est encore plus bête que féroce, et il serait temps qu'on cherchât à résoudre ce problème. La société a des droits; mais elle a aussi des devoirs, et parmi ces devoirs, le plus sacré est la protection de ses membres. Punir est bien, prévenir est mieux. L'enfant a droit à la vie, à l'éducation, au respect; si la société ne lui donne rien, lui, à son tour, ne doit rien à la société; et s'il se fait bandit quand il devient homme, la société seule est coupable, et c'est lui qui a raison. Certes, ce fait est « tristement curieux », comme on dit; mais il en est d'autres qu'on ne dit pas, et qui sont plus tristement curieux encore. Une guerre civile éclate, des milliers d'hommes sont égorgés, d'autres milliers d'hommes sont arrachés à leur patrie, à leur famille, et vont expier aux antipodes le crime de n'avoir pas réussi. *Væ victis;* c'est le cri des vainqueurs, depuis le commencement des siècles. Cela est entendu, cela est convenu, personne n'y contredit; et les enfants?

Les enfants? Ils n'auront plus de pain à la maison, plus de baisers, plus de sourires. Souvent ils n'ont plus de mère; parfois la mère est condamnée; si elle est libre, son travail est insuffisant. C'est fini. L'avenir se ferme; l'école se quitte; un large rideau noir sépare l'espérance de la réalité; et qui

peut répondre que celui qui eût été demain un honnête ouvrier, ne sera pas un prolétaire haineux et farouche, prêt à demander compte au premier passant des maux qu'il a soufferts sans les avoir mérités ?

Bourgeois imbéciles et aveugles qui, dans vos esprits obtus, n'avez même pas cette compréhension de la clémence qu'avait Octave Auguste, et qui ne voyez pas qu'il n'y a pas seulement dans le pardon générosité, mais bonne affaire, je vous plains. Il y a des moments où ce qui s'entasse autour de vous d'effrayantes inimitiés m'épouvante moi-même. Vous vous imaginez que la mort est un dénouement, que l'écrasement est une fin ; mort et écrasement ne sont que des trêves. Et vous ne savez pas ce que le triomphe implacable prépare d'implacables revanches.

(*La Lanterne,* 29 avril 1877.)

HENRY DE LAPOMMERAYE

1839-1891)

... « Un soir, au théâtre, je fus abordé par un jeune homme aux longs cheveux tombant sur les épaules, dont les beaux grands yeux largement ouverts et pleins de flamme, le sourire aimable et la voix mélodieuse me séduisirent du premier coup. Il était abondant en gestes, et les paroles coulaient de sa bouche comme l'eau des fontaines, sans interruption ni reprise, avec un bruit harmonieux. Il me dit qu'il était avocat, qu'il commençait à s'escrimer dans le journalisme, mais que son ambition, sa vraie et ardente ambition était de restaurer, ou plutôt d'établir la conférence dans notre pays... »

Ainsi, évoquant les souvenirs des campagnes de conférences entreprises dans les dernières années de l'Empire, Francisque Sarcey a-t-il parlé de Henry de Lapommeraye, dont l'activité fut toujours généreuse.

Lapommeraye se répandait abondamment, parlant et écrivant. Il donnait des articles quotidiens à la *Petite Presse*. Pendant le siège de Paris, en 1870-71, il fut un des initiateurs des matinées organisées par la Société des gens de lettres, dont le produit devait offrir des canons à la Défense nationale.

Après la guerre, il prit, au *Bien public*, le feuilleton dramatique. Il le rédigea ensuite au *Paris*, soutenant chaleureusement les « jeunes », discutant courtoisement avec les maîtres du théâtre, suggérant de nombreuses idées. Ce fut un parfait galant homme.

LA CONFÉRENCE

... Ai-je besoin de faire remarquer que le conférencier, pas plus que le critique, n'impose son opinion? Il ne force pas l'auditeur à penser comme

lui : avec son consentement, il l'aide à penser, voilà tout. Il lui ouvre certains horizons que peut-être ce spectateur n'aurait pas vus, et il augmente la somme de jouissances intellectuelles que procure l'audition d'une tragédie ou d'une comédie.

« Mais, monsieur le Conférencier, je penserais bien tout seul.

— Certes, monsieur l'Auditeur ; mais qui peut se vanter de tout connaître, de tout savoir, de tout deviner, de tout embrasser par ses seules réflexions ? Est-ce qu'on n'apprend pas toujours quelque chose en entendant une personne parler sur un sujet qu'elle a longuement, mûrement étudié ? Des considérations avaient échappé; elles ont été trouvées par le conférencier. On en suivra le développement avec intérêt. Chaque orateur, comme chaque écrivain, n'a-t-il pas son tempérament, sa nature, son caractère, qui lui font envisager les choses de façons différentes ? Et cet exposé de vues particulières ne sera-t-il pas fécond en enseignements ? »

Pour ma part, je n'ai jamais écouté une conférence sans y trouver profit. L'erreur même, le paradoxe, ont leur utilité ; on en tire par contraste, par un effet réflexe, la vérité. Il y a là une collaboration fertile entre l'orateur et l'auditeur : celui-ci fournit même quelquefois à celui-là un rapprochement ingénieux, un aperçu original, rien que par l'échange des regards et l'influence des impressions. La suggestion se produit dans la communion avec le public. Tous ceux qui ont *parlé* et qui, ne récitant pas leur discours par cœur, comme une leçon, laissent, tout en ayant bien préparé leur thème, une large part à l'improvisation, tous ceux-là savent quel heureux inspirateur est le public et quelle satisfaction on éprouve à sentir les idées éclore dans le cerveau surexcité par cette improvisation.

Le conférencier n'est pas un despote imposant ses idées, pas plus que l'auditeur n'est un esclave docile. Je le répète : il y a demande et consentement d'une part; offre, effort de l'autre, et, en résumé, collaboration.

Que la notoriété, le savoir reconnu, l'éloquence persuasive influent sur les auditeurs, cela est incontestable; mais cette influence est, certes, légitime, et elle se manifeste dans tous les cas où la parole se fait entendre, que ce soit dans le parlement, dans la chaire ou au théâtre.

EDMOND ABOUT

(1828-1885)

Il n'y a à parler ici que du journaliste, et non du romancier de *Trente et quarante*, du *Roi des montagnes*, du *Cas de M. Guérin*, du *Nez d'un notaire*, de l'*Homme à l'oreille cassée*, de *Madelon*, etc. Edmond About, que la fortune gâta longtemps, eut l'esprit le plus brillant et les dons les plus précieux. Il maniait une langue vive, mordante, « si aisée dans son bon sens, si persuasive dans sa justesse », qu'il faisait songer à un héritier direct de Voltaire. Après l'Ecole Normale et l'Ecole d'Athènes, il quitta l'Université et se jeta dans la mêlée littéraire, où il fut aussitôt remarqué. Son premier roman, *Tolla*, qui souleva bien des discussions, avait été publié dans la *Revue des Deux Mondes.* Mais il sentait bouillonner en lui trop d'idées, il avait trop de verve naturelle pour ne pas être attiré par le journalisme. Il fit ses débuts dans la presse au *Figaro* bi-hebdomadaire, sous le pseudonyme de Valentin de Quevilly. C'est là qu'il donna, en 1855, la première série de ses *Lettres d'un bon jeune homme à sa cousine Madeleine*, où, jouant le rôle d'un provincial ingénu, il répandait sur ses contemporains ses observations satiriques. Puis il entra à l'*Opinion nationale* de Guéroult : « Il y publia, en style courant et sous une forme un peu trop légère, des idées qui ne manquaient ni de hauteur ni de maturité. Il donnait son avis sur la question du moment et ne craignait pas, à l'occasion, d'attacher le grelot. » C'est About lui-même qui s'est ainsi exprimé sur le compte de Valentin de Quevilly.

« Il n'avait pas toujours été républicain, a dit de lui Eugène Spuller, mais il avait toujours été du parti de la Révolution. » Le pamphlet, fort hardi alors, qu'était la *Question romaine* (1859), attestait qu'il y avait certaines opinions auxquelles il ne renoncerait pas, dût-il être en coquetterie avec l'Empire, comme lorsqu'il collaborait

au *Constitutionnel* et au *Moniteur.* Il fut bien en cour, en effet, non sans quelques boutades, parfois, mais les derniers temps du régime lui laissèrent une profonde désillusion.

Au moment de la guerre de 1870, il adressa au *Soir* des lettres des champs de bataille, bientôt interrompues, hélas ! Ce Français, qui n'avait pas été sans erreurs, souffrit cruellement de l'annexion de l'Alsace. Les Allemands devaient un jour l'expulser de sa maison de Saverne.

Venu à la République, il fonda le *XIXe Siècle,* et il mena un vigoureux combat contre toutes les réactions. Il se sentait alors à sa vraie place, dans son vrai milieu. Elu à l'Académie française en 1884, la mort ne lui laissa pas le temps de prononcer son discours de réception. Ses derniers jours avaient été assombris par des luttes qu'il avait dû soutenir dans le journal même qu'il avait créé.

Cet article reporte au temps où il bataillait contre les hommes du 16 mai :

QUE FERONT-ILS ?

Il serait superflu et presque ridicule de demander : Que font-ils ? On le sait de reste ; le pays, qui est notre témoin et qui sera leur juge, inscrit tous leurs exploits au jour le jour. Depuis tantôt trois mois, ils *bousculent* la France, comme l'a dit un de leurs protecteurs et de leurs protégés, le capitan de la troupe bonapartiste. Ils font la chasse aux écrivains, aux dessinateurs, aux graveurs, aux libraires, aux colporteurs, aux commis-voyageurs, aux limonadiers et cabaretiers républicains, ou suspects d'attachement aux institutions établies. Ils révoquent des préfets, des sous-préfets, des maires, des adjoints, des conseillers municipaux, et de pauvres expéditionnaires à mille deux cents francs,

tapis dans les bureaux des mairies; des procureurs généraux, des procureurs de la République, des substituts, des juges de paix et des suppléants de justices de paix. Ils suppriment des comices agricoles, des loges maçonniques, des chambres syndicales, des orphéons, des sociétés de secours mutuels. Ils imposent aux compagnies de chemins de fer la destitution de leurs médecins les plus honorables et l'intimidation de leurs employés les plus sûrs. Ils interdisent les réunions les plus inoffensives et fourrent la police jusque dans les noces de campagne. Ils apprennent aux employés de l'administration des postes, les plus honnêtes gens de France et les plus universellement estimés, qu'il n'est pas de secrets inviolables devant l'omnipotence des préfets. Après avoir congédié les élus du suffrage universel, ils les insultent et les calomnient dans les placards officiels, dont l'affichage obligatoire et illégal salit les murs de nos mairies. Ils alarment les intérêts, paralysent le commerce et l'industrie, inquiètent nos voisins et nos alliés naturels par leur complicité secrète, mais évidente, avec la secte ultramontaine, cette implacable ennemie de toute civilisation. Par ces ingénieux procédés, renouvelés des plus fameux jours de l'histoire, ils se flattent de *faire* marcher trente-six millions de Français, c'est-à-dire d'assurer la victoire des royalistes et des bonapartistes, leurs candidats officiels. Leur presse intime, où l'on admire, parmi quelques honnêtes gens fourvoyés, des farceurs de bas étage, des croupiers, des rufians à trois francs la ligne, des entrepreneurs de bals publics, des marauds de sacristie, des étrangers sans aveu et des repris de justice fraîchement émolus de Poissy, outrage tous les jours, en leur nom et sous leur responsabilité, les hommes les plus honorables et les plus illustres de la majorité républicaine. Ils

payent ces ignominies de notre argent ; ils les propagent, ils trouvent bon que la presse immonde leur conseille des attentats et les montre au pays comme des aventuriers sans scrupule, prêts à tout, capables de tout. Voilà ce qu'ils font, ou font faire, par leurs agents et leurs affidés, depuis trois mois.

En présence d'un tel gouvernement, il y a des questions qui seraient de véritables injures, et l'on outragerait la France, si l'on osait dire aujourd'hui : Que ferons-nous ? Eh! parbleu! nous ferons notre devoir et nous montrerons que nous sommes, en dépit de ces gaillards-là, les citoyens d'un peuple libre. Nous renverrons au Parlement les 363 députés qui, d'accord avec la nation, ont voté l'ordre du jour de défiance. Nous fortifierons cette majorité par l'élection de trente ou quarante nouveaux républicains, car le pays se doit à lui-même d'éliminer les mandataires infidèles qui l'ont livré. L'homme qui s'est présenté franchement comme ennemi de la République et qui s'est fait nommer en cette qualité par une majorité monarchiste, sera peut-être réélu, si les malheurs et les dangers de la patrie n'ont pas ouvert les yeux de ses commettants ; mais malheur aux habiles, aux intrigants, aux dévots de Janus, le dieu à double face ! Pas de quartier pour ceux qui ont dupé le suffrage universel et qui, après avoir fait accepter leurs services à la République, ont permis la confiscation momentanée de tous nos droits et voté pour un régime sans nom, sans précédents, sans histoire, que ni l'Italie, ni l'Angleterre, ni la Belgique, ni aucune monarchie libérale et parlementaire ne pourraient supporter pendant huit jours! Ce que nous ferons n'est donc pas matière à controverse : nous lancerons une majorité républicaine contre les hommes du 16 mai.

(*XIX*e *Siècle,* 6 avril 1877.)

PAUL ARÈNE

(1843-1896)

Le conteur délicieux de *Jean des Figues*, d'*Au bon Soleil*, de *la Chèvre d'Or* fut aussi un chroniqueur spirituel, donnant une note qui était bien à lui, dans une forme d'une parfaite pureté. Ce Provençal, venu à Paris comme maître d'études et se jetant bientôt dans les hasards de la vie littéraire, où il devait briller, eut toutes les grâces attiques.

« Paris, a dit Charles Monselet, son collaborateur pour *l'Ilote*, un acte donné à la Comédie-Française, a raffiné Paul Arène, au point d'en faire un de ses plus miraculeux boulevardiers, dans le sens honnête du mot; mais il ne lui a jamais enlevé, non pas le souvenir, mais la présence réelle et constante du pays natal, et son influence fortifiante : de ce double courant, il est résulté un écrivain d'une saveur piquante, ayant sa manière de voir et de sentir... Jamais d'emphase : il a trop de malice pour cela, mais souvent une émotion discrète. »

Il débuta dans les petits journaux des dernières années de l'Empire, puis écrivit au *Nain jaune*, à l'*Evénement*, à la *Tribune*. Plus tard, il donna à la *République française* des chroniques réunies sous le titre de *Paris ingénu*, et il écrivit dans tous les journaux qui faisaient place à la littérature.

Il a raconté d'une façon charmante comment, ayant à peine un peu plus de vingt ans, il avait voulu avoir son journal hebdomadaire à lui, « pour renverser le régime impérial ». Mais il fallait trois cents francs pour cela! Il s'adressa à un monsieur « d'aspect à la fois canaille et vénérable », qui, en échange d'un engagement pour une somme bien supérieure, lui promit son concours. Mais ce ne fut pas de l'argent qu'il apporta : il offrit un vieux bateau à charbon, en déclarant qu'on le vendrait facilement à un bon prix.

En attendant cette vente, Paul Arène et ses amis ve-

naient visiter le bateau. Ils s'installaient dans la cabine : c'est là que les futurs collaborateurs parlaient du journal; c'est là que leurs camarades leur rendaient visite. Le bateau était célèbre dans le quartier latin. On y donnait des fêtes modestes, mais bruyantes. On y buvait à la République.

L'opération fut d'ailleurs désastreuse. Après la prétendue vente de la péniche, l'usurier réclama à Paul Arène, à titre de frais de garde et autres, une centaine de francs. Non seulement l'emprunteur n'avait rien touché, mais il s'était donné, par les billets qu'il avait signés, une lourde dette. Le journal ne parut pas, et voilà pourquoi, disait en riant Paul Arène, l'Empire dura encore quelque temps.

L'ENTERREMENT D'UN POÈTE

C'était en mars, ou en avril. Il faisait un temps de giboulées, égayé d'éclaircies découvrant soudain un coin de ciel bleu. Le matin, un journal avait annoncé que Glatigny, subitement, au moment où il se croyait mieux, venait de mourir. On l'enterrait à Sèvres.

Sèvres n'étant pas loin de Paris, nous pûmes arriver à temps devant la maison où s'étaient passés les derniers, les plus heureux jours du poète : maison telle qu'il avait dû la rêver, discrète et vêtue de verdure, au fond d'un jardin tout petit, mais plein de bouquets, de tonnelles, et agrandi par le voisinage du bois.

Par-dessus les arbres et les murs, dans une maison toute blanche, on pouvait lire en lettres jaunes, d'un jaune de baudrier, cette inscription : *Gendarmerie nationale.* « C'est une fatalité! né dans la gendarmerie, je devais mourir à son ombre, » m'avait dit, quelques jours auparavant, en riant de son

bon rire, Glatigny, qui était fils d'un gendarme, et qui aimait à le rappeler.

Le cercueil fut descendu dans le petit jardin, et le cortège se mit en marche.

Il y avait là des comédiens et des poètes, des inconnus, des illustres, les amis des bons et des mauvais jours ; et, dans les étroites rues de Sèvres, humides encore de l'averse, les blanchisseuses sortaient sur la porte des blanchisseries pour regarder ces Parisiens qui, sans curé, conduisaient un ami mort à sa dernière demeure.

Quelques-unes, ne songeant point à mal, se signaient.

Le cimetière : un vrai cimetière de village, aux murs bas et verdis, embaumant la verdure et le buis, un peu en pente vers Paris, et gai comme un versant de colline. C'est bien là l'endroit que se serait choisi pour y dormir le poète du *Bois* et de *Vers les saules,* épris d'espace et de lumière, qui, la veille encore, entre deux satires, chantait les joies demi-citadines, demi-rustiques, et les fins paysages de la banlieue parisienne.

Ni chant, ni discours! Rien ne troubla les oiseaux qui, mis en joie par les rayons d'une éclaircie, pépiaient doucement dans les cyprès mouillés. Le cercueil descendu, on se retirait, quand un homme arriva, tenant par la main une petite fille. La petite fille avait une corbeille pleine des fleurs de la saison.

On devina; chacun prit un bouquet, le jeta dans la fosse, et le cercueil fut recouvert de touffes de lilas, de violettes et de muguets.

Etre enfoui ainsi sous les fleurs, avec le chant des fauvettes au lieu de versets et de répons, et les claires gouttes de pluie s'égouttant des feuilles pour eau bénite!

(*La République française.*)

PHILIBERT AUDEBRAND
(1815-1899)

Il était, dans sa verte vieillesse, riche en souvenirs, et il les contait agréablement.

« Un biographe a dit, écrivait-il de lui-même, que, avec les feuilles qu'il a noircies de sa plume, Philibert Audebrand couvrirait aisément la place du Carrousel, et cela est vrai. Durant cinquante ans, il a fréquenté tous les théâtres de Paris. Hommes et choses, le mouvement littéraire et le mouvement artistique, les auteurs, les acteurs, le public, la salle, les coulisses, le foyer, l'affiche, le feuilleton, les procès, il a vu défiler sous ses yeux tout un monde bigarré, passionné, étrange, le plus curieux de tous les mondes... » Observateur avisé, il n'avait rien laissé perdre des spectacles qui s'étaient déroulés sous ses yeux.

Il avait collaboré à tous les journaux littéraires, fait de plus longues stations au *Charivari* et au *Corsaire*, à l'*Entr'acte*, chroniqué partout où la chronique était en honneur, touché à tous les genres dans le journalisme, et, avec une rare fécondité, publié un nombre considérable de romans et de livres, sans parler des pièces qu'il avait fait jouer. Aussi, ayant connu tout le monde, était-il intarissable en anecdotes. On n'a pas laissé que de puiser souvent dans ses *Petits Mémoires du dix-neuvième siècle*, dans ses *Mémoires d'un Passant*, dans ses *Petits Mémoires d'une stalle d'orchestre*.

FRÉDÉRICK LEMAITRE

A propos d'une vente qui a eu lieu à l'hôtel des commissaires-priseurs, tout le monde a parlé, encore une fois, de Frédérick Lemaître. Journaux, biographies, discours funèbres, le concert a duré

quinze jours pleins. Que voulez-vous! Cette physionomie d'artiste était si vivante qu'il y a encore plus d'une chose intéressante à en dire.

... De 1829 à 1840, l'art dramatique n'a pas eu de représentant plus original et plus grand que Frédérick. On disait de lui : « C'est le Kean de la France, » et ce n'était pas assez dire. Parti des derniers rangs de la figuration, il était bien vite arrivé à manifester tous les signes du génie. Nul n'a été plus heureusement doué. Quand il s'est mis à jouer sérieusement, pour la première fois, l'Ecole romantique en était à sa naissance, et c'est lui, en très grande partie, qui l'a aidée à se développer et à tenir, pendant dix années, le haut du pavé dans l'art. De *Richard d'Arlington* à *Ruy-Blas,* que de créations il a faites! Quels frissons d'épouvante, d'amour, de colère ou de vengeance il a fait courir sur l'épiderme de trois générations de Parisiens! Le seul type de Robert Macaire, créé par lui, serait un titre à avoir son nom dans l'histoire. Frédérick Lemaître a laissé après lui bien d'autres figures, mais des figures fugitives, puisque, d'un grand comédien, rien ne reste après sa mort. Lekain a passé, et aussi Molé, et aussi Talma. Plus varié que tous ces illustres, s'il eût voulu avoir un peu plus de tenue, il les aurait tous surpassés; mais il est à ranger dans la même ligne qu'eux, et il a passé comme eux, puisque tous les hommes passent.

Sous la direction des frères Cogniard, à la Porte Saint-Martin, Félix Pyat avait donné à Frédérick le rôle principal du *Chiffonnier de Paris.* Comme le grand acteur commençait à n'être plus jeune, il était mûr pour jouer le père Jean. Depuis quinze ans, il ne se montrait plus que dans des personnages aristocratiques : il avait fait revivre le maréchal d'Ancre, Hamlet, Kean, Gennaro, le marquis

de Brunoy; il avait été le premier ministre du roi d'Espagne. Comment se transformer tout à coup au point de ne plus être qu'un chiffonnier de nos rues?

A cette époque, dans un taudis sans nom, vivait au faubourg Saint-Antoine un Nestor du crochet. On le nommait Liard, le philosophe Liard. Il avait quatre-vingts ans sonnés. Charlet, ce Salvator Rosa des types populaires, s'était complu à faire son portrait. Une légende prétendait que, dans sa jeunesse, il avait servi de secrétaire à Beaumarchais. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il savait le latin, et que, une certaine nuit, le poète Berthaud, qui venait de le rencontrer, lui avait entendu citer tout haut un vers d'Horace. Toutefois, ces richesses de l'esprit, ces ornements de la mémoire n'empêchaient pas le noctambule d'être un des plus habiles dans son métier. Point de nuit où il n'inspectât quarante rues, d'où il rapportait un trésor, je veux dire ce qui est un trésor aux yeux d'un pauvre diable.

« Au fait, se dit Frédérick, pourquoi n'irais-je pas demander une leçon à ce doyen? »

Dans la nuit d'après eut lieu, rue Lesdiguières, entre ces deux grands hommes une entrevue non moins mémorable que celle de Diogène et d'Alexandre le Grand.

Frédérick. — Mille pardons, monsieur, n'êtes-vous pas Liard, le philosophe Liard?

Liard. — Oui, mon fils. Et toi, qui es-tu? Serais-tu de la partie?

Frédérick. — A peu près. Depuis vingt ans, je vis au milieu des loques. Guenilles de rois, papiers que le vent emporte, chiffons de toute espèce. Je suis comédien.

Liard. — Qui ne l'est pas, de nos jours! Tu as un nom?

Frédérick. — Je m'appelle Frédérick Lemître.

Liard. — Attends donc, c'est toi qui es le gredin dans *Trente Ans ou la Vie d'un joueur.*

Frédérick. — Précisément.

Liard. — En ce cas, tu peux te flatter de m'avoir donné le frisson, mon gars. Eh bien, que me veux-tu ?

En deux mots, l'acteur expliqua ce qui l'amenait. Une boutique de rogomiste était encore ouverte. Tous deux y entrèrent et y prirent un verre de *mêlé.* Alors, le philosophe enseigna à son disciple d'occasion les secrets de son art. Il lui apprit comment il faut porter la hotte, de quelle façon il convient de tenir d'une main la lanterne sourde et de l'autre le crochet. Quand ils se quittèrent, le noctambule dit au néophyte :

« Il est aisé de voir que tu as de grandes dispositions, mon fils. Si jamais le théâtre te fait défaut, tu pourras trouver à vivre avec les paillettes du ruisseau. »

HECTOR PESSARD

(1836-1915)

Hector Pessard rappelait en souriant les années difficiles où, tandis qu'il rêvait une grande tribune dans la presse pour y répandre ses idées, il était obligé de gagner sa vie comme flûtiste au théâtre de la Porte Saint-Martin. Mais il avait la volonté de suivre sa vocation de journaliste, et, après avoir accompli des étapes difficiles, après avoir collaboré à des journaux de province, il se faisait, en effet, sa place à Paris dans la rédaction du *Temps*, puis dans celle de la *Liberté*, où l'avait appelé Emile de Girardin. Au *Courrier du Dimanche*, il se joignait aux adversaires de l'Empire, et suivait Clément Duvernois à l'*Epoque*. Mais Clément Duvernois trahissait la cause de l'opposition et se mettait au service du Pouvoir. Hector Pessard se séparait de lui, tenant à son indépendance, et il entrait au *Gaulois*, alors libéral.

Il soutint, aux débuts de la République, une politique modérée dans le *Soir*, qu'il dut quitter par suite d'un changement d'orientation de ce journal. Il a conté dans les *Lettres d'un interdit* comment l'autorisation lui fut refusée, par le gouvernement de l' « Ordre moral », de fonder un autre journal. Après avoir été directeur de la presse au ministère de l'Intérieur, il fut rédacteur en chef du *National*, puis de la *Petite République*, gardant une attitude assez réservée en ce qui concernait l'accentuation du régime républicain. Il était alors essentiellement ce qu'on eût appelé autrefois « juste-milieu ». Las de la politique, il donna à la *Revue Bleue* de curieux souvenirs, écrits avec esprit, *Mes Petits Papiers*, et il fit au *Gaulois* la critique dramatique. Ceux qui l'ont connu ont gardé de lui le souvenir d'un homme aimable et droit.

ÉMILE DE GIRARDIN

Le succès vraiment surprenant de la *Liberté* n'avait pas diminué le nombre des ennemis soigneusement collectionnés par Emile de Girardin pendant sa longue existence de journaliste. Malgré son indifférence un peu hautaine pour les personnes, le grand publiciste ne laissait que bien rarement ses polémiques dégénérer en pugilat littéraire. Nous nous appliquions, à l'exemple de notre maître et ami, à nous maintenir dans la région des idées et des principes.

Il faut croire que nous n'y réussissions guère ou qu'on était bien sévère à notre égard, car, un lundi matin, en lisant le feuilleton dramatique de Francisque Sarcey, dans l'*Opinion nationale,* nous poussâmes un long cri d'horreur. Sarcey trépignait sur la *Liberté,* son directeur et sa rédaction, avec une fureur qui nous parut, naturellement, aussi injuste qu'injurieuse. Non seulement il malmenait un homme que nous admirions et que nous aimions ; mais nous autres, seigneurs de moindre importance, nous étions traités un peu durement. Nous pensions tous, avec une grande sincérité, avoir fait preuve quotidienne d'un certain talent, et Sarcey, sans pitié pour nos illusions, qualifiait nos articles de « conversation pure et simple de Prud'hommes d'estaminet, en face d'une chope et d'un domino ». Nous étions d'autant plus vexés qu'au fond, nous faisions tous le plus grand cas du talent, de la probité professionnelle de Sarcey, et que ces attaques empruntaient à son honorabilité incontestée un caractère d'amertume tout particulier.

Nous résolûmes donc de boire une pinte du sang de Sarcey, et, sans prévenir le « patron », nous

tirâmes au sort le nom du Spartacus auquel incomberait le soin de venger la *Liberté*.

A cette loterie, je gagnai pour la première et la dernière fois de ma vie. A dix heures, Clément Duvernois et Arthur de Fonvielle se présentèrent de ma part chez Sarcey, qui constitua sur-le-champ ses témoins. Alors commença une série d'allées, de venues, qui firent, dans le petit monde de la presse, un événement de cet incident. Etais-je le champion de M. Emile de Girardin ou celui des rédacteurs de la *Liberté ?* Les tenants de Sarcey soutenaient que, si je croisais le fer, c'était pour le compte de mon directeur ; mes amis affirmaient que c'était en qualité de rédacteur du journal visé par Sarcey que je brandissais ma colichemarde. Sur le terrain même, à Vincennes, tandis que Sarcey et moi, en bras de chemise, nous nous refroidissions sous les morsures d'une brise matinale et glacée, la querelle se poursuivait entre nos mandataires, tant et si bien que mon adversaire me proposa, en souriant, « d'aller séparer nos témoins ».

Nos camarades réciproques, très dévoués chacun de leur côté, ne purent se mettre d'accord, et, malgré les protestations de Sarcey et les miennes, nous dûmes nous rhabiller et regagner Paris sans nous être fait la moindre entaille.

Il y eut, par suite, des provocations innombrables échangées entre nos témoins. Les journaux intervinrent dans le débat. Nouveaux articles, nouvelles provocations. Un instant, on put croire qu'on allait assister à une réédition du combat des Trente. Tout se termina par une rencontre entre Duvernois et Sarcey, et fort heureusement ce dernier ne reçut qu'une blessure légère.

Si j'ai noté en passant ce petit fait-divers, c'est qu'il me permet une fois de plus de rendre hommage à la mémoire d'Emile de Girardin et de cons-

tater combien ses théories sur l'impuissance et l'impunité de la presse étaient le résultat d'une conviction et d'une foi sincère. Notre querelle avec Sarcey l'attrista profondément. A la première nouvelle d'un envoi de témoins, il accourut, nous gronda, soutenant, malgré nos protestations, que notre adversaire n'avait pas dépassé son droit de critique et que nous donnions, nous ses élèves, un déplorable exemple, en portant indirectement, par notre attitude, un nouveau coup à la liberté d'écrire. Pourquoi voulions-nous qu'un gouvernement fît preuve d'une tolérance qui nous faisait défaut ? Si c'était un crime de dire que nos articles rappelaient « les conversations de Prud'hommes d'estaminet », crime que nous voulions punir d'un coup d'épée, était-ce un crime moins punissable, aux yeux d'un ministre, de blâmer sa conduite, de le trouver dangereux pour le bien de l'Etat ? Et, nous poussant la logique aux reins, Emile de Girardin entendait que nulle suite ne fût donnée à la querelle à peine ébauchée. Il était difficile de déférer à son désir.

Jamais, pendant vingt ans, je n'ai surpris la moindre défaillance de la part d'Emile de Girardin dans le culte passionné, presque fanatique, qu'il rendait à la liberté, sous toutes ses formes, sous tous ses aspects, même les moins édifiants. Aucune déception ne parvint à ébranler cette foi robuste et exigeante, poussant ses principes jusqu'aux dernières conséquences, et même au delà, et proclamant, au scandale de tous, l'impunité universelle et la négation du droit de punir. Mais il était écrit quelque part que jamais je ne pourrais m'élever jusqu'aux régions sereines où fonctionnent, dans le vide, les principes absolus. Malgré mon admiration pour Girardin, je me suis toujours traîné dans ce que mon illustre maître et ami appelait « l'ornière de la liberté ».

Je n'ai jamais pu comprendre, en effet, qu'une société pût vivre sans que ses membres encourussent une responsabilité quelconque, soit quand ils se causent un dommage réciproque, soit lorsqu'ils ont recours à la violence pour modifier l'état social et politique.

(*Revue Bleue : Mes Petits Papiers*, 1860-1870.)

AURÉLIEN SCHOLL

(1833-1902)

Il fut le roi du Boulevard, quand il y avait un Boulevard, d'où l'on jugeait les hommes et les choses, d'un point de vue sans doute particulier, mais en des raccourcis d'une spirituelle philosophie. Même matériellement, qu'est devenu, envahi par les Banques, ce Boulevard, cadre de ces causeries brillantes qui faisaient l'opinion de Paris ?

Aurélien Scholl, né à Bordeaux, incarna l'esprit parisien, mais ce qui alimentait sa verve narquoise, alors même qu'elle se manifestait sous sa forme la plus vive, c'était un fond de générosité, c'était la droiture dans ses façons de penser. Il lui arriva de jeter des « mots » terribles, mais ce qu'il attaquait, c'était la bassesse et la déloyauté sous tous ses aspects. Sous sa coquetterie de scepticisme, il fut une manière de chevalier, maniant sa plume acérée comme une arme redoutable, et on le trouva toujours, en franc-tireur, dans les combats pour les causes justes. Son ironie légère faisait merveille dans l'offensive. Il est équitable de rappeler qu'il ne fut pas qu'un délicieux railleur. En ses traits mordants, décochés avec tant de prestesse, ce fut souvent le bon sens ailé qu'il représenta.

Il débuta très jeune, au *Corsaire*, et il se dépensa dans tous les journaux frondeurs. Il devait en fonder lui-même, le *Salon*, le *Club*, le *Lorgnon;* il ressuscita le *Nain jaune;* il fut un des rédacteurs les plus actifs du *Figaro* bihebdomadaire, payant volontiers de sa personne, pour soutenir ses idées, chatouilleux sur le point d'honneur. Après la guerre de 1870, il élargit sa manière à l'*Evénement*, au *Voltaire*, à l'*Echo de Paris*, touchant à la politique et aux questions sociales, toujours dans le sens le plus libéral.

Il réunit en volumes, dont le premier date de 1854, ses étincelantes chroniques, *Lettres à mon domestique*, les

Nouveaux Mystères de Paris, l'*Esprit du boulevard, Poivre et sel*, les *Coulissés*, etc. Parmi les livres qu'il a laissés, romans et contes, on ne saurait oublier un charmant petit poème *Denise* (1857), simple histoire d'amours romanesques terminées par une désillusion.

En 1879, Alphonse Daudet traçait de lui ce portrait : « Qui ne connaît Scholl ? Pour peu que vous ayez, ces derniers trente ans, tâté du boulevard parisien ou visité ses annexes, vous avez certainement remarqué, soit devant le pavillon de Tortoni, soit sous les tilleuls de Bade ou les palmiers de Monte-Carlo, cette physionomie éminemment parisienne. Par l'accent toujours gai, le ton net et clair, l'éclat brillant du style, au milieu de Paris envahi par le patois des parlementaires ou le cailletage des reporters, Scholl est demeuré un des derniers, on pourrait dire presque le dernier petit journaliste. Le petit journaliste, dans le sens donné à ce mot, est un journaliste qui se croit obligé d'être en même temps un écrivain ; le grand journaliste s'en dispense. Scholl, peu à peu, s'est engagé dans la mêlée politique ; il est en pleine bataille, maintenant, et c'est plaisir de voir ce petit-fils de Rivarol, devenu républicain, diriger contre les ennemis de la République ses flèches d'or, frottées d'un peu de curare à la pointe. »

Cette épithète de « petit-fils de Rivarol » est restée attachée au nom d'Aurélien Scholl.

ÉCHOS

M. de L..., qui avait quitté Paris depuis cinq ans pour aller vivre à Saint-Pétersbourg, venait de reparaître chez Bignon.

On le trouvait vieilli.

« Je l'ai connu, a dit M. Delessert, ayant toujours une cravate blanche et une barbe noire. Maintenant, il met une cravate noire et une barbe blanche. »

*
* *

Dans une réunion à la campagne, on citait le docteur Fauvel comme un chasseur enragé.

« Le docteur Fauvel n'est point un chasseur, dit Léopold Stapleaux.

— Comment ! il est le premier levé ; il passe la journée à battre les champs et les bois. Il fait une demi-lieue pour courir après un perdreau.

— C'est possible, mais il ne le tue pas. Il tire des coups de fusil, voilà tout.

— Enfin, j'appelle chasseur tout homme qui adore la chasse.

— Pardon, dit Stapleaux, moi, j'adore les millions. Suis-je millionnaire pour cela ! »

*
* *

C'était un soir, au café Anglais. Ferdinand de Lesseps, qui arrivait d'Egypte, nous racontait son voyage. Parti tel jour, débarqué à Alexandrie tel autre jour à telle heure. Couru à Suez. Vingt minutes de conversation au Caire. Reparti aussitôt. Traversée rapide. Arrivé au Mont-Cenis, tunnel écroulé. Obligé d'attendre trois quarts d'heure...

« Il trouve même le temps d'attendre ! » s'écria Henry de Pène, d'un ton admiratif.

*
* *

Sarcey lisait une étude sur les araignées. Il y était dit que l'araignée n'a pas moins de huit yeux.

« Sapristi ! s'écria Sarcey, cela doit être bien coûteux pour celles qui sont myopes ! »

*
* *

La petite baronne de B... se plaint beaucoup de son mari.

« C'est une nature absolument bestiale. Il mange et boit énormément. La nuit, il ronfle à faire trembler la vaisselle, et son sommeil est si profond que, le matin, il faut envoyer chercher une écaillère pour lui ouvrir les yeux. »

*
* *

La rigueur du froid a couché dans la tombe plusieurs mères d'actrices.

Mlle X. se désolait de se trouver seule au monde.

« Ah ! ma chère, s'est-elle écriée, en serrant les mains de son amie Malvina, que ferons-nous sans nos mères ?

— Nous le deviendrons à notre tour, » dit l'autre, pour la consoler.

*
* *

A la suite d'une violente discussion entre deux hommes connus, quelqu'un disait à celui dont il partageait l'avis :

« Tous les honnêtes gens seront pour vous.

— C'est bien ce que je crains, répondit l'autre : il y en a si peu ! »

*
* *

Une jeune femme s'installe dans une avant-scène du rez-de-chaussée du théâtre de la Gaîté.

« La jolie fille ! dit à son voisin un monsieur de l'orchestre.

— Vous ne la connaissez pas ? demande l'autre.

— Non.

— Voulez-vous que je vous la présente ?

— Volontiers. Faudra-t-il faire un doigt de cour ?

— Oh ! une phalange suffira ! »

*
* *

M. de V. a un amour au cœur, un de ces amours qui coûtent cent mille francs par an. La belle emploie au moins une douzaine de canifs pour festonner son contrat, mais M. de V. accepte tout.

Cependant, un jour de la semaine dernière, il arrive, tout ému, chez un de ses amis, jeune homme élégant et recherché.

« Il m'est revenu, lui dit-il, des propos affligeants. Que les autres me trompent, je le comprends, mais vous, mon ami !

— Je ne vous ai jamais trompé.

— On me l'a dit.

— On vous a menti.

— Mais elle-même parle de vous avec un enthousiasme...

— Je vous donne ma parole d'honneur que je n'ai même pas fait une tentative.

— Cependant, reprit M. de V., celle dont nous parlons est, Dieu merci, une délicieuse créature.

— C'est possible, mais elle me plaît médiocrement. »

M. de V. fit un bond en arrière.

« Comment ! une femme comme celle-là ! Avec ce teint, ces cheveux, ces yeux, ces bras, ces épaules ! Elle ne vous plaît pas ? Apprenez, monsieur, qu'elle vaut bien la peine qu'on oublie ses devoirs. Vous avez l'air de la dédaigner, mais vous me faites pitié ; mon cher, *vous êtes un imbécile !*

*
* *

Simon Gondchaux, un vrai Parisien que le flot a poussé en province, retrouve un soir, au Vaudeville, un de ses anciens amis qui revenait de l'Amérique du Sud, où il avait laissé un bras.

On cause, où est heureux de se revoir; mais les trois coups sont frappés.

« Monsieur, dit le manchot à son voisin, vous serait-il égal de changer votre fauteuil d'orchestre contre un autre fauteuil du même rang ? J'ai là un de mes amis, avec lequel je serais fort heureux de pouvoir causer :

— Pas du tout, répond le voisin, je suis très bien là et j'y reste. »

La pièce commence.

Une scène charmante, des mots, — la claque part.

« Mon Dieu, monsieur, dit le manchot, je voudrais bien applaudir, mais je n'ai qu'une main. Voulez-vous avoir la bonté de me prêter la vôtre ? »

Le voisin prête sa main gauche, et le manchot frappe à tout rompre.

Grande scène d'amour.

La jeune première est pleine de charme, et le premier rôle a des intonations fiévreuses qui allument tout le public entretenu.

« Parfait ! s'écrie le manchot. Votre main, monsieur, votre main ! »

A la fin du premier acte, ce fut le voisin qui réclama le changement de place.

A partir de ce moment, le manchot cessa d'applaudir.

*
* *

PENSÉES

Voulez-vous juger un homme ? Donnez-lui un commandement.

— D'où vient-il que les hommes ont appris plutôt à calculer le cours des astres qu'à connaître la meilleure organisation politique ? C'est que les enfants

portent toujours le nez au vent et ne voient pas ce qui est à leurs pieds.

— Malheur au pays dans lequel des paroles et des opinions constituent un crime.

— Cent hommes qui *veulent* sont plus puissants que cent mille qu'on *force*.

— Les hommes ressemblent aux plantes. Placez-les dans la cave la plus obscure, c'est vers la lumière, ne montrât-elle qu'un point, qu'elles s'élèveront.

— Rien ne peut faire revivre ce qui est mort dans l'opinion.

— Les sophismes et les banalités ne manquent pas aux fougueux tribuns d'il y a dix ans, aujourd'hui reposés et somnolents :

Qu'est-ce que quelques années de plus dans la vie d'un peuple?

C'est plus qu'il n'en faut pour enterrer une génération ou faire une révolution.

Jetez les yeux sur les autres pays. Vous verrez que notre situation est préférable à la leur.

Il est curieux que, lorsqu'on signale des maux produits par une cause déterminée, les apologistes détournent l'attention sur des questions toutes différentes. Un fermier serait-il bien reçu s'il venait payer son terme avec de belles phrases sur la prospérité du domaine qui lui a été confié ? Il n'y a pas de nation, quelque pauvre et malheureuse qu'on la suppose, qui puisse servir de thème à un sophisme. Eh quoi ! on endurerait un mal, parce que d'autres se résignent à la souffrance ?

On ne se plaint pas.

C'est là une objection qu'on oppose fréquemment quand il s'agit de réprimer les abus les plus graves. La mesure, dit-on, n'est pas nécessaire. Personne

ne se plaint du désordre auquel vous voulez remédier, et, cependant, sous tous les gouvernements, surtout sous ceux où la liberté de la presse est garantie, on réclame toujours, à tort ou à raison.

On ne se plaint pas équivaut à un veto sous toute mesure préventive. C'est comme si on attendait, pour garnir les ponts de parapets, qu'un nombre suffisant de personnes soient tombées à l'eau.

Il faut attendre, le moment n'est pas venu.

Argument de ceux qui, hostiles à une mesure, ne veulent pas l'avouer. L'ajournement prépare au rejet définitif. C'est la tactique de ces défenseurs de mauvaise foi qui, d'incident en incident, de pouvoir en pouvoir, espèrent ruiner leurs adversaires et les désarmer de guerre lasse.

— L'époque la plus favorable pour la répression d'un abus, c'est le jour où on le découvre.

— N'oublions pas que toutes les réformes ont été arrachées au pouvoir après la plus vive résistance, et presque toujours dans le tumulte des révolutions, c'est-à-dire dans le temps le plus mal choisi pour les amis éclairés du bien public.

BARBEY D'AUREVILLY

(1808-1889)

« M. Barbey d'Aurevilly m'étonne, écrivait Jules Lemaître... et puis, il m'étonne encore. On me cite de lui des mots d'un esprit surprenant, d'un tour héroïque, qui joignent l'éclat de l'image à l'imprévu de l'idée. On me dit qu'il parle toujours comme cela, et qu'il traverse la vie, dans des habits spéciaux, redressé, embaumé, pétrifié dans une attitude d'éternelle chevalerie et de dandysme ininterrompu... C'est un maître écrivain, éloquent, abondant, magnifique, précieux, à panaches, à fusées, extraordinairement dénué de simplicité. Il m'inspire l'admiration la plus respectueuse, mais la plus embarrassée. » L'original romancier d'une *Vieille Maîtresse*, du *Chevalier des Touches*, de *l'Ensorcelée*, des *Diaboliques*, de *Ce qui ne meurt pas*, l'historien du dandysme avait trop d'impétuosité pour ne pas éprouver le besoin d'exprimer ses idées, avec ce qu'elles avaient d'entier et de parti pris. Il fut donc aussi un journaliste, et un journaliste passionné. Il le fut au *Réveil* de Granier de Cassagnac (1857). Il le fut au *Figaro*, où il se plut à de véhémentes polémiques, comme dans l'article où il se flattait d'avoir donné à Edmond About « la plus belle tripotée du monde », ou comme dans celui où il attaquait violemment Buloz, le directeur de la *Revue des Deux Mondes*, page virulente qui lui valut un procès, dans lequel il fut défendu par Gambetta, alors jeune avocat (qui, d'ailleurs, perdit sa cause). Il fut ce journaliste ardent au *Nain jaune* (1856), où il tint la plume, singulièrement mordante, du critique dramatique, jetant dans la mêlée ses opinions tranchantes, ou dessinant, à l'emporte-pièce, des portraits contemporains qui ont été rassemblés sous le titre : *les Vieilles Actrices*. « On les publie, disait-il, par la raison qui fait faire des cartons chez Gastine-Reinette, pour la gloire des plus forts tireurs au pistolet. » Le premier de ces portraits était

consacré à l'acteur Laferrière : « On l'appelle monsieur par un abus de termes ou une illusion de théâtre, mais c'est une vieille fille, tout ce qu'il y a de plus vieille fille par les prétentions éternelles, les coquetteries exorbitantes et qui, quand elle joue les jeunes premiers, joue les *travestis.* » Ce passage donne le ton de ces articles. Il collabora ensuite au *Paris-Journal,* au *Parlement,* au *Gil Blas,* au *Triboulet.*

Il fut, pendant longtemps, le critique littéraire du *Constitutionnel.* Ses articles ont été réunis en douze volumes, sous ce titre général : *Les Œuvres et les Hommes.* « On doit couper la main, écrivait-il, à ceux qui, ayant la vérité dans cette main, la ferment. » Pouvait-il, avec son tempérament autoritaire, détenir toujours la vérité? On aura une impression d'ensemble de sa manière par cette profession de foi : « L'auteur ne croit qu'à la critique personnelle, qui ne s'arrête pas à la porte de la conscience de l'écrivain dont elle examine l'œuvre, mais qui y pénètre, et quelquefois le fouet à la main, pour voir ce qu'il y a dedans... Je ne pense pas qu'il y ait plus à se vanter d'être impersonnel que d'être incolore, deux qualités qu'en littérature il faut renvoyer aux albinos. Enfin, il n'a certes pas intitulé son livre *les Œuvres et les Hommes* pour parler des œuvres et laisser les hommes de côté. Et d'ailleurs, il n'imagine pas que ce soit possible. Tout livre est l'homme qui l'a écrit, tête, cœur, foie, entrailles. La critique doit donc traverser le livre pour arriver à l'homme ou l'homme pour arriver au livre et clouer toujours l'un sur l'autre... Ou bien, c'est qu'elle manquerait de clous. »

Le passage d'une étude de Jules Lemaître que nous citons plus haut fait allusion aux costumes singuliers de Barbey d'Aurevilly. Avec ses étranges redingotes, ses jabots, ses manchettes de dentelles, ses pantalons à bandes bizarres, il avait gardé le costume d'un vieux romantique.

Il eut, dans ses derniers jours, des amis fidèles, familiers de son modeste logis de la rue Rousselet, et il acceptait, avec ses grands airs, l'auréole de gloire dont ils le nimbaient. Ce fut, à travers bien des singularités, une grande figure, et Théodore de Banville pouvait dire de lui :

Vous seul, en ce siècle vieilli,
N'avez pas su courber la tête...
Votre voix est un chant de cor,
Le sauvage ouragan vous nomme,
Et dans votre main siffle encor
La cravache du gentilhomme[1]...

MIRABEAU

Il y a quelques années, un bâtard de Mirabeau, qui ne portait pas son nom, mais qui portait sur sa figure l'empreinte du cyclope qui l'avait forgé dans une de ses nuits, publia tout à coup sur son célèbre générateur quatre gros volumes qu'il n'avait pas écrits et qui n'étaient rien moins qu'un livre du renseignement le plus inattendu et de la plus piquante beauté. Mirabeau était, dans ce livre, raconté par des historiens comme il n'en aura jamais plus, et c'était son père, le marquis, dit moqueusement « l'ami des hommes » dans un siècle moqueur, qui avait raté piteusement la gloire dans la philanthropie et l'économie politique, deux ridicules du temps, et par le frère cadet du marquis, le bailli, jusqu'alors inconnu, si ce n'est peut-être sur les galères de Malte. Le livre en question avait la forme d'une correspondance, et cette correspondance était le chef-d'œuvre le plus étonnant et le plus éclatant, par la passion, l'élévation, la verve mordante, le style vivant et pittoresque, et, disons-

1. On peut consulter sur Barbey d'Aurevilly les livres que lui ont consacrés Ernest Seillière, Ch. Buet, François Laurentie; les *Evolutions de la critique française*, de M. Ernest Tissot; *Etudes et portraits* (premier volume), de M. Paul Bourget; le chapitre de M. Fortunat Strowski, « la Vie catholique », dans la *France contemporaine*, etc.

On sait quelle piété Mlle Read a vouée à la mémoire de Barbey d'Aurevilly.

le, — car c'était là son trait principal, — un comique grandiose, un comique comme en aurait fait le grand Corneille, s'il eût déridé son génie. Et, en effet, le père et l'oncle de Mirabeau étaient véritablement « comédiens » en parlant intimement de leur fils et de leur neveu, et lui, malgré l'emphase de sa gloire, qui ressemble à celle de son génie, diminuerait au lieu de grandir sous leurs terribles plumes, et, tout colosse qu'il fût, il devenait moins statue et plus homme entre ces deux cariatides de son sang, au milieu desquelles on le verra toujours désormais, et qui donnent à la race dont il était sorti une idée plus haute et meilleure que sa gloire.

Certes, ses ancêtres, et surtout ces deux-là, valaient mieux que lui, et l'eussent méritée davantage. Intellectuellement, moralement, à le prendre par le cerveau ou par le caractère, il était assurément très au-dessous de ces deux hommes qui le jugeaient, et ce n'est pas lui, s'il avait été à leur place, qui les aurait jugés comme il a été jugé par eux. A travers les colères despotiques de son père et la généreuse bonté de son oncle, Mirabeau a été jugé et mesuré de pied en cap bien avant d'être entré dans la vie politique, cette prostituée qui ne fut pas la dernière à laquelle il se donna; et lorsque la Révolution, avec ses affreux engouements, aura reculé dans le passé, l'histoire dira comme le père et l'oncle de Mirabeau ont dit dans les dialogues immortels de leur correspondance. Mais l'Impassible ne dira pas avec la même passion, le même relief, la même âme : elle sera moins artiste qu'eux. Mirabeau, Mirabeau l'orateur, le *claquedent,* l'*ouragan,* comme disait son père, la pléthore qui avait besoin d'une impératrice comme Catherine II pour se dégonfler seulement les veines, n'était que de cette façon-là une forte réalité... Turgescent d'esprit comme de corps, il restera, en définitive, plus

gros que grand dans l'histoire. Son espèce de grandeur n'y sera qu'une attitude. Il y fait entendre un creux magnifique, mais c'est un *creux!* C'est la basse taille de la Révolution, mais ce n'est pas lui qui l'a déchaînée. Ce n'est pas lui qui l'a enchaînée non plus, quand on a eu assez de cette furieuse! Un jour, on l'acheta pour cette besogne, mais la mort le sauva de la honte de son impuissance. Ses idées de salut pour la monarchie, on les cherche en vain dans Lamarck. Il n'en faut qu'une, pourtant, à un homme politique. Pitt n'en eut qu'une. Mirabeau, lui, n'en avait pas. Son père et son oncle, ces esprits frais et sensés, avaient vu cela dans l'aurore de sa vie. Ils l'avaient pesé et soupesé quand ils se le renvoyaient de l'un à l'autre, comme une balle qui va devenir un ballon, cet enflé monstrueux dont, tour à tour, ils s'étonnent, rient et s'épouvantent, dans une correspondance de génie...

(*Paris-Journal*, 4 novembre 1879.)

A côté de cette page qui évoque en Barbey d'Aurevilly le critique, parlant d'histoire, on donnera ce petit morceau, de son autre manière, — de la satire à l'emporte-pièce.

LE DUC DE BRUNSWICK

De tous les vieux qui défilent ici, de toute cette légion des Vétérans de la Fatuité, voici peut-être le plus vide, mais, à coup sûr, le plus titré : c'est monseigneur le duc de Brunswick. Allons, présentez-lui les armes!

Haute caricature héraldique, sortie, pour la première fois, de l'*Almanach de Gotha,* ce livre d'or des races qui s'effacent, tout le monde le connaît à Paris, ce duc de Brunswick, né prince régnant, mais

qui a fait un trou à la lune... de l'Histoire. Depuis quarante ans, ne le voit-on pas chaque soir, aux premières loges, à l'Opéra, à l'Opéra dont il semble une des plus fantoches cariatides?

Ce petit roi d'Yvetot allemand qui a fait le bonheur de son peuple en ne régnant pas, et le nôtre en restant à Paris, est, comme on sait, un Esaü — moins les poils, maintenant — qui a vendu son droit de régner, — comme l'autre, le poilu, son droit d'aînesse pour un plat de lentilles...

Seulement, les lentilles étaient en diamants...

*
* *

Car ce prince-cocotte, à goûts de parvenu ou de fille entretenue, a la fringale des bijoux. Ce n'est pas un épicurien, mais un goinfre de pierres précieuses. Ce n'est pas le *duc Job,* mais le duc Josse, orfèvre-né bien plus que prince, qui ne vend pas, et dont la boutique, le croiriez-vous jamais? mais c'est historique!... est dans sa culotte.

Les boutons de son caleçon, qu'il montre parfois comme Mascarille montrait sa blessure, reçue à cette demi-lune, qui était parbleu bien une lune tout entière, les boutons de son caleçon font rêver les femmes et les dépravent. Fier de ses diamants comme le paon, dont il a la tête, est fier de sa queue; fameux par cette joaillerie autant que Mlle Duverger, cette vitrine où le vieux Demidoff étale la sienne, le duc de Brunswick, hélas! pelé par une des plus complètes alopécies qui aient jamais passé, comme un simoun, sur la surface infortunée d'un pauvre homme, est encore fameux par ses perruques.

Il en a presque autant que Brummel avait de tabatières. Tête encyclopédique... en perruques, il en a de noires comme M. de Saint-Georges, de rousses comme Mlle Cora Pearl, de bleues comme

le valet de carreau, de vertes comme une hamadryade, de lilas comme l'oreille de M. Sainte-Beuve quand il est en colère, d'aventurines et de couleur crapaud comme l'Institut; mais c'est la noire qu'il préfère et à laquelle il a dû, à ce qu'on dit, ses plus brillants succès.

Le duc de Brunswick est la tête de Turc des coiffeurs. Ils essayent sur cette tête leur force... Mais il n'est pas Turc que par la tête. Un procès scandaleux, que ce vieux dénaturé a eu dernièrement avec une de ses filles, vient d'ajouter à ces deux famosités ridicules une troisième famosité odieuse, celle-là, même pour un prince... Ce procès ignoble d'un chicaneau millionnaire qui chicane un morceau de pain à son enfant a prouvé que cet amateur de pierres, qui ne les mange pas comme Saturne, mais sans être meilleur pour cela, en avait une au milieu du cœur :

Qui n'était pas une escarboucle!

(*La Veilleuse*, 1869.)

ALBÉRIC SECOND

(1817-1887)

Il fut le chroniqueur d'une verve facile et abondante. Il était venu d'Angoulême pour faire son droit à Paris. Jules Janin, qui l'avait accueilli, lui avait procuré des leçons de français à donner à des étrangers, mais il ne pensait qu'à aborder ce qu'on appelait alors les petits journaux, auxquels les grands abandonnaient l'esprit et la gaieté. Il s'était faufilé à la *Revue des théâtres,* et il a raconté dans un aimable livre, *le Tiroir aux souvenirs,* comment, aux premières représentations, il se cachait de Jules Janin, qui l'avait détourné de la carrière littéraire.

Entré au *Charivari,* il fut présenté, par son collaborateur Laurent-Jan, à Balzac, et Albéric Second, qui avait une véritable dévotion pour l'auteur de *la Comédie humaine,* a souvent rappelé l'honneur qu'il eut d'être admis dans sa familiarité.

En 1848, le journaliste-vaudevilliste fut nommé sous-préfet de Castellane : en débarquant dans cette petite ville, il y trouva un autre sous-préfet, désigné, par suite d'une confusion, pour la même résidence et déjà installé. Ce fut une scène de comédie.

Albéric Second revint à Paris au bout de peu de temps et fut rédacteur en chef de l'*Entr'acte.* Il collabora au *Figaro,* au *Grand Journal,* à l'*Evénement,* semant dans tous les journaux littéraires sa fantaisie, publiant nombre de romans, *les Demoiselles du Ronçay, A quoi tient l'amour, la Vicomtesse Alice,* et faisant jouer des comédies et des vaudevilles.

Une invitation à Compiègne lui avait inspiré des sentiments impérialistes qu'il crut devoir afficher après le 4 septembre 1870. Mais il n'était pas fait pour la politique et il revint à la chronique. Il avait connu plusieurs générations littéraires, et sa mémoire était fertile en anecdotes.

LES MARTYRES

C'était à l'Opéra, Léontine Beaugrand faisait sa rentrée dans le ballet de *Coppelia*. Deux abonnés causaient pendant l'entr'acte, un vieux et un jeune.

Mentor dit à Télémaque :

« Si vous avez soupçon de ce qu'il faut à une jeune fille de courage, de patience, de résignation et de travail ; ce qu'elle supporte de tortures, ce qu'elle dévore de larmes avant d'être une danseuse présentable, vous serez ému, parole d'honneur, vous serez ému, bien que votre génération n'admette et ne conçoive les émotions que sur les champs de course et dans les salles de baccara.

« A une époque éloignée, — il n'avait pas encore neigé sur mes cheveux et sur ma moustache, — j'ai eu, comme tous les hommes de mon temps, une petite amie dans le corps de ballet. Que de fois elle m'a conté son histoire !

« A sept ans, chaque matin, à l'heure où, le plus souvent, vous sortez de votre cercle, elle descendait des hauteurs de Montmartre, s'acheminant vers le n° 4 de la rue Didier, où son professeur, le père Barrez, tenait sa classe. Rien de chaud sur le dos ; aux pieds, des bottines percées, vêtue d'une pauvre robe faite plus souvent d'indienne que de mérinos.

« Ce brave homme de professeur avait une façon à lui d'enseigner la pantomime, et une façon bien curieuse, vous allez voir.

« — Allons, mesdemoiselles, disait-il, un peu d'attention. Supposez que vous traversiez une forêt. Soudain, vous apercevez un cadavre glacé. C'est celui de l'auteur de vos jours. Quel geste faites-vous ? Et si c'est celui de monsieur votre oncle ou de monsieur votre parrain, quel geste ? Vous comprenez bien, n'est-ce pas, que le geste change selon

le degré de parenté ou d'affection. Je vais frapper trois coups. Au dernier, vous aurez à exécuter le geste relatif au cadavre de monsieur votre oncle. Y sommes-nous? Une, deux, trois, partez.

« ... La grande Taglioni, après deux heures de leçon données par son père, s'affaissait, mourante, sur le tapis de sa chambre, se laissant déshabiller, éponger et rhabiller, inconsciente des soins qui lui étaient prodigués. L'agilité sans égale et les vols aériens de la soirée étaient achetés à ce prix.

« Nathalie Fitz-James avait imaginé une façon de « se tourner » et de se « casser » tout à la fois. Elle se couchait par terre, le visage collé au parquet, les jambes étendues horizontalement. Puis elle faisait monter sur elle une de ses sœurs, avec mission de peser de tout son poids sur cette partie du corps où, comme disait Arnal dans un de ses bons vaudevilles, le rein change de nom. Ce n'est pas sans péril qu'on exerce un semblable métier. On se suspend à des fils d'archal, on s'assied sur des nuages, on disparaît dans les dessous et, souvent, on court de grands risques. Je me rappelle, au premier acte de la *Péri,* le poétique ballet de Théophile Gautier, un saut périlleux exécuté par Carlotta Grisi. Que son partenaire Petipa fût maladroit ou distrait, Carlotta se cassait quelque chose sur les planches du théâtre... »

L'avertisseur frappa les trois coups traditionnels; Ernest Altès donna le signal à sa vaillante troupe et la toile se leva pour le deuxième acte. Jamais Léontine Beaugrand, cette maréchale de la danse, n'obtint plus de succès et ne fut plus chaudement applaudie.

(*Le Charivari,* novembre 1879.)

DE 1880 A 1900

Tant d'événements emplissent cette période qu'on ne peut que les résumer brièvement, au point de vue des discussions provoquées dans la presse.

La loi du 29 juillet 1881, précédée, deux ans auparavant, par l'amnistie qui s'appliquait à 2 700 condamnations, sous les gouvernements de réaction[1], rend, en établissant une législation nouvelle, la liberté à la presse ; elle écarte les délits d'opinion. Dans les débats qui se poursuivent alors, M. Clemenceau soutient que, « dans un pays prétendant et voulant se gouverner lui-même, le droit de critiquer et de discuter le gouvernement doit être absolu ». Les circonstances font apporter quelques modifications à la loi, notamment en ce qui concerne la diffamation, les offenses envers les souverains étrangers, les provocations directes au crime.

En 1880, les Chambres quittent Versailles pour Paris. La même année est instituée la fête nationale du 14 juillet. Les ministères Waddington, Freycinet, Ferry se succèdent. Les débats ont porté sur l'amnistie, sur la réforme de la magistrature, sur la loi de l'enseignement supérieur, sur l'interdiction de l'enseignement secondaire donné par les membres des congrégations.

C'est alors, selon l'expression de Jules Ferry, « la lutte entre l'esprit laïque et l'esprit théocratique ». Le gouvernement fait exécuter les décrets qui ordonnent aux congrégations non autorisées de se disperser.

Une scission s'est faite dans le parti républicain, entre l'extrême gauche et la gauche, dont le programme est qualifié du nom « d'opportunisme »,

1. H. Avenel, *Histoire de la Presse française*.

« mot bien détourné de son sens », a écrit Ranc. L' « opportunisme », dans l'esprit de ceux qui l'attaquent, c'est la politique de Gambetta. Les polémiques emplissent la presse, leur ton étant donné, dans l'un et l'autre camp, par la *République française* et la *Justice*, de M. Clemenceau.

En 1881, l'expédition de Tunisie, par laquelle s'inaugure la politique coloniale de Jules Ferry, est décidée. Il faut, presque en même temps, réprimer, en Algérie, les troubles provoqués par la révolte de Bou-Amena.

Au ministère Ferry succède le ministère Gambetta. Il a avec lui Spuller, Paul Bert, Waldeck-Rousseau, Rouvier, Félix Faure, Cochery, Cazot, Martin-Feuillée, Raynal. Le général Campenon est à la guerre, Gougeard à la marine. C'est « le grand ministère ». Mais il est de courte durée. Gambetta tombe sous la coalition de ses adversaires, après trois mois de pouvoir, abreuvé d'outrages par l'*Intransigeant*, de Rochefort, le *Cri du peuple*, de Vallès, le *Radical* et les autres journaux qui lui font une continuelle opposition.

Il est remplacé par M. de Freycinet. Les lois sur l'instruction primaire et sur le divorce sont votées en première délibération. La loi sur le divorce a été soutenue avec persévérance par Alfred Naquet, car le projet date de 1876. M. de Freycinet est renversé pour sa politique dans la question égyptienne. C'est une période d'agitation et de désarroi, au milieu de laquelle le prince Napoléon lance un étrange manifeste, qui inquiète le ministère Duclerc. Après M. Fallières, Jules Ferry prend la présidence du Conseil.

Le 31 décembre 1882, c'est la mort de Gambetta, bientôt suivie de celle du général Chanzy.

Un nom s'est répandu. L'opinion n'est plus indifférente aux grandes explorations, et s'intéresse à

l'œuvre de Savorgnan de Brazza, plus chevaleresque que son rival Stanley. Il assurera à la France la possession d'un vaste domaine africain.

Le ton des polémiques est alors très violent. « Pour parler des ministres, dit Jules Ferry, on cherche dans l'argot des bagnes les expressions les plus grossières, et cela se remarque surtout dans les journaux rédigés par des gentilshommes. » Les conventions avec les compagnies de chemins de fer, la loi sur les syndicats professionnels, l'organisation de l'instruction primaire, occupent le Parlement pendant que la question du Tonkin prend de plus en plus d'importance. Le 26 mai 1883, le commandant Rivière a été massacré avec trente de ses compagnons par les Pavillons-Noirs à la solde de l'Annam. L'amiral Courbet bombarde les forts de la rivière de Hué. L'expédition se développe, avec les généraux Millot, de Négrier, Brière de l'Isle, s'étend à l'état de représailles contre la Chine. La nervosité du Parlement, à l'occasion de la nouvelle exagérée de la retraite de Lang-Son, provoque la chute de Jules Ferry, vivement attaqué par M. Clemenceau. Une impopularité injustifiée poursuivra longtemps Jules Ferry, jusqu'à l'heure tardive où lui viendra la réparation de cette manière d'ostracisme par son élection à la présidence du Sénat. Sous son ministère a aussi commencé l'expédition de Madagascar.

En 1883 est mort le comte de Chambord.

Les élections de 1885 se font au scrutin de liste, sous un ministère Brisson. Victor Hugo est mort le 22 mai. En décembre, Jules Grévy est réélu président de la République.

Les ministères se succèdent, cherchant à pratiquer une politique de concentration républicaine. En 1886, année marquée par l'expulsion des membres des familles ayant régné sur la France, puis

par un état de tension avec l'Allemagne, c'est l'avènement, au ministère de la guerre, du général Boulanger, dont va s'engouer une partie de l'opinion. Puis, c'est le scandale des décorations, qui amènera en 1887 la démission de Jules Grévy, auquel succédera Sadi Carnot.

Le mouvement boulangiste commence à se produire, soutenu par des procédés nouveaux dans la politique française, grossi de partisans venus de pôles opposés qui forment la coalition revisionniste. Le général Boulanger, au-dessous de sa singulière fortune, avait été le « syndic des mécontents ». Parti de l'idée, qui ne lui était même pas personnelle, d'une épuration de la république, il devait être un instrument entre les mains des partis de réaction et, finalement, prouver combien s'expliquait peu la fascination qu'il avait un moment exercée.

Le boulangisme a comme ardents défenseurs la *Cocarde*, le *Gaulois*, la *Presse*, l'*Intransigeant*. Naquet, Laguerre, Rochefort, Arthur Meyer. Il est combattu par la presse républicaine. On rappellera les *Petites Catilinaires* de M. Joseph Reinach.

L'Exposition universelle de 1889 apporte une trêve à des luttes auxquelles va se mêler le parti socialiste, lui-même divisé. L'antisémitisme incite à d'autres polémiques violentes. Ce sera bientôt l'ère des scandales du Panama, puis viendront les attentats anarchistes qui, après le geste de Vaillant à la Chambre des députés et l'assassinat, à Lyon, en 1894, du président Carnot, par Caserio, feront voter des lois d'exception pour arrêter la propagande et les menées de ces émules des terroristes russes.

Casimir Perier est élu président de la République et donne sa démission en 1895. Les ministères Dupuy, Ribot, Léon Bourgeois, Sarrien, indiquent successivement l''orientation des partis. Félix Faure remplace Casimir Perier, fait appel à

un ministère Ribot, auquel succéderont les cabinets Bourgeois, Méline, Brisson, Dupuy, Freycinet.

Félix Faure fait, en 1897, le voyage de Russie, où est proclamée l'alliance russe. C'est, en Afrique, la fin de la longue lutte contre l'almamy Samory, notre vieil ennemi. Mais des difficultés surgissent entre la France et l'Angleterre à l'occasion de l'occupation de Fachoda, sur le Haut-Nil, par la mission Marchand, qui reçoit l'ordre d'évacuer ce poste. Madagascar est déclarée colonie française. Un congrès socialiste international s'ouvre à Lille. Des lois sont votées qui apportent des améliorations aux conditions du travail.

L'affaire Dreyfus va emplir les dernières années du siècle. L'arrestation du capitaine Dreyfus, inculpé de trahison, date d'octobre 1894. Un procès s'était engagé qui allait causer un bouleversement de la vie nationale. Il donnait lieu tout d'abord, après la condamnation du capitaine, à de graves incidents diplomatiques avec l'Allemagne.

Les irrégularités du procès inquiètent certains esprits. La brochure de Bernard Lazare, *Une Erreur judiciaire*, résume ces anxiétés. Scheurer-Kestner, après une minutieuse enquête, interpelle au Sénat. M. Mathieu Dreyfus dénonce le commandant Estherazy. L' « affaire », qui a surexcité les passions, va entrer dès lors dans sa phase aiguë. Emile Zola lance son article fameux : « J'accuse ! » et prédit « que la vérité est en marche et que rien ne l'arrêtera plus ». La revision est réclamée, par une pétition dont les premiers signataires sont des membres de l'Institut. Les partisans de la condamnation répondent par un meeting organisé par Rochefort et Drumont. L'agitation ne cesse de grandir. Des coups de théâtre se produisent. Des troubles attestent les divisions de l'opinion. « Arrêtez par votre verdict, dit M. Clemenceau aux jurés du premier

procès Zola, les premiers mouvements de la guerre religieuse qui serait le déshonneur de ce pays. » La découverte des faux du colonel Henry amène son suicide, incite beaucoup de ceux qui étaient, la veille, antirevisionnistes à demander la revision e la mise en liberté du colonel Picquart, arrêté pour avoir signalé ces faux. Il ne reste plus, à Paris, que quatorze journaux prenant position contre cette revision. Les polémiques atteignent un extrême degré d'acuité ou de violence. Il ne s'agit pas ici de rappeler les phases de l'« affaire ». Ce ne seront bientôt que bagarres, tentatives d'émeutes, dans une campagne à laquelle prendront part toutes les forces de réaction contre la république parlementaire. La lutte se poursuit à coups d'affiches. Aux ligues « qui organisent le désordre » répond la ligue des Droits de l'Homme, qui compte parmi ses fondateurs Duclaux, Louis Havet, Anatole France, F. Buisson. La France est cruellement divisée en deux camps. On donne une étrange signification au cri de « vive l'armée », suivi d'appels à la haine contre les institutions républicaines et les hommes qui les représentent. On revoit se former, comme au temps du boulangisme, des coalitions d'adversaires du régime.

Félix Faure meurt le 16 février 1899. Il a pour successeur M. Loubet, dont l'avènement provoque des manifestations où Paul Déroulède, clairvoyant quand il s'agit de préparer le pays à une agression allemande, mais égaré jusqu'à servir, bien que ses intentions soient différentes, les projets des royalistes et des antisémites, donne, place de la Nation, le signal de l'action. Il est arrêté, en même temps que Marcel Habert, mais acquitté par la cour d'assises.

Ce n'est qu'après bien d'autres épisodes de ce combat pour la vérité et la justice, soutenu par les

défenseurs de la République, que la cour de cassation renvoie le capitaine Dreyfus devant le conseil de guerre de Rennes. Tel est toujours l'état d'agitation que l'un des défenseurs de Dreyfus, Me Labori, est l'objet d'une tentative d'assassinat. Le jugement du conseil de guerre, malaisément explicable, puisqu'il admet les circonstances atténuantes au crime de haute trahison, est suivi de la grâce accordée par le président Loubet. Le général de Gallifet, ministre de la guerre du cabinet Waldeck-Rousseau, prononce le mot fameux : « L'incident est clos. » Le capitaine Dreyfus, un peu plus tard, sera rétabli dans son grade, puis promu commandant.

La Haute Cour de justice se réunit en septembre 1899 pour juger, sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat, les auteurs des menées royalistes et Paul Déroulède, puis Marcel Habert.

C'est enfin l'inconcevable aventure des lieutenants Voulet et Chanoine, en Afrique. Mais c'est avec l'Exposition universelle de 1900 que doit se clore ce rapide exposé. A travers tant d'obstacles, malgré tant de heurts, malgré les crises qu'elle a traversées, la République n'a cessé de s'affermir, d'élargir ses conceptions. Elle a préparé les générations qui, en 1914, se lèveront, d'un élan unanime, pour sauver la France.

Que de transformations de la vie en cette période, qui voit naître et se développer de grandes inventions !

Les essais du téléphone de Graham Bell dataient de 1877, année où on avait vu à Paris les premières expériences de lumière électrique. Le téléphone entrait, deux ans plus tard, dans la pratique. Les applications de l'électricité se succédaient : transport de la force à distance, construction de locomotives électriques, l'heure donnée simultanément aux horloges par l'électricité, etc. Le phonographe

trouvait des incrédules, même à l'Académie des sciences, avant d'être vulgarisé.

En 1884, Pasteur faisait part de ses découvertes relatives à la guérison de la rage. C'étaient, d'année en année, les expériences de Paul Bert sur de nouveaux procédés d'anesthésie, le succès de l'épreuve du sous-marin *le Gymnote;* les audacieuses constructions en fer dont la tour Eiffel devait être un exemple; la détermination des ondes hertziennes, base de la radiographie; les travaux du docteur Roux sur la diphtérie ; ceux de Lippmann sur la photographie des couleurs; ceux de Brown-Séquard, qui pouvaient être discutés, sur la reconstitution des forces humaines ; ceux de Rœntgen sur les rayons lumineux traversant des corps opaques; ceux du docteur Yersin sur le sérum antipesteux. C'est l'invention du cinématographe par M. Lumière; la télégraphie sans fil, l'automobilisme, les procédés nouveaux de culture, les débuts de l'aviation.

La chirurgie a fait des progrès considérables. La science a mis de puissants moyens d'action au service du travail. L'activité a été dans tous les domaines.

Les grandes explorations ont été continuelles. Le continent africain a été traversé dans tous les sens. Il n'est plus de terres inconnues.

Paris a subi bien des modifications. Mais on a sacrifié nombre de vieilles maisons et d'anciennes rues qui évoquaient son histoire. Incendié dans les derniers jours de l'insurrection communaliste, en mai 1871, l'Hôtel de Ville, reconstruit, a été inauguré en 1882.

Des œuvres importantes dans le roman ou au théâtre se sont produites de 1880 à 1900 : les derniers poèmes de Victor Hugo, qui seront suivis de

tout ce que Vacquerie et Meurice mettront à jour, après sa mort; *l'Histoire sans nom, les Diaboliques, Ce qui ne meurt pas, les Ridicules du temps*, de Barbey d'Aurevilly; *l'Evangéliste, le Nabab, l'Immortel, Sapho, Port-Tarascon*, d'Alphonse Daudet; *les Souvenirs d'enfance et de jeunesse, l'Abbesse de Jouarre*, de Renan; *Nerto*, de Frédéric Mistral; *les Allemands*, du P. Didon; *l'Œuvre, Germinal, le Docteur Pascal, la Bête humaine, le Rêve, Paris, Rome, Lourdes, Travail, Fécondité*, etc., d'Emile Zola; *Pêcheur d'Islande, Propos d'exil, Mon Frère Yves, Madame Chrysanthème, Ramuntcho*, de Pierre Loti; *Mensonges, André Cornélis, Cosmopolis*, de Paul Bourget; *Mont-Oriol, Fort comme la mort, Bel Ami, Notre Cœur, Pierre et Jean*, de Guy de Maupassant; *le Bonheur*, de Sully Prudhomme; *l'Apollonide*, de Leconte de Lisle; *les Trophées*, de J.-M. de Hérédia; *les Mémoires des autres*, de Jules Simon; *Science et morale*, de Berthelot; *Thaïs, Balthazar, l'Etui de nacre, l'Anneau d'améthyste, le Lys rouge*, etc., d'Anatole France; *Barnabé, Xavière, l'Abbé Roitelet, Monsieur Jean*, de Ferdinand Fabre; *Serenus, les Rois, les Contemporains*, de Jules Lemaître; *Un Homme libre, l'Ennemi des lois, le Jardin de Bérénice*, de Maurice Barrès; *Puyjoli, l'Américaine, la Cigarette, la Vie à Paris*, de Jules Claretie; *le Nouveau Jeu*, de Henri Lavedan; *En rade, Là-Bas, Certains*, de J.-K. Huysmans; *Mi-Diable, Héros et Pantins, Gueux de marque*, de Léon Cladel; *Robes rouges, le Vice filial, les Cœurs utiles, Princesses byzantines*, de Paul Adam; *Querelles littéraires*, de Henri Becque; *Césarine, le Cadet, la Miseloque*, de J. Richepin; *la Chèvre d'or*, de Paul Arène; *les Corneilles, Daniel Valgraive, l'Immolation*, de J.-H. Rosny; *Amour de tête, Cœurs à part*, d'Abel Hermant; *le Calvaire*, d'Octave Mirbeau; *Waterloo*, de

Henry Houssaye ; etc. De 1885 à 1895, l'*Année littéraire,* de Paul Ginisty, analyse et étudie ces œuvres.

Au théâtre : *l'Etrangère, Francillon, Denise,* d'Alexandre Dumas fils ; *Formosa, Jalousie,* d'Auguste Vacquerie ; *Margot, Ma Cousine, Papa, Décoré,* de Henry Meilhac ; *Monsieur le Ministre, le Prince Zilah,* de Jules Claretie ; *Fedora, Georgette, Cléopâtre, Thermidor, Madame Sans-Gêne,* de Sardou ; *Sévéro Torelli, les Jacobites, Pour la Couronne,* de Coppée ; *la Souris,* d'Edouard Pailleron ; *Révoltée, Mariage blanc, le Pardon, Flipote, le Député Leveau,* de J. Lemaître ; *Catherine, le Prince d'Aurec,* de H. Lavedan ; *Monsieur Scapin, le Flibustier, le Chemineau,* de Jean Richepin ; *Blanchette, l'Engrenage, l'Evasion, les Trois Filles de M. Dupont,* de Brieux ; *les Tenailles, la Loi de l'Homme, les Paroles restent,* de Paul Hervieu ; *Amants, la Douloureuse,* de Maurice Donnay ; *Boubouroche,* de Courteline ; *Brignot et sa fille, Rosine,* de A. Capus ; *les Romanesques, la Princesse lointaine, la Samaritaine, Cyrano de Bergerac,* d'Edm. Rostand ; *les Corbeaux, la Parisienne,* de H. Becque ; *Socrate et sa femme,* de Théodore de Banville ; etc.

Musique : *Françoise de Rimini,* d'Ambroise Thomas ; *Henry VIII,* de Saint-Saëns ; *Lakmé,* de Léo Delibes ; *Manon,* de Massenet ; *Sigurd,* de Reyer ; *Ascanio,* de Saint-Saëns ; *Thaïs,* de Massenet ; *Louise,* de G. Charpentier ; etc.

En ces vingt années, de nombreux journaux furent fondés, dont beaucoup ont disparu. D'autres, d'ancienne date, déclinèrent et cessèrent leur publication ou ne la continuèrent que dans des conditions obscures, comme le *Constitutionnel,* le *Moniteur Universel,* l'*Opinion nationale,* le *National,* le *Petit Moniteur,* le *Pays,* l'*Estafette.*

La période où la République fut opiniâtrément combattue avait vu naître l'*Assemblée nationale;* la *Défense,* qui devint la *Civilisation,* avec Henry des Houx, dont les opinions ne laissèrent pas que de se modifier plus tard ; l'*Ordre,* inspiré par Rouher ; la *Nation,* qui avait pour rédacteurs Jules Delafosse, Augustin Filon, Albert Duruy ; le *Triboulet,* journal d'un royalisme exaspéré, avec Saint-Patrice, Gaston Jollivet, J. de Gastyne ; le *Combat,* qui reprenait le titre d'un journal révolutionnaire pour être violemment bonapartiste. L'*Appel au peuple* et le *Petit Caporal* devaient devenir les derniers journaux napoléoniens. Ces feuilles terminèrent successivement leur carrière.

Après 1880, parurent, à des pôles opposés, le *Radical,* dont Henry Maret fut le rédacteur en chef, ayant comme principaux collaborateurs Ranc, Sigismond Lacroix, Jules Lermina ; la *Paix,* de Gaston Carle, qui passait pour l'organe de l'Elysée ; la *Croix,* rédigé par les Pères de l'Assomption.

Le *Gil Blas,* fondé par A. Dumont, réunissait une rédaction littéraire d'élite, Banville, Barbey d'Aurevilly, Louis Ulbach, Jules Vallès, Henry Fouquier, Octave Mirbeau, Armand Silvestre, G. de Maupassant, Léon Chapron, Jean Richepin, Quatrelles, Emile Villemot, Bernard Derosne.

Il voisinait, sur le boulevard des Capucines, avec l'*Echo de Paris,* fondé par V. Simond, où collaboraient Edmond Lepelletier, Catulle Mendès, Jules Lemaître, et avec le *Clairon,* dirigé par J. Cornély, où Alfred Capus fit ses premières armes. En 1884, naissait, sous la direction d'Alfred Edwards, le *Matin.* Paul de Cassagnac abandonna le *Pays* pour diriger, avec ses fils et M. Delafosse, l'*Autorité.*

La période du boulangisme fit éclore la *Revanche,* la *Cocarde,* un nombre considérable de publications illustrées, défendant ou attaquant le général.

Puis ce sont l'*Eclair*, d'abord éclectique, dont Georges Montorgueil, qui a fait ses preuves au *Paris*, est un des principaux rédacteurs, qui prend ensuite une couleur avec Alphonse Humbert, et le *Journal*, dont Fernand Xau a été le fondateur et qui donne une part importante à la littérature.

Edouard Drumont, avec la *Libre Parole* qu'il crée en quittant la *Liberté*, détermine des courants d'opinion qui retardent un apaisement dont la France a alors particulièrement besoin.

Ce seront, au moment de l'affaire Dreyfus, les *Droits de l'Homme*, de Henri Deloncle, l'*Aurore*, de Vaughan, qui combattront les adversaires de la revision. M. Clemenceau donnera un concours actif à l'*Aurore*, où paraîtra la lettre de Zola, *J'accuse*.

Journaux d'opinion ou d'information, ce sont successivement le *Jour*, le *Petit Bleu*, la *Volonté*, ce dernier journal dirigé par M. Franklin-Bouillon, le *Grand-Journal* d'Albiot qui innove le journal à huit pages.

Les moyens matériels dont dispose la presse accroissent sa diffusion. Le *Petit Parisien*, le *Journal*, le *Matin* atteignent des tirages considérables. La linotype remplace la composition à la main. Les journaux régionaux prennent aussi un grand développement. Comme ceux de Paris, ils commencent à augmenter le nombre de leurs pages. On peut rappeler, aujourd'hui que les quotidiens offrent de nombreux clichés, que la première tentative d'un journal donnant des dessins et des reproductions photographiques fut l'*Actualité*, de G. Decaux. Cet essai se produisait trop tôt.

Les journaux illustrés modifient leur aspect et abondent. Les revues se font plus nombreuses. Les journaux spéciaux se multiplient. En 1897, paraît un journal quotidien uniquement rédigé par des femmes, la *Fronde*, que dirige M[me] Marguerite

Durand, ayant comme collaboratrices Mmes Hélène Sée, J. Marni, Marie-Anne de Bovet, Judith Cladel, Mme de Peyrebrune, Hubertine Auclerc, etc.

Dans la presse, une activité considérable et une incontestable réunion de talents, évoquées par des noms qui se pressent. Dans la diversité des nuances de l'opinion républicaine, ce sont, vétérans des luttes politiques et combattants de la plume qui viennent se mêler à eux : Auguste Vacquerie, Ranc, Eugène Spuller, Tony Revillon, Gustave Isambert, Georges Clemenceau, Henry Maret, Sigismond Lacroix, L. Jezierski, Eug. Liébert, D. Ordinaire, J. Méline, Philippe Jourde, Ch.-L. Chassin, Pierre Baragnon, J. Lermina, Paschal Grousset, Emmanuel Arène, Pierre Baudin, Yves Guyot, Stephen Pichon, Joseph Reinach, H. Deloncle, Paul Delombre, G. Hanotaux, Francis et Gabriel Charmes, J. Roche, Camille Pelletan, Hector Pessard, Edm. Lepelletier, A. Briand, Millerand, l'un et l'autre longtemps journalistes, L. Barthou, qui devait attester, par sa présidence de l'Association des journalistes parisiens où il succéda à Alfred Mézières, son attachement à la presse ; H. Depasse, Alph. Humbert, J. Roche, Jean Destrem, Pierre Baudin, Paul Bourde, Ch. Laurent, A. Tardieu, Edgard Hement, Emile Cère, Paul Bluysen, Maxime Vuillaume, G. Rivet, De Lanessan, L.-V. Meunier, Henry Bérenger, L. Bailby, Paul Strauss, A. Honnorat, André Chaumeix, Eug. Lautier, A. Schiller.

Dans d'autres camps, Paul de Cassagnac, Robert Mitchell, Edouard Hervé, Ernest Daudet, Louis Teste, Henry des Houx, Simon Boubée, Delafosse, Edouard Drumont, François Veuillot, Mermeix, A. Claveau, le comte de Mun, Francis Magnard, dont le successeur au *Figaro,* Gaston Calmette, modifiera l'orientation politique.

A des périodes particulièrement agitées, exposant

certains à des évolutions d'opinions, sont mêlés Henri Rochefort, Maurice Barrès, Alph. Humbert, Marcel Habert, L. Millevoye, Mme Séverine, puis, plus tard, Jules Lemaître, et, du côté opposé, J. Cornély.

Dans le parti socialiste, Jaurès, Marcel Sembat, Rouanet, Jules Guesde, Lafargue, Zévaès.

Les directeurs de journaux : Adrien Hébrard, Arthur Meyer, Valentin et Victor Simond, Jean Dupuy, Bapst, E. de Nalèche, Fernand Xau, L. Chavenon, Edm. Théry, Samat.

Dans la chronique et la critique, les anciens e leurs cadets : Aurélien Scholl, Albert Wolff, A. Vitu, Jules Claretie, Francisque Sarcey, Félix Duquesnel, Henry Fouquier, Emile Blavet, A. Claveau, Philippe Burty, H. de Lapommeraye, Emile Bergerat, Paul Perret, Armand Silvestre, Abel Hermant, Edmond Lepelletier, G. Jollivet, Octave Mirbeau, Fourcaud, Grosclaude, Alfred Capus, Henri Lavedan, Gaston Jollivet, Philippe Gille, L. Ganderax, E. Faguet, Maurice Spronck, Marcel Prévost, Gustave Larroumet, Adolphe Brisson, Emmanuel Arène, Camille Le Senne, Stoullig, A. Barrès, Alexandre Hepp, Pierre Giffard, Hugues Le Roux, André Hallays, Léo Claretie, H. de Régnier, Jean Lorrain, Gustave Geffroy, Jean Ajalbert, Arsène Alexandre, Georges Montorgueil, G. Courteline, Lucien Descaves, Georges Lecomte, François de Nion, Pierre Véber, G. Lenotre, F. Vanderem, Jean-Bernard, Gaston Deschamps, Henry Bordeaux, Nozières, Louis Madelin, Emile Berr, Paul Souday, Ad. Aderer, Francis Chevassu, Maurice Desmaisons, Franc-Nohain, Ch. Folley, G. de Pawlowski, Emile Berr, Edmond Sée, Mario Sermet, G. Collet, St. Lauzanne, Eug. Ripault, F. Divoire, Paul G-nisty, etc.

LÉON CHAPRON

(1840-1884)

Il ne brilla, comme chroniqueur, que d'un bref éclat, la mort l'ayant pris prématurément. Avocat, secrétaire de Laurier, il avait quitté le barreau pour le journalisme. Il avait débuté au *Diogène*, puis il était entré au *Gaulois*, à l'*Evénement*, puis au *Gil Blas*, dont il fut le critique dramatique. Il avait un esprit vif et prime-sautier, une façon personnelle d'exprimer des idées généreuses, un style incisif. Il avait conquis le succès quand la maladie lui fit tomber des mains une plume qui, sous des apparences de paradoxe, parfois, ne s'était jamais exercée que pour attester la droiture et la raison d'un écrivain remarquablement doué. L'oubli s'est fait autour du nom de Léon Chapron. Mais il paraît juste de lui faire une part dans les souvenirs d'une époque.

LE DIVORCE

Le débat sur le divorce est de ceux qui, si ressassés qu'ils aient pu être, ont le don de passionner quand même l'opinion publique. M. Naquet aura été le Pierre l'Ermite de cette croisade. C'est lui qui, avec une ardeur que ni les mauvais vouloirs ni les railleries n'ont pu rebuter, a résolument commencé l'attaque. Ce petit homme contrefait, à figure douce et puissante, a apporté à la tâche entreprise une énergie et une ténacité rares. C'est un savant que M. Naquet, et un savant pour de bon, mais rien qu'un savant. En lui, l'écrivain et l'orateur sont de mince envergure. Chose étrange, il ne retrouve une vigueur de plume ou de parole

que lorsqu'il s'agit du divorce. Je n'ai pas à expliquer ce mystère, et à sonder le cœur et les reins de M. Naquet. Néanmoins, et quoi que j'en aie, je ne puis m'empêcher de songer au jugement que Thomas Carlyle, le Michelet de l'Angleterre, portait sur Tallien, qu'il avait vu en Bavière vers 1817. Tallien n'était pas et n'avait jamais été éloquent. Un jour, un seul jour, dans la séance du 8 thermidor, il trouva des accents d'une force et d'une grandeur incomparables. Abstraction faite de la rhétorique habituelle du temps, Tallien fut, pour cette unique fois, un homme de génie. Il dut ce triomphe inattendu, qui changea la face de la France et, peut-être, du monde entier, à l'amour inassouvi que lui avait inspiré cette guenon de Teresa Cabarrus.

Je suis venu à maintes reprises, sans avoir les mêmes raisons que Tallien, je n'oserais dire que M. Naquet, mais par pur bon sens, à la rescousse des partisans du divorce. Ce divorce honteux, misérable et immoral, immoral surtout, qu'on appelle « la séparation de corps », est une telle ânerie que, réellement, il faut que nos législateurs aient des écailles — et des écailles d'huîtres — sur les yeux pour ne pas voir où ce système ridicule va nous entraînant chaque jour. C'est une véritable honte que de s'entêter dans l'erreur, ainsi que nous le faisons de propos délibéré et en connaissance de cause. Tourner ses pouces benoîtement et murmurer d'une voix onctueuse : *Quod conjunxit Deus, homo disjungere nequit,* telle est, au fond, l'argumentation des adversaires du divorce. Cette naïve placidité me rappelle le *ronron* du comédien Geoffroy parlant de l'indissolubilité des liens conjugaux dans une pièce où sa femme sortait continuellement pour aller faire visite à *sa tante malade.*

Je n'ai sous les yeux que des fragments du dis-

cours de M. Léon Renaud. Il me semble, d'après les citations un peu tronquées que je lis, que M. Renaud, sauf deux points, a purement et simplement réclamé la mise en vigueur du titre VI du livre IV du Code civil, rayé par la loi du 8 mai 1816. Je vous demande où serait le grand mal, en vérité! Les gens naturellement portés à l'éloquence attendrie ne manqueront pas de parler du sort des enfants. Ils iront peut-être jusqu'à emprunter à M. Gondinet l'aimable fantaisie qu'il a développée sur la scène du Vaudeville. Croyez-vous donc, ô gens naturellement portés à l'éloquence attendrie, que les enfants soient sur un lit de roses, étant donné l'absurde régime de la séparation de corps!

Ne nous illusionnons pas, et ne cherchons pas midi à quatorze heures. La résistance au divorce n'est, en fin de compte, quelque juridiquement spécieuses que puissent être les discussions à venir, qu'une suprême révolte du vieil esprit catholique contre l'esprit moderne. Les adversaires du divorce font, inconsciemment peut-être, mais indiscutablement, œuvre théocratique. Et ce qui explique peu les grandes fureurs de ces adversaires, c'est qu'on respecte leurs convictions. La séparation de corps continuera à exister, comme en 1803, parallèlement au divorce.

Il est clair que le divorce, tel que l'a défendu M. Léon Renaud, a dû paraître à M. Naquet un divorce anodin, un divorce de poche, quelque chose comme un remède facile à suivre, même en voyage. Il s'y est rallié, pourtant, et a habilement fait. M. Naquet a un gros dossier relatif au divorce. De temps en temps, dans les conférences qu'il est allé débitant dans les grandes villes, il a sorti de ce dossier des pièces absolument probantes et qui collent au mur les adversaires les plus endiablés. Moi-même, si je ne me fais pas illusion, j'ai eu la

bonne fortune de lui procurer quelques anecdotes d'un haut goût.

.... Très sérieusement, cette loi du divorce, que réclame tout esprit sage et que repoussent quelques maniaques de spiritualisme, passera forcément un jour ou l'autre. Je ne sais quel sera, cette fois, son destin. Il y a partout, on ne saurait le contester, un courant favorable au projet de M. Naquet. Personne ne demande que le mariage ressemble à une de ces unions morganatiques que les étudiants concluent de façon légère à la closerie des Lilas, entre deux piles de bocks. Mais le sens commun exige que l'indissolubilité du mariage, qui crée tant de situations fausses, misérables et douloureuses, ne soit pas un dogme absolu. En 1831, 1832, 1833 et 1834, quatre tentatives en faveur du divorce ont échoué devant la Chambre des Pairs. Serons-nous plus heureux aujourd'hui, et se décidera-t-on à comprendre que la France, dût-elle tomber au rang de fille cadette de l'Eglise, n'est pas indigne de jouir du bénéfice légal dont jouissent en paix l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la Bavière et les Etats-Unis. Nous verrons bien si, en 1883, les majestueux sénateurs s'opposeront encore à la plus sensée, à la plus nécessaire et à la plus morale des réformes.

(*L'Événement*, 1882.)

ÉMILE BERGERAT

(1845)

Poète, romancier et auteur dramatique, Emile Bergerat eut toujours bec et ongles pour riposter à la critique. Il était né chroniqueur, ajoutant aux arguments d'un esprit libre, dans toutes les questions, une pointe de spirituelle gaminerie. Il fut « Jean Rouge » au *Figaro* bihebdomadaire ; il fut l' « Homme Masqué » au *Voltaire*, « Caliban », plus tard, au *Figaro*. Après la mort de Théophile Gautier, son beau-père, il lui avait succédé comme critique d'art au *Journal officiel*, qui avait alors une rédaction littéraire. Il attesta sa verve mordante et son humeur batailleuse à la *France*, au *Paris*, au *Bien public*, au *Gaulois*, au *Gil Blas*, etc. En 1879, il avait fondé, avec l'éditeur Charpentier, la *Vie moderne*. Son œuvre de journaliste reste considérable, poursuivie au milieu d'une abondante production de livres et d'ouvrages de théâtre, dont quelques-uns ont été défendus par lui avec sa causticité habituelle. Il a créé des mots qui ont été adoptés couramment, comme le verbe « tripatouiller » qu'il employa à propos des modifications qu'un directeur avait apportées à une de ses pièces. « Vous devez être de Paris, vous, disait Jules Vallès dans la préface des chroniques de l'*Homme masqué*, vous avez joué aux billes avec des balles quand vous étiez gamin... Vous êtes au courant de tout ce qui s'est passé sur le pavé de la ville, au moment des coups de chien. Ça vous connaît, rien que parce que votre berceau a posé sur cette terre qui a avalé, depuis cent ans, de la mitraille au quintal et bu du sang à la barrique... » Emile Bergerat n'a que l'âme frondeuse, et c'était l'enrégimenter un peu facilement parmi les révolutionnaires. Mais la comparaison était juste quand Vallès disait que Emile Bergerat, fifre en tête des bataillons d'avant-garde, « fioriturait » à côté des clairons. Il a fait même,

souvent, mais toujours avec une belle humeur primesautière, d'assez audacieuses variations sur ce fifre.

Dans un piquant article, qui est bien de sa manière, il vante, précisément, l' « esprit d'opposition ».

L'ESPRIT D'OPPOSITION

... D'excellents républicains, je le sais, s'effarent en ce moment de l'âpreté des polémiques ; ils y voient un symptôme de désorganisation dans l'armée libérale. Des camps se forment, des étendards sont plantés, des lignes de démarcation tracées et des mots aigre-doux s'échangent entre les tentes ? Où allons-nous ? disent-ils. — Braves gens, nous allons à la liberté, par l'opposition.

Le grand vice de notre éducation politique, c'est de croire toujours que la République est un système de gouvernement éprouvé, breveté et récompensé de plusieurs médailles d'or, un système Bréguet, rond comme une boule et portatif, qui va fonctionner tout seul au moyen d'un rouage intérieur (cent trous en rubis) que l'on a remonté une fois pour toutes. Les bourgeois croient qu'ils n'ont qu'à s'en reposer sur elle, comme ils s'en reposaient sur le roy, de toutes affaires publiques et autres, généralement quelconques, et qu'on ne leur demande plus que de s'en aller détacher les limaces de leurs pruniers, sans autres soucis que ceux qui, le printemps venu, se mêlent aux pâquerettes. Mais ce n'est pas ça du tout, la République. Ça, c'est encore la royauté, le pouvoir absolu, la responsabilité d'un seul. La République, ô mes chers bedons, c'est ce qui fait maigrir. En République, c'est vous qui devez avoir un avis, une volonté, une idée pratique. Il s'agit de se remuer, de se pas-

sionner, de se prendre aux cheveux, de se flanquer des gnons et des torgnoles pour l'intérêt général au dam et détriment du particulier. En République, nous sommes quarante millions de rois, empereurs et papes, qui avons voix au chapitre et la main sur la boule de la justice.

Il n'est plus question de consulter Pépin le Bref, c'est vous, monseigneur le Peuple. On vous propose un théorème d'économie, de socialisme ou de politique extérieure (car il n'y a pas que la question des sucres dans le bonheur d'une nation), et vous avez vingt-quatre heures pour nous dévoiler vos idées secrètes et pour vous entendre par voie de discussion préalable, ou autrement, si le cœur vous en dit. Il faut bûcher en République. Très laborieux, le régime de la liberté! On y va à la noce, comme sous les autres, mais pas toute la vie. Dites-vous bien que l'histoire de France va changer et que vous avez tout à refaire, la poule à mettre dans le pot et le pot sur le feu, espèces de Henri IV que vous êtes.

Et si vous vous convainquez de cette vérité, si vous vous rendez compte exactement des charges qui vous incombent, des devoirs glorieux que la patrie attend de vous et des responsabilités que votre souveraineté vous impose, vous ne tarderez pas à reconnaître que l'opposition vous est plus nécessaire que le phare au marin et que, si elle n'existait pas sous tous les régimes, il faudrait l'inventer sous la République. L'esprit de fronde n'est pas un défaut, c'est une vertu française. Elle nous vient de ces fiers Sicambres qui brûlaient le lendemain ce qu'ils adoraient la veille, et prouvaient ainsi le cas qu'ils savaient faire des idoles. Non seulement il n'y a rien à en craindre, de cet esprit national, mais il faut tout en attendre, car c'est par lui que le progrès doit nous venir. C'est lui qui

émoustille, réveille et tient en haleine comme en respect le fonctionnarisme ; qui pique au talon, dans les hamacs où ils se balancent, les satrapes de la popularité et qui répète à tous, dans un air de flûte, que la vie est courte et que nous ne sommes pas sur la terre pour collectionner les vieux timbres-poste et piquer des hannetons sur les bouchons de liège.

Vivons, luttons, cherchons, travaillons, jamais satisfaits, toujours anxieux du mieux et curieux de ce qui est derrière le voile.

(*Le Voltaire*, 1882.)

PIERRE VÉRON

(1833-1901)

L'abondance de la production de Pierre Véron contribua à sa notoriété, dont il ne reste aujourd'hui qu'un souvenir assez effacé. Il faisait figure de personnalité parisienne, et il passait pour un homme d'esprit. C'est de quoi, d'ailleurs, il était le premier à être persuadé. Il avait failli être professeur, mais s'était détourné de l'Ecole normale pour publier nombre d'articles dans ce qu'on appelait, au temps de ses débuts, les « petits journaux », puis dans les grands. Il chroniqua partout, au *Monde Illustré*, à l'*Opinion nationale*, à l'*Illustration*, au *Petit Journal*, à l'*Avenir national*, etc. Il devait garder jusqu'à sa mort la direction du *Charivari*, en maintenant ses traditions frondeuses. Il recueillait, sous des titres à effet, ses articles, finissant par former près de cent volumes. Ces pages, qui suivaient l'actualité, se ressentent, à les relire, de la rapidité de leur improvisation. Par sa longue carrière et par le genre dont il fut un des représentants, son nom appartient, cependant, à l'histoire de la presse.

LA STATUE DE RENAUDOT

Mieux vaut tard que jamais, dit le proverbe.

Donc, du haut du ciel, sa demeure dernière, Théophraste Renaudot doit se déclarer content. On a enfin pensé à lui.

Il a fallu, par exemple, qu'il laissât passer un tas de célébrités plus ou moins interlopes. En a-t-il vu défiler de ces statues baroques, voire odieuses, sans que personne s'avisât de dire :

« Mais il y a un homme qui a créé une des grandes

forces de la société moderne, un homme qui a inventé la presse, et dont rien ne perpétue le souvenir! N'est-ce pas une injustice criante ? »

Une injustice! Il y a longtemps que, pour ma part, je n'en suis plus à les compter. On est philosophe ou on ne l'est pas.

Mais celle-là, tout de même, dépassait la mesure.

Entendons-nous. Il ne s'agit pas de surfaire la valeur personnelle de Théophraste Renaudot, créateur du premier journal. Ce serait une injustice en sens contraire. Il ne s'agit pas de le donner pour un grand écrivain qu'il n'a jamais été. C'est simplement un Fulton en son genre. On lui doit une machine à penser dont la puissance a remué le monde.

Cette invention en vaut bien d'autres, je l'avoue.

Dame! Il est des gens qui ne partagent pas cet avis. S'ils le pouvaient, ils brûleraient plutôt en effigie celui qu'on veut apothéoser. Et même leur regret intime est de ne pas l'avoir vu brûler en personne.

La vieille querelle de l'éteignoir et de la lumière!

C'était si commode, le bon vieux temps où on ne savait pas lire! Si commode pour les tyrannies qui s'asseyaient tranquillement sur les peuples, les écrasant de leur poids terrible!

Même avec le livre, ces tyrannies se tiraient encore d'affaire. Le livre ne s'imprimait qu'à un petit nombre. Il ne pouvait pas faire de vaste propagande.

Puis il ressemblait tant soit peu aux carabiniers d'Offenbach : il arrivait toujours en retard sur les événements, dont il lui était impossible de suivre la rapidité fiévreuse.

La gazette, au contraire, c'est la surveillance de tous les instants. C'est la lutte de tous les jours. C'est, chaque matin, l'abus battu en brèche, l'excès de pouvoir flétri.

Maudite gazette!

Sans la presse, on en serait certainement encore au bon plaisir des souverains, à l'accaparement des privilèges au profit de quelques-uns.

Etonnez-vous que ceux qui bénéficiaient de ces privilèges-là n'aient jamais pardonné.

Mais ce qui irrite leur colère est précisément ce qui stimule notre reconnaissance.

Théophraste Renaudot, je le veux bien, ne se doutait pas lui-même de ce que son idée pouvait valoir. Son encrier, comme la marmite de Papin, ne se savait pas gros de tant de tempêtes et de tant de bouleversements.

Et, puisque j'ai parlé de Papin, je suivrai la comparaison.

C'est un thème à lieux communs que la déclamation contre les excès de la presse. Excès, en effet, il y en a eu, il y en a, et il y en aura toujours.

Mais quand même?

La vapeur aussi a ses ravages, ses explosions brutales, ses dévastations insensées. Demanderez-vous pour cela la suppression de la vapeur?

Tout se paye ici-bas : il y a toujours le chapitre des pots et des œufs cassés.

La presse a, d'ailleurs, un mérite spécial : c'est une vapeur qui répare ce qu'elle brise.

Quand la liberté de la défense fait pendant à la liberté de l'attaque, il y a équilibre et compensation.

Je ne parle pas, bien entendu, de l'attaque qui a un caractère criminel, de l'attaque vile qui diffame pour faire chanter. Celle-là doit être châtiée par le droit commun, comme toutes les infamies.

L'éducation des peuples s'est faite bien lentement. Chez nous, elle est loin d'être terminée, mais on y viendra si l'ère de la liberté dure. On ne peut pas mettre en balance le dommage particulier avec

l'immense profit public qui est résulté de la presse.

C'est elle qui a décrassé des milliers de cerveaux, c'est elle qui a rectifié des milliers de mensonges, c'est elle qui a aboli des milliers de superstitions.

Théophraste Renaudot a été un bienfaiteur sans le savoir, je vous le concède, mais il a été un bienfaiteur.

On ne pouvait lui refuser une place dans le Panthéon humain où se sont faufilés tant de médiocrités surfaites, tant de faux héros, tant de gloires sanglantes.

C'est pourquoi ce Renaudot-là fera bonne figure sur un piédestal. Ce sera à la fois un acte de justice et un symbolisme intelligent.

(*Le Charivari*, 1883.)

ALEXANDRE HEPP

(1857)

Après avoir publié, comme tout jeune écrivain, son volume de vers, Alexandre Hepp débuta, dans la chronique, au *Voltaire*, où il fut bientôt remarqué. Il avait du nerf, de la verve, de la vigueur dans la satire des travers contemporains. Il montra, dans les journaux où il écrivit, ces qualités qui se sont fortifiées par l'expérience de la vie, et qu'il atteste aujourd'hui, notamment au *Gaulois*.

Il a donné plusieurs romans, dont l'un, *l'Epuisé,* ne laissa pas que de faire quelque bruit. Un certain nombre de ses chroniques ont été réunies sous les titres de *Paris patraque,* les *Anges parisiens, Paris tout nu*.

MAITRE X.

On écrit volontiers : Maître X. vient de *remporter une nouvelle victoire,* en obtenant l'acquittement de cet affreux gredin. Victoire sur qui? — Sur la justice.

La victoire d'un éminent avocat suppose presque toujours un croc-en-jambe au vrai scrupuleux et à l'esprit d'équité.

Voici certain gaillard nettement convaincu de vol avec effraction, la nuit, dans une maison habitée, un gaillard qui a devant lui un rude article du code, un gaillard qui avoue : le devoir et le renom de l'avocat veulent que ce coupable, malgré preuves et aveux, soit innocenté. C'est là que la parole a souvent de désastreuses missions ; c'est là qu'il faut s'insurger contre l'éloquence.

Quelle doit être, au sortir de l'audience, l'opinion de l'avocat sur un de ses succès; de quelles réflexions a-t-il dû accompagner sa « victoire »? C'est une victoire à la Pyrrhus; — encore quelques-unes de ce genre, et la justice ne sera plus.

Otant sa robe et déposant sa serviette, maître X. peut se dire : « Je viens de faire acquitter un coupable sans excuses; il a prémédité son crime; il est resté impassible devant les conséquences; je lui fournis l'impunité : libre à lui de recommencer; il ne doit cette bonne fortune qu'à moi. »

L'avocat s'enorgueillit de ce triomphe de métier; mais que pense l'homme? Certes, elle serait utile et curieuse à connaître, la confession où le plaideur apprécierait lui-même son succès et le jugerait, dégagé des exigences du Palais et de l'optique de sa profession.

Plus d'une fois l'éloquence judiciaire est en désaccord avec la société. Ce qui fait l'honneur du « tableau » ne fait pas toujours la sécurité du citoyen.

L'avocat qui a plaidé et obtenu l'innocence d'un gredin est tenté souvent de poser chez lui les verrous aux portes, en songeant à l'affreux drôle qu'on vient de remettre en circulation, sur sa parole. A son banc, il affirme, avec des larmes dans la voix et des prières dans le geste; chez lui, il en arrive à ce monologue :

« Diable, cela manque de gaieté! Voilà un bonhomme dangereux. Je l'ai étudié sous toutes les formes : quelle canaille! Je le sais, — je l'ai défendu. Ne pas coffrer de pareils individus! On n'est vraiment plus en sûreté : à quoi donc s'occupe la préfecture de police! »

Ce sont là quelques-uns des dessous de cette carrière libérale. On en sourit encore volontiers, les avocats partageant avec les médecins le privi-

lège des plaisanteries joyeuses. Mais quand ils déforment le Code, noient le crime dans leurs phrases, font dévier la justice à leur guise et gigoter sa béquille, on s'émeut.

Des acquittements bruyants ont fâcheusement établi la toute-puissance de l'avocat : le défenseur s'amoindrit dans certaines victoires, il est des cas où sa dignité ne doit pas rougir d'une condamnation.

Un avocat qui détourne l'évidence, escamote le fait précis, et, à la force du talent, enjôle Thémis, exerce magnifiquement, sans doute, sa profession ; il est l'homme à triomphes ; il est l'illustration du barreau, mais il porte atteinte à la justice. La justice souffre de son éloquence, elle perd son prestige, et pour absolue, immuable, une, qu'on la rêve, elle semble prendre deux poids et deux mesures, et papillonner aux hasards de la défense.

... L'avocat est un acteur responsable. Quand il a joué, ôté sa toque et son hermine, le rideau ne tombe pas, les personnages souffrent ou s'indignent encore.

Et, plus fort, plus intense, avec des douleurs nouvelles, le drame se prolonge dans la vie, — tandis que l'interprète principal fume sa cigarette délicieusement ou savoure dans les comptes rendus le bruit de son succès.

Le rôle de maître X., cependant, est grand et beau. C'est une généreuse mission d'homme.

Sans parler de la veuve et de l'orphelin, il y a des circonstances où l'avocat est comme le médecin, l'ami et le sauveur de la maison.

Mais sitôt, aujourd'hui, qu'il endosse sa robe, l'homme semble disparaître en lui. Vêtu autrement que le commun des mortels, il se croit un être à part, et, dans cette illusion, il s'expose à laisser parfois de ses plus solides qualités.

Cette robe le retire de la circulation, malgré lui, agit sur son esprit et sur son cœur. L'avocat gagnerait à rester simplement homme, et la justice, en cessant d'être théâtrale, serait plus unie à la vie courante.

(*Le Voltaire*, 1884.)

HENRY FOUQUIER

(1838-1901)

« Une vivante et mobile figure de journaliste, » a-t-on dit de lui. Avec une égale facilité, il toucha à tous les genres, à la polémique politique, à la critique, à la chronique, où il apportait, sous une forme pleine de grâce, sa philosophie indulgente et raffinée, mais armée de saine raison. Après avoir voyagé et, un moment, professé, il donna ses premiers articles au *Courrier du dimanche*, le journal de Prévost-Paradol et de J.-J. Weiss. Il suivit J.-J. Weiss au *Journal de Paris*, mais il témoignait son activité par sa collaboration à l'*Avenir national*, à la *Presse*, à l'*Indépendance belge*, au *Siècle*, puis au *Figaro*, où il devait revenir à la fin de sa vie, comme critique dramatique, au *Soir*, au *Nain jaune*, etc.

A la Révolution du 4 septembre, il fut nommé secrétaire général des Bouches-du-Rhône, où il eut à montrer qu'il était aussi homme d'action. Plus tard, il était directeur de la presse au ministère de l'intérieur, mais il revint entièrement au journalisme, où il montra ses dons brillants, dont la fécondité n'était pas le moindre. Nous l'avons vu composer, sur un coin de table, au milieu des conversations, des articles d'une haute tenue et d'un fond substantiel. Il fut quelque temps rédacteur en chef du *XIXe Siècle*. Au *Gil Blas*, il écrivait sous les pseudonymes de Nestor et de Colomba. Il passa par tous les journaux qui avaient encore souci de littérature. Tels portraits contemporains de lui sont restés des morceaux remarquables par leur justesse de touche. Son œuvre se caractérise par la distinction et la richesse de pensée.

Il fut député, pendant une législature.

« C'est, disait de lui Jules Lemaître, l'esprit le plus facile, le plus alerte, le plus adroit, le plus prêt sur toutes choses... Il sait tout ou, du moins, devine tout, et semble s'être tout assimilé. Il n'ignore rien de tout ce que les esprits originaux de ce siècle ont senti et pensé;

il le repense avec une hardiesse légère; il le ressent avec une vivacité d'impression jamais émoussée... Il est de ces grands curieux auxquels nul progrès n'échappe. C'est un miroir sensible largement ouvert au monde et à la vie. Il ne retarde jamais... Il porte au plus haut point ce don de « réceptivité » que Proudhon attribue aux mieux douées d'entre les femmes. Et il a d'ailleurs, dans les moindres mouvements de sa sensibilité et de sa pensée, une grâce d'un charme si pénétrant que, si je ne puis l'appeler féminine, je ne sais vraiment de quel autre nom la nommer. »

Quelques-unes des chroniques de Henry Fouquier ont été réunies en volumes, *Sagesse parisienne, Paradoxes féminins.* Il donna, sous le titre de *Au Siècle dernier,* un recueil des études historiques qu'il avait publiées dans le *Journal Officiel* quand ce journal contenait une partie littéraire.

RENAN ET LA JEUNESSE

L'Association des étudiants et des élèves des Écoles supérieures a banqueté dimanche. M. Chevreul était président d'honneur, M. Renan, président effectif. On a bu au centenaire du doyen des étudiants, et M. Renan, dans un discours exquis, parlant de lui-même avec une coquetterie raffinée, a porté un toast à sa seconde jeunesse.

... C'est un des grands divertissements de M. Renan de faire dire aux mots autre chose que ce que le vulgaire y entend. Son matérialisme est plein d'idéalisme; son athéisme est pieux; son indifférence est émue; son scepticisme va jusqu'aux rêves des mystiques; et quand en politique, avec un fonds d'amertume, — autant qu'il peut être amer contre l'imbécillité du suffrage universel qui l'a méconnu, — il prêche le désintéressement, il y a derrière ce désintéressement le plus haut conseil de civisme

qui se puisse donner à notre pays, le conseil d'apporter dans la politique l'esprit de sacrifice. Et non le sacrifice des intérêts, mais celui, plus difficile, des idées.

« Il peut se faire, dit M. Renan, que ce monde ne soit pas quelque chose de bien sérieux, mais, en tout cas, il est charmant. » J'en dirais volontiers autant de la philosophie qu'il apporte à ce monde aimé. L'optimisme, très contestable comme doctrine, est inattaquable comme politique de la vie. Il faut être optimiste même sans croire tout à fait à l'optimisme, de même qu'il faut se fier aux paroles d'amour, même contre la raison et contre l'expérience. C'est de ces divins mensonges qu'est fait ce que la vie peut avoir de bonheur, et ce n'est pas moi qui blâmerai M. Renan de nous en prêcher la foi, encore qu'on ne sache jamais si ce diable d'homme croit à ce qu'il dit ou seulement à la nécessité et à l'agrément d'y croire? Seulement, la doctrine du discours aux étudiants, ce sermon sur la montagne de Sainte-Geneviève, a ce grave malheur d'être d'une morale à trop haute portée et à trop longue échéance.

Il y a, à Florence, une admirable statue de la Justice, tenant les balances et le glaive. On la plaça, au temps des Médicis, sur une colonne élevée. Et, le lendemain, un poète satirique inscrivit sur la base de la colonne le pasquin que voici : « C'est bien l'image de la Justice de notre temps, ô peuple! Accessible aux grands, inaccessible aux petits. » Il en est de même de la philosophie de M. Renan. Le *gaudeamus* est inattaquable, surtout en latin, et accompagné des nobles commentaires que j'ai rappelés. Mais ne paraîtra-t-il pas une ironie pour ceux qui souffrent, qui sont, par conséquent, pressés, et qui, ayant perdu la foi dans l'immortalité de leur être, n'ont pas même, pour se consoler, le

sentiment vif de l'éternité de la race et de l'humanité? Réjouissons-nous! Mais c'est qu'il n'y a pas toujours de quoi, et les billets sur l'avenir ne s'escomptent pas indéfiniment!

M. Renan sent lui-même que c'est là où sa doctrine faiblit. Bonne pour une aristocratie maîtresse de ses destinées, au moins pour assez longtemps, elle ne satisfait pas une démocratie qui cherche les siennes.

Ainsi, mêlant des vues hardies à ce que son discours contient de banalités voulues, car rajeunir les « déclamations » est un des exercices favoris de son esprit, il aborde sans peur l'idée d'une révolution sociale, en ayant grand soin, d'ailleurs, de laisser à nos fils le soin de la faire ou de la supporter. Et, avec la curiosité qu'il a des milieux qui lui sont inconnus, il va jusqu'à traiter la délicate question des amours de la jeunesse.

Je ne sais pas, à tout prendre, si ces adorables rêveries d'un sage ne sont pas faites pour laisser en nos cœurs plus de tristesse que de joie? M. Renan est monté sur le cap Sunium, et il aperçoit encore la lumière du jour, quand les vallées sont plongées dans l'ombre; mais il ne lui déplaît pas que le sommet d'où il juge la vie soit inaccessible à la foule; et cette lumière d'en haut, dont nul rayon ne descend, fait encore plus épaisse l'horreur de la nuit d'en bas. Il est des moments où le rire des sages, enfermés dans la Tour d'ivoire, irrite l'humanité inquiète, lui met au cœur des colères mauvaises, lui donne envie de renverser la table de ce festin de délicats, où l'on vide des coupes en l'honneur de « l'ordre éternel des choses », sans qu'il en tombe jamais une goutte pour apaiser les soifs du jour.

(*Le Gil Blas*, 1886.)

HUGUES LE ROUX

(1860)

De très brillants débuts dans la presse et dans le roman. Ses articles, remarqués, dans la *Revue politique et littéraire* le menèrent au *Temps*, où il rédigea la *Vie à Paris*, apportant les curiosités d'un esprit largement ouvert et une sensibilité toujours en éveil. Un recueil de ces articles, *l'Enfer parisien*, atteste sa pitié pour toutes les misères sociales, et contient des pages d'une émotion profonde.

Hugues Le Roux, dont le talent n'a cessé de s'affirmer, publie une suite de romans, *l'Attentat Sloughine, Un de nous, le Frère lai, l'Amour infirme*. Avec le peintre Garnier, il étudie le monde des cirques. Il est un des écrivains les plus répandus dans la presse.

Mais son besoin d'activité l'entraîne en de grands voyages, dont quelques-uns le transforment en explorateur. Il est chargé de missions politiques en Abyssinie, s'avance en des pays encore presque inconnus, et il conte ses étapes à travers le monde, qu'il parcourra encore en tous sens. Il se fait l'apôtre de l'énergie française, de l'action, dans ses articles du *Figaro*, puis du *Matin*. Il a, selon un mot pittoresque, ouvert toutes grandes les fenêtres sur l'étranger. Il remue des idées utiles, qu'il expose en des conférences éloquentes. La guerre de 1914, pendant laquelle il va en Amérique, au Japon, en Chine, fait de lui l'ardent propagandiste de notre cause, par la plume et par la parole.

Douloureusement atteint par la mort glorieuse de son fils, en Lorraine, il s'adresse, dans un livre d'une philosophie élevée, à ceux qui ont souffert du même deuil que lui, *Te souviens-tu ?*

Hugues Le Roux est sénateur de Seine-et-Oise.

LE REPORTER

Dans une alerte chronique publiée par la *Revue Bleue*, M. Dionys Ordinaire a tracé sous ce titre : *Mœurs contemporaines : le Reportage,* une satire assez mordante du journalisme et des journalistes contemporains, qu'il immole à un journalisme et à un journaliste idéaux, ceux d'autrefois, ceux de son temps.

Cette apologie des hommes et des choses du passé n'est point directement exprimée : on la sent latente sous les critiques, et celles-ci sont fort moroses. C'est de la curiosité du public, — M. Ordinaire juge cette curiosité très basse, — et d'autre part de la vanité sans frein des particuliers que serait né ce journalisme bâtard : le reportage.

... — M. Dionys Ordinaire n'est plus tout jeune, me disait, après cette lecture, un reporter blessé d'avoir été comparé « à la poussière du désert qu entre dans les maisons les mieux closes ». Il avoue lui-même qu'à mesure que l'âge s'accroît, on éprouve à faire parler de soi un plaisir de plus en plus vif. Il m'en veut, à moi et à mes camarades, de ce que nous n'avons jamais monté son escalier.

Nous sommes tous persuadés, ai-je besoin de le dire, que ce reporter se trompait. Le débat a plus de grandeur. Il est très vrai qu'une révolution s'est produite dans le journalisme contemporain, et M. Ordinaire peut, sans être suspect de rancune, préférer aux nouveautés les habitudes de sa jeunesse.

Le public n'est pas si désintéressé qu'il pourrait le croire dans cette question de boutique, car le journal est certainement, plus que le livre et le théâtre, le miroir fidèle de l'opinion.

... Quand tout se transformait, le journal devait

se modifier comme le reste... La faveur que le chroniqueur avait perdue était allée à un autre personnage qu'on a appelé, je ne sais pourquoi, d'un nom anglais, reporter, puisque nous avons « nouvelliste ».

Celui-là ne bâclait pas ses spirituelles illustrations sur la nappe d'un cabinet de restaurant; on ne le connaissait point à Tortoni. Obscur, anonyme, à peine autorisé à signer d'une initiale ses articles sans prétention littéraire, uniquement préoccupé d'exactitude, il était toujours par voies et par chemins, en voiture, en bateau, en chemin de fer, courant partout où il y avait une fête, un sinistre, une grève : il voyageait à l'avant-garde des armées, accompagnait les explorateurs dans leurs explorations, et, toujours le crayon et le carnet à la main, il prenait des notes sous la pluie des balles, le dernier sur le pont du navire en train de sombrer. Comme récompense de ses patients efforts, des difficultés de sa perpétuelle enquête, il avait la joie d'être l'inconnu dont on attendait impatiemment l'article, celui qui assouvissait cette grande faim de « savoir » qui tenaille les entrailles du public, car le Français ne vit pas seulement de pain, a dit un moraliste connu, — au fait, c'est peut-être bien Jules César en ses *Commentaires*, — mais aussi de nouvelles.

Le reporter, c'est le soldat arrivé par le rang. Il est entendu qu'il ne peut dépasser un certain grade, du moins à l'heure présente. En effet, aujourd'hui, il possède une connaissance insuffisante de la langue, il a fait trop peu d'études générales ; il a — et ce n'est pas sa faute — l'échine un peu trop souple pour arriver aux premières places. Mais quand on sera débarrassé de tous les vieux maréchaux de la chronique que l'on laisse, par respect, mourir dans leurs commandements, avec tous leurs galons

fanés sur le bras, le reportage triomphera définitivement. Il montera des bas-fonds du journal à la surface. Il tentera tous les gens de mérite, les artistes, les littérateurs, les poètes, ceux qui savent voir, deviner, composer, écrire, ceux qui ont des impressions justes et profondes, ceux dont le regard perce les contours, va à l'âme des hommes et des choses. A ce moment-là, le reporter sera bien plus qu'un homme d'esprit, monsieur Dionys Ordinaire, parfois un homme de génie.

Il y a déjà eu un reporter de cette envergure.

Dans le numéro même de la *Revue Bleue* où vous plaisantez si agréablement les journalistes informateurs, au *Bulletin*, j'ai vu qu'on annonçait le troisième volume des œuvres inédites de Victor Hugo, celles qu'on a publiées sous ce titre, *Choses vues, impressions et souvenirs*. Par hasard, j'avais reçu ce livre la veille. Je l'ai ouvert, et, dame! ça a été un éblouissement. Vous avez certainement lu ce livre-là, comme nous tous, monsieur Ordinaire. Eh bien, je suppose que vous êtes directeur d'un grand journal, et qu'un jeune garçon, un inconnu, un nommé Victor Hugo vienne vous proposer pour vos « Au jour le jour » un des chapitres qui composent ce recueil de *Choses vues* : vous êtes trop journaliste pour ne pas tendre les bras à ce passant, pour ne pas le serrer sur votre cœur, pour ne pas vous l'attacher à vie avec une chaîne d'or.

Et pourtant, ces « Choses vues », c'est du reportage, rien que du reportage, du reportage de la rue, des cancans de portières, des on-dit de la foule, crayonnés à la hâte sur un petit carnet, tout debout au milieu de rassemblements de bavards. Vous tourniez en ridicule, dans votre article, les gens qui vous ont dit comment est faite la maison où Pranzini a assassiné, « qui ont interrogé la portière et le marchand de vin, compté les marches de l'escalier », etc. Mais

Victor Hugo, que vous admirez, n'opère pas autrement. Quand le duc d'Orléans est tué, dans une chute de voiture, il se transporte sur le lieu de l'accident et note ses impressions toutes chaudes. Ecoutez-le parler lui-même :

« Aujourd'hui, mercredi, j'ai visité le lieu où le prince est tombé ; il y a précisément à cette heure une semaine. C'est à l'endroit de la chaussée qui est compris entre le vingt-sixième et le vingt-septième arbre, à gauche, en comptant les arbres à partir de l'angle que fait le chemin avec le rond-point de la Porte-Maillot. Le dos d'âne de la chaussée a vingt et un pavés de largeur. Le prince s'est brisé le front sur le troisième et le quatrième pavé à gauche, près du bord. S'il eût été lancé dix-huit pouces plus loin, il serait tombé sur la terre.

« Le roi a fait enlever les deux pavés tachés de sang, et l'on distinguait aujourd'hui, malgré la boue d'une journée pluvieuse, les deux pavés nouveaux fraîchement posés. »

Voilà du reportage américain, ou je ne m'y connais pas. Avouez pourtant que l'effet est immense et que cette précision mathématique vous émeut plus qu'une phrase de poète. Il faut donc être logique, et, quand on trouve bon que Victor Hugo compte les pavés du duc d'Orléans, ne pas trouver mauvais que nous comptions les marches de Pranzini.

Les reporters auraient été curieux de savoir ce que M. Ordinaire pensait de tous ces détails. En attendant, de même que les menuisiers ont chargé saint Joseph de défendre leurs intérêts, et les jardiniers saint Fiacre de les représenter auprès de Dieu, ils se sont entendus pour écrire et broder sur leur bannière :

Victor Hugo, patron des reporters.

(*Le Temps*, 1888.)

JOSEPH REINACH

(1856-1921)

Joseph Reinach, nourri de fortes études, fut mêlé très jeune à la vie politique. Il a raconté spirituellement, dans un des plus vivants portraits qui aient été faits de M. Thiers, comment, encore adolescent, il fut introduit auprès du vieil homme d'Etat. « C'est au Seize-Mai, a-t-il écrit, que j'ai fait ma première campagne politique. Nous combattions pour notre idéal : la République ; nous conspirions un peu. Gambetta m'avait appelé à collaborer à son journal. Je fus poursuivi par les parquets du duc de Broglie, pour une brochure de propagande. J'avais vingt ans. Oh ! le beau temps ! » On sait avec quelle ferveur Joseph Reinach conservait le souvenir de Gambetta, auquel il a consacré d'importantes études et dont il a publié les *Discours et plaidoyers* politiques. Il fut, pendant le ministère de Gambetta, secrétaire de la présidence du conseil.

Il a retracé aussi son passage au *XIXe Siècle* d'About. Il devait revenir, en 1886, comme rédacteur en chef, à la *République française*, et c'est là que, avec autant de vigueur que d'esprit, le lettré s'attestant toujours sous le polémiste, il combattit le mouvement boulangiste. Ses articles ont été recueillis sous ces titres : *le Cheval noir, les Petites Catilinaires, la Foire boulangiste*. En 1889, M. Reinach était élu député.

Curieux d'art, de littérature et d'histoire, il écrivit des études sur Diderot, Marivaux, l'Allemagne politique et intellectuelle ; il dessina des portraits pleins de relief des hommes qu'il avait connus. Le combatif de l'époque du boulangisme se retrouva au moment de l'affaire Dreyfus. Après avoir courageusement, et non sans risques, en effet, lutté pour la revision du procès, il écrivit l'histoire de l'Affaire. Et là encore, en ces pages ardentes, où le talent est mis au service de la vérité, s'atteste

son art du portrait, dans les figures qu'il a campées magistralement.

Il fut, plus tard, président de la commission chargée de réunir et de publier les documents relatifs à l'histoire politique et diplomatique des événements de 1870.

Pendant la guerre de 1914, en outre de ses articles au *Temps*, aux *Débats*, il donna au *Figaro*, sous le titre : *les Commentaires de Polybe*, ses vues et ses impressions sur le déroulement des hostilités.

MANGIN II

Mangin, vêtu d'un pourpoint rouge, chaussé de bottes jaunes, coiffé d'un casque à plumes tricolores, et accompagné d'un batteur de grosse caisse, parlait ainsi du haut de son char que traînaient deux chevaux isabelle : « Parisiens ! peuple de gobe-mouches ! Si j'étais habillé d'une redingote ou d'une veste comme le commun des bourgeois, et si je vous offrais pour cinq centimes des crayons valant quatre sous, vous ne m'en achèteriez pas un seul ! Mais je porte un casque espagnol sur la tête et un sabre turc à mon côté, je suis escorté d'un cymbalier et je fais le pitre : vous m'acclamez ! je suis votre favori !... et je vous vends quatre sous des crayons qui ne valent pas quatre centimes ! »

Ainsi parlait Mangin Ier qui, lui du moins, était sincère et véridique. Il traitait de « brutes » les badauds qui se disputaient sa pacotille ; il eût rougi de les appeler « glorieux électeurs ». Il se proclamait lui-même charlatan et saltimbanque ; il ne se regardait pas dans la glace comme le vengeur des iniquités sociales, le restaurateur de l'ordre et le vainqueur de l'Europe. Les libéraux n'étaient pas ambitieux sous le second Empire : « Donnez-nous seulement, disaient-ils, la liberté comme en Autri-

che ! » Ne soyons pas plus difficiles : rendez-nous, seigneur mon Dieu ! Mangin Ier !... Mangin Ier, un bateleur de foire qui ne mentait pas, qui pouvait ouvrir la bouche sans mentir !

Car celui-ci a pour la vérité la sainte horreur du Chinois pour les œufs qui ne sont pas pourris. Il n'affirme jamais qu'en vain. A la face de ce peuple qui a toujours aimé la franchise et la lumière, il commence toujours par nier l'évidence du jour et par altérer les faits les plus notoires. Il doit son étoile de brigadier au duc d'Aumale : il jure à la tribune qu'il ne doit rien à son ancien patron. Son pistolet a raté dans un duel : il fait afficher au cercle qu'il a tiré en l'air. Il a écrit à « Monseigneur », le général Henri d'Orléans, quelques-unes des lettres les plus plates qu'un soldat ait jamais signées : il déclare sur l'honneur qu'il n'a rien écrit du tout. C'est lui qui, dans le conseil des ministres, a demandé l'envoi de troupes de renfort à Decazeville : il atteste le ciel que celui qui voulait mitrailler les mineurs, c'était M. Carnot. Il fait le serment de donner l'exemple de la double discipline militaire et républicaine, « le respect des lois constitutionnelles devant, dans nos cœurs, dominer — c'est lui qui parle — tous les autres sentiments ! » et, après avoir traité la discipline militaire comme les Pandours traitaient les paysannes ou les Bulgares la belle Cunégonde, il dénonce la Constitution « qui doit dominer, dans nos cœurs, etc. », à la haine et à la risée. Il engage sa parole au ministre de la guerre qu'il est resté complètement étranger aux manœuvres du comité plébiscitaire : à la même heure il recommande, par dépêche, de « travailler ferme la presse et l'opinion ». Il y a des gosiers dont la vérité ne peut sortir sans les écorcher : il est un de ces gosiers. Quand il suivait, le cierge à la main, les processions de l'é-

vêque de Belley, il mentait à Dieu. Il suit aujourd'hui, le bonnet phrygien sur la tête, les processions de la *Lanterne :* il ment au peuple. Il est double, et triple, et quadruple : de la même plume dont il écrivait au duc d'Aumale pour mendier son apostille auprès du général Farre, il s'adressait le même jour à un ami de Gambetta, implorant une audience où il pourrait exposer ses titres et offrir son dévouement. Aujourd'hui, il dîne avec M. de Loqueyssie et soupe avec M. de Rochefort. Il a juré obéissance et fidélité à toute épreuve successivement à tous les puissants du jour : aux évêques, sous le 24 mai, pour passer colonel ; aux princes d'Orléans pour passer général de brigade ; à M. Grévy pour passer général de division ; à M. Jules Ferry — après la liquidation, qui fut son œuvre, du cabinet du général Thibaudin — pour passer commandant du corps d'occupation de Tunisie ; à M. Clemenceau pour passer ministre ; au prince Victor pour passer député de la Dordogne ; à M. Laguerre pour passer député du Nord. Et il a manqué à tous ces serments.

« ... Il ne parle pas, il ment. Cet homme ment comme les autres hommes respirent. Il annonce une intention honnête, prenez garde ; il affirme, méfiez-vous ; il fait un serment, tremblez !... Annoncer une énormité dont le monde se récrie, la désavouer avec indignation, jurer ses grands dieux, se déclarer honnête homme, puis, au moment où l'on se rassure et où l'on rit de l'énormité en question, l'exécuter, c'est là son procédé. Pensez-en ce que vous voudrez ; il s'en sert, il le trouve bon, cela le regarde. Il aura à démêler la chose avec l'histoire. »

Vous reconnaissez cette prose admirable, mon cher Lockroy ; elle n'est signée que de Victor Hugo, elle date de trente-sept années, et elle est fraîche de ce matin.

Cet homme affirme qu'il veut la République : il aspire à la dictature ; — qu'il rétablira l'ordre : il organise l'anarchie ; — qu'il aime la liberté : il a la haine des démocrates libres ; — qu'il sera la paix : il sera la guerre ; — qu'il sera la victoire : il sera le désastre et l'invasion.

« Il affirme, méfiez-vous ; il fait un serment, tremblez ! »

(*La République française*, 12 avril 1889.)

GEORGES CLEMENCEAU

(1841)

Georges Clemenceau, journaliste, ce n'est pas seulement le redoutable polémiste de la *Justice,* de l'*Aurore,* de l'*Homme libre* et de l'*Homme enchaîné :* c'est l'écrivain sollicité par toutes les curiosités sérieuses, par toutes les questions qui soulèvent des réflexions, par tout ce qui concerne les lettres, par tout ce qui attire ses instincts d'artiste. Qu'on relise les recueils de ses articles, comme *le Grand Pan* ou *les Embuscades de la vie,* on verra avec quelle abondance verveuse il a traité les sujets les plus divers, s'arrêtant, parfois, à dessiner des tableaux d'un vigoureux pittoresque. Rien ne lui a été étranger. L'écrivain politique, dur, coupant, d'une puissante ironie, se fait, en d'autres pages, d'une large envolée, penseur, peintre, paysagiste, critique. Il se montre riche en souvenirs, qu'il n'évoque que pour revenir au présent, au drame vivant des passions humaines. Il donne toutes les notes, la révolte devant ce qui blesse l'équité, la pitié, la moquerie, le sens le plus moderne de la vie, l'esprit le plus aiguisé. On peut dire que Georges Clemenceau se fût fait un grand nom en n'étant que le maître chroniqueur qu'il lui plut d'être.

En raison même de cette universalité des sujets abordés par lui, il semble qu'on ne puisse mieux résumer son œuvre de journaliste que par cette apologie de l'action.

L'ACTION

... Quel argument est-ce donc contre la constatation expérimentale du monde de dire : « Le monde a tort, je l'aurais préféré d'autre sorte. » N'est-ce pas plutôt l'homme qui erre en rapportant l'univers à l'individu, au lieu de rapporter l'individu à l'univers? N'est-ce pas désordre organique, cas de

pathologie, que de s'user en lamentations sur les misères de la vie, et, pour mieux s'accrocher à l'espoir de félicités, de rêver, de tuer en soi la plus réelle joie, la joie d'être, et de vivre, et d'agir?

L'homme sain accepte le monde avec ses conditions d'existence, auxquelles nul ne peut se soustraire, et, dépensant toutes ses énergies dans l'action, au lieu de médire de la vie, la fait meilleure et plus belle en prodiguant autour de lui tout ce qu'il peut de lui-même. La lutte pour l'évolution de l'être, c'est la loi dure qu'il adoucit par la loi compensatrice du secours à la faiblesse. Douleurs et joies qui se pénètrent et ne se peuvent déprendre; douleur ennoblissante par la fierté du sacrifice, joie d'agir, joie de lutter pour soi, et, par le plein développement de soi, pour autrui, voilà ce qui rend la vie digne d'être vécue, voilà ce qui fait la beauté de l'effort de vie, payé de la douleur, qui fait la beauté de la mort.

Vivre pour se garder, c'est bien. Vivre pour se donner, c'est mieux. Toute jouissance parfaite est de répandre de soi, de rentrer, par des communions de toute heure, dans le Pan universel dont l'évolution ne nous a séparés que pour le faire, par nous, plus grand et meilleur. L'homme, ainsi, prend en main les destinées de sa terre et, cédant à l'éternel désir de vibrer à l'unisson d'autrui, cherchant perpétuellement le bonheur en de nouveaux contacts de son *moi* plus complet avec l'univers agrandi, couronne le *Grand Pan* d'un organisme social de justice et d'amour, que son rêve lui montre d'idéale beauté.

Dès lors, quel autre emploi de nous-mêmes que d'organiser les félicités supérieures de l'être, de les multiplier, de les accroître par un développement toujours plus grand des énergies humaines, au profit de l'harmonieuse évolution où s'accomplit

l'univers! Vivre, c'est espérer, c'est vouloir, c'est agir. Nous sommes par l'action. Par l'action, nous continuerons d'être, après la mort. Le besoin de l'action, de la vie pour l'action, voilà ce qui éclaire notre voie obscure, ce qui nous pousse, le cœur ardent, aux réalisations d'avenir, ce qui nous meut dans la joie de faire, ce qui nous conduit noblement à la paix reposante, dans la victoire ou la défaite, sans regrets de la vie vécue.

Pan nous commande. Il faut agir. L'action est le principe, l'action est le moyen, l'action est le but. L'action obstinée de tout l'homme au profit de tous, l'action désintéressée, supérieure aux puériles glorioles, aux rémunérations des rêves d'éternité, comme aux désespérances des batailles perdues ou de l'inéluctable mort, l'action est évolution d'idéal, unique force et totale vertu.

L'action de l'artiste, recevant le choc du monde en émotion de beauté; vibrant de volupté féconde avec tout ce qui vit, avec tout ce qui est; anxieux de nous rendre ses joies, de nous traduire l'harmonie de l'homme et du monde pour une plus profonde pénétration des choses, d'où jaillira l'action continuée vers des jouissances accrues.

L'action du penseur, en voie de connaître; peseur de vérités et de mensonges; aux prises avec l'univers qu'il interroge en de subtiles analyses et reconstitue en de hasardeuses synthèses; tout frémissant de l'enivrante ascension vers des mentalités toujours plus hautes; isolé sur ses sommets, mais semeur d'idées pour l'élaboration lente des foules confuses; lointain suggestionneur de l'émotivité populaire; dominateur des choses; vrai maître de l'homme et des dieux.

L'action du conducteur d'hommes, poussé par le tumulte humain; tout-puissant pour les évocations d'atavisme meurtrier, qui jettent les peuples aux

tueries de la guerre; débile et vacillant pour les réalisations de liberté, de justice mal appropriées aux trop faibles, et redoutées des trop forts; alimentant, non sans péril, d'infimes parcelles de vérité les multitudes avides de mensonges; orientant, avec la grâce des hasards, les nations inquiètes vers des destinées meilleures; vaincu parfois dans les cris de triomphe du vainqueur en dépit des huées; écrasé sous sa victoire ou bafoué dans l'horreur des déroutes; mais ayant tenté, du moins, et fier de ses misères ou même de ses fautes, pour le désintéressement de l'effort.

L'action du dompteur de matière, calculateur, artisan, laboureur, fouillant, fécondant le sol, adaptant aux besoins des hommes ce qu'il peut de la nature; entretenant, accroissant la vie; ennoblissant l'obscur labeur des souffrances diminuées, des joies suscitées; enfantant en d'inévitables douleurs une humanité plus puissante, plus douce et plus belle.

L'action de l'homme, enfin, dont la vie, si douloureuse qu'on la suppose, s'est un jour embellie du don de soi dans l'amitié, dans l'amour et qui, sur les champs de bataille, donne sa vie d'espérance, de devoir, sa vie d'amitié et d'amour pour une cause jugée par lui supérieure à lui-même; l'action de l'homme qui veut se survivre à tout prix et se survit vraiment dans autrui, soit par l'acte direct imprimé sur le monde, soit par l'évolution de sa descendance, retentissement de son effort.

... L'action décisive de la goutte d'eau redoutable qui, avec l'autre et l'autre goutte d'eau, fait la mer; la manifestation d'énergie de l'atome qui, par l'atome associé, développe l'univers.

Le concours énorme de tout ce qui est pour préparer tout ce qui sera...

(Préface du *Grand Pan,* recueil d'articles de la *Justice.*)

ÉDOUARD DRUMONT

(1844-1915)

Quand il avait quitté la préfecture de la Seine, où il était employé, Edouard Drumont avait donné des romans, comme *le Dernier des Tremolin;* il s'était plu à des travaux d'érudition; il avait publié les papiers inédits du duc de Saint-Simon; il avait écrit des études sur Paris, attestant sa curiosité pour les vieilles pierres et les vieilles rues. Puis il avait chroniqué au *Petit Journal,* au *Bien Public,* à la *Liberté.* Ce passé littéraire ne faisait pas pressentir le polémiste de *la France juive* (1886). Cet ouvrage fit grand bruit. Mais des écrivains catholiques eux-mêmes s'inquiétèrent de la fougue de l'auteur et de ses conclusions excessives. « Je connais personnellement Drumont, écrivait J. Cornély, et je fais cas de lui comme homme et comme écrivain. C'est pourquoi je lui dois la vérité. Eh bien, je trouve qu'il a outrepassé, dans certains portraits qu'il a tracés, la limite de ses droits et celle de la justice. »

Edouard Drumont, à cette époque, défendit d'ailleurs ses opinions l'épée à la main. Il eut deux duels retentissants, l'un avec M. Charles Laurent, directeur du *Paris,* l'autre avec M. Arthur Meyer, directeur du *Gaulois.*

Il faisait bientôt suivre son livre d'un autre, *la France juive devant l'opinion.*

En 1892, il fondait la *Libre Parole,* où, avec une âpre verve, il érigeait l'antisémitisme en doctrine, et soutenait des idées d'un autre temps, qui jetèrent le trouble dans certains esprits, impressionnés par la violence et la passion de ses articles. Il ajoutait ainsi d'autres causes de divisions à celles qui existaient déjà, trop nombreuses. Il fut, pendant une législature, député d'Alger.

Abraham Dreyfus lui répondit un jour spirituellement en assurant, avec toutes les apparences du sérieux, que cet adversaire des Juifs était Juif lui-même et que son nom véritable était *Dreimond.*

L'âge avait peu à peu tempéré les ardeurs de cet écrivain batailleur qui, en ses dernières années, dut renoncer à la lutte.

LA LIBRE PAROLE

... Jamais la France n'eut une pareille soif de vérité. Jamais on n'aspira davantage à entendre des voix indépendantes et viriles parler des choses du jour sans préoccupation vile, sans arrière-pensée de lucre.

La profonde misère intellectuelle et morale de tout le personnel politicien qui encombre la scène depuis vingt ans nous apparaît à tous avec une lamentable évidence. Ils sont là tous en train de ressemeler des programmes usés jusqu'à l'empeigne, de rapetasser des loques hors d'usage, de retourner des vêtements qui ne valent pas plus à l'envers qu'à l'endroit. Ils refont l'étalage, ils cachent les objets défraîchis et exposent des objets qui leur semblent moins fanés. Le *Radical,* qui était devenu opportuniste au moment du boulangisme, se déclare maintenant radical-socialiste, et le *Droitier,* qui se qualifiait de revisionniste aux élections de 89, s'intitule maintenant constitutionnel.

La scène a son côté touchant. Il se passe, dans cette débâcle de tous les partis, ce qui se passait dans ces lieux autrefois fréquentés par la foule, comme le Palais-Royal, devenus aujourd'hui des déserts, dans ces passages comme le passage Delorme qu'emplissait jadis le mouvement des curieux et des acheteurs, qui se sont transformés tout à coup en mornes solitudes.

Réunis par le malheur, les commerçants n'éprouvent plus les uns pour les autres les rivalités

ardentes qui les divisaient jadis : ils sortent de leur boutique pour examiner du dehors l'effet que produit le nouvel étalage, et ils s'interrogent amicalement :

« Eh bien! Nous n'avons pas étrenné encore. Je ne sais pas ce qu'ont les clients, ils ne viennent pas. »

Le client ne vient plus. Les générations qui entrent dans la vie s'éloignent de plus en plus de ces boutiques de politiciens qui sentent le mensonge et la fraude, qui exhalent une odeur de poussière et de faillite.

La question juive, en revanche, a fait un joli chemin depuis dix ans. En réalité, elle est partout, elle est au fond de toutes les discussions, elle préoccupe tous les esprits, elle s'est imposée à des journaux qui, pour toutes sortes de raisons touchantes, avaient juré sur un carnet de chèques de n'en jamais dire un mot à leurs lecteurs. Elle est un épouvantail pour les fils d'Israël, et même pour les conservateurs poltrons, un problème social du plus haut intérêt pour les observateurs, une anxiété pour les vrais patriotes qui savent que le Juif est notre seul ennemi. Les écrivains inféodés aux banques juives la traitent tantôt par une ironie qui sonne creux, tantôt par une indignation feinte : elle ne laisse personne indifférent.

Ce mouvement, encore une fois, s'est produit en six ans... Je suis à l'aise pour constater ceci, car ma part dans ce résultat, qui est immense, est incontestablement très minime.

Donnez à un homme toutes les grandes qualités que je n'ai pas : la vigueur de O' Connel, l'éloquence de Berryer, l'esprit de Voltaire, la verve de Paul-Louis Courier, le talent d'organisation d'un Colbert. Il sera absolument impuissant à créer de lui-même un de ces grands courants qui transforment le monde.

Quand un écrivain remue profondément l'opinion, c'est qu'il traduit des idées qui s'agitent déjà confusément dans l'âme de tous, c'est qu'il exprime la pensée de ceux qui ne parlent pas, et qui n'en pensent pas moins.

... La maladie que nous avons signalée a été connue par d'autres peuples que nous, à une certaine phase de leur histoire; le spectacle auquel nous assistons a déjà été contemplé plus d'une fois dans le monde.

L'anarchie universelle au milieu de laquelle nous nous débattons, la disparition de tout sens moral, la dissolution de tous les liens sociaux, l'absence de toute justice et de toute pitié pour les faibles, l'adoration unique de l'argent, la trépidation fiévreuse qui fait place tout à coup à des prostrations hébétées, à des torpeurs que rien ne peut secouer, sont les caractéristiques, toujours les mêmes, de la prédominance de l'esprit sémitique sur l'esprit aryen qui a trouvé dans le christianisme sa plus sublime expression.

(*La Libre Parole*, 20 avril 1892.)

GUSTAVE GEFFROY

(1855)

Esprit net, clair, ardent, écrivain sobre et vigoureux, Gustave Geffroy qui, comme critique d'art, a exercé une influence considérable sur la production contemporaine, a occupé aussi une place importante dans la chronique, où il a apporté sa pensée vibrante et généreuse. Il fut un des collaborateurs de la *Justice :* ses articles, remarquables par le fond et par la forme, ont été réunis sous le titre de *Notes d'un Journaliste.* Il a collaboré au *Figaro,* au *Gaulois,* au *Paris,* à la *Dépêche,* à l'*Aurore.* « Ne viendra-t-il pas un temps, a-t-il écrit dans un de ses articles, où dire simplement la vérité, pour la vérité, sera le devoir de tous? » Dans toutes ses pages, il est resté fidèle à ce culte de la vérité, « ce qu'il y a de plus beau et de plus sain au monde ».

L'œuvre du critique et du journaliste est considérable. Mais Gustave Geffroy est aussi le romancier de *l'Apprentie* et d'*Hermine Gilquin,* l'historien de *l'Enfermé,* le paysagiste des *Pays d'Ouest* et des *Aspects de Paris.*

C'est une des figures littéraires les plus intéressantes qui soient. Membre de l'Académie Goncourt à sa fondation, Gustave Geffroy est depuis 1908 administrateur de la Manufacture des Gobelins.

VIVRE VIEUX

Tout ce qu'il y a de jeunesse studieuse dans Paris a décidé d'aller, tous les 5 août, porter des fleurs et réciter des compliments au « père Chevreul », entré dans sa centième année. Les collégiens à képis, à tunique et à passepoils rouges; les étudiants de toutes les écoles, ceux du droit, ceux de la médecine, tous les potaches, tous les potards, tous les clercs vont se diriger, en graves proces-

sions ou en gais monômes, vers le réduit tranquille où le vieux savant a installé sa vie finissante. Figures imberbes, jeunes visages à barbes, à binocles et à lunettes, apparaîtront autour de l'ancêtre, dans les verdures de ce brillant été, au seuil de la tranquille maisonnette. Quelqu'un de moins timide que les autres, mais, tout de même, un peu tremblant et pâle, parlera au nom de tous. Le bon vieux répondra quelque chose, — des remerciements confus, des encouragements chevrotants, trempés de larmes, éclairés d'un sourire. Et puis, une embrassade à l'orateur, des poignées de mains, des souhaits, des « au revoir ». — C'est ainsi que, dans ce coin, seront honorés le travail, la science, la vieillesse.

C'est l'hommage rendu par un siècle qui va commencer à un siècle qui va finir. C'est le signe certain de cette force qui oblige l'homme à peine né à regarder avec la même mélancolie l'avenir et le passé. Cent ans ! On a, en cet homme qu'on célèbre, cent ans devant soi ! On songe que c'est là la coupe réglementaire adoptée pour mesurer l'histoire, qu'il a été convenu que les passions, les douleurs, les triomphes de l'humanité, tous les espoirs fous et tous les vains bruits, on les ferait tenir dans les années, les jours, les heures d'un siècle. Et voilà que ces cent ans, ce siècle, cette unité qui sert à compter la vie des nations, voilà que tout cela apparaît visiblement incarné en ce doux bonhomme qui va chaque jour de son logis de vieil étudiant à sa chaire de professeur; voilà que tout cela passe devant les yeux en cette figure ridée, malicieuse et tendre, voilà que tout cela marche doucement dans la rue, avec des gestes lents, des saluts condescendants. Oui, c'est le siècle, le siècle qui a éprouvé toutes les fatigues et qui connaît aujourd'hui toutes les indulgences, le siècle encore vivant, courbé,

cassé, usé, appuyé sur une canne, n'ayant gardé du charme et de la vie d'autrefois que ce qui se réfugie dans les lumineux regards naïfs des vieillards redevenus enfants.

... Mais n'y a-t-il, dans ces hommages, que le respect pour le sage travail et les utiles découvertes de quatre-vingts années, que la curiosité devant l'évanouissement d'un siècle?

Il y a autre chose.

Que certains le sachent, que d'autres le sentent confusément, que presque tous l'ignorent, ce n'est pas M. Chevreul, le bon savant, le consciencieux chimiste, l'administrateur du Muséum, le membre de l'Institut, l'honnête homme dont on fête la naissance et dont on honore la vieillesse. Le fauteuil de l'Institut et le laboratoire du Muséum sont des prétextes. Les fleurs, les discours, les vivats qui vont au travailleur et à l'homme en place vont aussi et surtout au survivant, au vieux, au centenaire.

Celui que l'opinion acclame, c'est l'homme de chair, de sang et d'os, l'homme semblable aux autres hommes et qui a su ne pas mourir comme eux. On le loue, on l'exalte parce qu'il a échappé à toutes les morts prévues et à tous les guets-apens possibles, parce qu'il n'a pas reçu les balles des révolutions et les éclats d'obus des sièges, parce qu'il n'a pas été écrasé, foudroyé, massacré par les accidents, parce qu'il n'a pas été happé par les maladies, parce que ses poumons n'ont pas été dévorés par la phtisie, son estomac par le cancer, que son sang n'a pas été bu par l'anémie, ses muscles tordus par le rhumatisme, parce que la folie n'a pas fait sauter le couvercle de son cerveau. On lui rend des honneurs suprêmes, on le met dans une apothéose parce qu'il aura cent ans demain, et qu'il est mieux portant que les grabataires des

hôpitaux et que les passants des rues, parce qu'il est indemne de toute douleur et de toute infirmité, parce qu'il a ses deux bras, ses deux jambes, parce qu'il digère, qu'il entend, qu'il parle, qu'il respire.

Et veut-on examiner encore de plus près ce sentiment, aller plus loin dans l'analyse? N'est-ce pas que la santé de l'intelligence et du corps, n'est-ce pas que la beauté fine et sereine du vieillard ne sont encore que pour la moindre part dans ces respects, dans ces admirations, dans ces envies? C'est la seule vieillesse qui en impose, ce sont les seuls cent ans qui attirent les désirs, la vieillesse, quelle qu'elle soit, les cent ans, horribles! Certes, on est pour la vieillesse belle et respectable pour les cent ans vertement portés. On trouve beaux les cheveux blancs comme de l'argent, on vénère les barbes longues et drues, et neigeuses, on aime les yeux qui voient clair, les mains encore bien ouvertes, les pas encore sûrs. Mais on loue autant toute ténacité cramponnée à l'existence, mais on jalouse aussi ardemment le vieux qui s'acharne à user un reste de vie, celui qui ne marche plus, qui ne saisit plus, qui n'entend plus, qui ne voit plus, qui ne mange plus que des pilules, qui ne boit plus que des potions, auquel il faut desserrer les gencives pour lui faire avaler une cuillerée de bouillon. Celui-là, on l'honore encore dans le secret de son âme, on consentirait à être traîné dans une voiture d'infirme, à vivre avec des moignons, à n'avoir plus de cheveux, plus de dents, à être goutteux, tâtonnant, hébété, à être gâteux, à sentir mauvais, à souffrir de partout, à râler la nuit, à agoniser le jour, à n'être plus qu'une ruine où tremblote une pensée.

A tout, on consentirait à tout! Vivre, vivre n'importe comment, n'importe où, mais vivre!

(*La Justice*, 1886.)

PAUL STRAUSS

(1852)

Il était étudiant en médecine quand il publia ses premiers articles, où il attestait ses sentiments démocratiques. Il entrait dans le journalisme en un temps où, sous le régime du 16 mai, la presse républicaine était l'objet de nombreuses mesures de rigueur. Les campagnes qu'il mena au *Radical* et aux *Droits de l'Homme* lui valurent, en effet, une condamnation.

Il fut, à la fondation du *Voltaire*, un de ses principaux rédacteurs. Conseiller municipal de Paris, puis sénateur de la Seine, il est toujours resté journaliste, consacrant de plus en plus son activité aux questions sociales, cherchant, avec la netteté de son esprit, des solutions pratiques. Il a été l'inspirateur de bien des progrès dans l'assistance. — Il est membre de l'Académie de médecine.

Il a attesté, dans un livre considérable, *Paris ignoré*, à quel point il connaissait les rouages de la grande ville.

L'ÉCOLE DES MÈRES

Il apparaît depuis longtemps que les préjugés et l'ignorance sont pour beaucoup dans l'excédent de mortalité infantile dont souffre la plus grande partie de l'Europe. En réponse à un questionnaire de MM. Landouzy et Napias rédigé en vue du Congrès d'hygiène de 1889, plusieurs médecins étrangers n'hésitaient pas à dénoncer comme une des sources du mal les préjugés populaires. M. le docteur Desgrins, d'Anvers, signalait qu'on ne soigne pas les maladies qui *paraissent* provenir de la dentition, ni les fièvres éruptives, ni la coqueluche. Pour les convulsions, on a recours à quelque charlatan ou aux pratiques pieuses en l'honneur de tel ou tel saint

renommé. M. Kuborn, de Liège, indiquait, de son côté, que l'ignorance, la malpropreté, la superstition ont une part importante dans les causes de l'excessive mortalité infantile. « Il y a, dit-il, un saint particulier pour l'érysipèle, un autre pour les maux d'yeux, un pour les convulsions, un pour l'hydropisie, un pour la rage, un pour le choléra, etc. On transporte les enfants de très loin, souvent dans les chapelles renommées, et ils meurent quelquefois du seul voyage. »

Dans sa mémorable campagne, le docteur Brochard a raconté l'histoire de saint Criard. Ce saint est fêté dans le Perche, où il jouissait, vers la fin du second Empire, d'une grande réputation. Le jour de la fête survenu, quel que fût le temps, les nourrices, en grand nombre, apportaient leurs nourrissons devant l'image vénérée du saint. « Ce mouvement inouï de nourrissons à une époque de l'année toujours froide dans le Perche, écrivait le docteur Brochard, et dans une commune dont l'altitude est relativement grande, occasionne tous les ans, chez les enfants, un grand nombre de bronchites. »

Il faudrait un volume pour passer en revue les coutumes stupides, les préjugés barbares, les sottes traditions qui mettent en danger la vie des enfants. C'est, d'un pays à l'autre, à travers le monde entier, une émulation de bêtise, un steeple-chase de crétinisme. En Italie, des matrones pétrissent la tête des nouveau-nés pour lui donner une meilleure conformation, des frictions sont pratiquées sur les gencives avec la crête saignante d'un jeune coq pour faciliter la dentition.

Mme Laudvin, avec son érudite ingéniosité, avait rassemblé à l'Exposition une très curieuse collection de fétiches et d'amulettes : peau de taupe contre les convulsions, têtes de vipère en collier, pattes de taupe enfilées en chapelets, etc.

En voyant ces vestiges de barbarie, on se croirait au centre de l'Afrique ou en Nouvelle-Calédonie, où, d'après Patouillet, la mère va laver le nouveau-né dans la rivière voisine, puis le garde auprès d'elle, nu, couché sur le sol ou sur une natte. Le docteur Cone a relevé dans l'histoire générale des voyages que, chez les Hottentots, l'enfant est « nettoyé avec de la fiente fraîche de vache ». Peau de taupe et fiente de vache se valent, et la vieille Europe a ses sauvages !

Pour lutter contre un si lourd héritage de préjugés et de superstitions, la tendresse la plus inquiète ne suffit pas. L'amour ne confère pas un brevet de capacité. De tout temps, le métier maternel aurait eu besoin d'être enseigné, à plus forte raison depuis qu'une véritable révolution s'accomplit dans les méthodes d'élevage et que le danger de l'infection microbienne est apparu.

... L'école des mères, il n'y a pas à l'improviser, à la construire de toutes pièces, puisqu'elle existe partout où s'ouvre une crèche, un dispensaire, une consultation de nourrissons, partout où se fondent une société protectrice de l'enfance, une société de charité maternelle, une œuvre d'assistance maternelle à domicile. Les femmes du monde ont, elles aussi, à agir et à se dévouer, en apportant, avec un subside, la parole réconfortante et le mot sauveur. Ces interventions peuvent revêtir les modalités les plus variées, prendre leur source aux sentiments les plus opposés, pouvu qu'elles aient pour unique objet de leur sollicitude le sauvetage d'un petit être en danger, non moins menacé par l'ignorance que par la misère, et dont la vie ne tient qu'à un fil. Un secours d'argent n'allant pas sans un conseil d'hygiène, l'assistance et l'enseignement se complétant, tel doit être l'objectif passionné de toutes les femmes en quête d'activité bienfaisante.

MAURICE BARRÈS

(1862)

Peu de débuts littéraires furent aussi brillants que ceux de M. Maurice Barrès. On fut séduit par « son tour de style et d'âme ». Il fut tout de suite tenu pour un rare esprit et un écrivain de race.

Paul Bourget consacra à *Sous l'œil des Barbares* une importante étude.

On peut se souvenir d'un délicieux article d'Anatole France sur le « moi » de Maurice Barrès, « bouddha littéraire et politique d'une incomparable distinction ». La critique de l'œuvre du jeune philosophe était d'ailleurs pleine de sympathie, parce qu'on ne pouvait pas n'être pas sensible à la langue souple, pleine de ressources, qu'il employait : « Son *moi,* disait-il, a une tendance singulière à se répandre dans l'infini : il est exquis, ce *moi,* mais d'une délicatesse, d'un vague extrêmes... Une perpétuelle ironie le subtilise et le dévore. C'est un *moi* fluide et charmant, d'une inquiétante ténuité. Ce *moi* pensant a l'éclat des nébuleuses et fait songer à ces astres frêles, à ces comètes pour lesquelles la sollicitude des astronomes redoute sans cesse quelque terrible aventure céleste... »

L'influence de M. Maurice Barrès sur la jeunesse intellectuelle fut profonde, aux environs de 1889. M. Charles Le Goffic en pénétrait les causes, dans un livre de critique : « C'est qu'en effet, ces livres d'art et de passion mettent dans le jour le plus vif les habitudes morales d'une jeunesse d'extrême civilisation, clairsemée dans la foule, assurément, mais qui, si l'on en réunissait les membres épars, apparaîtrait plus compacte qu'on ne croit. »

Puis, de ce dilettantisme, Maurice Barrès passa à des affirmations, de la pensée à la vie, de la pure spéculation philosophique à la politique. Et ce fut alors au journal qu'il eut recours pour exposer ses idées, qui se ratta-

chaient à un socialisme assez particulier, se prêtant à plus d'une variation, dans la suite. Il fut engagé dans des luttes où il attesta sa combativité (il l'attesta aussi au théâtre dans *Une Journée parlementaire*, satire violente du monde politique). En 1894, il était rédacteur en chef de la *Cocarde*. Il avait beaucoup écrit aussi au *Journal*. Ses opinions ne laissèrent pas que de se modifier, en suivant d'autres courants. Il donna plus tard une longue et importante collaboration à l'*Echo de Paris*. La politique, heureusement, n'absorba pas si complètement Maurice Barrès qu'il ne montrât encore, dans ses romans, la richesse de sa pensée élargie. Député, il est membre de l'Académie française.

IL FAUT UN IDÉAL

... Un idéal! Comme Jaurès a raison, et qu'un idéal est chose nécessaire!

Sans doute, nous sommes convaincus que les transformations dans l'ordre social, comme dans la nature, se font lentement, par voie d'évolution. Je l'ai appris de Taine, et Jaurès de Karl Marx.

Nous savons que notre époque est un instant d'une évolution qui, sous la pression des mêmes causes qui ont produit le capitalisme, nous conduit à une situation X, que Marx définit collectivisme. Et si instamment qu'on souhaite que cette évolution aboutisse, on ne saurait supprimer ses étapes.

... Les hommes de Parlement aiment que ces opérations ne soient pas à trop long terme. Cela s'explique par la hâte qu'ils ont de donner leur mesure dans le bref instant de pouvoir que leur laisse l'intrigue des partis.

Toutefois, il ne faut pas s'y tromper; un pays ne se satisfait pas de ces petites perspectives.

Des modifications administratives, quelques améliorations économiques, qui suffisent à intéresser un

politicien, n'échauffent pas les cœurs dans la masse. Le peuple ne s'intéresse à ces réformes que s'il les voit comme partie d'un tout dont il puisse prendre une idée assez nette pour le désirer et pour l'aimer dans toutes ses parties.

Le peuple veut qu'on lui présente un ensemble de perfection sociale. Il veut un idéal. Et tous, nous en sommes-là. Ce qui nous passionne, ce n'est pas d'introduire un peu d'harmonie dans le monde, c'est de nous acheminer vers toute la justice, toute la liberté, toute l'harmonie.

De là cette grande infériorité du programme radical sur le socialiste. Les radicaux se sont réduits peu à peu à n'avoir plus d'idéal, mais seulement quelques réclamations législatives.

Ce n'est pas qu'une bonne partie des socialistes actuels ne soient des radicaux plus ou moins avancés. Beaucoup de socialistes d'étiquette répugneraient à l'application immédiate et complète des doctrines qu'ils approuvent. Ce qui leur plaît dans le socialisme, outre qu'ils le trouvent logique et généreux, c'est qu'il leur donne un rôle important dans l'histoire de l'univers : il leur permet de se considérer comme un instant d'une évolution sublime, comme des ouvriers de la grande et définitive harmonie sociale. Il les rapproche de l'idéal.

Que des hommes se plaisent à envisager et à préparer un système social dont ils ne voudraient pas pour eux-mêmes, c'est, direz-vous, une plaisante contradiction.

Non, c'est sagesse, c'est vif sentiment de l'évolution. Un peuple s'achemine vers son avenir, le désire, en même temps qu'il s'accommode des étapes.

Notre besogne est double. D'abord que faut-il mettre dans les lois? Il y faut mettre tout ce que nos mœurs peuvent accepter. C'est-à-dire nous devons les conformer à nous-mêmes.

Ensuite que faut-il mettre dans nos intelligences, dans nos cœurs? La justice, la beauté, l'amour, tout ce dont nous voudrions être capables.

Légiférons pour le présent, éduquons pour l'avenir. C'est pourquoi Goblet, homme du Parlement, n'a pas tort de dire : « Je propose telle, telle et telle mesure. » Et nous aussi socialistes, nous avons raison de proclamer : « Nous voulons tout, nous voulons l'idéal! »

(*La Cocarde*, 15 septembre 1894.)

ALFRED CAPUS

(1858)

On a raconté que M. Alfred Capus fit ses débuts dans le journalisme en écrivant inopinément sur Darwin un article auquel le préparait sa culture scientifique. Il entra au *Clairon* de Cornély, en 1882, où il signait « Canalis » des « Notes d'un passant » qui ne tardèrent pas à être remarquées. Il collabora bientôt avec Octave Mirbeau' Paul Hervieu et Grosclaude aux *Grimaces*. Puis, avec sa spirituelle philosophie, son ironie légère qui parait des idées souvent sérieuses, il charma les lecteurs du *Gaulois*, de l'*Echo de Paris*, du *Figaro*, dont il devait être longtemps un des rédacteurs en chef.

En même temps, il commençait à donner son œuvre de romancier, avec ce livre exquis et plein, *Années d'aventure*, avec *Qui perd gagne*, et sa carrière d'auteur dramatique, marquée par de grands succès : *Brignol et sa fille, la Petite Fonctionnaire, les Maris de Léontine, la Veine, l'Adversaire, la Châtelaine, l'Adversaire, les Deux Ecoles*, etc.

« M. Alfred Capus, a dit Jules Lemaître, est un écrivain d'une originalité paisible et sûre. D'un seul mot, c'est un réaliste, un vrai, et cela est devenu rare. Car son réalisme, à lui, ne se complique ni de naturalisme, ni de pessimisime, ni d' « écriture » artiste, ni de parisianisme fait exprès, ni de psychologomanie, ni du désir de frapper fort et de nous étonner, ni d'autre prétention à quoi que ce soit. Il voit clair et dit clairement ce qu'il a vu : c'est tout. Naturellement content, tranquille, exact, ironique à peine. J'ai dit une fois que, par sa tranquillité et sa lucidité, il me rappelait Alain Lesage, et je ne m'en dédis point... »

En 1920, M. Alfred Capus passa du *Figaro* au *Gaulois* et donna, au Théâtre Marigny, une grande comédie sur les transformations sociales apportées par la guerre, la *Traversée*. Il est membre de l'Académie française.

LE BOIS DU PALAIS ROYAL

Dans le jardin du Palais-Royal, de grands tas de bois mort, provenant des arbres du jardin, sont disposés çà et là. Un employé s'approche pour y mettre le feu.

Un Passant. — Vous allez brûler ça?

L'Employé. — Oui.

Le Passant. — C'est que... voilà... Vous ne pourriez pas, au lieu de le brûler pour rien, me permettre de l'emporter chez moi pour me chauffer?... J'ai une femme et deux enfants et on n'a pas de feu à la maison depuis trois jours. Et nous avons des voisins qui sont dans le même cas que nous.

L'Employé. — Hé! Vous n'avez pas une mauvaise idée...

Le Passant. — N'est-ce pas?

L'Employé. — Je vais en parler à mon supérieur...

Le Passant. — Merci, et, en attendant... (Il fait mine d'emporter du bois.)

L'Employé (*l'arrêtant*). — Oh! pas maintenant... Diable! comme vous y allez!... Il faut d'abord que vous me donniez votre adresse.

Le Passant. — La voici.

L'Employé. — Je vais la transmettre, ainsi que votre demande, à l'inspecteur, qui fera son rapport à l'Assistance publique.

Le Passant. — Ce sera long?

L'Employé. — L'Assistance publique enverra chez vous un inspecteur qui fera un nouveau rapport sur votre situation de fortune. Vous êtes électeur?

Le Passant. — Je pourrais l'être.

L'Employé. — Vous payez exactement votre loyer?

LE PASSANT. — Il y a des fois.

L'EMPLOYÉ. — Enfin tout cela ne me regarde pas. L'inspecteur vous interrogera... Maintenant... (Il approche une allumette du tas de bois.)

LE PASSANT. — Hé mais! vous allez tout faire brûler?

L'EMPLOYÉ. — C'est le règlement. Mettre le feu à dix heures et que tout soit brûlé à midi...

LE PASSANT. — Mais alors, et mon bois?

L'EMPLOYÉ. — Tout ce que je peux faire, c'est de transmettre votre demande. Quant au bois, il faut que j'y mette le feu...

LE PASSANT. — Jamais le rapport ne sera terminé avant...

L'EMPLOYÉ. — Il servira pour l'année prochaine : allez! il y en aura encore du bois mort l'année prochaine. N'ayez pas de crainte. (Il allume.)

LE PASSANT. — Je peux me chauffer, au moins?

L'EMPLOYÉ. — C'est défendu... Si vous voulez vous chauffer, adressez une demande à la Ville... Voyons! voyons! retirez-vous... et rentrez chez vous rédiger votre pétition... Ça vaudra mieux.

GRAINDORGE (A. CAPUS).

(*L'Écho de Paris,* 16 février 1895.)

EUGÈNE SPULLER

(1835-1896)

« Après avoir écrit dans les journaux pendant plus d'un quart de siècle, — occupation qui a fait le charme et le tourment de ma vie, — je reste convaincu que, s'il n'est guère de profession plus décriée que le journalisme, il n'en est pas qui puisse donner autant de pures et vraies jouissances à qui sait l'embrasser avec abnégation, la pratiquer avec dignité, la rehausser, enfin, par la passion de la vérité à découvrir plus encore que par le talent de la répandre... » Eugène Spuller plaçait cette déclaration en tête d'un des volumes des *Figures disparues*, où il avait recueilli quelques-uns de ses articles.

Il avait commencé, comme tant d'autres de ceux qui furent les adversaires du second Empire quand il n'y avait que du péril dans cette attitude, par le barreau. C'est au Palais, en 1862, qu'il connut Gambetta, dont il allait devenir le plus intime et le plus fidèle ami.

Eugène Spuller se jeta ardemment dans l'opposition. Il fit preuve d'une grande clairvoyance en politique extérieure dans l'*Europe*, en dénonçant les ambitions de a Prusse. Il attesta le sérieux de ses idées dans le *Journal de Paris* et la *Revue Politique*. Sa plume s'était faite acérée dans le *Nain jaune*. Il avait pris la part la plus active, et sous toutes les formes, à l'opposition.

A la Révolution du 4 septembre, il se trouva tout naturellement aux côtés de Gambetta, qu'il suivit à Tours en octobre 1870, partant avec lui sur le ballon *l'Armand-Barbès*. Il ne voulut point de fonctions officielles, mais il fut le collaborateur de tous les instants du ministre de la Défense nationale.

Il se trouva désigné pour être le rédacteur en chef de la *République française*, au moment de la fondation de ce journal, en novembre 1871.

Elu député, il fut sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères en 1881, ministre de l'Instruction publique en 1887, ministre des Affaires étrangères en 1889.

Journaliste, Eugène Spuller fut toujours préoccupé de l'éducation de la démocratie. Il ne laissa pas que de regretter la transformation de la presse et le remplacement des journaux de discussion par les journaux d'information.

LA JEUNESSE

Pourquoi perdre confiance en la jeunesse? Au fond, n'est-elle pas la même à tous les temps? La jeunesse est le printemps de la vie, a dit le poète italien. Tous les printemps n'apportent-ils pas avec eux un renouveau de viridité, d'allégresse et d'espérance?

... Nous, nous souffrions de la perte de la liberté, et nous avions la honte au front de l'humiliation que le triomphe du 2 décembre avait imprimée sur la face auguste de la France. Mais nous n'étions pas sceptiques. Nous avions, dans l'avenir de nos sentiments et de nos idées, une foi entière et qui ne s'est pas démentie. C'est en silence que nous rongions le frein que l'on nous avait mis, et si l'on pouvait voir sur nos visages une résignation qui heureusement n'a jamais été au fond de nos cœurs, nous vivions du moins avec la certitude que le jour des réparations luirait pour nous. Ce jour est venu, mais de quel prix, hélas! avons-nous dû payer la délivrance!

Quand ma pensée se reporte à cette époque, je ne puis m'empêcher de trouver que, malgré notre infortune, malgré la gêne, l'oppression, la servitude dont nous étions accablés, nous avons été plus heureux ou, pour mieux dire, moins à plaindre peut-

être que les jeunes gens d'aujourd'hui. On les représente comme désabusés, avant d'avoir rien connu de la vie. Ils n'ont encore rien fait, et déjà l'on dit qu'ils sont las. Ce ne doit pas être vrai, et ceux qui les voient doivent mal les observer. La liberté nous manquait, à nous, et la liberté est tout ensemble le principe, le moyen et le but d'une vie vraiment active et féconde : à ce point de vue, notre malheur était extrême. Mais à ceux d'aujourd'hui, on ne remarque pas assez qu'il manque aussi quelque chose qui, à leurs yeux, ne doit pas être d'un moindre prix que la liberté ne l'était aux nôtres : ce « quelque chose », s'il est permis d'user de ce terme, c'est la réparation qui est due à la patrie, que nos jeunes générations sentent diminuée et qu'ils voudraient revoir dans toute sa force et toute sa grandeur, avec le rayonnement de son génie et de sa gloire. C'est là un sentiment très noble qui, bien loin d'accabler les jeunes gens d'aujourd'hui comme nous accablaient la perte et l'absence de la liberté politique, est fait, ce me semble, pour les soutenir et les tendre vers un but qui n'est certes pas moins élevé que celui que nous poursuivions. Aussi bien, je ne comprends pas que l'on dise que la jeunesse de l'heure présente manque d'idéal. Elle en a un au contraire, et s'il est vrai qu'elle désespère, ce n'est certes pas de ne point le voir ni de ne pas le connaître, mais de ne point savoir encore à quel jour et comment elle pourra l'atteindre.

Après la restauration de la grandeur historique de la France, il y aura, il y a dès maintenant une autre tâche pour les générations nouvelles : c'est l'organisation de la démocratie. On assure que les jeunes gens sont devenus indifférents aux formes politiques des gouvernements : c'est que pour eux ce problème, qui a pesé sur tout le dix-neuvième

siècle, est aujourd'hui résolu par la fondation et l'affermissement de la République.

Si la République était de nouveau remise en question et menacée de quelque péril, on verrait tout aussitôt renaître les querelles sur les meilleures et les pires formes politiques des gouvernements.

Les jeunes gens ne s'intéressent guère à ce qui nous a passionnés, et c'est assez pour que, légèrement et sans y regarder d'assez près, nous les taxions d'indifférence. Soyez sûrs que d'autres idées comme d'autres soins les occupent. Ce qui nous fait défaut, quand nous parlons d'eux, c'est précisément la connaissance intime de ces préoccupations. Assez souvent d'éloquentes voix s'élèvent, qui parlent au nom de la jeunesse contemporaine, mais ce ne sont pas des voix de jeunes gens, et ceux d'entre eux qui se risquent trop rarement à exprimer des idées ne font guère que répéter ce qu'ils ont appris de leurs maîtres. Aussi, pour nous en tenir à ce grand et difficile problème de l'organisation de la démocratie, je suis convaincu, pour ma part, que les générations nouvelles rêvent une politique toute différente de la nôtre, et qui sera bien à elles. Mais cette politique, jeune et nouvelle comme les hommes jeunes et nouveaux qui la professent, qui la connaît ? Elle n'a encore été exposée nulle part. Qui sait si ce n'est pas de cela que souffre la jeunesse ?

Toute gestation est laborieuse. La jeunesse a sa politique, qui ne s'est pas encore révélée, et cette politique, elle l'aime avant qu'elle ait vu le jour ; elle est prête à s'y dévouer, dès qu'elle aura pris corps et vie. Très certainement, cette politique ne sera pas la nôtre, puisqu'elle a un objet tout différent. Pourquoi donc faire un crime à la jeunesse de ce qu'elle répugne à s'enrôler dans nos vieux cadres, à prendre parti dans nos querelles ? Elle a

tout autre chose à faire que nous, et comme la présomption est un des défauts de la jeunesse, en même temps que l'une de ses qualités, la jeunesse croit que, pour accomplir la tâche, elle n'a rien de mieux à faire que de se passer des « vieux » et de ne compter que sur elle-même. C'était déjà le reproche que nous adressaient les « vieux » de notre temps.

EMMANUEL ARÈNE

(1856-1908)

... « Taille fine et cambrée, la barbe en pointe, les cheveux coupés drus et courts à la hussarde, le gilet blanc étroitement boutonné, le camélia à la boutonnière, un pied d'Andalouse serré dans la bottine vernie, le tube éblouissant sortant de chez le bon faiseur... » Et, après ce portrait physique, dessiné par Adolphe Brisson, le portrait moral : « Il est méridional autant qu'on peut l'être. Il a les qualités et les défauts du Midi : la séduction, la grâce, la verve prime-sautière, l'audace et une souplesse qui lui permet d'évoluer parmi les obstacles, et des poussées de fureur qui paralysent son entendement. Il a écrit des pages exquises, que n'eussent pas désavouées Voltaire et Paul-Louis Courier, et il a signé des articles de polémique où l'invective est grossière... »

Rédacteur au *XIXe Siècle* d'About, il entra très jeune dans la vie politique, et fut élu député de Corte. L'amitié de Gambetta lui avait ouvert la voie. Il ne cessa pas sa collaboration aux journaux, *Paris,* le *Matin,* le *Gil Blas,* s'abandonnant seulement à sa verve spirituelle, ou prompt à s'irriter et à envenimer les discussions, qu'il terminait volontiers l'épée à la main. Il avait l'esprit mordant et on citait souvent ses « mots ». Après avoir représenté à la Chambre divers arrondissements de la Corse, il fut élu sénateur en 1904.

L'auteur du *Dernier Bandit,* un recueil de récits pittoresques, se tournait de plus en plus vers la littérature. Critique dramatique du *Figaro,* il avait écrit l'*Adversaire* en collaboration avec Alfred Capus et le *Roi* en collaboration avec R. de Flers et Caillavet.

AU SALON

Un des agréments du métier, d'ailleurs très ingrat, de président de la République, est de n'avoir pas à chercher, dans la visite du Salon, quelles sont les bonnes toiles et quelles sont les mauvaises. On a, pour s'éclairer, pour placer son admiration à coup sûr, les membres du jury qui savent très bien où se trouvent les chefs-d'œuvre, puisque chacun d'eux a exposé. Il y a aussi la tradition officielle, le protocole des beaux-arts, qui vous poussent, presque automatiquement, devant les tableaux des membres de l'Institut et vous imposent, annuellement, quelques mots bien sentis pour M. Bouguereau, pour M. Jules Lefebvre, pour M. Gérôme, et, naturellement, pour M. Bonnat, tellement difficile dans le choix de ses modèles que, lorsqu'il n'a pas de chefs d'Etat à peindre, il fait des aigles.

Devant plus d'un de ces tableaux, on éprouve le sentiment de ce ministre, moins ingénu qu'il n'en avait l'air et qui, il y a quelques années, dans une visite analogue, demandait ce qu'il pourrait bien faire pour un des maîtres dont on venait de lui vanter les tableaux :

« Mais rien, lui répondit-on; il est grand-croix de la Légion d'honneur.

— C'est dommage! fit le ministre. Je l'aurais volontiers nommé chevalier. »

On crut alors à une naïveté. Ce ministre du Danube disait pourtant plus juste qu'il ne pensait, et, dans cette énorme poussée de peintres, dans cette formidable armée à laquelle on ne peut toujours pas reprocher de manquer de cadres, on se demande ce qui est le plus encombrant, des jeunes sans avenir, ou des vieux sans passé. Le nombre des pein-

tres est effrayant, et cette abondance même exclut toute idée de vocation.

Je vais peut-être dire une hérésie, toucher à l'une des bases mêmes de nos institutions, mais c'est encore là, d'après moi, un des inconvénients de l'éducation à outrance, de la diffusion un peu incohérente de toutes les études et de tous les arts. Autrefois, c'était aux difficultés qu'il fallait vaincre, aux obstacles que l'on rencontrait, que se reconnaissait, chez un artiste, la vocation qui emporte tout, le don auquel rien ne résiste.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'obstacles ni de difficultés. On n'attend pas les révélations, on les provoque. Dès qu'un gamin griffonne un chiffre sur un mur, on croit tout de suite que c'est Blaise Pascal, et il se trouve que c'est Inaudi. Si c'est un œil ou un nez que le gamin a crayonnés, on lui donne une bourse de la commune, ou du département, ou de l'Etat, et on le dirige sur quelque école des Beaux-Arts d'où il sortira tout à fait à point pour le Salon des Champs-Elysées. On fait de la peinture comme on fait de la médecine ou du droit, et il y a autant de peintres qui ne se vendent pas que de médecins qui n'exercent pas ou d'avocats qui ne plaident pas.

Le malheur est que ni les uns ni les autres ne manquent de talent. Seulement, ils sont trop, comme à Waterloo. On est submergé de ces talents, on ne sait pas qu'en faire, on ne sait pas qu'en dire : ils ne vous laissent même pas le temps de respirer. On en arrive à être heureux, en parcourant ces longues galeries, quand on tombe sur une bonne croûte, bien évidente, bien incontestée. Cela repose l'œil, détend la pensée. Il n'y en a pas beaucoup, il n'y en a pas assez dans ce Salon : il faut dire que l'on avait moins de place que les autres années !

C'est bien dommage, car l'homme qui, de notoriété publique, a fait une bonne croûte, a quelque

chance de disparaître. C'est un genre de gloire comme un autre, et il est permis de rester là-dessus. Mais tous ces malheureux qui ont du talent et qui, de leur vie, n'auront jamais que cela, nous sommes certains de les revoir longtemps, bien longtemps, à tous les Salons de l'avenir, toujours pareils, toujours corrects, leur art n'ayant plus de secrets pour eux, et eux-mêmes n'ayant plus de secrets pour nous. Ils iront ainsi, éternel bataillon scolaire, gagnant méthodiquement leurs grades, comme au régiment. Ils auront des mentions, ils auront des médailles, ils auront des croix, et puis, ils arriveront, un peu plus tôt, un peu plus tard, au grade que l'on ne dépasse pas, auquel on s'arrête pour le restant de ses jours, pareils à ces braves capitaines qui pullulent dans nos garnisons, sortis du rang, et n'ayant aucune chance de devenir jamais ni généraux, ni même colonels. Seulement, chez les peintres, ce n'est pas le même reproche que chez les militaires : il y a trop de gens qui sortent de l'Ecole et pas assez qui sortent du rang.

Et le terrible aussi, c'est qu'il n'y a pas de limite d'âge. C'est un métier où la jeunesse sait déjà, où la vieillesse peut toujours. Une fois hors concours, on fait passer avec soi tout son bagage, comme dans les valises diplomatiques on passe à la frontière toutes les dentelles de contrebande. De vieux maîtres de quatre-vingts ans envoient bravement les toiles qu'on leur a refusées il y a soixante ans; le nom, depuis, a couvert la marchandise, le nom qui, en peinture, sert beaucoup plus que l'œuvre elle-même et qui, d'une année à l'autre, quelquefois d'un mois à l'autre, donne des plus-values de cent mille à deux cent mille francs à des toiles dont la valeur est, cependant, restée la même.

C'est encore là une des causes de cette surproduction parmi les peintres. Les cinq cent mille francs

de l'*Angélus* apparaissent, aux imaginations surexcitées, comme un gros lot qu'il n'en coûte rien d'espérer. A ce point de vue, Millet et Corot ont causé de véritables ravages dans les générations qui leur ont succédé, et ils ont eu sur les peintres la même influence qu'Edmond About, J.-J. Weiss, Prévost-Paradol, sur tant de braves universitaires qui auraient pu faire d'excellents professeurs et qui sont devenus de médiocres journalistes, pour vouloir courir après la gloire de leurs aînés.

On a également endormi la défiance des familles avec ces histoires de tableaux vendus pour un morceau de pain et finissant par donner ensuite la fortune et la renommée. Ce qu'on oublie de dire, dans ces contes d'atelier, c'est que ces tableaux-là, quand ils existent, donnent bien la fortune, mais à d'autres que ceux qui les ont faits et, quant à la renommée, si l'on y a droit, elle vient généralement après la mort, quand on est descendu aux vrais Champs-Elysées. C'est ce qui peut nous obliger à être moins sévères, car on ne sait bien ce que vaut un peintre qu'une soixantaine d'années après qu'on l'a enterré, quand les questions de mode, de milieu, d'école, de camaraderie, n'entrent plus en ligne de compte.

Il y a même là pour tous les peintres, petits ou grands, jeunes ou vieux, une large porte ouverte à l'espérance et un recours tout trouvé conrte les rigueurs de la critique. La postérité est là, cour de cassation devant laquelle on n'est plus jugé que par contumace. Il lui appartiendra de voir ce qu'elle voudra retenir du Salon de 1897. Il n'est pas impossible, puisqu'il va falloir citer des noms, qu'elle retienne la plupart de ceux que j'aurai eu le malheur d'oublier. C'est, de grand cœur, la grâce que je leur souhaite.

(*Le Matin*, 19 avril 1897.)

ÉMILE FAGUET

(1847-1916)

Il fut professeur, d'abord dans un lycée de Paris, puis à la Sorbonne, et, infatigablement, il accumula livres sur livres, faisant le tour non seulement des questions littéraires, mais de la plupart de celles qui soulèvent les problèmes modernes. Il ne cessa d'écrire que pour mourir. Il avait été élu membre de l'Académie française. C'est là toute la biographie d'Emile Faguet, qu'il n'y a ici à considérer que comme journaliste. Il le fut avec une sorte d'allégresse, ayant toujours quelque chose à dire sur tout, parce que tout l'intéressait, donnant volontiers sa collaboration, recherchée par les grands journaux, même aux petites Revues.

C'était un esprit original. Pénétrant et perspicace dans ses grandes études sur la littérature française, il se donnait le luxe d'être souvent paradoxal dans ses articles, et il avait alors de curieux aperçus personnels. Il fut le critique dramatique de la *France*, du *Soleil*, puis du *Journal des Débats*. Ses prédictions sur le sort des pièces qu'il jugeait n'étaient pas toujours confirmées par l'événement, mais on avait toujours lu des pages savoureuses.

Il vivait avec une extrême simplicité, la notoriété qu'il avait acquise n'ayant rien changé à ses habitudes.

LES CHRONIQUEURS

Les hommes nés autour de 1830 et arrivés vers 1848 à la vie littéraire subirent la loi commune, en croyant l'inventer, comme toujours. Ils furent en réaction contre leurs prédécesseurs. Le phénomène se reproduit tous les vingt ans avec une régularité

de pendule. On croit que c'est envie. Point du tout. Ou du moins c'est envie dans les bas-fonds, chez les impuissants, et aussi chez les industriels. Chez beaucoup, chez la plupart même, c'est tout autre chose. C'est curiosité de trouver du nouveau, et c'est instinct, excellent, intuition, tout à fait louable, que, si l'on respecte les anciens, l'imitation va commencer. Or l'imitation c'est la ruine même de l'art, surtout l'imitation par continuation. Oh! imiter les anciens, ou les étrangers, ou ceux du moyen âge, ou ceux du dix-septième siècle, ou les Séléniens, ça n'a presque aucun inconvénient, par une très bonne raison : c'est qu'on ne les reproduit pas, on ne peut pas les reproduire; ils vous inspirent, vous mettent en train, ils ne vous moulent pas; et il ne faut pas être moulés.

La réaction fut donc vive contre 1830 chez ces jeunes gens nés en 1830. Mais elle fut de plusieurs sortes.

Les uns, et ce furent les plus célèbres, furent réalistes par réaction contre la fantaisie et la fantasia romantique.

Les autres furent néo-grecs et néo-humanistes, remontant à Chénier et à Ronsard, par réaction contre le médiévisme des romantiques, et ce fut le groupe Leconte de Lisle, dont le Parnasse devait sortir plus tard.

Les autres furent réalistes en vers, peintres des joies et des douleurs populaires, amis des humbles et des simples, et ce fut le groupe Laurent Pichat, Manuel et autres dont François Coppée, première manière, fut le dernier né.

D'autres enfin revinrent directement au dix-huitième siècle par réaction contre les solennels, les doctrinaires, les majestueux, dont l'époque romantique fut si encombrée. A qui il ne faut pas ressembler, c'est à Alfred de Vigny et à Laprade : cela semblait être leur devise. Ceux-là aimaient Voltaire,

Diderot, Chamfort, Rivarol et aussi Musset, parce que Musset a tout un côté dix-huitième siècle très accusé, et du reste très joli, et qui, d'ailleurs, quand Alfred n'est pas bouleversé par la passion, est son fond même.

Ce dernier groupe fut nombreux et très brillant. Tous ceux qui se sentaient de l'esprit en furent, et tous ceux qui s'en croyaient. Cela fit une foule. Arsène Houssaye était en tête, et, voyez-vous bien, ce qu'il a fait de meilleur ce sont ses études ou, si vous voulez, ses causeries sur le dix-huitième siècle, et le manifeste de cette école, si elle avait été une école, et si elle avait été école à manifeste, eût été le Roi Voltaire.

Arsène Houssaye, Scholl, About, Sarcey et ce Rivarol bourgeois qui s'appelait bourgeoisement Auguste Villemot, et ce trop nonchalant Albéric Second, si drôle et si naturel, et Charles Monselet, et tant d'autres... Ce fut plus qu'une pléiade; car, à ne compter que les meilleurs, ils étaient bien plus de sept.

Leur genre d'esprit était bien joli et tout à fait dans le goût du dix-huitième siècle... Quelque chose d'acéré, de vif et de direct. Cela jaillissait. Rien de sournois. Jamais d'ironie. L'ironie, c'est de l'esprit très laborieux. Sarcey disait à un débutant qui élaborait à côté de lui sur une table de rédaction : « Vous, à la façon dont vous tenez votre plume, je vois que vous faites de l'ironie. Mauvais, cela.

— Ah! oui! « L'ironie au théâtre, voyez-vous! »

— Pas même ailleurs! Elle contracte et elle dessèche. Elle donne la crampe des écrivains. Voltaire n'a jamais fait d'ironie (c'est presque vrai), Paul-Louis Courier a gâté beaucoup de jeunes avec cela. Tâchez de vous en passer. »

Et eux s'en passaient, en effet, le plus souvent. Leur plaisanterie était franche et allait tout droit.

Sarcey se battant en duel et entendant, avant le combat, les témoins se disputer, dit à son adversaire : « Monsieur, si nous allions séparer nos témoins ? » Sarcey, à l'Odéon, écouta le début d'une conférence de Brunetière qui commence ainsi : « Messieurs, je ne sais pas si cette causerie que je vais avoir avec vous sur Regnard sera une défense ou un réquisitoire ; je me demande encore si je vais être un avocat ou un ministère public ; j'hésite... »

Il se pencha vers Jules Lemaître et lui dit : « Brunetière qui croit que c'est vous qui faites la conférence. » Voilà leur genre. Les gens du dix-huitième siècle n'auraient pas été mécontents de ces mots-là.

PIERRE GIFFARD

(1853)

Il fut d'abord « le sieur de Va-partout », parcourant le monde, sa valise toujours prête, voyant tout, contant tout, dans le *Gaulois* et le *Figaro*, avec une verve soutenue par un don d'observation rapide et une excellente culture qui lui permettait une philosophie assez sceptique. Rien de Paris ne lui fut inconnu, de la haute vie aux bouges, et tous les pays le virent passer, assistant à une inauguration solennelle, accouru pour une catastrophe, suivant des opérations de guerre. Cette existence agitée ne l'empêcha pas d'ailleurs d'écrire des romans, *la Tournée du Père Thomas*, une suite au roman comique, *Hermance*, des études, *les Français en Egypte, les Grands Bazars, la Vie au théâtre*, etc., et de faire jouer des comédies, *Jonathan, le Mannequin, le Volcan.*

L'activité de Pierre Giffard le poussa aussi à se faire un vulgarisateur scientifique et à s'intéresser à tous les sports. Au *Petit Journal*, dont il a été rédacteur en chef, au *Matin*, il a fait en ce sens de persévérantes campagnes. Il détermina l'usage pratique de la bicyclette, quand elle semblait encore une manière de jouet, et il prévit l'automobilisme et son développement.

Il se plaît, aujourd'hui, à traiter les questions d'histoire contemporaine, riche en souvenirs qu'il rappelle avec agrément. Il a gardé, dans ce domaine, cette curiosité qui l'a fait toucher aux sujets les plus divers, cet intérêt toujours en éveil qui caractérise le journaliste de vocation.

BICYCLES ET TRICYCLES

Donc, après avoir pratiqué tous les genres de montures que la nature offre à l'homme : cheval,

mulet, bourriquet, chameau, — éléphant même! — je me suis mis en tête, voilà quelques semaines, d'apprendre à monter en bicyclette. (*Sic.* On fit la faute, couramment, de dire *en* pour *à*, pendant les premières années.)

Aujourd'hui je vole avec frénésie sur mes deux roues d'acier. Et je comprends pourquoi ces diables de bicycles et de tricycles passionnent un certain nombre de Français.

Jamais je ne pourrai dire le contentement, le bien-être que procure à un homme ce sport hygiénique. C'est inimaginable. Il y a trois mois, je regardais passer un vélocipédiste avec curiosité, comme une bête. La bête, c'était moi. Il était, lui, l'homme pratique, le malin.

Ah! que je suis donc de son avis, à présent que j'ai appris à jouer de son instrument! Et comme je voudrais faire passer ma conviction dans l'esprit de tous les jeunes hommes, voire de tous les hommes qui tournent autour de la cinquantaine et qui ne savent comment se défendre contre le vieux temps, celui qui vient, la barbe en broussaille et la faux à la main, leur rappeler que les aiguilles de sa montre marchent toujours... Me voilà donc, par expérience et par reconnaissance, un adepte enragé du sport vélocipédique.

Eh bien, je dois ce bienfait, le croiriez-vous, à mon chien! Il engraissait trop, ce grand danois, il n'agissait pas assez. Je n'avais pas le temps de le promener de longues heures; il eût fallu monter à cheval et l'entraîner chaque matin sur les routes... Que d'affaires! Un cheval, c'est-à-dire une écurie, un palefrenier. Oh! oh! Tel saint Paul sur le chemin de Damas, j'ouvris un jour les yeux à la lumière : deux jeunes amis m'apparurent montés sur des tricycles, venant de pédaler pendant vingt kilomètres, un peu fourbus, mais enchantés. J'écoutai leur dis-

cours enflammé; j'étais conquis en quelques minutes.

Un problème se posa : Serai-je *bi* ou *tri* cycliste? Si je monte sur deux roues, j'irai peut-être plus vite, mais je m'étalerai par terre un grand nombre de fois avant d'acquérir les bons principes. Si je marche sur trois roues, j'aurai l'air plus papa, mais en une demi-heure je serai compétent et je filerai dans le bois de Boulogne à coups de pédales victorieuses...

Mon marchand, qui possède vraiment la philosophie de son métier, me tint alors ce langage :

« Je devrais vous inciter à m'acheter un tricycle, car c'est plus cher que la bicyclette. Eh bien, non! Je vous dis énergiquement : « Prenez sur vous de vous étaler quelquefois. » Je vous tiendrai sur l'instrument pendant une ou deux leçons; vous posséderez bientôt les principes de la bicyclette.

Accepté. J'ai fait mes chutes avec plus ou moins de grâce, et, poussé par un je ne sais quoi d'étrange que j'ai trouvé tout de suite à la bicyclette, j'ai persévéré dans quatre leçons. A la troisième je faillis tout envoyer promener; à la quatrième j'étais hors d'affaire; c'est bien plus simple qu'on ne croit.

Depuis lors, dès que j'ai deux heures libres, je pars sur ma bête en acier. Je me porte à ravir, et mon chien aussi, car tous deux nous dévorons les espaces et nous revenons rompus, moulus, mais transformés par cet exercice dont on a tort, vraiment, de se moquer. En France, on se moque de tout...

Maintenant une bonne farce! On nous présente le *cyclisme*, mot baroque (!), comme arrivant d'Angleterre, ce qui fait toujours bien chez nous. Or rien n'est plus français que la vélocipédie. Rappelons-nous les grands bicycles qui apparurent au Luxembourg avant la guerre de 1870. Les Muscadins du

Directoire avaient des *célérifères* qu'ils lançaient, avec eux dessus, en appuyant précipitamment les pieds sur le sol, et l'histoire dit que c'est un serrurier de Paris, nommé Michaux, qui eut vers 1875 l'idée de combiner les pédales avec une chaîne de Vaucanson, d'où le gracieux tricycle et la séduisante bicyclette qui font fureur aujourd'hui. Gloire à Michaux !

(*Le Petit Journal*, 6 mars 1890.)

JULES LEMAITRE

(1853-1914)

Du rôle politique que Jules Lemaître se crut quelque temps appelé à jouer, il ne subsiste que le souvenir d'une évolution singulière chez un esprit tel que le sien. Ce qui demeure, c'est l'écrivain d'une agile et subtile intelligence, infiniment souple, riche de pensée.

Pendant qu'il était encore professeur, il avait donné des recueils de vers, *les Médaillons, les Petites Orientales,* puis des articles dans la *Revue Bleue.* Il ne tarda pas à se consacrer à la critique. Une étude publiée dans le *Figaro,* sur Victor Hugo, fit grand bruit pour la liberté avec laquelle ce nouveau venu dans les lettres parlait du poète : « C'est Homais à Pathmos, » disait-il. Jules Lemaître ne laissait pas aussi que de traiter avec désinvolture quelques renommées contemporaines. Par son indépendance, par l'agrément de sa manière, les grâces de son ironie, il conquit vite une grande notoriété.

Il n'y a pas à parler ici du romancier de *Sérénus,* de l'auteur dramatique de *Révoltée,* de *Mariage blanc,* du *Pardon,* des *Rois,* de *la Massière,* de *Bertrade,* etc. La part du journaliste est encore considérable dans l'œuvre de Jules Lemaître.

A l'époque de ses succès de critique littéraire, puis de critique dramatique aux *Débats,* alors qu'on ne pouvait encore songer à de futurs dissentiments, Jules Lemaître était ainsi jugé par Anatole France : « M. Lemaître se dédouble avec une facilité merveilleuse; il voit le pour et le contre; il se place successivement aux points de vue les plus opposés; il a, tour à tour, les raffinements d'un esprit ingénieux et la bonne volonté d'un cœur simple. Il dialogue avec lui-même, et fait parler l'un après l'autre les personnages les plus divers. Il a beaucoup exercé la faculté de comprendre. Il est humaniste et moderne. Il respecte les traditions et il aime les nouveautés. Il a l'esprit libre et le goût des croyances. Et

si, quand il a tout dit, il ajoute : « Que sais-je? » n'est-ce pas gentillesse philosophique? »

Jules Lemaître donna au *Temps* des chroniques, où se retrouvaient les caractéristiques de sa personnalité. Puis vint la crise. Il crut devoir se jeter dans la mêlée politique, fit, à l'*Echo de Paris*, une campagne trop longue pour ceux qui attendaient de lui une suite à son œuvre d'artiste, se dépensa en conférences où il propageait les idées vers lesquelles s'était soudain orienté ce libre esprit. Mais il devait revenir à la littérature. Il mourut au moment même où commençait la guerre de 1914.

Il était de l'Académie française.

SARAH BERNHARDT

... Passionnée et féline, douce et violente, innocente et perverse, névropathe, excentrique, énigmatique, femme-abîme, femme je ne sais quoi, Mme Sarah Bernhardt me fait toujours l'effet d'une personne très bizarre qui revient de très loin; elle me donne la sensation de l'exotisme, et je la remercie de me rappeler que le monde est grand, qu'il ne tient pas à l'ombre de notre clocher et que l'homme est un être multiple, divers et capable de tout. Je l'aime pour tout ce que je sens d'inconnu en elle. Elle pourrait entrer dans un couvent de clarisses, découvrir le pôle nord, se faire inoculer le virus de la rage, assassiner un empereur ou épouser un roi nègre sans m'étonner. Elle est plus vivante et plus incompréhensible à elle seule qu'un millier d'autres créatures humaines. Surtout elle est beaucoup plus Slave que toutes les Slaves que j'ai jamais rencontrées, et qui souvent étaient Slaves, comme la Lune.

Elle a donc merveilleusement joué *Fedora*. Le rôle, qui est tout de passion, la contraignait heu-

reusement à varier sa mélopée et à rompre ses attitudes hiératiques. Son jeu est redevenu prenant et poignant. Pour traduire l'angoisse, la douleur, le désespoir, l'amour, la fureur, elle a trouvé des cris qui nous ont remués jusqu'à l'âme, parce qu'ils partaient du fonds et du tréfonds de la sienne. Vraiment, elle se livre, elle s'abandonne, se déchaîne toute, et je ne pense pas qu'il soit possible d'exprimer les passions féminines avec plus d'intensité. Mais, en même temps qu'il est d'une vérité terrible, son jeu reste délicieusement poétique, et c'est ce qui la distingue de celles des vulgaires panthères du mélodrame. Ces grandes explosions demeurent harmonieuses, obéissant à un rythme secret auquel correspond le rythme des belles attitudes. Personne ne se pose, ne se meut, ne se plie, ne s'allonge, ne se glisse, ne tombe comme Mme Sarah Bernhardt. Cela est à la fois élégant, souverainement expressif et imprévu. Faites-y attention : toutes ces silhouettes successives semblent des visions d'un peintre raffiné et hardi. Cela n'est guère simple, mais comme c'est « amusant », au sens où l'on emploie ce mot dans les ateliers!

Personne non plus ne s'habille comme elle, avec une somptuosité plus lyrique ni une audace plus sûre. Sur ce corps élastique et grêle, sur cette fausse maigreur qui est, au théâtre, un élément de beauté, car, par elle, les attitudes se dessinent avec plus de netteté et de décision, la toilette contemporaine, insensiblement transformée, prend une souplesse qu'on ne lui voit pas chez les autres femmes, et comme une grâce et une dignité de costume historique. Et le jeu de cette grande artiste n'est point seulement poignant et enveloppant à la fois; il est personnel jusqu'à l'excès et, pour ainsi dire, coloré. J'ai déjà fait remarquer que rien n'était, en quelques endroits, d'une convention plus singulière que

la diction de Mme Sarah Bernhardt. Tantôt elle déroule des phrases et des tirades entières sur une seule note, sans une inflexion. Le charme est alors presque uniquement dans l'extraordinaire pureté de la voix : c'est une coulée d'or, sans une scorie ni une aspérité. Le charme est aussi dans le timbre. On sent que ce métal est vivant, qu'une âme vibre en ces sonorités unies comme de longues vagues. D'autres fois, tout en gardant le même ton, la magicienne martèle son débit, passe certaines syllabes au laminoir de ses dents, et les mots tombent les uns sur les autres comme des pièces d'or. A certains moments, ils se précipitent d'un tel train qu'on n'entend plus qu'un bruit, sans en concevoir le sens : c'est assurément un défaut que mon parti pris d'extase m'empêche de reconnaître. Mais souvent aussi, cette diction monotone et pure d'idole ennuyée qui ne daigne pas se dépenser, comme le commun des mortels, en réflexions inutiles et bruyantes, a quelque chose de hautain et de charmant... Il y a de l'infini et du lointain dans cette mélopée imperturbable et limpide.

En somme, c'est peut-être cet artifice, et le contraste qu'il fait avec les passages où la comédienne revient à la diction naturelle, qui fait l'originalité du jeu de Mme Sarah Bernhardt. Ce récitatif est sans doute au rôle parlé ce que sont au rôle mimé les costumes étranges et splendides : il leur donne une couleur et une saveur d'exotisme. Bizarre et vraie, l'un et l'autre à un degré tout à fait surprenant, Mme Sarah Bernhardt a, de plus, le charme inanalysable. J'avoue que je l'admire très pieusement.

Nous vous souhaitons, madame, un très bon voyage, tout en regrettant fort que vous nous quittiez pour si longtemps. Vous allez vous montrer là-bas à des hommes de peu d'art et de peu de

littérature, qui vous comprendront mal, qui vous regarderont du même œil qu'on regarde un veau à cinq pattes, qui verront en vous l'être extravagant et bruyant, non l'artiste infiniment séduisante, et qui ne reconnaîtront que vous avez du talent que parce qu'ils payeront fort cher pour vous entendre. Tâchez de sauver votre grâce et de nous la rapporter intacte. Car j'espère que vous reviendrez, quoique ce soit bien loin, cette Amérique, et que vous ayez déjà porté plus de fatigues et traversé plus d'aventures que les fabuleuses héroïnes des anciens romans. Rentrez alors, et reposez-vous dans l'admiration et la sympathie ardente de ce bon peuple parisien qui vous pardonne tout, vous ayant dû quelques-unes de ses plus grandes joies... Vous n'aurez peut-être pas été une des femmes les plus raisonnables de ce siècle, mais vous aurez plus vécu que des multitudes entières, et vous aurez été une des apparitions les plus gracieuses qui aient jamais voltigé, pour la consolation des hommes, sur la surface changeante de ce monde de phénomènes.

(*Journal des Débats.*)

ROBERT MITCHELL

(1839-1906)

Journaliste de droite, il soutint, avec un talent reconnu de polémiste, des idées qui ne laissèrent pas que d'être ondoyantes, puisqu'elles lui firent servir des causes diverses. Elles se rattachaient, cependant, au principe d'autorité. Sous l'Empire, comme rédacteur en chef du *Constitutionnel,* il avait paru libéral. Après la guerre de 1870, pendant laquelle il s'était engagé, il hésita quelque temps dans sa politique, mais prit parti contre la République, qu'il avait semblé, un moment, accepter. Il défendit le gouvernement personnel du maréchal de Mac-Mahon, puis revint au bonapartisme sous des formes diverses. Ses oscillations se retrouvent dans le *Courrier,* la *Presse,* le *Soir.* Après la mort du prince impérial, il se fit le champion du prince Jérôme Napoléon, au *Gaulois.* Il eut encore une période d'hésitation, en ne pouvant pas ne pas se rendre compte du courant républicain qui entraînait le pays, mais il chercha de nouveau à le remonter. Plébiscitaire, il se rallia avec véhémence, un peu plus tard, au mouvement boulangiste. Les défaites successives de toutes les tentatives de réaction l'avaient incliné à quelque philosophie ; c'était d'ailleurs un homme d'esprit, et son attachement au passé ne devait plus se traduire que par des articles d'un mécontentement frondeur. Il était, au demeurant, très parisien.

Robert Mitchell avait été élu deux fois député.

GEORGES ET MARGUERITE

Je ne connais que par le compte rendu de mes confrères le drame de M. Pierre Denis, et ne me sens aucune curiosité pour cette restitution plus ou

moins exacte de la plus surprenante des aventures.

L'auteur fut, nous dit-on, l'ami, le confident du général Boulanger; il lui demeura fidèle dans la mauvaise fortune et mérite de prendre place en marge de l'Histoire, à quelque distance du légendaire Bertrand.

Il a vécu dans l'intimité de son héros. Mais il l'a peu ou mal compris, et le tableau qu'il nous trace de son éphémère exaltation ne peut qu'égarer dans les recherches l'historien futur de notre troisième République.

Boulanger ne fut ni un conspirateur, ni même un grand ambitieux. Bon soldat, très discipliné, en dépit des apparences contraires, il se fût aisément contenté du sort qui lui était échu si, par un caprice extraordinaire, la fortune ne l'avait brusquement jeté en dehors des voies que le destin semblait lui avoir tracées.

A l'heure précise où il apparut sur la scène politique, la France souffrait de ce mal indéfinissable qui pousse les femmes nerveuses à la recherche de sensations nouvelles et les peuples à la révolution.

Elle le vit, plein de force et de santé, confiant et heureux comme ceux qui sont ignorants de la vie, théâtral par tempérament, si fort épris de mise en scène; elle l'aima d'instinct et lui imposa le rôle qu'il ne sut pas ou ne voulut pas jouer.

Subissant encore l'humiliation des défaites inoubliées, énervée par un régime bourgeois qui étouffait systématiquement les plus nobles aspirations, ne pouvant se réfugier dans les fortifiants souvenirs d'un passé qu'on lui apprenait à mépriser, elle s'éprit de ce mâle vigoureux et un peu fanfaron qui caracolait superbement sur un cheval noir, et se jeta éperdument dans ses bras.

On a jugé le général parce qu'on ne pouvait tra-

duire à la barre de justice la France elle-même; c'était une révolte de l'opinion et point l'entreprise d'un homme que le gouvernement réprima, que le Sénat condamna.

Boulanger fut assurément coupable, mais son crime fut de n'avoir pas compris que la France s'offrait à lui, se donnait sans réserves, attendant qu'il la prît de force, puisqu'il ne pouvait l'obtenir en respectant la loi.

A l'heure décisive il recula, dominé par un étrange scrupule de légalité, une sorte de respect professionnel pour la règle et la discipline.

Sa vie ne fut pas une page d'histoire, mais un simple roman d'amour, et sa mort si dramatique et si touchante en fut le très logique dénouement.

C'est par cette mort qu'il vivra dans la mémoire des femmes, alors que les hommes l'auront depuis longtemps oublié!

Ceux dont il a déjoué les espérances maudiront peut-être sa mémoire, mais celles qui placent au premier rang des affaires humaines, les faiblesses du cœur et les élans de la passion, garderont un souvenir attendri de ce grand amoureux, qui préféra le regard d'une femme au sourire de la fortune.

Pour saisir le pouvoir, il eût sans doute risqué sa tête; il ne voulut pas jouer sa liberté; il ne se résignait pas à vivre séparé d'elle par l'épaisse muraille d'une prison, et ce fut pour ne la point quitter, fût-ce pendant une semaine, qu'il abandonna le champ de bataille au moment où la victoire ne semblait plus douteuse.

A l'étonnante fortune qui lui était promise, il préféra l'exil avec elle et, doucement, vécut à ses côtés, jusqu'au jour où, la pauvre femme ayant quitté ce monde, il s'en fut la rejoindre.

Entre le pouvoir et l'amour, il choisit l'amour.

Sans doute, on le doit condamner; mais pendant quelques mois il fut heureux; il connut le bonheur complet, car il était ainsi fait, que son cœur défendait contre les regrets qui le devaient assiéger, les souvenirs qui le pouvaient attrister.

Il vivait dans son rêve, volontairement oublieux du devoir austère, et lorsque le malheur l'éveilla, il n'eut d'autre souci que de s'endormir de l'éternel sommeil.

Et devant cette tombe anonyme, où rien ne rappelle l'épopée boulangiste, on rêve à cette lutte éternelle du cœur et de la tête, de l'amour et de l'ambition.

Sans doute, les grands conquérants, ceux qui savaient s'élever au-dessus des lois de l'humanité, ont une destinée plus haute, mais leur part fut-elle plus belle?

Octave fait meilleure figure dans l'histoire du monde que Marc-Antoine, mais le sort de Marc-Antoine ne fut-il pas plus enviable?

Il sacrifia l'empire à la tendresse de Cléopâtre, et son âme s'envola toute pénétrée de celle qu'il avait tant aimée.

Hercule n'eût été qu'une brute héroïque s'il ne s'était sagement attardé aux pieds d'Omphale, et Samson trahi, vendu par sa maîtresse, regrettait la vue qu'on lui avait ravie, parce qu'il ne pouvait plus contempler les traits adorés de Dalila.

L'homme le plus puissant peut toujours, à une heure donnée, perdre sa force et sa volonté devant le sourire d'une femme : c'est une loi de nature, dont la première application remonte au premier homme.

Adam, sollicité en sens contraire par la prière d'Eve et le commandement du créateur, se détourna du créateur.

Et c'est pourquoi nous ne devons pas nous mon-

trer sévère pour la mémoire de Boulanger, qui fut un impulsif et non un réfléchi.

En dépit de la saine morale, on peut laisser tomber un pleur sur la tombe de *Georges* et de *Marguerite*.

(*Le Matin*, 18 mars 1897.)

SÉVERINE

Disciple de Jules Vallès et sa collaboratrice au *Cri du Peuple*, elle attesta, par la vigueur de ses polémiques, qu'une femme pouvait, dans la presse quotidienne, prendre une autorité dans l'exercice de la profession de journaliste. Elle fut mêlée à des luttes politiques ardentes. Mais elle a surtout bataillé, et c'est ce qui caractérise son œuvre, pour les faibles, pour les humbles, pour les souffrants. Si elle a la virilité du style, elle s'est toujours souvenue, dans les nombreux journaux où elle a écrit, qu'il appartient à la femme, dans la mêlée sociale, de représenter la pitié.

LA CAUSE DES FEMMES

J'aurais pu mettre la cause « féministe », mais je ne l'ai point voulu ; tant ce finale, cependant fort admis, fort à la mode aujourd'hui, me semble ajouter seulement un « iste » à tous les autres, un maillon à la chaîne d'essais, d'épreuves, d'écoles, dont le vieux monde tend enfin à se délivrer.

Que l'on me comprenne bien ; et, s'il se peut, que les uns par légèreté, que les autres par malveillance, ne me fassent pas dire autre chose que ce que j'entends dire, en toute franchise, — et en toute liberté.

Ce n'est point parce que je ne suis pas « assez avancée » que je ne me mêle pas davantage à l'action féminine présente : c'est parce que je le suis « trop » ; c'est parce que les désiderata des agitatrices sont depuis longtemps dépassés par mon rêve, sur la grand'route de l'avenir.

Alors que, réservé au seul usage des hommes, le suffrage universel, l'éligibilité, l'électorat, toute la vieille mécanique parlementaire n'excite en moi qu'une stupeur goguenarde, un dédain plutôt agressif, je ne vois pas trop en vertu de quel miracle mon jugement varierait, envers les mêmes choses, parce que d'une différente application.

Tout croule en cet ordre d'idées; le respect est loin s'il file du même train qu'il est parti; la confiance lui court aux chausses. Etre député actuellement — si nul mérite particulier à l'individu ne rehausse la fonction — c'est être zéro... un zéro toujours suspect, souvent nuisible. Le mandat s'acquiert à l'ancienneté plus qu'en raison de la valeur intrinsèque. Le membre de la Chambre basse est généralement un conseiller municipal qui n'a pas eu d'histoires; comme le membre de la Chambre haute est un député qui n'a pas eu d'embêtements. C'est une carrière assez bien rémunérée, qui commence à la réunion publique pour aboutir au speech présidentiel : « Mes chers collègues, c'est avec un profond regret que nous avons appris... capacités distinguées... perte vivement ressentie... consolation pour sa famille... unanimité du deuil... le pays et la République. »

Ainsi soit-il! Des vieillards approuvent, du chef et du menton, dodelinant de la tête, mélancoliques surtout de l'imminence proche. Et ça en fait un de moins et un de plus. Les très riches échappent au soupçon de vénalité; lesquels sont saufs de l'esprit d'intrigue, de l'ambition malfaisante, du besoin de domination à qui tout est sacrifié? En est-il plus de dix, en est-il dix, de ces élus du peuple, que brûle une foi ardente; prêts à l'effacement, au sacrifice, à l'abnégation de toute visée personnelle, pour le salut de tous et l'intérêt commun?

Des honnêtes gens? Certes, il y en a, dans le

sens strict et étriqué du mot. Mais, de même que la foi qui n'agit point n'est pas une foi sincère, l'honnêteté qui se contente « d'être » n'est pas une vertu, c'est une habitude !

C'est donc en cela que les femmes veulent entrer ? Sous l'arbre de science, Eve, son tour venu, réclame à Adam la moitié de la pomme... Seulement la pomme que tient Adam est pourrie, rongée au cœur par les parasites, piquetée et vermineuse !

Je n'ai pas le goût à ces dînettes-là. Et si le geste de partage est devenu nécessaire, par l'égoïsme et la férocité de l'homme, cueillons au moins à la branche le fruit nouveau, sain et savoureux.

Voilà pourquoi je ne suis pas avec les politiciennes ; voilà pourquoi je suis de tout mon cœur, de toutes mes forces, avec les créatures sensées, intelligentes, pratiques, qui s'efforcent à améliorer économiquement le sort de la femme, à l'affranchir de ce que sa condition présente renferme de subalterne, d'inique et de dégradant.

Et c'est très à tort que M. Jules Bois, au cours de sa dernière chronique, me reprochait de ne point m'engager « dans cette héroïque bataille ». Le sentiment est louable, mais l'allégation est inexacte. Récent venu, de ne point me voir à son rang, il a conclu que je m'abstenais. La vérité est que j'y suis, dans la mêlée, depuis longtemps, — assez longtemps pour que les renforts ne me distinguent plus !

Oh ! à ma façon, je m'empresse de l'ajouter ; en isolée, en indépendante, peu désireuse de ne faire que changer de joug. Mais où qu'une de mes sœurs ait crié à l'aide, « victime de son sexe », fille-mère seule à porter le péché ; épouse spoliée ou battue ; employée de commerce, d'administration, soumise à d'inhumains règlements ; ouvrière à tâche égale,

moins payée que le concurrent masculin, parce que femme; prostituée même, subissant la honte de sa faim, j'ai noté la plainte et remonté aux causes du mal, en faisant ressortir l'injustice de notre destin.

Que voulez-vous ? je crois à l'école des faits, et qu'ils sont les semailles des théories. Tant mieux si la moisson lève pour d'autres; et si d'autres engrangent, et si d'autres mangent le pain blanc! Mais qu'on ne vienne pas m'accuser d'indifférence, ni de fainéantise, alors que, ouvrière de la prime saison, j'ai fait ma tâche, sans rien attendre de la paye.

En sept ans de journalisme, je compte plus de deux cents articles, près de quatre volumes, sur le sort des femmes. N'est-ce donc rien?

Ah! j'ai blagué les politiciennes? Cela oui, — avec ferveur! Mais, encore, cela dépend lesquelles. Hubertine Auclerc, Paule Minck, madame Potonié-Pierre m'ont toujours paru des courageuses et des dévouées. Mais comment aurais-je pu prendre au sérieux les personnes « d'attaque », me votant, avec une touchante obstination, des ordres du jour de blâme, parce qu'ensuite d'une polémique je n'avais pas été moi-même sur le terrain (textuel), ou parce que j'avais été voir le pape?

Celles-là ne pouvaient que faire rire... et j'en ai ri! Tandis que madame Schmall, tandis que madame Cheliga-Lœvy, me font réfléchir, m'intéressent, voire me passionnent, par la logique et la continuité de leur effort. Dédaigneuses, craintives même de l'excentricité qui détourne les simples et effarouche les timides; ne s'affublant pas en zouave; n'envoyant pas de cartel au pauvre monde; gardant la grâce féminine ef maternelle dont l'œuvre bénéficie, elles font de la belle et utile besogne. Personnellement, j'ai conscience d'y avoir collaboré; de ma plume et de mon exemple.

Exemple ne veut pas dire ici modèle, et les malins en seraient pour leur raillerie. J'emploie le mot au sens de preuve, dans très technique et très modeste acception.

Il signifie seulement qu'à force d'assiduité au travail, de persévérance invincible, je suis arrivée à faire admettre par le public, par le monde de la presse (guère tendre à la concurrence féminine), qu'une femme pouvait exercer ce rude métier de journaliste, s'y faire une place et en vivre honorablement.

Bien des jeunes cervelles, hélas! sous des frisettes blondes, sous des bandeaux bruns, ont été un peu tournées d'un succès qu'elles s'exagèrent; mais, tout de même, grâce au précédent, quand une petite femme tremblante arrive dans une rédaction, avec son article noué d'un fil, on ne juge sa collaboration ni si ridicule ni si impossible.

De cela, ma foi, je suis très fière, et estime que j'ai bien mérité du bas-bleuisme quotidien. C'est un préjugé de moins, et il en est tant à abattre!

Voilà pourquoi celles de mon sexe qui, sans aller contre le rôle tendre et miséricordieux que la nature nous a assigné, veulent conquérir le droit de vivre, hors du servage et de l'avilissement, ont toujours pu, peuvent toujours compter sur moi.

Quant aux Bradamantes à brûle-gueule... par où s'en va-t-on?

(*Echo de Paris,* 11 février 1895.)

ÉMILE ZOLA

(1840-1902)

Le romancier des *Rougon-Macquart* fit de fréquentes incursions dans le journalisme.

Dans une lettre datée du 6 février 1865, écrite à son ami Antony Valabrègue, Emile Zola, alors employé à la librairie Hachette, racontait à son ami ses débuts dans la presse : « Je donne toutes les semaines un article de 100 à 150 lignes au *Petit Journal*, et, tous les quinze jours, un article de 500 à 600 lignes au *Salut public* de Lyon. Vous comprenez que je n'écris pas toute cette prose pour les beaux yeux du public. On me paye l'article 20 francs au *Petit Journal*, et de 50 à 60 francs au *Salut public*, de sorte que je me fais environ 200 francs par mois avec ma plume. La question argent m'a un peu décidé dans tout ceci, mais je considère aussi le journalisme comme un levier si puissant que je ne suis pas fâché du tout de me produire à jour fixe devant un nombre considérable de lecteurs. C'est ce que vous expliquera mon entrée au *Petit Journal*. Je sais quel niveau cette feuille occupe dans la littérature, mais je sais aussi qu'elle donne à ses rédacteurs une popularité bien rapide. »

Bientôt après, il entrait à la *Revue du XIXe Siècle* et au *Figaro*. Il s'y présentait en écrivant à Alph. Duchesne : « Je suis jeune et je l'avoue, j'ai foi en moi. Je sais que vous aimez à essayer les gens, à inventer des rédacteurs nouveaux. Essayez-moi, inventez-moi : vous aurez toujours la fleur du panier. »

Puis il collaborait à l'*Evénement*, qui appartenait alors à Villemessant ; mais il souhaitait une situation fixe à la *Tribune*, où il avait été introduit par Eugène Pelletan. « Si la *Tribune* m'offrait cinq cents francs par mois, écrivait-il à Théodore Duret, je me dévouerais complètement au journal... je consentirais à faire n'importe quoi pour trouver un port à la *Tribune*, même à rédiger

les faits divers, à me rendre utile d'une façon ou d'une autre... »

La signature d'Émile Zola, après ses premiers succès, reparaissait en 1872 au *Corsaire*, où un de ses articles, le *Lendemain de la crise*, amena des mesures de rigueur contre ce journal.

Plus tard, il prenait le feuilleton dramatique du *Voltaire*.

En fait, il ne quitta jamais complètement le journalisme. En pleine renommée, il faisait au *Figaro* de vigoureuses campagnes. Auparavant, il n'était guère d'événement important sur lequel il n'eût donné son assentiment. Mais son article le plus retentissant est celui qu'il écrivit sous le titre « J'accuse » pendant l'affaire Dreyfus. Injurié et calomnié, à la suite de ces pages de combat, il répondit à ses détracteurs avec l'énergie que lui donnaient ses convictions et la sûreté de sa conscience.

Alors qu'il ne soutenait encore que des polémiques littéraires, il avait écrit un jour une page piquante intitulée *Le Crapaud*, sur les attaques qu'amène la notoriété.

LE PANAMA

... Que d'années, que d'années seront nécessaires à l'éducation du peuple, et quelle folie de croire aujourd'hui que tous les maux sociaux cesseront, parce qu'on aura changé l'étiquette gouvernementale !

Le pis est que, loin de disparaître, ces maux semblent au contraire s'aggraver, dès qu'on est en République. Il n'y a plus là le despote dont la main de fer renfonçait le cri de souffrance dans la gorge des faibles. Il avait ses ministres, ses Chambres, ses tribunaux, ses gendarmes, pour dompter la bête, la museler d'or, donner l'illusion qu'elle était vaincue et heureuse. Toute une façade d'honnêteté, de

bon ordre, de prospérité digne resplendissait au soleil. Mais que le despote soit renversé, et le mensonge croule, la carcasse se montre, pourrie, branlante. La bête est lâchée, le cri de misère monte de partout ; c'est comme une bonde qui saute, et le fond vaseux jaillit, éclabousse la pleine lumière du jour. Les historiens bien pensants appellent cela les saturnales révolutionnaires. En réalité, c'est encore la monarchie, et c'est encore l'Empire, mais vus, cette fois, par l'entrée des artistes.

Ajoutez la presse libre, la terrible action des journaux voyant tout, fouillant tout, disant tout. Chaque matin, les petits papiers circulent, la vie intime de chacun est révélée, discutée ; l'inquisition, la délation, la diffamation règnent en souveraines. Vous imaginez-vous un roi, un empereur tolérant cela, consentant à être examiné jusque dans ses verrues ? Comme ils vous coffreraient, ces messieurs, avec leurs journaux de scandale ! Mais la République, elle, ne peut pas, puisqu'elle est venue pour donner à tous la liberté. Entrez, sa maison doit être de verre ; tapez sur elle, crachez-lui à la face ses tares fatales, les misères physiologiques et morales qu'elle a forcément, comme tout être humain : elle n'a même pas le droit de protester, elle qui n'attend rien que de la vérité et de la justice, dit la bonne fille qui s'est désarmée, aux noms sacrés de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ! Comme on lui fait payer cher d'avoir promis la vertu et le bonheur, de s'épuiser à vouloir tenir sa parole et de ne pouvoir faire que l'humanité ne reste pas l'humanité, avec tous ses vices et tous ses crimes !

Est-il un exemple plus frappant que cette imbécile aventure du Panama dont notre France républicaine souffre depuis de longs mois, qu'elle porte

à son flanc comme un ulcère, et dont elle finira peut-être par mourir !

Je veux bien que l'honnêteté française soit un peu comme la jeune grande première de l'Ambigu, une honnêteté sans tache, que pas un spectateur ne se permettrait de soupçonner. Il se forme ainsi un type conventionnel de droiture, de loyauté, de fierté, qui témoigne du bel idéal des foules prises en masse, et j'ajoute même qu'il y a, dans l'illusion d'un pareil type, un outil excellent de police sociale. Mais enfin, entre nous, il faut bien convenir que les affaires, en ce bas monde, deviendraient impossibles si l'on n'avait pour les traiter que les pures abstractions des virginités et des probités de mélodrame.

D'abord vous êtes-vous jamais demandé ce qu'il serait advenu du Panama, si la catastrophe s'était produite sous une Monarchie ou sous un Empire ? Ah, comme on l'aurait escamoté! quel coup d'éponge immédiat, quel silence salutaire imposé aux journaux pendant qu'on se serait hâté de faire disparaître le cadavre! Eh, mon Dieu, cela n'aurait-il pas été plus propre, moins dangereux pour la nation, d'une politique beaucoup plus sage, en tout cas ? Seulement, la République n'a pas pu, toujours parce qu'elle est la liberté et la vertu, l'honnête femme qui ne craint pas de laver son linge sale en public. Ses adversaires qui l'ont forcée à ce déballage, dont ils n'auraient pas permis le scandale chez eux, lui feront bien voir si le jeu en est innocent.

Puis, où est donc le naïf qui s'imagine que les affaires d'argent peuvent être propres! Dans ces énormes entreprises, quand on brasse les millions pour la réalisation de travaux gigantesques, il faut faire la part de la boue humaine, des appétits, des passions, dont on remue forcément la vase. Je veux

bien qu'on ne le dise pas tout haut, mais ce sont des choses qu'on sait, qu'on accepte. Suez n'a certainement pas été plus propre que le Panama. On y trouverait les mêmes pots-de-vin, les mêmes consciences achetées, les mêmes abominations et les mêmes turpitudes. La différence est simplement que les cadavres y dorment dans l'oubli, dans le pardon triomphal du succès. Ah! si le Panama avait réussi, les actionnaires n'auraient pas assez d'acclamations pour ces financiers voleurs, pour ces députés vendus, que la rage de tant de ruines fait aujourd'hui jeter au cloaque! Ce n'est pas le crime qui fait le déshonneur, c'est l'insuccès.

Que s'est-il donc passé de si extraordinairement monstrueux dans ce Panama dont les adversaires de la République usent et abusent avec une telle persistance de scandale? On y a vu un ministre vendu, d'autres soupçonnés de complaisances louches; on y a compté jusqu'à une douzaine, mettons deux douzaines de députés et de sénateurs achetés plus ou moins cher. Et voilà le crime sans exemple qu'on affiche, devant le monde entier, à grand renfort d'ignobles indiscrétions, en vidant les carnets graisseux des hommes de police! Mais, grand Dieu! cela s'est passé sous tous les régimes; il faut être cette grande bête de République vertueuse pour affecter de l'ignorer et de s'en étonner. On le savait, on le disait moins haut, voilà tout. Et je trouve même que ce ministre vendu, ces sénateurs et ces députés achetés sont des pleutres, de bien petites canailles, à côté des grands voleurs épiques et des vendus superbes de la Monarchie et de l'Empire. Quelques millions à peine, des miettes jetées comme à des chiens, des petites gens sans élégance qui se contentent de simples pourboires! Mais c'est misérable, quand on songe à ces hauts seigneurs dont les dettes à payer lassaient le sou-

verain, à ces puissants de suprême distinction qui étaient dans toutes les affaires, ramassant l'or dans toutes les poches.

Et cela recommence, avec l'idiote odyssée de cet Arton, qui ne sait rien, qui ne dira rien ! Et voilà de nouveau, pendant des semaines, la France bouleversée devant des torrents d'eau et de boue ! Et tout cela, pour arriver à constater qu'il y a, dans la politique, des pauvres diables malhonnêtes !

... Je le répète, cela est d'un bel idéal, et très flatteur pour le régime républicain. Le malheur est que sous cette hypocrite exigence de la parfaite honnêteté se cachent les manœuvres des plus basses passions politiques.

(*Le Figaro.*)

ADOLPHE BRISSON

(1860)

Né dans l'atmosphère du journalisme, il a toujours été et n'a voulu être que journaliste. Du journaliste il a eu toutes les curiosités et toutes les activités. Après sa collaboration au *Parti national* et à d'autres journaux, il inaugura au *Temps*, sous le titre de *Promenades et Visites*, un genre de chronique documentée où il excella, et qui laissait une formule d'article permettant une philosophie familière ou le développement d'idées générales sur de l'immédiate observation.

Ses articles sur la vie contemporaine, réunis en volumes, *Paris intime*, *la Comédie littéraire*, *les Prophètes*, *Un Coin du Parnasse*, *Pointes sèches*, etc., présentent de vivants tableaux des hommes et des choses d'une époque, comme ses feuilletons dramatiques du *Temps* donnent une consciencieuse histoire du théâtre.

Adolphe Brisson est depuis longtemps directeur des *Annales*. Mme Ad. Brisson (Yvonne Sarcey) prend à la rédaction de cette revue hebdomadaire une part importante.

LE JOURNAL D'ABOUT

... En 1872, Edmond About, qui venait de se brouiller avec le *Soir*, rêvait vaguement de posséder un journal où il eût ses coudées franches. Une occasion se présenta. M. Chadeuil avait fondé sous ce titre, le *XIXe Siècle*, une feuille qui traînait une existence incertaine. On s'arrangea avec le propriétaire ; on désintéressa M. Chadeuil, on s'empara du journal, et l'on prit à tâche de lui infuser un sang nouveau. La besogne était rude. L'argent manquait dans les caisses et la recette de la vente payait tout

juste le papier du lendemain. Quant aux rédacteurs, ils vivaient d'espérance, en attendant les gros appointements à venir; mais ils avaient confiance en l'étoile de leur chef et luttaient avec courage. Ils étaient cinq ou six, qu'About avait rassemblés : Francisque Sarcey, chargé de la chronique quotidienne; Paul Lafargue, le plus brillant, le mieux informé des courriéristes parlementaires; Eugène Liébert, La Rounat, Schnerb et deux ou trois autres. Ils se réunissaient chaque soir et « causaient le numéro » avant de l'écrire.

About, à cette époque, jeune, intrépide, bien portant, ardent à l'ouvrage, étincelait de mille feux et enflammait le zèle de ses collaborateurs. La chance ne tarda pas à se dessiner; quelques polémiques, quelques campagnes bruyantes forcèrent l'attention du public et gagnèrent ses faveurs. Au bout de trois ans, le *XIX*e *Siècle*, devenu riche, agrandissait son imprimerie et s'installait rue Cadet en un vieil hôtel obscur et poussiéreux, qui avait été, pour la circonstance, superbement rebadigeonné.

Ce fut la phase glorieuse du journal, son âge héroïque, l'âge des batailles pour les immortels principes. Le gouvernement de l'ordre moral n'eut pas de plus cruels ennemis que cette demi-douzaine de publicistes retranchés dans leur forteresse et canardant sans pitié les abus de l'administration, les fautes de la justice, les empiétements du clergé. About et Sarcey menaient le branle, l'un décochant aux ministres ses flèches empoisonnées, l'autre plaidant avec une verve intarissable la cause de la liberté sous toutes ses formes, et traînant après lui l'innombrable cohorte des instituteurs français.

Peu à peu, la rédaction s'était complétée. A Henry Fouquier vinrent se joindre Ch. Bigot, Ducuing, jurisconsulte et avocat distingué, Raoul Lucet, Abraham Dreyfus, Pellegrin, Charles Martel. De temps

à autre la porte s'entre-bâillait pour laisser entrer un nouveau venu, mais rarement, péniblement. La maison n'était pas hospitalière, ou, du moins, elle choisissait ses hôtes et ne les accueillait pas tous du même sourire.

Il y a plusieurs façons de comprendre la confection d'un journal. Le considérer comme un bazar où chacun, quel qu'il soit, peut venir offrir sa marchandise, comme un établissement commercial, soucieux simplement d'amuser le public et d'encaisser des recettes, comme un magasin de nouveautés peuplé d'un monde de commis et d'auxiliaires, sans autre lien entre eux que l'appât du gain et l'intérêt du salaire; ou bien, voir dans le journal une famille, très unie, très disciplinée, très fermée, englobant dans son sein quelques membres solitaires et triés sur le volet, et n'acceptant, sous aucun prétexte, l'ingérence d'un élément étranger.

Ce sont deux systèmes en présence : le système américain, le vieux système français. Chaque système a ses inconvénients et ses avantages. Le journal américain sacrifie tout à l'information, cherche sans cesse à lancer des pétards; il est d'aspect bariolé; sa rédaction mouvante offre au lecteur une grande variété de signatures et amuse sa badauderie; mais cet ensemble hétéroclite ne présente pas beaucoup de sécurité et ne satisfait pas ceux qui, dans leur lecture quotidienne, cherchent un autre aliment qu'une distraction frivole. Et ceux-là, je vous assure, sont nombreux en France, plus nombreux qu'on ne le croit. Ils ont des principes, des idées arrêtées, des doctrines. Et ils tiennent par-dessus tout à trouver dans leur journal l'écho de leurs propres sentiments. Et il leur plaît de voir ces sentiments exprimés, ces opinions défendues par quelques talents supérieurs, qu'ils honorent de leur sympathie et de leur estime. Un organe comme le

*XIX*e *Siècle* répondait merveilleusement aux aspirations de cette catégorie d'abonnés. C'est ce qui explique sa vogue, son énorme influence. Pendant dix ans, cinquante mille honnêtes gens n'ont considéré les questions de politique intérieure qu'à travers l'ironie d'About, les questions universitaires qu'à travers la bonhomie de Sarcey et les questions de psychologie mordante qu'à travers le sourire de Fouquier. Le *XIX*e *Siècle* formait un tout complet, où chaque chose était à sa place, un organisme harmonieux et vivant. Le malheur de ces constructions si parfaites est qu'elles s'écroulent dès qu'une pierre vient à leur manquer. Elles ne peuvent se transformer ; elles sont condamnées, sous peine de mort, à demeurer immuablement les mêmes. Le public a pris l'habitude de lire, à la première page, l'article d'About, l'analyse de Lafargue, la causerie de Sarcey, la chronique de Fouquier : il lui faut son Fouquier, son Sarcey, son Lafargue et son About. Si l'un d'eux disparaît, l'équilibre est rompu; le lecteur se sent devenir inquiet et désorienté; il hésite, il perd courage, il se désaffectionne, son ardeur s'éteint, son zèle tombe.

Le journal de la rue Cadet a subi cette loi fatale. Il déclina lentement, et, après avoir connu l'enivrement du triomphe, sombra sous l'indifférence générale. Avouons-le : l'auteur de la chute fut celui-là même qui avait été le principal auteur du succès. Edmond About possédait assez de qualités pour qu'on lui reconnût quelques défauts. Cet homme, si merveilleusement doué, spirituel comme Voltaire, ayant tout vu, tout lu, tout retenu, sachant tout ce qu'on peut savoir et devinant le reste, avait des nerfs de femme et des caprices de jolie marquise. Il s'engouait des gens, les prenait en aversion, sans motif appréciable, portait sur eux des jugements passionnés... La maladie, le souci des affaires, les

soins multiples inhérents à une grosse administration l'avaient rendu paresseux; il n'écrivait presque plus, et, par un travers indigne de lui, il souffrait malaisément qu'un autre se faufilât à la place qu'il abandonnait et se prêtât à la direction politique du journal. Plusieurs fois, ses camarades, sentant fléchir le succès, lui conseillèrent timidement de fortifier sa rédaction et de s'adjoindre une plume autorisée. Il répondit avec mauvaise humeur à leurs ouvertures. Un soir, ils risquèrent à prononcer le nom de Weiss. Son visage se rembrunit.

« Weiss! dit-il, y songez-vous! Il a du talent, mais pas de caractère. Avant tout, il faut songer au maintien de la ligne du journal. »

Et ses collaborateurs eurent mille peines à s'empêcher de sourire. About parlant de la ligne du journal, l'ondoyant About reprochant à Weiss ses variations, c'était la Méditerranée reprochant à l'Océan ses tempêtes, le mont Blanc reprochant ses avalanches au Saint-Gothard!...

(*Portraits intimes*, 1894.)

JEAN JAURÈS

(1859-1914)

Tout a été dit, au lendemain de sa mort tragique, le 31 juillet 1914, sur l'homme politique qui fut le chef du parti socialiste. Il avait passé par l'Ecole normale et il avait été professeur de philosophie au lycée d'Albi. Il entrait dans la vie publique en 1885, comme député du Tarn.

On sait ce que fut l'orateur, un des plus éloquents qu'ait entendus une Chambre française, s'élevant, au-dessus des débats mesquins, aux idées générales, au développement des doctrines et des principes, avec une fougue qui le laissait néanmoins maître de la forme. En telles grandes séances, il s'exaltait, dominant une assemblée houleuse. « Il ne parlait plus, a dit de lui M. J. Reinach, l'évoquant en vue de ces journées tumultueuses, il tonnait, le visage empourpré, le bras tendu vers les ministres qui protestaient, vers la droite qui beuglait. Mais plus les clameurs devenaient furieuses, plus haut s'élevait sa voix, comme un grand cri d'oiseau de mer dans la tempête. »

Il batailla par la plume comme par la parole, et quelques-uns de ses livres, à côté de ceux où il exposa ses théories, réunissent ses articles, semés dans nombre de journaux. Il avait fondé l'*Humanité,* où il soutint, avec l'*Aurore* notamment, d'ardentes polémiques.

Il y avait en lui un grand lettré. Par une supposition d'ailleurs peu vraisemblable, car Jaurès n'était à l'aise que dans le combat, et il était mêlé à toutes ces luttes d'idées, un écrivain célèbre, qui admirait toutes les ressources de son talent sans partager ses opinions, lui disait un jour : « Si vous étiez jamais tenté de quitter la politique, quel merveilleux professeur de littérature vous feriez, au Collège de France ! »

La balle de revolver d'un fanatique devait, en un instant, anéantir cette force.

L'AME PAYSANNE

Lorsque la République de 1848 succomba à ses propres maladresses, aux fureurs de la réaction et au coup d'Etat, et lorsqu'un immense plébiscite rural fonda l'Empire, les hommes comme Renan accusèrent amèrement le paysan de France. Ils lui reprochèrent d'être étroitement égoïste et incapable de tout idéal. Ils prétendirent que tout ce qu'il y a d'exquis et de noble dans l'humanité, la liberté, la raison, était livré, par des millions de petits propriétaires matérialistes et âpres, à un césarisme inférieur. Mais avant même que le drame de 1848 et de 1851 eût ainsi irrité contre les paysans l'aristocratie intellectuelle et libérale de la France, Balzac et George Sand, qui furent tous les deux à la fois de grands observateurs et de grands idéalistes, avaient profondément médité sur le rôle politique et social du paysan.

Selon Balzac, la petite propriété paysanne, constamment morcelée par le Code civil et par l'esprit de démocratie, était dans notre société un agent de dissolution. En émiettant, en dévorant par lambeaux les grands domaines, le paysan détruisait peu à peu les grandes existences sociales, les grandes existences indépendantes, qui doivent être à la fois les contrepoids du pouvoir central et les moteurs du progrès. Il n'y avait plus de familles fondées sur un sol vaste, ayant l'habitude des grands horizons, le souci de l'ensemble et de l'avenir, mais seulement une âpre fourmilière, envieuse et niveleuse, décomposant grain à grain la terre de France. Et, pourvu qu'à cette fourmilière paysanne, le pouvoir accordât la sécurité et l'égalité dans la loi de succession, il avait liberté entière pour le reste.

« La pyramide sociale reposait sur de la poussière. »

En même temps que Balzac prévoyait ainsi, avec sa merveilleuse divination, le césarisme dégradé auquel conduisait l'individualisme paysan, il prévoyait aussi que l'âpre propriété paysanne, après avoir produit l'ordre nouveau, l'ordre de la Révolution, le menacerait.

Car enfin, si les paysans se sont débarrassés de la noblesse, des dîmes, des censives, pour mettre la main sur quelques mottes de terre, ils n'ont pas tous réussi à arracher un lambeau de propriété. Les bourgeois ont pris presque partout la place des anciens maîtres, et c'est pour d'autres que travaillent les paysans. Et ce travail dépendant, ce travail pour autrui, ce travail sans propriété, n'est-ce pas la forme nouvelle de la séculaire spoliation? « Notre seigneur aujourd'hui, c'est le travail, » dit un des paysans de Balzac.

Ainsi, selon le grand romancier, le mouvement social de 1789 a abouti à miner et à abaisser les hautes classes dirigeantes, à pulvériser la nation française, à centraliser le pouvoir et à réduire l'idéal commun au niveau de l'égoïsme paysan, sans pourtant satisfaire et apaiser décidément celui-ci. Et le régime de la terre, mi-paysan, mi-bourgeois, inflige à la France une double et perpétuelle menace de despotisme et de jacquerie.

Quel est, selon Balzac, le remède? Il n'est point dans le socialisme. Balzac a été très sévère pour celui-ci. Et c'est sans doute parce que, dans le monde rural de son temps, il ne voyait rien qui le préparât. Balzac a eu le don d'amplifier, par sa vision grossissante, les faits présents et de prévoir des conséquences lointaines. Mais il se refuse à l'hypothèse; il ne pressent pas l'extension du machinisme industriel à la production agricole, il ne

prévoit pas que l'énorme développement du prolétariat ouvrier réagira forcément un jour sur l'état d'esprit du paysan, et, pour arracher la France à l'âpre et égoïste anarchie de la propriété paysanne, il ne compte que sur un rajeunissement des vieilles forces sociales. Il rêve d'une aristocratie du sol, empruntant au catholicisme le sens de la grandeur et de l'unité et appliquant à la transformation de la terre toute la science des grands ingénieurs.

Sans doute, les grands propriétaires qui s'occupent aujourd'hui des progrès de la culture et qui, dans les syndicats agricoles, initient les paysans au groupement, paraissent répondre à ce programme de Balzac. Mais cette action est tardive, car la grande propriété ne songe à grouper les paysans qu'au moment où ceux-ci sont déjà expropriés de fait par des charges de tout ordre. De plus, l'aristocratie terrienne est de plus en plus mêlée à la finance; elle vit à l'ombre de ces grands arbres dont, selon l'expression de Balzac, « toutes les racines plongent dans la boue ». Il ne lui est plus possible de se constituer la gardienne et la protectrice du paysan : elle doit le livrer à la finance, son alliée. Et enfin, le mouvement ouvrier est assez puissant, à cette heure, pour que les paysans prétendent arriver, par l'organisation, à la propriété de la terre, comme les ouvriers à la propriété du capital industriel. Un souffle révolutionnaire sort des villes ardentes et passe sur eux.

C'est donc George Sand, avec ses aspirations et divinations socialistes de la *Mare au Diable* et de la *Vallée noire,* qui aura eu raison contre Balzac. Chose curieuse! Elle est beaucoup moins sévère que lui pour la petite propriété paysanne. Elle y voit l'abri provisoire de l'indépendance du paysan, et, si la haie qui enclôt son champ resserre trop son regard, sa pensée, son âme même, du moins

elle lui permet d'oublier un moment qu'il y a des forces supérieures à la sienne, et, dans cet isolement, il a l'orgueil passager de la liberté. Les grandes propriétés, les grandes fermes sont monotones et tristes : « Elles ont, dit-elle, la tristesse des phalanstères, sans en avoir la fraternelle grandeur, » et elle devine ainsi admirablement ce que Marx a si puissamment formulé ; c'est que la grande exploitation agricole ou industrielle est l'ébauche grossière et la préparation de l'ordre socialiste. L'heure est annoncée par George Sand où les paysans échapperont à la fois à l'isolement impuissant et égoïste de la petite propriété et à la sujétion de la grande. Associés dans la nation, propriétaires et libres, voilà l'avenir des travailleurs paysans.

Des forces irrésistibles nous y poussent, et ce ne sont point les procédés de nos adversaires dans nos circonscriptions rurales qui arrêteront le mouvement.

(*Le Matin*, 10 mai 1897.)

RENÉ DOUMIC

(1860)

« Très persuadé qu'une littérature ne peut vivre qu'à condition de se renouveler sans cesse, j'ai suivi avec attention et sympathie toutes les « nouveautés » qui m'ont semblé avoir quelque signification et quelque portée. J'ai pensé d'autre part que le devoir du critique est de dire toujours ce qu'il croit être la vérité, dans tous les cas, à tout le monde. » C'est la déclaration que M. René Doumic a mise en titre d'un de ses recueils d'articles. Professeur, conférencier en France et à l'étranger, collaborateur littéraire de divers journaux, M. René Doumic fut appelé par Ferdinand Brunetière à la *Revue des Deux Mondes*, qu'il dirige aujourd'hui avec autorité. Il est membre de l'Académie française.

DE L'ÉNERGIE

... Il est un type cher à tous les partisans de l'énergie, celui qui symbolise l'énergie dans l'amour, comme Napoléon symbolise l'énergie dans la domination; c'est Don Juan. Nul autre type n'a été plus souvent repris par les écrivains, élargi, embelli, transfiguré, au point d'être devenu, de transformation en transformation, différent de lui-même et contraire à soi. Pour avoir, à travers la série de ses expériences, poursuivi la jouissance physique, Don Juan, par un bizarre contraste, est devenu le grand chercheur d'idéal en qui s'incarne l'âme inassouvie et déçue. Nous lui avons fait honneur de tous les sentiments qu'éveille chez nous l'amour, et dans lesquels il se réduit à la sensation rapide et vul-

gaire. Tous nos rêves, toutes nos aspirations se sont cristallisées autour de son nom. Sa poésie ne réside pas en lui, mais c'est de nous qu'elle vient. Elle est exactement le résultat de ce travail des siècles grâce auquel la sensibilité va sans cesse se développant et s'affinant, et qui est l'œuvre même de la civilisation.

On se trompe, en effet, quand on imagine que le tableau de l'humanité, tel qu'on le trouve dans les époques primitives, représente l'humanité complète et l'homme tout entier. Il ne nous offre, au contraire, que des rudiments d'humanité. La psychologie y est tout à fait sommaire. L'âme n'a pu encore se dégager de la domination des sens et de la pression du sang. Elle est comme enfouie sous une couche épaisse qu'il lui faudra lentement soulever. Son histoire n'offre nulle variété, partant nul intérêt. C'est le règne de la monotonie et de l'uniformité. L'instinct est toujours semblable à lui-même : il va, par les mêmes procédés, aux mêmes fins. Point de différences, point d'originalité, point de personnalité. C'est, dans le triomphe même de la vie individuelle, l'absence totale de toute individualité. Et tel est, si on veut, l'homme de la nature; mais c'est donc que le progrès pour lui consiste à s'éloigner de plus en plus de la nature et à substituer aux dispositions naturelles les dispositions acquises. Alors naissent, une à une, les idées qui font la vie de la conscience et lui créent une atmosphère morale. Les sentiments s'enrichissent de toutes sortes de nuances, et ils varient d'un individu à l'autre. La complexité apparaît au lieu de l'indistinction primitive. La lutte devient possible. Aux suggestions de l'appétit s'oppose la notion du devoir. La raison se met en travers de la passion. La volonté fait son office, qui est de refréner et de pacifier le tumulte intérieur. Au moment qu'elle se tend de tout son effort pour

opposer à la bête cabrée la vigueur de sa résistance et dompter l'animal en révolte, elle réalise enfin cette vertu à laquelle seule convient le nom d'énergie.

Car il est temps de dénoncer le sophisme et de rendre aux mots leur véritable sens. Ce qu'on nous vante sous le nom d'énergie, c'est l'absence même de l'énergie et c'en est la négation. Céder à l'attrait du plaisir, se laisser entraîner aux sollicitations des sens, emporter par la frénésie de la colère, égarer par l'aveuglement de la haine, c'est le propre des faibles. Rien n'est plus facile que de suivre le premier mouvement : c'est d'y résister qui est difficile, et c'est de prolonger la résistance qui est pour beaucoup une tâche au-dessus de leurs forces. Nous avons tous assez de volonté pour nous faire les serviteurs de notre égoïsme; c'est quand il s'agit de le froisser et de lui imposer silence que nous commençons à défaillir. Donc, afin de venir au secours de notre faiblesse, il a fallu lui inventer des appuis et des soutiens. La religion est intervenue, opposant à la libre expansion de nos convoitises le respect de Dieu, la crainte des châtiments ou l'espérance des récompenses éternelles. La morale a fait prévaloir au-dessus des considérations de l'intérêt l'idée du devoir. La politique a enseigné à subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général et les raisons individuelles à la raison d'Etat. Il n'est pas jusqu'à ces convenances, tant décriées et tant moquées, qui n'aient servi à l'œuvre commune. Car ce qu'on appelle les convenances, ce n'est que l'art de se surveiller, de se dominer et de parvenir, en présence d'autrui, à la maîtrise de soi. Grâce à tous ces codes qu'on représente comme autant d'instruments de servitude, l'énergie a pu se fonder; mais, à mesure que la somme d'énergie s'est développée à travers le monde, les sociétés se sont

organisées et elles ont pu travailler à leur perfectionnement.

Ce point de vue de la vie de relation et de l'existence sociale est le terme où il faut aboutir. Il est par trop commode de le négliger et d'affecter en la matière un détachement plus que philosophique. La plante-homme diffère précisément des autres plantes en ce qu'elle ne saurait se développer par elle-même à l'état libre et dans l'isolement. Ce que peut être l'homme, abstraction faite de la société, on ne l'imagine même pas, mais on voit très nettement quels seraient pour la société les résultats d'une théorie qui légitime l'égoïsme et recommande à chaque individu de travailler avec vigueur à la satisfaction de tous ses appétits. De l'égoïsme naît la haine, et, à force de se sentir différent, on devient hostile. — « Que m'importent les autres ! » s'écrie Julien Sorel. Il nous importe beaucoup à nous, attendu que nous sommes ces autres.

(*Revue des Deux Mondes*, 1896.)

ARTHUR RANC

(1831-1908)

Il fut, tout jeune homme, parmi les adversaires les plus déterminés de l'Empire, et impliqué dès 1853 dans des poursuites qui finirent, en 1856, par le faire transporter en Algérie. On raconte une anecdote piquante au sujet d'une de ses arrestations. Le juge d'instruction qui l'interrogeait lui dit qu'il avait été au courant des projets d'un complot contre l'empereur. — « Un des conspirateurs vous a confié ses intentions. Mais vous l'en avez dissuadé... » Ranc respira. « Oui, reprit le magistrat, vous l'en avez dissuadé, en lui disant : « Tu es myope, « tu le manquerais. »

Ranc s'évada de Lambessa et se réfugia en Suisse, où il vécut en donnant des leçons. Il rentra en France à l'amnistie de 1859 et se fit rapidement remarquer, par son esprit mordant, dans la presse d'opposition. Il écrivit d'abord dans ce qu'on appelait « les petits journaux », comme le *Nain jaune,* puis il fut un des collaborateurs du *Journal de Paris*, qui réunissait des hommes venus de partis différents dans la même lutte contre le régime impérial. Il se dépensa largement au *Diable à quatre,* au *Réveil,* à la *Marseillaise.*

Ami de Gambetta, il alla le rejoindre à Tours en octobre 1870 et occupa le poste de directeur de la Sûreté générale. Elu député en 1871, il donna sa démission après les préliminaires de paix. Il fut membre de la Commune, mais quelques jours seulement, ne voulant pas s'associer au décret sur les otages. Il resta à Paris.

Deux ans plus tard, alors qu'il venait d'être élu député de Lyon, les passions politiques le firent inculper pour participation à la Commune et usurpation de fonctions, et un conseil de guerre le condamnait à la peine de mort. Il avait pu passer en Belgique, d'où il écrivit, dans la *République française,* dont il avait été, à la fondation du journal de Gambetta, un des principaux rédacteurs,

l'exposé probant de son attitude en des heures troublées. « Une chose impossible, disait-il, c'est que je me laisse aller à des pensées de représailles et de vengeance, c'est que je cesse d'être ce que j'étais hier, un républicain uniquement soucieux de travailler à l'apaisement des haines sociales par la justice. »

A l'amnistie, il reprit son poste à la *République française*, puis fut élu député de Paris. Il ne cessa jamais d'être journaliste, du *Voltaire* à l'*Aurore*, qui fut le dernier journal qu'il dirigea. Il était président de l'Association des journalistes républicains. Il était alors sénateur. Toute sa vie avait été consacrée, avec une autorité sans cesse accrue, à la défense et à l'organisation de la République.

Il a publié *le Roman d'une conspiration*, qui fut adapté à la scène par H. Fouquier et F. Carré, *De Bordeaux à Versailles*, *les Souvenirs d'une évasion*, etc.

« Né journaliste, a dit sur sa tombe M. Joseph Reinach, il a vécu et il est mort journaliste. C'est devant sa table de journaliste qu'il se sentait utile, efficace et fort. »

LE PROCÈS ZOLA

IMPRESSIONS

Le moment n'est pas venu de donner une impression complète des huit jours passés dans la salle des témoins et dans les couloirs du Palais de justice. J'aurai des choses curieuses à conter, de singuliers profils militaires à montrer. Aujourd'hui je me restreindrai à quelques notes rapides. Le reste viendra en son temps, quand le procès sera terminé, quand les clameurs auront cessé, quand la bande des hurleurs professionnels sera lasse, quand l'émotion sera apaisée.

J'ose affirmer que la stupéfaction des demi-intellectuels, comme les appelle M. Barrès, fut intense

quand ils virent entrer dans la salle des témoins les deux architectes de ces monuments qui sont le rapport sur l'affaire Dreyfus et le rapport sur l'affaire Esterhazy. Ils en demeurèrent ébaubis ! « Eh oui, leur dis-je, hommes naïfs que vous êtes, académiciens, membres de l'Institut, professeurs au Collège de France, à la Sorbonne, à l'Ecole des chartes, c'est ainsi qu'on les choisit, c'est ainsi que sont recrutés les juges d'instruction militaires ! Ils sont tous ainsi ou guère s'en faut. J'en ai connu un qui, en 1873, imprimait dans son rapport que, pendant la Commune, je me promenais à la Conciergerie, à Mazas, à Sainte-Pélagie, insultant chaque jour les prisonniers et crachant à la figure des sergents de ville détenus.

C'était la fonction que je m'étais réservée après avoir donné ma démission de membre de la Commune. Et peut-être si je n'eusse pris la précaution de mettre la frontière entre moi et les juges militaires, mon compte aurait-il été bon. Comment aurais-je pu prouver qu'il n'était pas dans mes habitudes de cracher en général à la figure des gens, et en particulier au visage des sergents de ville ? C'est le diable de fournir une preuve négative... Oui, ils sont tous pétris sur les deux modèles que vous avez sous les yeux. Regardez, académiciens et professeurs, contemplez ces deux têtes de magistrats militaires : il est bien clair que, même dans la force de la jeunesse, quand ils avaient la plénitude de leurs facultés, c'étaient non pas des quarts, mais des vingtièmes d'intellectuels... Et aujourd'hui les voilà sur leurs boulets, déprimés, finis : ça n'a pas empêché de les choisir (quelle sélection !) pour occuper les fonctions les plus difficiles, les plus délicates. Ils sont juges d'instruction ! Je ne parle pas des affaires graves qui peuvent leur être soumises ; mais n'est-ce pas à faire frémir de penser que, dans

les cas les plus simples, quand il s'agit d'une faute contre la discipline ou d'un délit de droit commun, la liberté, l'honneur, quelquefois la vie d'un pauvre diable de sous-officier ou de soldat peuvent dépendre d'une instruction confiée à de pareilles incapacités ?...

J'ai idée que les demi-intellectuels qui m'écoutaient m'approuvèrent, sans croire pour cela attenter à l'honneur de l'armée et commettre un crime de lèse-patriotisme.

J'ai assisté à quelque chose de bien intéressant : le repêchage à la poignée de main. Le premier jour du procès, tout le monde a remarqué que, dans les salles des témoins et dans les couloirs y attenant, le commandant Esterhazy s'était tenu à l'écart, qu'aucun des officiers présents ne lui avait serré la main, n'avait causé avec lui. Les journaux ont même raconté que le général Gonse avait fait dire par un de ses subordonnés de l'état-major à M. l'archiviste Gribelin : « Le Général vous prie de ne pas parler à Esterhazy. » C'était le premier mouvement. On a bientôt jugé qu'il était mauvais et qu'il serait d'un déplorable effet que les officiers de l'état-major et surtout les chefs de service des renseignements parussent lâcher leur protégé, l'homme à qui ses juges, après son acquittement, sont allés serrer la main, celui que dès le lendemain le général de Pellieux, général enquêteur, appelait « son cher commandant ».

Ces certificats divers perdraient toute leur valeur s'il était démontré par l'attitude des officiers témoins qu'ils avaient pour l'acquitté du conseil de guerre une estime relative et réservée. Comment ces messieurs du service des renseignements auraient-ils pu plaider la culpabilité du colonel Picquart et par suite l'innocence immaculée du commandant Esterhazy ? Comment le général de Pellieux

aurait-il osé terminer sa première disposition par ces mots : « Je suis fier d'avoir contribué par mon enquête à montrer aux yeux de tous que le commandant Esterhazy avait été accusé à tort, indignement diffamé et calomnié ? » Cela aurait été criant d'inconséquence. Alors l'ordre est venu de la rue Saint-Dominique d'y aller de sa poignée de main.

Et on y est allé. La petite fête a commencé par le commandant Ravary, à qui cet honneur était bien dû. Puis le général de Boisdeffre, grand chef, a donné l'exemple. Les subordonnés ont suivi et sauté le pas. Je dois dire, en témoin fidèle, qu'il y a un ou deux de ces officiers à qui le sacrifice a paru amer et la poignée de main pénible. Je n'aurai garde de les nommer. Cela nuirait à leur avancement et le service des renseignements les aurait à l'œil.

Je n'ai jamais vu le colonel Picquart, pas plus que je ne connais M. Mathieu Dreyfus, pas plus que je ne connaissais, il y a huit jours, M. Leblois, pas plus que je ne connaissais Mme Lucie Dreyfus, à qui j'ai eu l'honneur d'être présenté, lundi dernier, dans la salle des témoins.

Je défie quiconque aura causé cinq minutes avec le colonel Picquart, s'il n'est pas prévenu et de parti pris, s'il n'est pas un ennemi, de ne pas être pris de sympathie et d'estime pour ce charmant officier, à la parole honnête, à l'œil clair et franc, au sourire bon et loyal. Ah ! comme je comprends que le général de Galliffet, qui ne prodigue pas son estime de soldat, avant de déposer devant les juges du conseil d'enquête, soit allé droit au colonel Picquart, lui tendant les deux mains, serrant affectueusement les siennes !

Je n'ai jamais rien vu de plus violemment chez les uns, de plus sournoisement haineux chez les autres que les regards lancés au colonel Picquart par ses

anciens subordonnés du service des renseignements.

Ah! il n'y a pas besoin d'avoir un flair d'artilleur pour se rendre compte de ce qui s'est passé. Dès que Picquart a été appelé à diriger ce service, il a été considéré comme un homme qui prenait la place due à un autre, comme un intrus, comme un étranger. Il n'était pas de la coterie; il avait la prétention, étant chef de service, d'en être le maître, de voir et de faire les choses par lui-même. Tout de suite il a été enveloppé dans une atmosphère d'hostilité. Puis, quand on s'est aperçu qu'il avait des doutes sur la culpabilité de Dreyfus, que ses soupçons sur un autre étaient éveillés, qu'il voulait tirer les choses au clair, sa perte a été jurée et le complot organisé.

Lisez avec soin les dépositions produites devant la cour d'assises, et vous serez vite convaincu que le service des renseignements était surtout occupé à se renseigner sur son chef, le colonel Picquart, et, disons le mot, à le faire moucharder.

(*Le Matin,* 15 février 1898.)

G. LENOTRE

(1857)

Historien, ayant produit une œuvre considérable, M. G. Lenotre a le don de rendre vivantes ses évocations du passé. La séduction de son érudition est la raison du succès de ses livres. Après de minutieuses recherches, il ressuscite une époque dans sa couleur, dans ses particularités, dans son intimité, il remet ses personnages dans leur milieu, dans leur atmosphère même. On se sent près d'eux.

Par l'intérêt du fond et de la forme de ses études, il lui appartenait de réaliser une conquête dans la presse quotidienne. L'auteur de *Tournebut*, du *Baron de Batz*, du *Drame de Varenne*, de *Bleus, Blancs, Rouges*, du *Roi Louis XVII* y a introduit une rubrique : l'Histoire, en donnant régulièrement au *Temps*, sous le titre de *Vieilles Maisons, Vieux Papiers*, puis sous celui de la *Petite Histoire*, d'attachants articles mettant en œuvre ses investigations de grand curieux. L'occasion lui est souvent donnée, d'ailleurs, de rapprocher philosophiquement la période dont il parle des événements contemporains.

M. G. Lenotre avait été auparavant, pendant longtemps, le chroniqueur du *Monde Illustré*, et il avait écrit dans nombre de journaux. Il est l'un des collaborateurs de la *Revue des Deux Mondes*, où il a publié quelques-uns de ses plus importants travaux.

Au théâtre, il a donné *Colinette*, les *Trois Glorieuses*, *Varenne* (en collaboration avec Henri Lavedan), les *Grognards*, etc.

On reproduira ici quelques pages où il a exprimé certaines de ses idées et exposé ses méthodes.

DE LA PARTIALITÉ EN HISTOIRE

Les gigantesques luttes politiques qui épouvantèrent le monde en 1793 et en 1794 ont fourni matière

à bien des récits : pour tout lecteur de bonne foi, elles n'en restent pas moins inexplicables. L'esprit se refuse à comprendre comment tous ces hommes de la Révolution, nés le même jour à la vie politique, portés ensemble sur le pavois, liés par la plus étroite solidarité d'opinions et d'intérêts, ne pouvant se tenir debout sur le tas de ruines qu'ils avaient amoncelées qu'à la condition de se serrer étroitement la main et de s'appuyer l'un sur l'autre... l'esprit se refuse à comprendre comment ces hommes, pris d'une sorte d'hallucination furieuse, se haïssent tout à coup, se soupçonnent, se dénoncent, s'entre-tuent et s'en vont, avec une résignation qui ressemble à du fatalisme, porter leur tête à l'échafaud.

Et la lutte terminée, tout de suite, les historiens se mettent à l'œuvre : dans la fosse commune où dorment les grands morts, chacun va choisir son héros favori, l'exhume, le lave, le nettoie, le parfume, le grime, l'embaume et l'offre en drapeau aux partis politiques. La foule applaudit et se déclare satisfaite ; mais ceux qui, moins crédules, ont peine à reconnaître dans ces froides momies les fougueux et passionnés lutteurs de la Révolution, détournent la tête et se disent : « Ce n'est pas eux ; ils n'étaient pas ainsi tout d'une pièce ; ils avaient des passions, des colères, des faiblesses ; la vie de ces hommes, au milieu de la crise la plus terrible qui ait jamais secoué l'humanité, n'a pu être si unie, si réglée, si réfléchie. S'ils avaient un but, ils s'y ruaient à travers mille obstacles, mille embûches, mille intrigues ; leur histoire n'est pas celle qu'on veut nous apprendre : *il y a autre chose.* »

Tous les hommes d'action de la Révolution, qu'ils soient royalistes ou jacobins, méritaient mieux que des panégyristes ou des détracteurs. Un jour, on se décidera à consigner la politique à la porte de l'his-

toire, à replacer les personnages dans leur milieu, à ne point les isoler sur un piédestal, au-dessus des passions, des préjugés, du bouillonnement d'idées de leur époque; à faire revivre autour d'eux les comparses dont ils reflétaient les enthousiasmes, dont ils redoutaient la haine, dont ils ménageaient les petitesses. Ce jour-là, on reconnaîtra qu'il importe de juger sans idée préconçue, qu'on ne doit point faire un tri parmi les documents, admettant ceux qui plaisent, rejetant ceux qui gênent; mais qu'il les faut accepter tous ou n'en consulter aucun.

Et alors, à la place de cette série d'impassibles statues offertes à l'admiration de la postérité, les récits de la Révolution nous montreront ce grouillement d'hommes, une mêlée d'intérêts, ce débordement de sève vitale, cette formidable éruption de colères...

LES SOURCES HISTORIQUES

... C'est un axoime chez nous qu'un livre d'histoire ne peut être qu'ennuyeux, ou tout au moins austère : si l'action en est conduite de façon à tenir en haleine sa curiosité, le lecteur entre en défiance. Si le récit devient pittoresque; si le narrateur se risque à silhouetter ses personnages, à décrire un costume, une attitude... nul doute, *on est en plein roman*. Car les documents d'archives, n'est-ce pas ? ne révélant rien de ces vétilles, puisque l'auteur en agrémente sa narration, c'est qu'il les invente. Tel est le préjugé contre lequel je proteste et cherche à réagir, persuadé que, pour ce qui concerne la période révolutionnaire, du moins, en poussant son enquête hors des sentiers battus, en puisant aux sources d'informations négligées, un chercheur

doué de quelque patience parvient, dans la plupart des cas, et sans aucun secours de son imagination, à reconstituer les minutieux détails d'un fait historique, même secondaire, et à en rétablir les circonstances.

Quand il a terminé sa récolte, contrôlé et ordonné ces divers renseignements, ne peut-il emprunter à celui-ci un trait, à cet autre une indication, moins encore : une *touche,* comme dirait un peintre, et lui faudra-t-il, quand il les mettra en œuvre, interrompre le lecteur à chaque alinéa, à chaque membre de phrase, presque à chaque ligne, pour lui signaler une cote d'archives, un titre de livre ou un dossier conservé dans quelque greffe et que personne n'ira jamais vérifier?

Eh oui! il le faudrait; je ne sais même pas si, haché d'aussi multiples références, un épisode qu'on s'est appliqué à mettre en quelque relief trouverait grâce devant les sceptiques...

... Afin donc de m'épargner, à l'avenir, autant que possible, des jugements hâtifs, j'avais, dans mes récentes publications, multiplié les références. Je ne prétends point ainsi imposer inconsciemment aux lecteurs l'illusion de mon infaillibilité : les chances d'erreur sont si nombreuses et si fréquentes que nul ne peut concevoir la prétention d'y échapper, mais, du moins, à l'aide de ces références, chacun de ceux qui en auront la curiosité et le loisir pourra se convaincre que ces menus faits auxquels je me complais, je l'accorde, car ils donnent à un récit le relief de la réalité, ne sont pas inventés à plaisir, que je les ai glanés dans des documents parfaitement authentiques et qu'aucun d'eux n'est dû à l' « intempérance de mon imagination ».

On épilogue également sur la nature même de cette documentation. On me blâme de préférer « aux sources connues les sources douteuses ». Je vais

volontiers en effet à celles peu exploitées, où j'espère puiser des renseignements sur les aspects familiers de la vie d'autrefois, sur l'intimité de mes personnages, leur façon de vivre, leur « chez soi ». Mais cette source est-elle « douteuse », parce qu'elle n'est guère fréquentée? M'expliquera-t-on en quoi un procès-verbal de juge de paix ou de brigadier de gendarmerie, une déposition en justice, un livre de comptes, un registre cadastral, un acte notarié, un inventaire révélateur sont plus suspects, moins « sûrs » qu'un article du *Moniteur*, qu'un rapport de mouchard ou que la correspondance de quelque missionnaire de la Convention avec le Comité de Salut public? Si l'historien doit être en méfiance, n'est-ce pas à l'égard de ces documents officiels, émanés de fonctionnaires partiaux, manifestement moins soucieux de la vérité que de leur renommée personnelle ou du triomphe de leur parti? Certes oui, je préfère à ces apologies pleines de réticences, d'atténuations, de faux-fuyants et de mensonges opportuns, le document dédaigné, le document « accessoire », « fragmentaire », le document-épave, d'autant plus sincère que ceux qui l'ont rédigé n'ont jamais prévu qu'il pourrait un jour servir à l'histoire et qui, outre l'avantage de sa véridicité, présente celui de montrer les faits sous un aspect encore inaperçu. Négliger les grandes sources d'information serait une faute aussi grave que l'est celle de leur accorder une confiance sans restriction : on n'y trouve ordinairement que le reflet de l'opinion des vainqueurs; les doléances des vaincus n'y ont point place. S'en tenir à ce qu'elles enseignent, c'est consentir à accepter l'histoire toute faite, et par ceux-là mêmes qui ont un intérêt à la maquiller.

LUCIEN DESCAVES

(1861)

Romancier et auteur dramatique, Lucien Descaves n'a cessé d'être aussi un vigoureux journaliste, défendant les idées généreuses, plaidant les causes qu'il estimait justes, courût-il quelques risques, parfois, à les soutenir.

Dans la presse, c'est au *Petit Moniteur* qu'il débuta, mais c'est au *Figaro*, puis au *Journal*, dont il fut un des premiers collaborateurs, que s'affirma son talent, énergique souvent jusqu'à l'âpreté.

On sait le bruit que fit, en 1889, un livre de lui, *Sous-Offs*, succédant à un autre, *Misères du sabre*. Lucien Descaves fut poursuivi et acquitté. Il a donné des œuvres qui sont de puissantes peintures d'un milieu, *les Emmurés, la Colonne, Philémon, Vieux de la Vieille*, des études pénétrantes sur Marceline Desbordes-Valmore, sur le graveur Georgin, *l'Imagier d'Epinal*, des impressions d'époque, *la Maison anxieuse, Dans Paris bombardé*. Au théâtre, il a fait représenter *la Pelote, les Chapons, la Cage, la Clairière* et *Oiseaux de passage* (en collaboration avec Maurice Donnay), *l'Attentat* (en collaboration avec Alfred Capus), *la Préférée, la Saignée* (en collaboration avec Nozière).

Il est, depuis 1900, membre de l'Académie Goncourt.

AUTOUR DES BOIS

Quoi de plus admirable, en ce moment, que les bois, tous les bois de France?

Ils sont la bénédiction de la terre et sa jeunesse éternelle; ils couvrent des pays entiers, enveloppent des villes, abritent des bourgs paisibles, dérobent des hameaux dont le clocher seul surgit,

escaladent les cimes, couronnent les coteaux, pendent comme des crinières emmêlées au flanc des collines, boivent la lumière, froidissent sous la lune et résonnent de musiques divines. Ils ont une âme de peuple. Les arbres prennent des formes humaines, font des gestes d'intelligence et d'amour. On dirait de grands frères solidaires et compatissants, qui versent leur ombre et leurs baumes pour la consolation des pauvres.

« Du plus loin que je vous vis, dit le chemineau exténué, j'ai tendu les bras vers vous, car je suis las, j'ai marché longtemps; et dormir sur votre cœur, bercé par votre chanson, doit être si doux! Non, vous ne voulez pas? Par-dessus les murs, des kilomètres de murs qui vous embastillent, les plus hautes branches accompagnent de saluts ironiques votre injonction :

Domaine privé! Le public n'entre pas ici.

Quoi de plus généreux, de plus salubre, en ce moment, que les bois, tous les bois de France?

Quel air on y respire! Quelle haleine ils ont! La mer est dans les peupliers; les genévriers embaument; les bouleaux, les charmes et les hêtres, chaussés de mousse, sourient, élancés, dans leur robe nuptiale; les chênes, vieux parents pensifs, prodiguent l'exemple de la force et de l'ombre; les ormes vertueux tirent leurs rideaux, et la foule des sapins se presse, tiède et recueillie.

Oh, les chers bois, vivants et divers, tout ensemble taciturnes et bavards, confidentiels et sourds, altiers et tutélaires, solennels et intimes, cathédrale et petite église de campagne. Comme il ferait bon recevoir l'étreinte des futaies et les baisers furtifs des clairières!

« Pourquoi me tentez-vous, dit le promeneur solitaire, pourquoi êtes-vous là, au bord même de la route, bois pleins d'odeurs et de murmures? Ne

le vois-je pas, le solide treillis qui vous fait une cotte de mailles? Simplifiée, économique, elle n'est pas moins rassurante pour les propriétaires qui regardent à la dépense d'un mur hérissé de culs de bouteille. Est-ce assez ingénieux, cette triple rangée de fils de fer garnis, tous les vingt centimètres, de pointes meurtrières? Jolis bois, j'entends votre ordre de passer au large; vous avez des couteaux à la ceinture! »

Quoi de plus indulgent que les bois, en ce moment, tous les bois de France?

Sont-ils frais, le matin, les palmes de leurs fougères ployant sous la rosée et leur front de feuilles miroitant ainsi qu'une eau immobile et suspendue! Sont-ils mystérieux le soir tombé, lorsque, confondus avec les maisons du village voisin, ils érigent des cités de repos massives, propagent le silence en bas et causent en haut avec les étoiles! Les milliards de vies qu'ils enferment! les lits qu'ils dressent! Pour qui?

« Pour nous, disent les amants. Vos sources cachées, nous en avons soif; vos baumes, nous en avons faim; vos alcôves, nous en sommes avides. Ces sentiers qui vous enrubannent et mènent Dieu sait où, nous ne demandons qu'à les suivre; ces profondeurs obscures, nous voudrions nous y perdre; ces bruyères, nos corps les fouleraient avec ivresse... Faut-il donc nous contenter du souffle des sapins, évoquant, au passage, l'étable, la bonne litière, un calme sommeil de bêtes lasses. Hélas, oui! »

Défense de pénétrer dans ces bois sous peine d'amende.

Quoi de plus divertissant, en ce moment, que les bois, tous les bois de France?

L'herbe y est tendre : pour mieux vous caresser, mes enfants! Des ruisseaux courent sur les cail-

loux et sous les saules : pour mêler leur gazouillis au vôtre, mes enfants! L'écorce des arbres est noueuse et rude : pour vous aider à grimper, mes enfants! Les vieux troncs résineux répandent leurs gommes : pour votre goûter, mes enfants! Les halliers vous appellent : disputez aux ronces vos culottes, aux broussailles l'étoffe brune de vos jambes, le cuir de vos pieds nus!

« Parbleu! disent les enfants, si ce n'était que cela! »

Mais nous devons lire :

Il y a des pièges à loup de posés. Pourquoi pas des mitrailleuses!

Quoi de plus secourable, en ce moment, que les bois, tous les bois de France?

Ils meurent et renaissent pour le soulagement des malheureux. C'est pour eux, sans doute, ces brindilles, ces branches sèches, tout ce bois mort... On vient le ramasser des hameaux environnants. Comme il pétillera, l'hiver prochain, pour la fête des yeux et le réveil du sang! Quelle saltarelle danseront dans l'âtre les flammes arrogantes! Risque-toi, rieuse, ne crains rien, pauvresse... Pas de clôture cette fois. Pas d'écriteau, pas de pièges... Enfin!..

« Je vous y prends, dit un garde qui survient. Ne savez-vous pas que cette chasse est réservée? Je vous dresse procès-verbal. Comment voulez-vous que l'on tue le gibier, si vous l'effrayez? Je comprends que vous vous en foutiez, vous n'en mangez pas, mais on en mange au château. Et puis ce bois mort que vous vous appropriez, il appartient à mon maître, qui le vend ou se chauffe avec, à son gré... Ah! votre compte est bon. »

Quoi de plus engageant, en ce moment, que les bois de banlieue? C'est la promenade et la joie du dimanche, la récompense du travail, la compensa-

tion que se promettent les victimes de l'atelier, du magasin, de la fabrique, les petits ménages du faubourg, les familles nombreuses entassées, pour dormir, dans les logements où l'air et la lumière rivalisent d'économie. Le bois suburbain c'est l'illustration de la romance perpétuelle que chante en besognant l'ouvrière : le gazon, la fleur et l'oiseau, c'est l'oasis dans le désert des jours, l'eau fraîche bue au creux de la main, le nom gravé au cœur des arbres, les jeux de l'enfance réappris, la naïveté de l'âme populaire grisée de verdure et de brise, le bond joyeux de la bête détachée du piquet et traînant avec surprise sa longe...

Désolée... Mille regrets, dit l'administration. Mais ces bois, ces forêts, sont la propriété de l'Etat qui, seul, a le droit de les dévaster et de permettre des coupes. Est-ce dans l'intention d'établir un nouveau champ de courses? Représentez-vous une société privée de tir, ou bien cherchez-vous un emplacement propice à l'installation d'un stand militaire, auxquels cas nous n'aurions rien à vous refuser? Non? C'est donc uniquement la cause des promeneurs et des pauvres que vous plaidez? Mais les promeneurs et les pauvres ont les routes. N'est-ce pas suffisant?

Vous avez entendu, bonnes gens... Des bois, des forêts à leur lisière, une ombre marginale descend sur le chemin... On vous la prête, drapez-vous dedans et n'élevez plus de vaines plaintes, car, songez-y bien, ce bout de nappe verte aux franges tremblantes, qui secoue des miettes de fraîcheur, cette loque d'ombre, c'est encore par tolérance qu'on vous laisse en jouir. Mais on vous surveille...

Si vous alliez l'emporter!

(*L'Aurore,* 17 août 1898.)

JULES CLARETIE

(1840-1914)

Il nous souvient que nous fêtâmes, en 1912, le cinquantenaire du premier livre de Jules Claretie, *Une Drôlesse.* Il nous conta, en souriant, que ses débuts de romancier remontaient beaucoup plus loin, et qu'il avait publié un feuilleton dans un petit journal alors qu'il était encore au lycée. On sait quelle fut son activité, qui se manifesta par une abondante production. Il avait jeté ses premiers feux dans des feuilles satiriques ou littéraires du second Empire, le *Diogène,* la *Silhouette,* etc., puis, introduit au *Figaro* bihebdomadaire, il chroniqua partout. La notoriété lui venait. Il collaborait à la *France,* à la *Presse,* à l'*Illustration,* à l'*Opinion nationale.* Il avait été un des premiers correspondants de guerre, et, en cette qualité, il avait suivi la campagne d'Italie. Hélas ! en 1870, c'est le commencement d'une autre campagne qu'il devait suivre, et il ne devait jamais oublier les heures douloureuses qu'il conta avec émotion.

Il écrivait livres sur livres, passant du roman à l'histoire, et plus de cent volumes attestent son universelle curiosité. Ses premières pages d'histoire avaient été une évocation de la violente répression qui suivit les protestations contre le coup d'Etat de 1851, et il avait fait se lever de sa tombe le fantôme tragique de Martin Bidouré, fusillé deux fois.

Il devait être au *Temps,* avec sa *Vie à Paris,* pendant longtemps, l'annaliste de l'histoire contemporaine, et ses recueils d'articles forment une mine de documents. Il fut, de 1885 à 1914, administrateur général de la Comédie-Française.

Dans une page peu connue, Jules Claretie a parlé de lui :

« Lorsque, à mes débuts, j'allai voir Jules Janin, il me dit : « Mon enfant, il faut songer à avoir un bel

« enterrement. » Au fond, il était sérieux. Avoir un bel enterrement, c'est avoir, par son travail et la dignité de sa vie, mérité le regret de tous ceux qui demeurent ; c'est avoir été aimé et estimé ; c'est n'avoir jamais repoussé une main tendue, un espoir tremblant, n'avoir point fermé l'oreille à une plainte, la porte au malheur, l'espérance à un début, la pitié à un vaincu...

« J'ai fait du roman, et j'ai tâché de dégager de la stricte réalité humaine ce qu'elle a de consolant et de progressif. J'ai fait de l'histoire, et j'ai cherché, après mon maître Michelet , l'âme même de la Patrie. Je serais, au fond, chauvin, et c'est un ridicule honorable. J'ai fait de la critique, et j'ai toujours parlé des gens comme si je leur parlais, selon le mot de Fiévée. J'ai fait du théâtre. J'ai fait de tout, enfin, me sentant attiré par tout ce qui parle à mes instincts d'historien et d'artiste... J'ai beaucoup voyagé, aimant à la fois l'action et la solitude, me reposant d'un labeur par un autre, et chassant la fièvre du travail par la fièvre du chemin de fer. En fait, je suis de ceux qui aspirent toute leur vie au repos, ayant en eux un paresseux éperonné, ne se reposant jamais et continuant à piocher toujours et avec délices en se répétant cependant : Ce serait si bon de ne rien faire... Et si facile! Et si agréable aux camarades!... »

L' « AFFAIRE »

... Allez donc demander une unité de pensée à cette France littéralement coupée en deux et qui, nerveuse, agitée, s'affole autant à l'idée du débarquement d'un capitaine prisonnier que s'il s'agissait de la descente d'une flotte anglaise ! J'ai grand peur qu'en dépit de notre beau rêve d'apaisement, il n'y ait pour longtemps quelque chose d'irréparable et de brisé et des blessures profondes dans ce pays qui n'était point, au temps jadis, le pays de la haine. Et, pour commencer, la conversation, la causerie, les libres propos qui sont le charme

même de la vie française semblent quelque chose comme des oiseaux envolés. La volière reste, mais on n'y entend plus de battements d'ailes.

Les salons se ferment. Fort heureusement. On ne s'y parlait plus. On interrogeait la physionomie de son voisin avant de risquer une opinion. On *se tâtait,* comme à l'escrime, en criant quelque nom, en prononçant quelque mot. *Justice* devenait une façon de thermomètre. Ce qui nous réunit le plus, ce qui est la nation même, *armée,* prenait des significations inattendues. Il eût fallu refaire à tout moment le dictionnaire, comme à l'Académie. Ouf! on respire! Le soleil a éteint les lampes électriques, séparation annuelle. On a fait ses malles. Mais, avant d'arriver à la mer, que d'épreuves! Il y a les promiscuités de wagon à braver, le journal détesté que votre voisin de face déploiera sous votre nez et dégustera sous vos yeux. Il y a l'espèce de conseil de revision passé par le compagnon de route qui semble dire : « Celui-là, *comment* pense-t-il? » Et les sourcils froncés, et les mines bourrues aux stations, aux buffets, partout!

Ah! c'est un moment gai, et je crains bien que les casinos des villes d'eaux ne soient assez mornes cet été. Comment même se baignera-t-on? Côté des hommes, côté des femmes, soit! C'est le vieux jeu de la baignade. Il faudrait (ô Xerxès!) planter de nouveaux piquets et tendre de nouvelles cordes dans la mer immortelle, afin de ne pouvoir en toute sûreté se baigner qu'entre revisionnistes et antirevisionnistes.

Je gage que plus d'une ondine, comme on dit, avant de se livrer au baigneur, s'inquiétera moins de ses biceps que de son opinion et lui demandera non pas : « La mer est-elle bonne? » mais

« Que pensez-vous de la réunion du conseil de guerre à Rennes? »

Mme Mathilde Serao, qui a visité Paris et l'a étudié un moment, a dû être surprise de la vivacité de nos passions, et elle l'eût été bien davantage, sans nul doute, si son Italie ne lui présentait point, de son côté, des contrastes aussi dramatiques. On raconte que, le jour des Vêpres siciliennes, à la porte de la petite église de Palerme, où les Français étaient entrés pour prier, les massacreurs se tenaient les armes levées et ordonnaient aux fidèles qui sortaient de prononcer le mot *Sicilia*.

Ceux qui disaient Sicilia et non *Tcisilia,* aussitôt dénoncés comme Français par leur accent, étaient impitoyablement assommés, poignardés, égorgés sur place... Quand l'impératrice Eugénie visita l'église en compagnie du savant professeur Salmas, elle voulut, ainsi que les vieux Français du temps des Vêpres, dont les ossements sont enfouis en ce *Campo-Santo,* subir l'épreuve, au seuil de l'église. Elle prononça, du reste, à la sicilienne, le mot *Sicilia*.

Je ne désespère pas de voir se lever le jour où les millions de Français qui sont la France s'entre-déchireront, selon la manière dont ils prononceront le nom de Dreyfus — Dreyfus ou Traifous? — « Prononce comme moi, ou je te frappe, sois de mon avis, ou je t'étrangle! » Et vraiment, nous en sommes venus à des mœurs et à des colères qui eussent fort étonné et parfaitement attristé les philosophes tolérants du dix-septième siècle. Dors-tu content, Voltaire? On a brûlé, l'autre jour, dans l'Ardèche, un mannequin de paille portant, sur un écriteau, le nom de Zola!... La fête patriarcale de la Saint-Jean prend ainsi tout à coup des allures d'autodafé intime. Je regarde le calendrier. Oui, nous sommes bien au mois de juin 1899 et on prétend même, on assure officiellement, qu'un Congrès international se réunit à Londres

pour abolir la traite des blanches, et un autre encore à La Haye pour tâcher sinon d'abolir, du moins de domestiquer la guerre.

Dompter les tigres, rogner les ongles à Bellone, c'est un noble idéal, mais, à l'heure présente, est-ce que ces congrès, dont l'un se préoccupe du sort de la femme et dont l'autre soupire en l'honneur de la paix entre les hommes, ne constituent point une sorte d'anachronisme ? Et si l'on ne craignait de passer pour un ironiste, un fabricant de paradoxes à la Roqueplan, ne pourrait-on ouvrir aussi, à Paris, un congrès de la paix entre Français ?

(*Le Temps,* 29 juin 1899.)

PIERRE MILLE

(1864)

D'avoir parcouru le vaste monde, du fond de l'Afrique aux extrémités de l'Asie, d'avoir vu tant de peuples divers, d'avoir assisté à tant de luttes, Pierre Mille a rapporté des visions élargies de la vie et une philosophie, jointe au sens du pittoresque, qui s'atteste dans ses chroniques, toujours substantielles sous leur pointe d'ironie et de fantaisie. Il a créé des types, comme celui du colonial Barnavaux, qui a des aperçus personnels sur toutes choses. Dans ses « En passant » du *Temps*, Pierre Mille, esprit libre et délié, fait avec grâce la critique des événements et met de la légèreté sur un fond d'idées sérieuses. Il est, parmi les conteurs et les chroniqueurs, un des écrivains qui ont le plus sûrement conquis la faveur du public.

LES JARDINS DE LA VEUVE

> **M. Lépine a, paraît-il, la Place de la Roquette étant démolie, découvert dans Paris une autre place publique, sur laquelle désormais auront lieu les exécutions capitales.**
> **(*Les journaux,* 1900.)**

... Il est certain qu'on ne peut pas guillotiner les condamnés à mort rue de la Santé, où ils logent pour le moment. Un tel contraste entre le mot et la chose marquerait une déloyauté que je qualifierais d'incompatible avec l'état éminent de notre civilisation.

D'autre part, il est impossible de leur couper la

tête place de la Roquette, puisque la place de la Roquette n'existe plus. C'est clair.

D'excellents logiciens en avaient conclu que les condamnés à mort ne mourraient pas, et je n'y voyais pour ma part aucun inconvénient. Mais M. Lépine, préfet de police, a revendiqué le droit imprescriptible qu'a la société de guillotiner ses enfants. Il a trouvé un bon endroit, et s'il ne dit pas lequel, c'est qu'il tient à garder un secret si précieux. Je suis obligé de citer ici quelques mots d'une interview remarquablement brillante, qu'il a bien voulu accorder à l'un de mes confrères.

« Permettez, a dit notre distingué préfet de police, que je garde pour moi seul un renseignement de cette importance.

« Oui, j'ai trouvé un endroit aussi discret que la rue Messier à laquelle j'ai été jadis obligé de renoncer. Il y a, à Paris, une rue déserte, une place, un carrefour — employez le mot que vous voudrez — qui est « idéal » pour le travail de Deibler : et si vous vous donniez la peine d'étudier le plan de la ville, vous le trouveriez comme moi... Vous ne devinez pas ? Non ? Alors tant mieux. Vous m'éviterez les inévitables réclamations du quartier. »

Ainsi parla M. Lépine à ce reporter, qui ne devina pas. Que dis-je ? il ne paraît même pas avoir cherché à deviner. Un journaliste ! Ah ! plutôt que d'entendre accuser ma corporation d'avoir manqué à ses devoirs professionnels, je résolus de consacrer mes veilles à la solution du problème, je résolus de n'épargner ni les méditations ni les démarches. Que mes confrères sont donc dépourvus d'imagination ! Eh quoi ! ils ont fait chercher au public, dans les Champs-Elysées, à Saint-Cloud, jusque sous les ombrages de la forêt de Saint-Ger-

main, des rouleaux d'or cachés dans des pots de fleurs, des tuyaux d'arrosage ou des boîtes de sardines, ils lui ont fait compter trois milliards de grains de blé dans un bocal, ils lui ont fait parcourir, en canots automobiles, vingt mille lieues sous les mers, — car nul n'oserait maintenant affirmer que c'était *dessus,* — et ils n'ont pas seulement songé à promettre cinquante pauvres louis au mortel qui découvrirait « la place, rue ou carrefour », le lieu désert enfin, que M. Lépine connaît à Paris! Voulez-vous que je vous dise : ils ont été au-dessous de tout. Mais moi, je vais me couvrir de gloire, car je *sais* le secret de M. Lépine, et tel fut l'art de mes déductions qu'il ne reste plus à ce magistrat qu'une chose à faire : me nommer chef de la Sûreté. Et qu'il n'attende pas! Sinon je demanderai un peu plus encore : ses propres fonctions. Car j'ai toujours eu envie de marcher, à la mi-carême, en tête du bœuf gras.

Ne croyez pas que mon succès ait été facile, immédiat, foudroyant. Le génie n'est qu'une longue patience! Je mets une vaniteuse modestie à reconnaître que j'ai dû au contraire tâtonner, m'y reprendre à plusieurs fois, démolir de mes mains rigoureuses les constructions que je croyais achevées. N'avais-je pas d'abord supposé qu'il était question de la salle des pas-perdus de l'ancienne gare d'Orléans, du Panthéon, ou du Petit Palais des Champs-Elysées? On voudra bien avouer, à mon excuse, que ces édifices sont absolument vides, dénués d'emploi, et que de plus, pour le Panthéon, il contient une magnifique fresque de M. Bonnat, représentant saint Denis qui marche d'un pied ferme, sa tête à la main; sans compter de terribles peintures du baron Gros. Mais un examen plus attentif des données du problème m'obligea d'écarter ces premières hypothèses; le nouveau-

sphinx du boulevard du Palais a eu soin de préciser, en effet, qu'il s'agit non pas d'un endroit couvert, mais « d'une rue, place ou carrefour ». Ainsi, fidèle aux enseignements de mes illustres maîtres en littérature criminelle, Gaboriau, Edgar Poe et Conan Doyle, j'arrivai à restreindre le champ de mes investigations.

Et je découvris d'abord la cour de l'Institut. On eût dit d'une prairie, et la plus champêtre. Une herbe abondante y croissait, drue, mais courte. Je soupçonne que le concierge de ce petit parc désert la coupe, à des intervalles réguliers, pour donner à manger à ses lapins. Cette herbe exceptée, rien dans cette cour, absolument rien! Ni homme ni bête. De trois vases très laids, évidemment funéraires, jaillissaient des flammes pétrifiées. Du ventre d'une Minerve, dans le fond, sortait un robinet. C'était tout. Un grand silence tombait des murailles sombres. Et je pensai que ces murailles, percées de beaucoup de fenêtres — dont quelques-unes à guillotine — appartenaient à l'Etat. Et qui donc exécute? L'Etat. Il m'apparut qu'il serait là chez lui, que personne n'aurait rien à lui dire. Etait-ce donc à la cour de l'Institut que M. Lépine avait pensé? On admettra qu'il y avait quelques motifs de le présumer. Pour éclaircir mes doutes, je fis passer ma carte à M. Pingard.

« ... *Et ubi solitudinem faciunt, patibulum appellant*, répondit-il, avec une érudition qui n'était pas exempte d'amertume, aux questions qui se pressaient sur mes lèvres. Toutefois, il faut bien que je l'avoue, le projet dont vous me parlez n'est pas sans présenter quelques avantages. Mieux vaut encore un échafaud de temps en temps qu'une statue tous les jours. C'est moins encombrant. Et il est impossible, si nous ne trouvons pas une destination plus utile à notre cour, qu'on ne nous mette

pas une statue : le monument de la Télégraphie sans fil, par exemple, ou un Triomphe de la République, ce qui serait bien pénible, monsieur! Car vous remarquerez que nous avons déjà la Minerve-au-Robinet. Cela devrait suffire.

— Mais enfin, continuai-je, vous n'avez pas été officiellement prévenus ?

— Officieusement, me répondit M. Pingard avec discrétion, officieusement peut-être avons-nous été pressentis. Mais nous ne sommes pas les seuls. Ignorez-vous que tout près de nous, de l'autre côté de la Seine...

— N'ajoutez rien, fis-je, j'ai compris : vous faites allusion au square de la cour du Louvre! J'aurais dû y penser plus tôt. Ne vous formalisez pas si je vous quitte un peu brusquement : je cours où le devoir m'appelle. »

Comment avais-je un instant pu l'oublier! Le square du Louvre est le seul endroit où personne n'ait jamais été assassiné, par la raison qu'on n'y a jamais vu personne. Ce fait remarquable a été noté dans plusieurs ouvrages spéciaux. Actuellement, je dois pourtant l'ajouter, il possède un habitant. C'est le marquis de La Fayette, qui est mort en 1834.

On l'a planté là en effigie, et à cheval. M'étant précipité pour lui faire visite, j'eus quelque peine à le reconnaître. Non seulement son coursier était noir et gris, chose déjà bien contraire à l'histoire, qui ne nous a jamais parlé que du cheval blanc de ce gentilhomme libéral, mais ce gentilhomme libéral lui-même était tout tacheté. Osons dire le mot : il était pie! Cette particularité, assez fréquente chez certains mammifères, est très rare chez l'homme. Je ne pus réprimer l'expression de mon étonnement.

« Monsieur le marquis, lui dis-je, est-ce bien vous ?

— C'est moi-même, répliqua-t-il : Marie-Paul-Joseph-Roch-Yves-Gilbert du Motier de La Fayette. Et durant ma vie, j'étais aussi blanc que quiconque. Par malheur les Américains, qui sont des gens riches, ont tenu à donner à la République française ma statue en plâtre métallisé, et la métallisation n'a pas tenu, à cause des intempéries. Je déteins, mon cher monsieur! Mais que cela ne vous empêche pas de me dire ce qui vous amène. »

Je lui exposai en peu de mots la mission que j'avais assumée.

« Ce serait, me dit-il, une excellente idée que de me faire assister quelquefois encore aux spectacles dont je fus si souvent témoin, à l'époque la plus intéressante de ma vie. Cette place est d'ailleurs vaste, bien aérée, et, comme à l'Institut, l'Etat est ici chez lui. Mais je crains bien qu'on ne me laisse à ma solitaire décrépitude : à quelques pas, hélas! quand vous aurez franchi les étroits guichets qui me séparent de la rue de Rivoli, vous rencontrerez un autre désert plus vaste et qui, depuis bien des années, demande avec insistance qu'on lui trouve une destination. Soyez sûr que c'est lui, et non un autre, qu'a voulu désigner M. le préfet de police.

— Le Palais-Royal! m'écriai-je illuminé.

— Oui, le Palais-Royal, répéta M. de La Fayette. Et puisqu'on a démoli les galeries de bois, n'est-il pas juste qu'on les remplace par les bois de justice? »

(*Le Temps*, 1900.)

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LE SECOND EMPIRE

LE SIÈGE DE PARIS ET LA COMMUNE

LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA RÉPUBLIQUE

DE 1880 A 1900

1-22

IMPRIMERIE DELAGRAVE
VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE

Imp. Delagrave, Paris.



